



## Disney parie sur la France

En annonçant la décision d'ouvrir un Disneyland en Seine-et-Marne, M. Michel Girard, président du conseil régional d'Ile-de-France, a parlé d'« événement historique ». Excitation du moment, exagération d'un homme politique qui va engranger les bénéfices moraux de la population ? Bien sûr, mais le fait reste considérable.

Il prouve d'abord que les hommes d'affaires d'outre-Atlantique font confiance à la France, à son économie, à ses capacités techniques, à ses institutions politiques. Parier sur elle à la veille d'une période électorale et donc incertaine n'était pas évident.

L'accord apporte également la preuve que les Américains ne sont plus effarouchés par l'administration française. Paradoxalement, ce changement d'attitude est à mettre au crédit du gouvernement socialiste, qui a su les amadouer puis habilement négocier. Pour le Disneyland de Tokyo, ce sont les Japonais qui avaient investi, les Américains ne touchant que les royalties de leur savoir-faire. A Marne-la-Vallée, le groupe Walt Disney prendra des risques financiers.

La décision de son PDG, M. Michael Eisner, peut d'entre part montrer le chemin aux firmes américaines qui jusqu'à présent préféraient Londres, Bruxelles ou Francfort pour installer leur antenne en Europe.

Enrodisneyland est la version moderne de la formule romaine « de pain et des jeux ». Mickey, Donald et l'Oncle Picsou assombreront les jeux. Mais, alentour, des hôtels, des commerces, des immeubles de bureaux et même des entreprises industrielles offriront le pain. Vingt mille emplois et peut-être cinq fois plus, quelle est l'industrie qui peut apporter cela aujourd'hui ? Le tourisme est devenu une activité majeure et même un moteur économique. Ce n'est plus à proximité d'une université, d'une préfecture ou d'une grande usine qu'on crée une ville mais autour d'un centre de loisirs.

Enrodisneyland, marque en effet l'entrée de la France dans la civilisation des loisirs. Avec trois décennies de retard sur les États-Unis et quelques années sur l'Europe du Nord et l'Allemagne, où foisonnent les parcs de jeux.

Constatation nuancée d'étonnement et d'amertume. Étonnement devant l'acceptation par un gouvernement socialiste de capitaux américains que l'on repoussait jadis au nom de la défense des intérêts français. On se souvient de l'opposition farouche de la gauche en 1970 à l'implantation à Bordeaux d'une usine Ford.

Grinés en Mickey, ces intérêts américains seraient-ils devenus inoffensifs ? Plus culturels peut-être ? Mais M. Jack Lang ne s'insurgeait-il pas, il n'y a pas si longtemps, de l'« impérialisme » culturel des Américains ?

Amertume aussi. Ce n'est pas Astérix qui marque l'ère nouvelle des loisirs. La France jusqu'à présent n'a pas été capable d'inventer une forme populaire de distraction. L'état de l'économie lui impose de passer par ce « plan Marshall » du divertissement.

(Lire nos informations page 12.)

## ACCORD ENTRE JÉRUSALEM ET ABIDJAN

### Israël espère resserrer ses liens avec l'Afrique

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a annoncé, le mercredi 18 décembre, la reprise des relations diplomatiques entre son pays et la Côte-d'Ivoire, rompues depuis 1973. La décision a été prise à l'issue d'une rencontre, mercredi à Genève, entre le président Houphouët-Boigny et M. Pérès, qui espère que d'autres pays africains suivront l'exemple de la Côte-d'Ivoire.

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Félix Houphouët-Boigny a donc franchi le pas. En renouant, le mercredi 18 décembre, avec l'Etat juif, après douze ans de brouille officielle, le président ivoirien a, en quelque sorte, réconcilié le cœur et la raison. Car parmi les vingt-six dirigeants d'Afrique noire qui rompirent avec Israël au lendemain de la guerre du Kippour — à la demande du monde arabe et par solidarité avec l'Égypte — il fut sans doute celui qui appliqua la consigne de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avec le moins d'enthousiasme.

La Côte-d'Ivoire avait été la dernière à rompre, le 8 novembre 1973. Elle n'est pourtant pas la première à revenir sur sa décision. Deux pays l'ont précédée dans cette voie : le Zaïre, en mai 1982, le Libéria, en août 1983.

Mais aux yeux des Israéliens les retrouvailles avec Abidjan ont un prix sans égal. Sur le continent noir, M. Houphouët-Boigny n'est pas seulement le doyen des hommes d'État (avec le président Banda du Malawi), il est aussi l'un des plus sages, la stabilité et le libéralisme de son régime, la relative prospérité de son pays, lui valent influence et respect, parmi

ses pairs. Rares sont, dans le tiers-monde, les partenaires d'Israël aussi fréquentables.

Voilà pourquoi Jérusalem espère vivement que le président ivoirien entrainera assez vite dans son sillage d'autres dirigeants noirs. « Deux pays pourraient suivre prochainement l'exemple ivoirien », a déclaré, mercredi, en rentrant en Israël, M. Shimon Pérès, sans préciser lesquels. M. Houphouët-Boigny lui a dit pouvoir plaider la cause d'Israël auprès de quatre présidents. L'un d'eux a déjà offert à M. Pérès de restaurer « graduellement » les relations diplomatiques. Parmi les candidats à la réconciliation, on cite ici le Togo, le Gabon, le Cameroun et la République centrafricaine.

Si M. Houphouët-Boigny renvoyait à contrecoeur en 1973 l'ambassadeur israélien, c'est qu'il avait apprécié, plus que d'autres, les mérites de la coopération multiforme fournie par l'Etat hébreu aux jeunes nations africaines pendant la première décennie de leur indépendance. Les bénéficiaires africains de l'assistance technique israélienne la jugeaient alors unanimement efficace, dynamique et amicale.

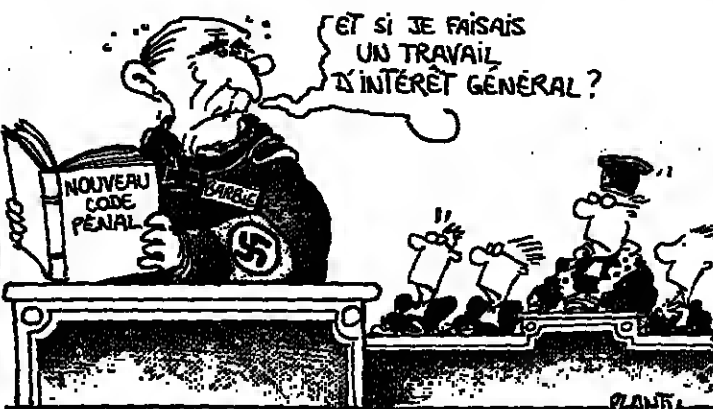
JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 6.)

## POUR REMPLACER LE TEXTE DE 1810

### M. Badinter présente le nouveau code pénal

M. Robert Badinter a présenté, le jeudi 19 décembre, son projet de nouveau code pénal. Ce texte vise à remplacer le code de 1810, devenu incohérent et parfois inapplicable. L'avant-projet sera remis au Conseil d'État avant d'être examiné par le conseil des ministres à la mi-février. Il est donc peu probable que le texte soit présenté au Parlement avant les élections de mars.



La révision du code pénal est une œuvre de longue haleine, si longue, que cinq gardes des sceaux successifs s'y sont essayés, si l'on ne se réfère qu'aux moutures les plus récentes. Il est donc méritoire pour M. Robert Badinter de toucher ainsi au but, même si l'avant-projet qu'il s'apprête à soumettre par obligation au Conseil d'État et par détachement à la Cour de cassation ne porte que sur les trois premiers volets du nouveau code : la partie générale, consacrée à l'échelle des peines et à la manière de les appliquer, ainsi que les deux « livres » suivants, qui ont trait aux personnes et aux biens.

La malchance de M. Badinter est cependant d'avoir risqué le point final à cette entreprise intellectuellement

herculéenne à la veille des élections législatives. Certes, M. Laurent Fabius s'est engagé à déposer « incessamment » ce texte au Parlement, c'est-à-dire dès son adoption par le conseil des ministres — au mois de février, espère M. Badinter.

Mais, au-delà, l'avenir du projet paraît plus incertain, sauf à envisager une improbable session extraordinaire qui lui serait spécialement consacré. Il risque plutôt d'être remis sur le métier par le prochain garde des sceaux, qui, telle Pénélope, pourrait lui infliger le sort qu'avait réservé M. Badinter à la loi « sécurité et liberté » de M. Alain Peyrefitte.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 10.)

## L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE SOVIÉTIQUE EN ASIE DU SUD-EST

### Grignoter et consolider

De notre envoyé spécial

Bangkok. — Les États non communistes du Sud-Est asiatique ont été, cette année, l'objet de ce que l'on qualifie ici de « nouvelle offensive diplomatique soviétique », accueillie très souvent avec une grande réserve par la plupart des intéressés. « Les Soviétiques », selon un diplomate occidental, ont essayé plusieurs rebuffades, mais ils n'en ont cure : ils ne sont pas pressés et, pour eux, il s'agit avant tout de consolider des acquis. Cette fois, les acquis ont pour nom les bases de Da-Nang et de Cam-Ranh au Vietnam et l'inclusion, définitive à leurs yeux, du Cambodge dans la grande famille socialiste.

Au printemps, M. Mikhail Kapitsa, vice-ministre des affaires étrangères chargé de l'Asie, qui vient de se rendre à Pékin, a passé un mois dans la région, expliquant à qui voulait l'entendre que Moscou entendait agir comme un « garant » de la paix en Asie du Sud-Est. Le mois dernier, M. Yakov Ryabov, un vice-premier ministre, a été reçu à Djakarta puis à Kuala-Lumpur. Entre-temps, plusieurs délégations ont visité les capitales de la région. L'une d'entre elles s'est rendue, fin octobre, à Bangkok.

Faute de pouvoir proposer, à quelques exceptions près, des programmes de coopération, les Soviétiques ont offert un renforcement des liens commerciaux

entre leur pays et plusieurs États, d'autant plus tentés, en théorie, que le marché américain a tendance à se fermer depuis quelques mois. Les économies de la région sont d'autant plus touchées par la récession mondiale que la plupart d'entre elles sont orientées vers les exportations. Par exemple, pour avoir largement dépassé leur quota, les exportations de vêtements thaïlandais sont sous embargo aux États-Unis depuis le 8 octobre et jusqu'à fin décembre. Moscou n'a pas manqué de proposer aux Thaïlandais une augmentation des importations soviétiques.

Avec un opportunisme égal, les Soviétiques tentent de s'insérer dans le jeu diplomatique régional. L'exemple le plus voyant a été

l'accueil réservé, au début de l'automne, à Moscou, à M<sup>me</sup> Marcos, l'épouse du président philippin, au moment où ce dernier subit une forte pression américaine pour qu'il amende son régime. Ils tentent également d'offrir un contrepois à l'égard de Pékin, mais qui est amorcé, sur le plan commercial, le dégel de leurs relations avec la Chine. A Kuala-Lumpur, M. Ryabov s'est aussi efforcé de séduire des interlocuteurs dont la prudence à l'égard de Pékin s'explique, en partie, par la présence chez eux d'une forte minorité d'origine chinoise aux positions économiques très solides.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 4.)

## AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

### Un musée vivant pour le XX<sup>e</sup> siècle

C'est beau, un musée qui naît, parce que, malgré tout, il y a quelque chose en nous qui résiste à l'idée que l'art enfermé, l'art accroché, l'art balisé est un art vivant.

C'est beau, un musée vivant, et celui-ci en est un. Huit ans après sa construction, il se remet en question, et, lorsque le président de la République a inauguré, mardi, les dernières salles du Musée national d'art moderne, au Centre Georges-Pompidou, il a ouvert les portes d'une ville nouvelle. Repensée par la prima donna de l'architecture intérieure, Gae Aulenti, repeuplée par Dominique Bozo et son équipe de conservateurs.

Une ville où l'on a asservi les contraintes de circulation, où l'on

se déplace librement dans un espace délimité, sous un éclairage unifié.

Parti pris de clarté, qui rend parfois la promenade austère, et entraîne le visiteur, selon une chronologie souple, au long d'un chemin sinueux, jalonné de sculptures, avec, brisant la perspective de l'« avenue » sud-nord, des galeries où se nichent sous vitrines, dessins, petits formats et documents. L'itinéraire n'est plus imposé, mais subtilement indiqué, par les rapprochements, les rencontres, les croisements, le glissement progressif du moderne vers le contemporain.

Matisse ouvre grand les portes. Le coq de Brancusi se retrouve sous le grand New York City de

Mondrian. On peut saluer les Delaunay, elle et lui, à égalité, trouver Rouault un brin envahissant, on peut obliquer vers Miro et Calder, se perdre dans les hautes pâtes de Dubuffet, déboucher sur Pollock, se réchauffer chez Beuys et plonger dans l'univers des jeunes : Garouste ou Cnuchi. On n'a pas vraiment le temps de regretter l'absence de Duchamp.

Tout le monde n'est pas là, mais les partis pris ont un sens. C'est là le mérite et la limite de ce musée qui donne à voir, à comprendre, à aimer l'imbroglio de l'art du vingtième siècle. Le nôtre.

(Lire page 22 l'article de GENEVIÈVE BREERETTE.)

## L'école et les immigrés

Les mesures de M. Chevènement pour mieux intégrer les enfants d'étrangers.

PAGE 11

## Manœuvres dans les télécommunications

Le Suédois Ericsson propose un accord au groupe nationaliste CGE.

PAGE 27

## Un revers pour M. Gandhi

Le parti xénophobe a gagné les élections en Assam.

PAGE 4

## Docteurs, mettez-vous d'accord !

La Fondation pour l'évaluation des pratiques médicales devra dégager un consensus sur les traitements controversés.

PAGE 11

## La fin de la législature

Les députés n'avaient jamais autant travaillé.

PAGE 7

## Le Monde DES LIVRES

Romans : Nicolas Bouvier, Patrick Carvin  
Lettres étrangères : rencontre avec Isaac Singer  
Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech  
Pages 13 à 20

Débats : Le test du Front national (2) • Étranger (3 à 6) • Politique (7 à 9) • Société (10 à 12) • Culture (22) • Communication (24) • Économie (27 à 31)

Programmes des spectacles (23) • Radio-télévision (24) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (26) • Carnet (26) • Annonces classées (25)

**LE LIVRE A GRAND SPECTACLE**

MUSIC-HALL et café-concert

Bordas

سكس من الاموال



# débats

## Enrayer la contagion

Les socialistes sont mal placés pour le dire, mais il est vrai que l'opposition se laisse trop contaminer par le style du Front national.

par BERNARD STASI (\*)

Il faut le dire d'emblée : les socialistes sont bien mal placés pour donner des leçons. Lorsqu'ils dénoncent la collusion d'une partie de l'opposition avec le Front national, on ne sait s'il faut rire ou s'indigner. Peut-être faut-il, simplement, tranquillement, hausser les épaules. Ceux qui se sont alliés au Parti communiste pour arriver au pouvoir, et qui ont gouverné avec lui, sont disqualifiés pour lancer des avertissements ou porter des jugements en matière d'alliances immorales.

Certes, l'union de la gauche est morte. Mais ce n'est pas le Parti socialiste qui l'a tuée. Et la plupart de ses dirigeants en gardent la nostalgie, en même temps qu'ils caressent l'espoir de la voir renaître un jour de ses cendres. Le congrès de Toulouse, que certains observateurs saluent comme le congrès du grand changement, n'a marqué la fin ni du mythe ni de la stratégie de l'union de la gauche. Et dans le débat qui l'a opposé à Jacques Chirac au mois d'octobre, le premier ministre n'a nullement exclu la possibilité d'une nouvelle entente avec le Parti communiste. Il suffirait, en réalité, que ses dirigeants cessent de tirer à boulets rouges sur le Parti socialiste pour que celui-ci accepte aussitôt d'ouvrir les bras aux frères un moment égarés.

Tandis que, chaque jour, les dirigeants communistes battent publiquement leur coulpe pour s'être laissés embarquer dans cette galère, on attend encore - et on attendra sans doute longtemps - qu'un dirigeant socialiste de haut niveau exprime un regret, sinon un démenti, à propos de cette collusion avec un parti dont les leaders ne cachent pas la complicité qu'ils ont eue à la plus grande, entreprise totalitaire qui soit au monde. Mais peut-être M. Fabius et ses camarades socialistes ignorent-ils ce détail avant la révélation faite récemment par Pierre Jaquin sur les liens de subordination existant entre le Parti communiste français et les dirigeants de l'empire soviétique.

Oui, on a furieusement envie de rabattre la morgue moralisatrice du Parti socialiste quand il lance vertueusement l'opposition à propos de ses relations avec le Front national. D'autant plus que

les choses, enfin, sont claires. Tous les leaders de l'opposition, toutes les formations politiques, ont récusé, fermement, l'éventualité d'une alliance avec le Front national.

Mais la partie n'est pas gagnée pour autant. Quel bénéfice politique et moral l'opposition pourrait-elle tirer de son refus de s'allier avec le Front national si elle se laissait contaminer par son style et par ses thèmes ?

A cet égard aussi, le comportement du Parti socialiste doit nous inspirer d'utiles réflexions et nous servir de contre-exemple. Non seulement, en effet, le Parti socialiste s'est allié avec le Parti communiste, mais il avait subi une fascination politique et une contamination idéologique dont il a bien du mal à se dégager aujourd'hui. Et ceux qui, en son sein, étaient tentés de prendre quelques distances par rapport à l'impregnation marxiste du parti et à son comportement manichéen, étaient vivement dénoncés comme des sociaux-démocrates - ce qui, il n'y a pas longtemps, était la pire injure dans la bouche de la plupart des dirigeants socialistes.

Un phénomène de même nature se manifeste aujourd'hui dans les rangs de l'opposition. Beaucoup de ses porte-parole, en effet, consciemment ou non, par tactique ou par lâcheté, parfois aussi par conviction, s'alignent sur les positions du Front national.

### Dangereuse escalade

C'est essentiellement à propos de l'immigration que se développe cette fâcheuse contamination. Certes le problème de l'immigration existe, et les responsables politiques de notre pays l'ont trop longtemps ignoré. Le nécessaire débat sur le racisme ne saurait occulter les difficultés réelles que pose, dans certaines communes, la cohabitation de communautés aux genres de vie différents.

Mais il est grave qu'en ce début de campagne électorale, s'agissant de ce problème complexe et délicat, nombre de dirigeants de l'opposition se soient laissés entraîner par le Front national dans une dangereuse escalade. Dangereuse, parce que cette exaltation du débat politique à propos de l'immigration nuit à l'image de la France, et pas seulement dans les pays du tiers-monde d'où sont originaires les immigrés. Dangereuse, parce que ce langage exerce les passions à propos d'un problème qui, en raison de sa gravité, exige d'être abordé avec sérénité.

Dangereuse, parce que, en acceptant d'entrer dans la logique lepreuse qui consiste à dénoncer les immigrés comme responsables du chômage, de l'insécurité et des déficits sociaux, on suscite des réactions xénophobes chez beaucoup de nos compatriotes et on incite les immigrés, qui se sentent en permanence suspectés et menacés du doigt, à se repaître sur eux-mêmes et à durcir leur comportement.

Dangereuse, parce que si elle satisfait une partie de l'électorat de l'opposition, cette attitude risque de nuire à l'image et à la crédibilité de l'ensemble de l'opposition auprès de ceux - et ils sont de plus en plus nombreux - qui ne croient pas aux démagogues - qui ne veulent pas réduire le débat politique à des slogans simplificateurs ou à des attitudes manichéennes.

Dangereuse, parce que si l'opposition ne marque pas clairement sa différence et ne prend pas nettement ses distances à l'égard du Front national, si elle ne souligne pas avec force l'incompatibilité de ses valeurs - celle d'une France tolérante, pluraliste, respectueuse des droits et de la dignité de l'homme, de tous les hommes - avec les valeurs de cette France ringarde, frileuse et haineuse qu'exaltent les discours de Jean-Marie Le Pen et de ses amis, comment pourrait-elle, efficacement, dissuader les électeurs d'apporter leurs suffrages à ces derniers ?

Dangereuse, enfin, parce que dans ce domaine comme dans les

autres, l'opposition doit se garder de la tentation des promesses fallacieuses. Faire croire aux Français que l'opposition a des solutions "miraculeuses" pour faire disparaître les difficultés liées à l'immigration, c'est leur raconter des histoires, c'est se préparer de vigoureux coups de bâton en retour. Ni sur la répression de l'immigration clandestine ni sur le contrôle des frontières, la prochaine majorité ne pourra faire beaucoup mieux que le pouvoir actuel.

Si la politique d'aide au retour piétine, ce n'est pas la faute au gouvernement, c'est à cause des réticences des pays avec lesquels nous voulons signer des accords. Par ailleurs, l'insertion de ceux

(\*) Première vice-président du CDS.

des immigrés qui resteront en France exigera, notamment dans le domaine de l'habitat et de la formation, et quel que soit le gouvernement, une politique courageuse, financièrement coûteuse, et qui devra être poursuivie pendant de nombreuses années. Le langage de la vérité, la comme ailleurs, est à la fois le langage du courage et celui de la prudence.

Est-il encore temps, pour l'opposition, de se ressaisir ? Je souhaite en tout cas, pour son honneur, que les déclarations vigoureuses et courageuses de Raymond Barre marquent un coup d'arrêt dans cette décomposition morale et doctrinale dont une partie de l'opposition, en se mettant à la remorque du Front national, donne l'attristat spectacle à propos du débat sur l'immigration.

## LE TEST DU FRONT NATIONAL

Même si tous les leaders de l'opposition ont récusé l'éventualité d'une alliance avec M. Le Pen, beaucoup de ses porte-parole s'alignent sur les positions de l'extrême droite, et Bernard Stasi trouve cela fort dangereux. Hervé Lavenir plaide au contraire pour le Front national, estimant que les Français sont las des partis « classiques ».

## Le Pen ? Oui, Le Pen

Ni la gauche ni l'opposition ne correspondent plus à l'attente profonde des Français. Alors...

par HERVÉ LAVENIR (\*)

Il faut être bien peu lucide - ou de bien mauvaise foi - pour contester aujourd'hui que Jean-Marie Le Pen répond, que cela plaise ou non, à l'attente d'une bonne partie des Français. Je ne crois pas être un fanatique. Ayant été élu maire d'une petite commune franc-comtoise, sans nul problème d'immigration, je crois bien connaître la « France profonde » et en faire partie. Je n'ai pas les réactions explicables d'un Parisien du dix-huitième ou d'un Marseillais face à l'immigration excessive et à l'insécurité quotidienne.

Passé par l'ENA, par trois cabinets de Matignon, conseiller aussi, dans certains domaines, de deux présidents - de Gaulle, Pompidou - je ne crois pas non plus être irresponsable. Ayant, pour un temps, dans le secteur privé, assumé la responsabilité de deux sociétés de technologie avancée, je ne suis peut-être pas, enfin, aussi aveugle qu'il faudrait l'être, par exemple, pour refuser de voir en Le Pen un raciste, un idéologue, un mégalo-mane.

Pourtant, je le dis tout net, je me compte maintenant, très résolument, parmi les Français qui sont pour Le Pen, dénoncent la caricature insignifiante qu'en font les médias - et ne se cachent pas.

Ni la gauche ni l'opposition dite parlementaire ne correspondent plus - quoi qu'en disent les états-majors - à l'attente profonde des Français. La gauche a déçu depuis qu'elle gouverne.

L'opposition des partis battus en 1981 l'avait déjà fait. L'union comme l'autre se disent, se clament libérales et ne le sont pas, les Français le savent bien. Entre l'étatisme de l'une - même corrigé par M. Fabius - et le technocratisme de l'autre - MM. Chirac et Giscard ont-ils, au gouvernement, fait preuve de libéralisme ? - ils ne voient, fondamentalement, pas une grande différence. Et, si la gauche est clairement rejetée, l'idée de voter seulement pour remettre en place les battus d'hier n'a rien d'exaltant.

Les Français, c'est incontestable, veulent moins d'étatisme, plus de libertés, d'efficacité, de sécurité. Ils ne croient plus guère aux discours usés des politiciens, c'est plus qu'évident. Comme les Américains d'avant Reagan, ils veulent entendre maintenant un autre langage.

Dès lors que M. Le Pen parle désormais de façon très claire, le langage du rassemblement et de l'ouverture à tous les Français qu'attirent ses idées, mais qu'a pu choquer ou retenir un certain style du Front national, je ne doute pas qu'en mars aucune majorité ne soit plus possible sans lui à l'Assemblée nationale. J'affirme très posément que cela sera bon pour notre pays, et même nécessaire.

(\*) Président du Rassemblement pour les libertés (RPL). Candidat du « Rassemblement national » dans le Doubs.

## COURRIER DES LECTEURS

### L'instance publique introuvable

Je suis préoccupé par le sort des réfugiés politiques en France. J'ai constaté au cours de ma vie professionnelle combien sont essentielles des explications claires pour les « demandeurs d'asile », désorientés devant la complexité des démarches à accomplir sur un sol étranger et dans une langue étrangère. L'entretien oral est irremplaçable pour que ces réfugiés potentiels puissent établir correctement un dossier de demande de statut de réfugié et, en cas de refus, établir une demande auprès de la Commission des recours des réfugiés.

Aussi suis-je inquiet (et bien d'autres avec moi) de constater la fermeture au public de cette commission depuis bientôt deux ans, puis la non-divulgation de la nouvelle adresse de son secrétariat, depuis son déménagement de la rue de la Verrerie, à Paris, où il était installé précédemment.

Les « solliciteurs » doivent adresser leur dossier à une boîte postale et ne peuvent se renseigner sur l'état de leur dossier que par téléphone (poste difficile d'accès devant l'afflux des appels).

Est-il normal qu'une instance publique (quelles que soient les raisons invoquées) soit introuvable, presque clandestine, pour les ressortissants qu'elle a en charge ? Est-ce

légal ? En tout cas, cet état de fait est préjudiciable aux demandeurs d'asile accueillis sur notre sol, et choquant pour le citoyen français. (...)

CHARLOTTE PAIN, assistante sociale (Paris.)

### Déjà de l'asile

J'écris ici à la place de mon fils Alexandre, dix-huit ans, traumatisé par ce qui lui est arrivé, momentanément résigné. Il faut dire que, fils de père antillais et de mère blanche, il est métis. Voici les faits.

Mercrdis 13 novembre 1985, vers 22 heures, mon fils se trouvait dans la rue de métro allant de Porte-de-Clichy à Porte-d'Orléans ; il rentrait à la maison après ses cours. Il sonnait les deux pieds sur la banquette d'en face. A la station Etienne-Marcel, deux policiers se dirigent vers lui. Ils lui disent brutalement d'enlever ses pieds, ce qu'il fait en sortant sa carte d'identité, mais ça ne leur a pas suffi ; ils se sont montrés violents et grossiers dans leurs paroles et ont décidé de l'emmener au poste de police des Halles, ce qu'ils ont fait en le brutalisant.

La, ils l'ont mis complètement au point humilié avec des gestes et des paroles obscures, puis l'ont fait se courber, le manœuvrant couvrant son dos et sa tête de façon que les coups ne marquent pas ; ils l'ont alors copieusement tabassé à une dizaine au moins, avec injures, obscénités, et j'en passe... Puis il a été enfermé dans une cellule quelques minutes.

Quand il est sorti, un policier lui a dit : « Alors ? Ça t'aura passé l'envie de fumer dans le métro. » Evidemment, pas question de se défendre contre ce mensonge assermenté ! Les personnes qui étaient, ce soir-là, au poste étaient toutes de couleur. Déjà de l'asile ?

NICOLE INFANTI (Châtillon)

## EN VENTE DANS LES KIOSQUES n° 7 hiver 1985-86

La seule revue digne d'être lue et lisible

Paul Veyne

Excellente L'Express

Revue passionnante qui ouvre les fenêtres sur l'Europe toute entière

Le Monde

## LETTRE

GUERRE ET PAIX

LOS COMANDANTES

FERNANDO PESSOA

IRLANDE

VOIE DES LIGES FRANÇAISES

VOIE DES LIGES FRANÇAISES

VOIE DES LIGES FRANÇAISES

VOIE DES LIGES FRANÇAISES

VOIE DES LIGES FRANÇAISES

VOIE DES LIGES FRANÇAISES

VOIE DES LIGES FRANÇAISES

VOIE DES LIGES FRANÇAISES

Le numéro 30 F, abonnements 100 F, étranger 140 F. 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris - Tél. : (1) 42 77 12 53

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. MONDIPAR 650572 F

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Sociétés civiles « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Woutet

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 964 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par mandat) L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG 399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUISSE - TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture aux noms propres en capitales à l'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$ ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 6 300 Y. ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; Yougoslavie, 110 mt.



# étranger

## L'ADHÉSION DE LA RFA AU PROJET AMÉRICAIN DE DÉFENSE SPATIALE

### Bonn veut négocier avec les Etats-Unis un accord-cadre sur la coopération des firmes allemandes au programme IDS

L'annonce de la décision allemande en faveur de l'initiative de défense stratégique américaine a été, comme on pouvait s'y attendre, accueillie avec satisfaction à Washington, où le secrétaire à la Défense, M. Casper Weinberger, a publié un communiqué dans lequel on lit notamment : « Nous continuons à espérer que d'autres alliés participent de façon active et substantielle au

programme de recherche de l'IDS, ce qui, pensons-nous, serait d'un profit substantiel tant pour le programme que pour les pays concernés. » A Moscou, en revanche, l'agence Tass estime que Bonn « a fait un choix dangereux », et que « les monopoles, qui s'enrichissent grâce à l'industrie militaire, s'efforcent à soustraire le pays d'une course dangereuse sur la scène internationale ».

Un tir nucléaire souterrain, lié aux recherches sur l'IDS, et qui devait avoir lieu ce jeudi 19 décembre dans le Nevada, a d'autre part, été retardé en raison des conditions météorologiques défavorables, a-t-on indiqué à Washington.

L'ouest des perspectives très intéressantes. L'optimisme manifesté à son retour de Washington par M. Teitelshik, partisan déclaré d'une coopération avec les Américains, s'a jamais été éteint par du concret. Reconnu une nouvelle fois dans l'attente de la rencontre Reagan-Gorbatchev à Genève, la décision a donné lieu ces derniers mois à Bonn à une incroyable guerre des nerfs entre partisans et adversaires d'un accord gouvernemental. A aucun moment n'a été évité le sujet des affaires étrangères, on accusait M. Teitelshik de se prendre pour un Kissinger en miniature et de s'être donné un rôle de médiateur. Selon l'hebdomadaire *Der Spiegel*, la chancellerie, on accusait M. Genscher de n'être qu'un agent de l'Est.

#### Pas de participation de l'Etat

Le compromis final est en quelque sorte un retour à la case départ. Le porte-parole du gouvernement a réaffirmé l'appui politique de la RFA à l'IDS en rappelant les premières déclarations gouvernementales de mars et d'avril. Il a confirmé que le gouvernement n'avait pas l'intention de participer financièrement au programme de recherche américain et qu'il entendait bien poursuivre ses consultations avec les Etats-Unis dans le cadre de l'OTAN et, si possible, en accord avec les autres pays européens, sur « les conséquences stratégiques » de l'IDS.

Les partisans d'un accord formel avec les Etats-Unis ont cependant contenu de la perspective d'un accord-cadre sur la coopération technologique entre la RFA et les Etats-Unis qui est loin de valoir l'engagement dont ils rêvaient. L'annonce des sujets que le gouvernement de Bonn souhaite aborder avec Washington est impressionnante. Le porte-parole du gouvernement a indiqué que M. Genscher se rendrait dès le mois de janvier dans la capitale américaine et que les négociations ne devraient pas excéder quelques mois.

HENRI DE BRESSON.

### Paris se refuse à dramatiser

« Pas de panique » : ainsi pourrait-on résumer les réactions enregistrées à Paris après l'annonce de la participation allemande, d'ailleurs prudente, à l'initiative de défense stratégique américaine. Et, à l'Elysée, on s'étonne et on s'irrite de la tonalité pessimiste des commentaires faits un peu partout quant aux effets de la décision de Bonn sur l'état actuel et sur l'avenir des relations franco-allemandes, quitte à reconnaître que l'« effet d'annonce » est, lui, en toute hypothèse, regrettable. Cette érudition — qui n'exclut évidemment pas une part de déception — repose sur quatre observations. La première est que la décision de gouvernement ouest-allemand était connue depuis des semaines, voire des mois. En fait, dès le sommet des pays industrialisés, à Bonn, en mai dernier — celui-là même où M. Mitterrand avait annoncé que la France, pour sa part, ne participerait pas à l'IDS, — il était devenu clair, à l'issue du long tête-à-tête Kohl-Reagan du premier jour, que, sous une forme ou sous une autre, la République fédérale finirait par répondre « oui » à l'offre de coopération faite par le secrétaire américain à la Défense, M. Weinberger, aux alliés de Washington. Et que les industriels allemands seraient, au minimum, laissés libres de profiter de la manne des commandes américaines.

Enfin, l'Elysée estime que la participation allemande au projet de communauté européenne de la technologie européenne n'est nullement remise en question par la décision sur l'IDS : la RFA n'aurait aucun intérêt, ni économique ni diplomatique, à s'engager trop exclusivement aux côtés de Washington. M. Genscher, le ministre des affaires étrangères, ne cesse de répéter qu'une telle orientation porterait un coup sévère à la construction européenne, mais aussi à l'« esprit de Bonn », donc à la République fédérale elle-même sur deux terrains essentiels.

Pour le reste, on ne saurait nier, à Paris, ni d'ailleurs à Bonn, que les relations franco-allemandes traversent actuellement une phase délicate, pour ne pas dire plus : même si, comme l'a assuré M. Mitterrand mercredi au conseil des ministres, le dialogue reste « bon ». On se refuse, en tout cas, à considérer la décision du gouvernement fédéral comme un nouveau coup porté à ces relations.

BERNARD BRIGOUDEX.

● Le contrôle de l'arrêt des essais nucléaires. — L'URSS est « prête à s'entendre avec les Etats-Unis sur certaines mesures de vérification sur place » de l'arrêt des essais nucléaires, écrit ce jeudi 19 décembre la *Pravda*. La veille, M. Gorbatchev, recevant les coprésidents de l'Organisation des Médicins contre la guerre nucléaire, lauréats du prix Nobel de la Paix, avait invité les Etats-Unis à se joindre au moratoire qu'il avait proclamé unilatéralement le 6 août dernier sur les essais nucléaires soviétiques. Ce moratoire expire à la fin de l'année, mais M. Gorbatchev a rappelé qu'il pourrait être prorogé si Washington s'engage sur la même voie. — (Reuters.)

#### De notre correspondant

Bonn. — Après des mois de polémique sur l'opportunité de s'associer officiellement ou non aux recherches américaines en matière de défense spatiale, le gouvernement ouest-allemand a renoncé pour le moment à signer dans un accord précis son appui politique à l'initiative de défense stratégique du président Reagan. Le conseil des ministres s'est finalement brouillé à décider, mercredi 18 décembre, l'envoi à Washington du ministre de l'Economie, M. Bismann, président du Parti libéral, pour négocier en faveur des entreprises ouest-allemandes des assurances concernant le transfert des connaissances en matière de coopération technologique et scientifique.

Ces négociations concerneront la protection du secret, les droits de propriété, d'utilisation et de transfert des technologies vendues aux Etats-Unis, et enfin les questions de prix et de contrats. Elles permettront notamment, a-t-il été précisé, de renforcer le rôle de l'industrie ouest-allemande dans le cadre du programme de recherche de l'IDS. Le Parti libéral avait vendredi son opposition à l'ouverture de négociations avec les Etats-Unis et celles-ci couvriraient un cadre plus général que les recherches en matière de défense spatiale.

La montagne a pourtant bel et bien accouché d'une souris. Que d'encre, que d'énergie ont été dépensées depuis le début de l'année pour savoir sous quelle forme répondre à l'offre faite par le président Reagan ! Malgré les réticences de son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, le chancelier Kohl avait, dès le 18 avril dernier, dans une déclaration gouvernementale, apporté son soutien politique à l'IDS, qu'il estimait « pleinement justifié ». Il avait réaffirmé ce soutien à l'issue du sommet des pays industrialisés, au risque de heurter

Après des mois de polémique au sein du gouvernement de Bonn, on est revenu à la case départ : les inconditionnels de l'IDS n'ont pas obtenu satisfaction.

M. Mitterrand, qui avait alors échemement rejeté le projet américain.

A en croire les partisans inconditionnels de l'IDS, tel le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss, l'offre américaine apparaissait alors comme une source fatigante de contrats et devait permettre à l'industrie ouest-allemande de profiter de la poussée technologique induite par l'IDS. Sans le dire ouvertement, certains hommes politiques de droite y voyaient surtout la possibilité de compenser le handicap que constitue pour la RFA l'impossibilité de disposer de l'arme nucléaire. Enfin, le soutien à la politique américaine servait les intérêts du Parti démocrate-chrétien, qui s'efforçait de présenter l'opposition social-démocrate comme « anti-américaine », donc non crédible en matière de politique étrangère.

#### Les réticences de M. Genscher

Tout le monde parlait en fait sans très bien savoir de quoi il retournait. Une première mission d'information envoyée en juin aux Etats-Unis d'avait guère apporté d'éclaircissements sur les intentions américaines. Le ministre de la Recherche, M. Riesenhuber (CDU), comme on sait, même à douter de l'intérêt de cette affaire pour l'industrie ouest-allemande. Les contacts pris dès ce moment-là par des firmes françaises et britanniques prouvaient, en outre, que les Américains n'avaient pas besoin d'accords gouvernementaux pour passer des contrats.

Pendant ce temps, M. Genscher avait habilement allumé ses contre-feux en lançant avec son collègue

français, M. Roland Dumas, l'affaire Euriska, mais aussi en forçant le gouvernement à assumer une participation à l'IDS de certaines conditions : le gouvernement souhaitait d'une part s'assurer que les entreprises ouest-allemandes ne seraient pas traitées comme de simples sous-traitants et que la RFA aurait « une influence sur l'ensemble du projet ». Il insistait en même temps sur la préservation de l'équilibre stratégique existant, et sur l'intégration de l'IDS dans les négociations sur le désarmement.

Le chef de la diplomatie ouest-allemand n'a jamais caché son scepticisme à l'égard du programme américain, redoutant les conséquences pour les pays européens d'une nouvelle course aux armements dans l'espace entre les deux super-puissances. Très engagé personnellement en faveur du développement des relations entre la RFA et l'Europe de l'Est, qui ont souffert depuis l'arrivée au pouvoir de la nouvelle coalition, il ne pouvait que redouter un alignement inconditionnel sur la position américaine.

Pris entre sa bonne volonté européenne et son désir d'appareiller comme le meilleur allié du président Reagan, inquiet aussi sans doute de ne pas perdre son pouvoir de la nouvelle coalition, il ne pouvait que redouter un alignement inconditionnel sur la position américaine.

Une seconde mission d'information s'est rendue en septembre aux Etats-Unis sous la conduite de M. Horst Teitelshik, conseiller du chancelier pour les affaires de sécurité. Elle ne semble pas non plus avoir offert aux Allemands de

#### APRÈS LE RETRAIT DE LA CANDIDATURE DE M. FILLIQUOUD

### M. Okumba d'Okouatsegue (Gabon) a été élu secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique

M. Paul Okumba d'Okouatsegue, conseiller du chef de l'Etat gabonais et ancien chef de la diplomatie de Libreville, a été élu « par consensus » pour quatre ans secrétaire général de l'Agence (franco-phonie) de coopération culturelle et technique (ACCT), mercredi 18 décembre à Dakar, au terme de trois jours de débats particulièrement animés (le *Monde* des 18 et 19 décembre). Il succède à un autre ancien ministre gabonais, M. François Owono-Nguema, secrétaire général sortant.

#### De notre envoyé spécial

Dakar. — Les Jeux étaient faits dès l'annonce intentionnelle, mercredi matin, du retrait par la France de la candidature de M. Filliquod, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication (nos dernières éditions du 19 décembre). Dès lors, il était acquis que M. Okumba d'Okouatsegue l'emporterait.

Mais c'est un « consensus » résolu et amorcé certains, qui a présidé à l'élection du candidat de M. Bongo. Dans l'esprit du président gabonais, puisque les mem-

bres de l'ACCT — trente-neuf pays des cinq continents utilisant le français — s'étaient mis d'accord pour ne pas proposer un second mandat de quatre ans à M. Owono-Nguema, comme les statuts de l'Agence l'auraient permis, il convenait que le nouveau secrétaire général fût lui aussi gabonais. La majorité des membres n'avaient pas admis cette logique, et, faute de la confirmation par Paris de la candidature de M. Michel Jobert, s'était ralliée à celle de M. Filliquod.

Devant la résistance de ses amis d'Afrique noire, la France a finalement préféré retirer son candidat plutôt que d'obtenir son élection au prix d'un vote qui risquait de créer un clivage durable entre les Africains et les autres francophones. Mais, ce faisant, Paris a méconnaît des membres de l'Agence comme le Quêbec, la Belgique et le groupe arabe, fort de six Etats, qui soutenaient le candidat français, ou, à défaut, les candidats libanais ou luxembourgeois, MM. Hassan Riflat et Raymond Weber.

Paris assure 46 % du budget de l'ACCT, et l'élection d'un Français eût été prévue, à tout le moins, un plan d'action français en faveur de l'organisation. On devrait en savoir plus quant à l'attitude française future à l'égard de l'Agence lors du premier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement « ayant en commun l'usage du français », prévu à Paris du 17 au 19 février.

En attendant, il est clair que la France a essuyé un échec à Dakar. Quant au mouvement francophone, il n'est pas sorti grandit de la dixième conférence générale. La solidarité africaine — « esprit de case » — pour reprendre une expression célèbre de M. Senghor — l'a emporté sur celle des francophones. Les candidats arabes ont même suscité, en privé, de la part de certains représentants d'Afrique noire, des propos peu amènes, témoignant de la vivacité de certains griefs historiques dont on pensait que la francophonie avait permis de dépasser, du moins au sein de l'Agence.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

#### Un prince d'Afrique équatoriale

##### De notre envoyé spécial

Dakar. — M. Paul Okumba d'Okouatsegue est né à Franceville, au Gabon, le 30 décembre 1933. Il appartient à l'ethnie Fang, la même que celle du président Bongo, mais il y occupe un rang traditionnel plus élevé, qualifié même parfois de prince (cf. notre spécial par rapport à celui de l'actuel chef de l'Etat gabonais).

Après avoir terminé ses études secondaires au lycée Chaptal à Paris, M. Okumba d'Okouatsegue s'inscrit aux Langues orientales, puis à l'Institut des hautes études d'outre-mer (section diplomatique), deux établissements universitaires parisiens dont, d'après son curriculum vitae officiel, il sort major dans sa spécialité.

Entré à y a vingt-cinq ans, au moment de l'indépendance du Gabon, dans l'administration du jeune Etat en qualité de conseiller des affaires étrangères, il y a fait toute sa carrière. Il a été secrétaire général du ministère des affaires étrangères, directeur de la radio-télévision gabonaise, haut-commissaire à l'information, secrétaire d'Etat à la présidence, enfin ministre d'Etat chargé des affaires étrangères et de la coopération, puis ministre d'Etat à la présidence.

M. Okumba d'Okouatsegue a également dirigé plusieurs fois, sans succès, le secrétariat général de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA). Jusqu'à ces derniers jours, il était conseiller politique et diplomatique de M. Bongo. — J.-P. P.-H.

### Le Conseil de sécurité de l'ONU « demande que soient immédiatement libérés tous les otages détenus où que ce soit »

New-York (AFP). — Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité, mercredi 18 décembre, à l'initiative des Etats-Unis, une résolution condamnant les prises d'otages et réclamant le renforcement de la coopération internationale pour les empêcher (le *Monde* du 19 décembre). Le texte présenté par les Etats-Unis était coparrainé par sept autres pays : l'Australie, le Danemark, l'Egypte, la France, la Grande-Bretagne, le Pérou, et la Trinidad et Tobago.

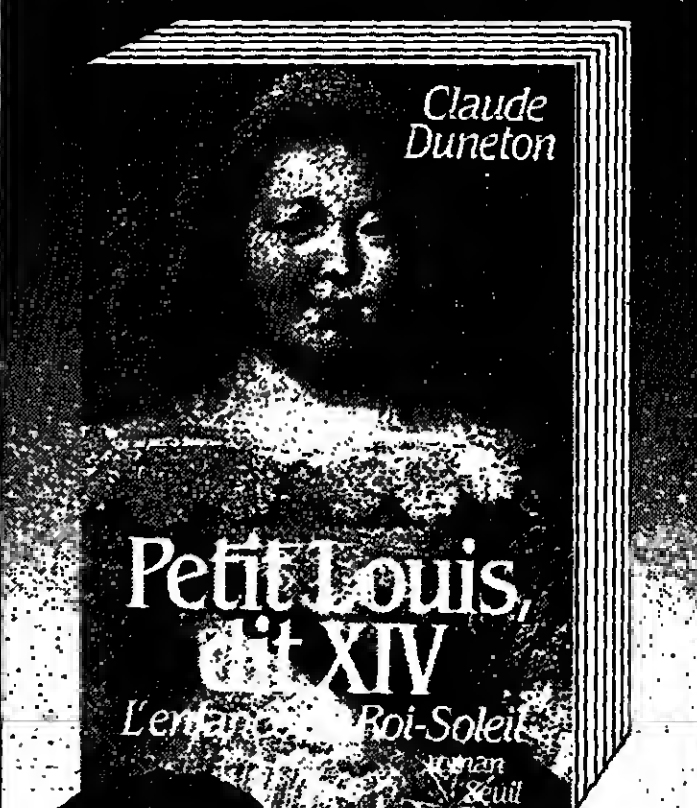
L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Vernon Walters, a qualifié l'adoption de cette résolution par les quinze membres du Conseil d'« étape historique, presque sans précédent dans les quarante ans d'histoire des Nations unies ». Il a également souligné que la préparation de ce texte avait donné lieu à un très haut degré de coopération entre les Etats-Unis et les quatre autres membres permanents du Conseil, l'URSS, la Chine, la Grande-Bretagne et la France.

Aux termes de la résolution, le Conseil de sécurité « condamne sans équivoque les prises d'otages et enlèvements de toute sorte ; demande que soient immédiatement libérés tous et seuls tous les otages et toutes les personnes enlevées qui sont actuellement détenus où que ce soit et par qui que ce soit ; affirme l'obligation qu'ont tous les Etats sur le territoire desquels sont détenus des otages ou des personnes enlevées de prendre d'urgence toutes les mesures appropriées pour que les intéressés soient libérés sains et saufs et pour empêcher que n'aient lieu à l'avenir des prises d'otages et des enlèvements ; (...) demande instamment que soit renforcée la coopération internationale entre les Etats en vue de la mise au point et de l'adoption de mesures efficaces, conformes aux règles du droit international, pour faciliter la prévention et la répression des prises d'otages et enlèvements de toute sorte en tant que manifestations du terrorisme international et les poursuites contre leurs auteurs ».

De son côté, l'Assemblée générale de l'ONU a, à son tour, mercredi soir, les travaux de sa quarantième session après avoir examiné la plus grande partie des quelque cent cinquante chapitres de son ordre du jour. Elle reprendra ses travaux fin avril, juste avant la session spéciale qu'elle a décidée de tenir en mai sur la situation économique de l'Afrique. Elle a prévu de tenir l'année prochaine une autre session spéciale consacrée à un réexamen de la situation en Namibie.

## Il était une fois... l'enfance d'un Roi

Claude Duneton



Petit Louis, XIV  
L'enfant Roi-Soleil

Un récit croustillant, à la fois, un petit régal à dévorer d'un trait malgré ses plus de cinq cents pages. Un roman bon comme le pain et doré comme la broche, cuit à l'ancienne. Dans la grande tradition des Maîtres artisans de France !

Michèle Gazier / Télérama

Un livre de Claude Duneton se lit trop rapidement... Pierre Drachline / Le Monde

608 pages 99 F

S E U I L



# ASIE

## LES RELATIONS DE L'UNION SOVIÉTIQUE AVEC LES PAYS D'ASIE

### Pour la Chine, 1985 aura été l'année de l'URSS

Pékin. — 1984 avait été pour la Chine « l'année des Etats-Unis », avec la visite à Pékin du président Reagan ; 1985 aura été « l'année de l'URSS ». Jamais, depuis leur brouille, il y a eu un quart de siècle, les deux pôles du communisme mondial n'avaient échangé autant de délégations, ni resserré autant leurs relations.

Les contacts avaient débuté de manière spectaculaire fin décembre dernier avec la visite à Pékin du vice-premier ministre soviétique, M. Arkhipov. La mort de Tchernenko et l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev ont modifié le climat plutôt frais qui prévalait pendant l'ère brejnévienne. Cet été, M. Yao Yilin, vice-premier ministre, a rendu à Moscou la visite de M. Arkhipov et signé un accord commercial pour cinq ans. Il y eut ensuite la rencontre des ministres des affaires étrangères, MM. Wu Xueqian et Chevardnadze aux Nations unies. Enfin, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Mikhaïl Kapitsa vient de passer une semaine à Pékin. Il aurait été décidé à cette occasion que M. Wu se rendrait à Moscou au printemps, et M. Chevardnadze à Pékin en automne. Entre-temps, on ne compte plus les échanges de délégations : parlementaires, écrivains, artistes, sportifs. La Balle de Bidiouesse se produit actuellement sur les planches pékinoises, suivant de quelques semaines les danseurs du Bolchoï. Les échanges commerciaux se sont intensifiés et plusieurs points de passage de marchandises ont été ouverts. Parallèlement, les relations entre la Chine et les pays du bloc de l'Est se sont intensifiées. Après sa visite à Paris, où il vient de se mettre d'accord avec M. Craxi sur la centrale nucléaire de Canton, le vice-premier ministre, Li Peng, se trouve à Prague, avant de se rendre à Sofia. Le vice-premier ministre tchèque a été très bien reçu début décembre par les dirigeants chinois. Le président de l'Assemblée populaire de RDA, M. Horst Sindermann, est arrivé à Pékin samedi 14 décembre. L'agence Chine nouvelle a fait état de sa position de membre du bureau politique du PC est-allemand et de ses déclarations, selon lesquelles « la RDA et la Chine s'efforcent de réaliser le socialisme et le communisme ».

Pékin ne se satisfait cependant pas d'entretenir des relations avec les « durs » du bloc de l'Est. En dehors de ses liens privilégiés avec la Yougoslavie et la Roumanie, la Chine a intensifié ses expéditions économiques novatrices

de la Hongrie, voire même de la Pologne. Elle serait prête à rétablir des relations de part et d'autre avec certains pays de l'Est, mais il semble que, pour le moment, le Kremlin lui-même n'y soit pas favorable.

En effet, de telles relations semblent toujours hors de question entre PC chinois et PC soviétique. Les Chinois le répètent tout haut, les Soviétiques le confirment tout bas. Car si les relations avec l'URSS se sont améliorées, « jusqu'à un certain point », il n'y a pas encore eu, comme vient de le déclarer M. Wu, « à notre regret », d'amélioration fondamentale. La raison principale en est que persistent les fameux « trois obstacles » mis en avant par la Chine : retrait des forces soviétiques de la frontière chinoise ; départ des Soviétiques d'Afghanistan et des Vietnamiens du Cambodge.

#### L'ours a fait moins peur

La solution de ces trois problèmes, ou d'au moins un ou deux d'entre eux, est donc la préoccupation chinoise à une normalisation pleine et entière. Mais cela n'empêche pas le développement des échanges commerciaux. La Kremlin et Zhongnanhai (la résidence des dirigeants chinois) ont un égal pragmatisme, et les affaires sont les affaires. Il faut cependant se méfier des apparences : si Moscou a tout intérêt à gonfler les effets de ce rapprochement, en partie dans le but de créer un fossé entre Pékin et Washington, les Chinois ont, pour leur part, intérêt à minimiser les progrès accomplis, en partie pour ne pas inquiéter outre mesure la Maison Blanche, qui ne voit pas toujours d'un bon œil ce rapprochement entre les deux géants communistes. Alors, comme le dit le slogan à la mode en Chine, il faut « chercher la vérité dans les faits ».

Si l'URSS est intéressée à une normalisation avec la Chine, cette dernière aurait encore plus à y gagner, à condition que le prix soit supportable. En dehors des affaires, et de la possibilité d'exporter des produits vendables sur le marché occidental, Pékin voudrait que la Kremlin l'aide à résoudre d'une manière qui lui soit favorable l'embroglio cambodgien. Les Soviétiques font la sourde oreille sur cette question, tandis que les Chinois accordent une certaine place aux informations sur les succès de la résistance afghane.

Mais, au moment où les relations s'améliorent, un nouveau problème risque de les entraver : celui de la Corée. Pyongyang apparaît de plus en plus tendu par un rapprochement avec l'URSS, alors que, depuis longtemps, le maréchal Kim Il-sung penchait vers Pékin. Le premier ministre nord-coréen, M. Kang Song-san, est attendu fin décembre à Moscou. L'agence Chine nouvelle a fait remarquer qu'il était le quatrième dirigeant nord-coréen de haut rang à se rendre cette année en URSS, après le vice-président, le vice-premier ministre et le chef d'état-major.

Quoi qu'il en soit, même si le processus de normalisation se prolonge encore des années, au point de susciter l'impatience publique de M. Deng Xiaoping, un pas déterminant a été franchi. Certes, l'URSS demeure l'adversaire potentiel numéro un de la Chine, et certains Chinois parlent encore de la possibilité d'attaques surprises, mais la réforme de l'armée chinoise, qui vient de se voir amputer de plus d'un million d'hommes, montre que l'« ours » soviétique ne fait plus aussi peur. Et, comme ce n'est pas en raison du renforcement du potentiel militaire chinois, il faut bien constater que le débat s'est déplacé, sans doute de manière durable, autour du tapis vert. Et, sur ce terrain, Chinois et Soviétiques sont de redoutables joueurs d'échecs, même si les échecs chinois diffèrent de ceux joués à Moscou, de même que diffèrent leurs deux types de communisme.

PATRICE DE BEER.

« Satisfaction à Pékin à la suite du rejet par le Sénat américain de l'amendement Glenn. — La Chine s'est félicitée, mercredi 18 décembre, du rejet par le Sénat américain d'un amendement visant à exiger des Chinois qu'ils permettent des contrôles internationaux sur les équipements nucléaires qui leur sont fournis par les Etats-Unis. « Le veto final opposé par le Congrès à ce projet nous satisfait », a déclaré un porte-parole officiel. Pékin avait vivement protesté, il y a quelques jours, contre l'annonce présentée par le sénateur John Glenn au sujet de la mise en œuvre de la loi limitant les opérations du gouvernement « la matière (le Monde du 13 décembre). Le texte avait été abandonné lundi, in extremis, par le Sénat sous la pression des industries du nucléaire et de celle de l'administration du président Reagan. — (AFP.)

#### Inde

### UN SÉRIEUX REVERS POUR M. GANDHI

## Le parti anti-immigrés gagne les élections dans l'Etat d'Assam

De notre correspondant

La New-Delhi. — Deux voyages sur place de M. Rajiv Gandhi avant la clôture de la campagne n'y auront rien changé. Son parti, le Congrès Indira, s'acheminait ce jeudi 19 décembre vers une retentissante défaite en Assam, le premier depuis 1979 dans cet Etat du nord-est de l'Inde.

Sur soixante-dix-neuf résultats connus en fin de matinée (sur un total de cent vingt-six sièges), le parti du premier ministre n'en avait remporté que dix-sept. Pour sa part, certains de sa victoire, l'AGIP (Confédération du peuple assamais), le tout dernier-né des partis régionaux indiens, avait commencé dès mercredi soir à célébrer bruyamment dans les rues : éléphants décorés, pétards et musique. La grande question était de savoir si l'organisation nationale créée il y a moins de trois mois à partir d'un mouvement d'étudiants anti-immigrés, allait ou non obtenir la majorité absolue qui lui permet-

trait de former à elle seule un gouvernement local. Forts de quarante-deux sièges (sur soixante-dix-neuf déclarés) ce jeudi 19, les jeunes dirigeants de l'AGIP se montraient optimistes. A tout hasard, des contacts avaient quand même été pris avec les sept candidats indépendants élus et les trois députés du groupe dit des « tribunaux assamais » (PTCA) pour former, éventuellement, une coalition.

Le Congrès Indira ne pouvait guère compter — et encore ! — que sur les huit élus du Front uni des minorités (UMF), créé il y a peu en réaction à l'accord républicain anti-immigrés signé en août par M. Gandhi et par les leaders étudiants assamais. Le texte prévoit notamment de retirer pour dix ans le droit de vote à tous les immigrants bangladais arrivés en Assam entre 1966 et 1971 et d'expulser les illégaux entrés après 1971 (le Monde daté 15-16 décembre). Cet accord, très controversé, et qui visait à rétablir la paix civile en Assam après les massacres de 1983

(cinq mille à sept mille morts), a été légitimement perçu par la minorité bengalaise musulmane comme une menace.

« L'accord, déclaré mercredi M. Hiteswar Saikia, le ministre en chef (Congrès Indira) de l'Etat, a profondément blessé les minorités et c'est à cause de lui qu'elles ont voté si massivement contre nous. » De fait, pour la première fois depuis l'indépendance, le Congrès des Gandhi n'apparaît plus, en Assam, comme le protecteur naturel des musulmans. Selon les estimations, la participation à la consultation aurait battu tous les records avec un taux d'abstention inférieur à 25 %.

D'autre part, sur sept sièges parlementaires mis en jeu à l'occasion d'élections partielles dans divers Etats, le Congrès n'en a remporté que trois. Selon les politologues indiens, la « vague pro-Rajiv » d'il y a un an semble s'estomper rapidement.

PATRICE CLAUDE.

## Grignoter et consolider

(Suite de la première page.)

L'objectif de Moscou demeure, à long terme, de se faire accepter définitivement comme une puissance asiatique. Ce n'est pas un hasard si M. Gorbatchev, au lendemain de son entrée en fonction, a repris le projet d'une « zone de paix » régionale que Brejnev avait lancé — sans succès — à l'époque — en 1969. Les ouvertures commerciales soviétiques du moment ne sont que l'incidence d'une stratégie de longue haleine, ce qui explique le calme avec lequel les Soviétiques accueillent la médiation et les soupçons dont ils sont l'objet. « Nous voulons participer à la solution des conflits et agir comme un garant », a résumé, lors de son passage en mars à Bangkok, M. Kapitsa, reprenant ainsi un refrain commun.

A plus court terme, il s'agit de faire accepter les derniers acquis soviétiques dans la région. A la suite de l'adhésion, en 1978, du Vietnam au Comecon, un renforcement de l'aide militaire de Moscou à son principal allié asiatique — les Américains estiment que son montant s'est élevé à plus de 5 milliards de dollars de 1979 à 1984 — a facilité l'occupation militaire du Cambodge par les troupes de Hanoi. En échange, les Soviétiques ont obtenu l'accès aux complexes aéro-navals vietnamiens de Da-Nang et de Cam-Ranh. Ce dernier est devenu, selon le département d'Etat américain, la base navale soviétique la plus importante du monde. A partir de leurs bases vietnamiennes, les bombardiers soviétiques peuvent désormais atteindre l'Australie.

Ces récents avantages se seraient plus négociables aux yeux des Soviétiques. En témoigne le renforcement, cette année, de leur flotte dans la région, promue la première des quatre grandes flottes soviétiques de la planète. Dès avril 1985, M. Casper Weinberger, secrétaire américain à la défense, a d'ailleurs dénoncé les « importants additifs » à la flotte soviétique dans le Pacifique et en Mer de Chine. Face au complexe aéro-naval américain de Subic et de Clark, aux Philippines, les Soviétiques disposent, de leur côté, Cam-Ranh et Da-Nang.

#### Une offre à la carte

Le Cambodge est également à ranger parmi les acquits « socialistes » de la région, surtout depuis que la conférence des ministres des affaires étrangères indochinoises, réunie à Phnom-Penh en août, l'a implicitement écopé. « Il leur faudra peut-être dix ou vingt ans pour le faire admettre, mais ils ne renonceraient pas à ces acquis. Tout le reste est négociable », estime un diplomate occidental. Les propositions de règlement politique au Cambodge, avec le prince Sihanouk, doivent être replacées dans ce cadre, et aucune négociation ne saurait remonter en cause l'acquis « socialiste » cambodgien et encore moins l'alliance entre Moscou et Hanoi. « Les Soviétiques, explique le même diplomate, estiment qu'ils n'ont pas à rougir de leurs liens avec le Vietnam et, de la part des Occidentaux, miser sur un effritement de cette alliance est, en ce moment, complètement irréaliste. » De toute façon, faite d'une négociation, les Soviétiques peuvent se rassurer en constatant qu'au Cambodge, le temps joue probablement en faveur de Hanoi, la résistance — essentiellement celle des Khmers rouges — ne représentant qu'un « inconvénient » militaire sans grand crédit international.

Dans ce contexte, les Soviétiques ne peuvent qu'encourager, par exemple, la tentative de Hanoi de « normaliser » ses relations avec Washington, notamment en restituant aux Américains les restes de leurs combattants disparus pendant la guerre. Pour les mêmes raisons, ils font savoir, en particulier aux Thaïlandais, qu'ils désapprouvaient toute action militaire vietnamienne sur la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, où les incidents sont fréquents en raison de poches de résistance khmère. Si les Vietnamiens attaquent la Thaïlande, ils ne bénéficieront pas de notre appui, avertis-ils dit, en substance, à plusieurs chancelleries occidentales.

« Pour le reste, nous a déclaré un diplomate occidental, dans le cadre de cette stratégie, leur diplomate fait penser à une offre permanente à la carte. En Thaïlande, le pays le plus réticent, ils souhaitent seulement, pour l'instant, que s'ouvre le débat sur leur présence. Ils veulent que les gens

finissent par se dire qu'on peut discuter avec les Russes et que cela ne coûte pas grand-chose. Dans un deuxième temps, ils essaieront de créer un petit lobby local, pour pouvoir contrecarrer les attaques les plus hostiles. Et aboutir de suite ».

Jusqu'ici, les Thaïlandais se sont montrés d'une extrême défiance : les autorités s'opposent même à la création d'une chambre de commerce soviéto-thaï, en dépit du trafic réalisé par la marine marchande soviétique, dont le fret est l'un des moins chers. Comme la Malaisie et Singapour, la Thaïlande commerce avec l'Union soviétique, ayant même profité de l'embargo américain de 1981 pour vendre à Moscou, cette année-là, la bagatelle de 260 millions de dollars de grains. Mais, entre autres choses, les autorités de Thaïlande s'inquiètent de la présence à Bangkok, d'une importante ambassade soviétique — quatre-vingt-six nationaux accrédités — dont le chef de poste, M. Valentin Kasatkin, est le premier à résider en dehors du bloc de la chancellerie, et à pratiquer la diplomatie du tennis.

Les Soviétiques ont sans doute encore un long chemin à parcourir avant de se faire accepter par les capitales non communistes d'Asie

du Sud-Est, dont les liens demeurent étroits avec les Etats-Unis et le Japon. Mais leur nouvelle offensive, dans le sous-continent, bien entendue, pour toute de fondée une volonté plus marquée — M. Gorbatchev a plaidé pour une « sérieuse amélioration » — de reprendre l'ancien avec la Chine, Moscou et Pékin ayant déjà conclu un accord commercial de 14 milliards de dollars. Une « normalisation » entre les deux capitales semble, en effet, demeurer le levier de la stratégie de puissance asiatique de l'Union soviétique. Ses ventes de Mig-23 à la Corée du Nord, en échange d'un accès aux ports et aéroports de ce pays, relèvent du même projet.

« Les Russes, explique un observateur occidental, sont des novateurs. Ils envisagent leurs actes. Ils savent qu'ils n'ont pas de modèle culturel à offrir et que, sur le plan économique, ils ont un gros retard sur l'Occident. Aussi, ils pratiquent la diplomatie déclaratoire, celle des traités-batailles, pour se faire admettre, enregistrent un progrès ici et un autre là. Ils se conduisent comme les capitaines d'un gros bateau difficile à manœuvrer, ce qui est le cas. Mais, cette fois, en Asie, ils font preuve d'habileté. »

JEAN-CLAUDE FOMONTI.

## A TRAVERS LE MONDE

### CHILI

## Les prisonniers politiques cessent leur grève de la faim

Santiago du Chili. — Neuf prisonniers politiques qui poursuivaient depuis neuf jours une grève de la faim au pénitencier de Santiago ont mis fin, mercredi 18 décembre, à leur action, après une intervention du rapporteur spécial de l'ONU chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Chili, M. Fernando Volio Jimenez, « à-t-on appris officiellement. Ces détenus, accusés par le gouvernement du général Pinochet d'activités subversives, voulaient, notamment, se faire reconnaître le statut de prisonniers politiques et obtenir l'accélération de leur procès. « Nos objectifs ont été entièrement atteints », ont déclaré les prisonniers, qui avaient reçu mardi la visite de M. Volio Jimenez. D'autre part, le syndicaliste José Ruiz de Gorgio, président de la Fédération des travailleurs du pétrole, incarcéré depuis quatre-vingt-quatre jours sous l'accusation de « subversion », a été libéré mercredi sur ordre de la cour d'appel de Santiago. — (AFP.)

### COLOMBIE

## Découverte de plusieurs charniers

Bogotá. — Plusieurs fosses communes dans lesquelles étaient ensevelies soixante-dix-huit personnes — de présumés quilleros — ont été découvertes depuis une semaine dans le sud-est de la Colombie. Selon le commandant de la 3<sup>e</sup> brigade de l'armée, les cadavres seraient ceux de membres du Front Ricardo-Franco, une branche dissidente de l'organisation des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). La plupart des corps portaient des traces de coups, de strangulation et de tortures. Le mouvement de guérilla M-19 a accusé, mercredi 18 décembre, les dirigeants du groupe Ricardo-Franco d'être eux-mêmes à l'origine de cas massacrés et il a exigé l'expulsion du commandement national commun aux diverses tendances de la guérilla. A la différence des FARC, le Front Ricardo-Franco s'était opposé à la signature d'un cessez-le-feu avec le gouvernement. — (AFP, UPI.)

### IRLANDE DU NORD

## Prison à vie pour dix militants de l'INLA donnés par un « mouchard »

Dix membres de l'INLA (Armée nationale de libération irlandaise) ont été condamnés mercredi 18 décembre à la prison à vie par le Cour d'assises de Belfast ; seize autres se sont vu infliger des peines allant de deux à vingt ans de prison. L'acte d'accusation était impressionnant : cent quatre-vingt-dix-huit chefs d'inculpation, portant sur quarante-deux actions terroristes. Parmi les condamnés à vie, Gerard Steenson, ancien chef de la brigade de Belfast de l'INLA, qui avait à répondre à lui seul de six meurtres. Mais ce procès qui a duré plus de trois mois était remarquable par un autre aspect : toutes les accusations reposaient en effet sur les seules déclarations d'un de ces « super-mouchards » dont se servent depuis quelques mois la police et la justice nord-irlandaise, Henry Kirkpatrick, vingt-huit ans, qui purge lui-même une peine de prison à vie pour participation à cinq meurtres et six autres douze actions terroristes. Ses confessions à la police avaient permis en 1982 l'arrestation des hommes qui venaient d'être jugés, portant un coup fatal à l'INLA. Pendant cent cinquante jours, la femme de Kirkpatrick avait été détenue en otage par ce qu'il restait de l'organisation, qui espérait ainsi faire pression sur le mouchard pour qu'il se rétracte. En vain. Kirkpatrick a maintenu ses accusations ; il sera à nouveau témoin à charge prochainement dans le procès de sa sœur et de son beau-frère. Les condamnés ont commencé ce jeudi une grève de la faim.

### PHILIPPINES

## L'élection anticipée est constitutionnelle

Manille. — Rejetant une dizaine de requêtes en annulation, la Cour suprême a jugé ce jeudi 19 décembre, par sept voix contre cinq et une abstention, que l'élection présidentielle anticipée prévue pour le 7 février prochain était conforme à la Constitution. Les recours, présentés par des opposants au président Marcos, constituaient le dernier obstacle juridique à la tenue de la consultation. Elles se fondaient sur le fait que, d'après la Constitution, une élection anticipée n'est possible qu'en cas de vacance du pouvoir. Or M. Marcos demeure en fonction. Pour tourner la difficulté, il avait soumis à l'Assemblée nationale, dominée par ses partisans, une lettre de démission postdatée ne prenant éventuellement effet qu'au lendemain de la consultation électorale. — (AFP, UPI.)

**Avez-vous lu Petit-Beur ?**

Par Denis Pessin et Pierre Dumayet

126 pages, 67 francs. En vente en librairie

EDITIONS LIANA LEVI  
31, RUE DE L'ABBE GREGOIRE 75006 PARIS



ysicien so  
est de l

Les sym  
du Parti s

Harlem D  
lit Glob  
NUMERO 2 EN 47



## EUROPE

LA VISITE A PARIS DU GRAND RABBIN DE MOSCOU

### Maladresse ou provocation ?

Costume trois pièces, chapeau de loden, barbe sage, rien ne différencie le rabbin Adolphe Chayevitch (1) de l'un de ses collègues exerçant son ministère à New York ou à Brooklyn. On pourrait facilement le classer dans la catégorie de ces rabbins libéraux qui tentent d'adapter la tradition au monde moderne. Généralement, ces derniers ont un sens très développé des relations publiques et jouent un rôle non négligeable dans le maintien de la conscience juive dans les pays occidentaux, comme les Etats-Unis ou la France, pays où cette conscience a tendance à s'estomper à mesure que s'effectue l'assimilation des juifs dans les sociétés d'accueil.

Mais la modernité où baigne le grand rabbin de Moscou, c'est la réalité soviétique. Sans doute, dans son travail quotidien, parvient-il à maintenir, envers et contre tout, un minimum de vie religieuse dans un pays qui s'en passerait volontiers. Au prix de compromis avec les autorités, qui se traduisent entre autres par une appartenance obligée à ce fameux Comité antisémite des collectivités soviétiques (AKSO), présenté comme l'émancipation de l'opinion publique juive d'URSS, et dont la principale activité est de lut-

ter contre la désinformation en provenance d'Israël et des Etats-Unis sur le sort des juifs soviétiques.

Quoi de plus normal, dans ce contexte, que la visite à Paris du grand rabbin de Moscou s'effectue en compagnie du vice-président de ce comité, M. Simion Lazarevitch Zvis, un homme important, puisqu'il est également vice-président de l'Association des juristes soviétiques. Mais cela est au prix de l'échec total de l'entreprise de séduction de la communauté juive française, dont tous les responsables ont décliné l'offre de rencontre qui leur était faite.

Il faut dire que M. Zvis, que nous avons rencontré en compagnie du grand rabbin et d'un autre universitaire juif, M. Golowko (qui n'est pas lui-même du comité antisémite), tient des propos qui, s'ils reflètent la ligne officielle de Moscou sur le problème juif, ne sont pas de nature à dissiper les inquiétudes des juifs de France. Les refusés, en effet, dont M. Zvis estime le nombre à environ trois mille, se divisent, selon lui, en trois catégories. Tout d'abord, les juifs qui ont tellement bien profité du système d'édu-

cation soviétique (« Vous n'avez qu'à voir le nombre de noms juifs dans la liste des prix d'Etat publiés par la Pravda du 7 novembre 1985 ! ») qu'ils sont aujourd'hui détenteurs de secrets militaires. Ensuite, il y a les espions. Voyez Anatoly Tchicharovsky. S'insinuer de son sort ou de celui d'autres juifs condamnés à des années de camp revient à s'associer à la propagande antisémite.

#### Raidissement de part et d'autre

Enfin, il y a les bouillans. Tous jours selon nos interlocuteurs soviétiques, ces derniers, condamnés de droit commun, sont transformés en martyrs par des officines israéliennes. Et le grand rabbin de Moscou de nous raconter l'histoire de cet ancien étudiant de sa yeshiva (2), condamné puis libéré pour avoir frappé le président de la communauté juive de Samarcande : « J'ai reçu plus de cinq cents cartes d'Israël pour défendre ce voyou », dit-il offusqué. S'il n'y a que très peu de visas accordés en ce moment, c'est, déclare M. Zvis, que « le stock des juifs désirant retrouver leur famille à l'étranger est en voie d'épuisement ».

A l'évidence, la délégation dépechée à Paris par les autorités soviétiques ne parle pas la même langue que ceux qu'elle voulait rencontrer.

M. Théo Klein, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), s'en explique dans une lettre adressée au président du MRAP (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour l'amitié entre les peuples), organisateur de la « table ronde » du jeudi 19 décembre. « C'est finalement parce que nous craignons que votre « table ronde » soit du même bois que la langue dans laquelle seront contraints de s'exprimer M.M. Zvis, Chayevitch et Golowko que nous avons décidé de ne pas y participer. Mais nous gardons l'espoir de pouvoir un jour prochain rétablir un réel dialogue avec nos frères d'Union soviétique. »

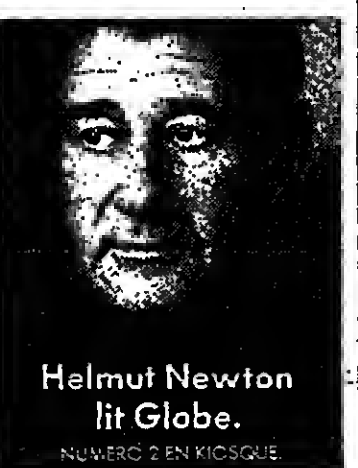
Au total, ce déplacement soviétique semble bien avoir abouti à un raidissement des positions de part et d'autre. Les optimistes interprètent cela comme une maladresse soviétique, les pessimistes comme une provocation. Les juifs soviétiques non membres du comité antisémite et candidats à l'émigration devront faire comme d'habitude. Attendre.

LUC ROSENZWEIG.

(1) Et non pas Chayevitch, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 18 décembre.

(2) Yeshiva : université talmudique. Celle de Moscou compte actuellement une quinzaine d'étudiants.

• M. Théo Klein ne rencontrera pas le grand rabbin de Moscou. — Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) indique que, contrairement aux informations parues dans la presse (le Monde du 19 décembre), M. Théo Klein, président du CRIF, ne rencontrera pas le grand rabbin de Moscou qui se trouve actuellement à Paris. M. Théo Klein, précise le CRIF, a en « un contact personnel téléphonique avec le rabbin de Moscou, de simple courtoisie, suite à leur rencontre de juin 1984 lors du séjour du président de la République française à Moscou ». M. Chayevitch se trouve cependant à Paris en tant que représentant du Comité antisémite soviétique, précise le CRIF, qui ajoute que son président « n'a reçu et ne recevra aucun représentant de ce comité ».



Helmut Newton  
lit Globe.  
NUMERO 2 EN KIOSQUE

### La Secrétairerie UN SPÉCIALISTE IBM\*

Depuis bientôt 6 ans  
la Secrétairerie rend  
ses clients heureux!

Compter\*\* sur nous... sans faute!  
20% de remise sur les ordinateurs Personnels IBM\*\*\*

\* Distributeur IBM non agréé. \*\* Un "2" avec un drapeau "R". Le typographe contractuel à l'annonce du 9 décembre est spécialiste de la science des lettres et... parfois distrib. \*\*\* IBM PC, XT et AT sont des marques déposées d'International Business Machines.

La Secrétairerie  
43 rue Beaubeurg, 75003 Paris. Tél. 16 (1) 42 77 65 00. Téléc. 240.537.

### Le physicien soviétique Gueorgui Mikhaïlov est de nouveau emprisonné

De notre correspondant régional

Lyon. — L'avocat et l'épouse — française — d'un citoyen soviétique, M. Gueorgui Mikhaïlov, ont révélé, au cours d'une conférence de presse, le mercredi 18 décembre, à Lyon, que ce physicien de profession, amateur et protecteur d'œuvres « non conformistes », avait été emprisonné le 18 septembre dernier à Léningrad, sa ville de résidence. Depuis cette date, ses proches tentent de connaître les motifs ayant provoqué cette arrestation. M. Mikhaïlov se-

rait poursuivi pour « dilapidation, altération ou destruction d'un bien soumis à inventaire ou à saisie ».

M. Mikhaïlov, arrêté une première fois le 21 février 1979 pour « trafic illégal d'œuvres d'art », a déjà purgé une peine de quatre ans d'emprisonnement, dont l'essentiel a été accompli en Sibérie extrême-orientale. Un mouvement de solidarité internationale (le Monde du 9 novembre 1979) avait, semble-t-il, contribué à éviter la « destruction » des œuvres en sa possession.

M. Mikhaïlov détient à son domicile des peintures réalisées par des artistes dits « non conformistes » de Léningrad. Son épouse, M<sup>me</sup> Véra Mikhaïlova, résume les accusations de mercantilisme : « Mon mari, dit-elle, a aidé les artistes en achetant des tableaux et en photographiant leurs œuvres. Il n'a jamais été poursuivi pour exportation d'œuvres d'art. » Aujourd'hui, elle s'efforce, avec l'aide de sa belle-famille de Léningrad, d'obtenir un droit de visite. Son avocat, M<sup>me</sup> Yves Rutkowski, tente, pour sa part, d'obtenir un visa pour assurer la défense du détenu.

C.R.

#### Grèce

### Les syndicalistes dissidents du Parti socialiste s'organisent

Correspondance

Athènes. — Le coup d'envoi vient d'être donné pour la création d'un nouveau bloc syndical par les syndicalistes dissidents du Parti socialiste (PASOK) déjà exclus ou menacés de l'être. La décision dont il était question depuis quelques jours (le Monde du 13 décembre) a été prise, dimanche 15 décembre, par une conférence réunissant quatre cent cinquante-deux cadres syndicaux de tous rangs.

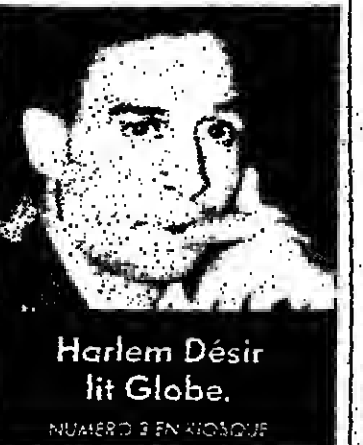
La plate-forme idéologique de ce nouveau bloc sera, a-t-il été précisé, le « manifeste du 3 septembre » (il s'agit de l'acte de naissance du PASOK en 1974). Un comité de cent militants (soixante-dix de province et trente de la capitale) est chargé d'élaborer, d'ici au 20 janvier 1986, les thèses d'un congrès à réunir à une date non précisée, mais relativement proche. Ce congrès aura un caractère syndical. Cependant, certains, parmi les participants à la conférence, ont déjà émis l'idée de la création d'un nouveau mouvement politique, qui prendrait la relève du PASOK, auquel on reproche d'avoir abandonné le « change-

ment » promis par le « manifeste du 3 septembre ».

Les réactions de la direction du Parti socialiste ou du gouvernement se font attendre. Un journal du soir, très proche des milieux dirigeants, annonçait cependant, mardi, que tous les participants à la conférence seront exclus du PASOK, mais non pas... en bloc : selon leur place dans la hiérarchie, ils seraient exclus soit par la commission de discipline centrale, soit par des organes locaux ou sectoriels du parti.

On pourra bientôt mesurer l'importance de cette nouvelle tendance syndicale à l'occasion des élections qui se succèdent dans les fédérations, et les unions locales, pour désigner les délégués, au prochain congrès de la centrale unique (GSEE). Des dissidents du PASOK ont déjà obtenu quelques résultats mitigés, à l'union locale de Salonique par exemple (où le PC orthodoxe a gagné la première place), et un succès plus franc dans la fédération des employés des PTT.

Dans les milieux dissidents, on se montre très optimiste. Certains pensent pouvoir finalement récupérer les deux tiers des voix obtenues, il y a deux ans, par le bloc uni du PASOK aux élections syndicales (55 % des voix). — (Inédit.)



Harlem Désir  
lit Globe.  
NUMERO 2 EN KIOSQUE

Une évocation  
dense et lumineuse  
**NOS ANDALOUSIES**  
Texte :  
Michel del Castillo  
Photos : Michel Demange  
23x30 cm - 212 pages - 280 F  
Éditions Belfrage-Lavallée



Avez-vous lu le livre  
de Michel Giraud ?

AVANT TRAVAUX  
**LIQUIDATION**  
Licite sans surseoir  
Par autorisation préfectorale d'Octobre 1985,  
selon la loi du 30 Décembre 1906  
**MARCHAL**  
fabricant de vêtements de loisirs en peau  
43, rue de Sèvres - 75002 Paris - (Métro Sèvres ou Rameau) - (Métro Sèvres ou Rameau)  
Vente à des prix imposés par l'urgence  
de nos collections de vêtements de loisirs en peau  
de haute qualité pour HOMMES et FEMMES  
**2<sup>e</sup> démarque massive**  
OUVERT sans interruption de 9h à 19h  
fermé le dimanche  
ENTRÉE LIBRE

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

**RICHELIEU**  
Michel Carmona  
Le meilleur ouvrage  
qui ait jamais été  
écrit sur Richelieu  
Pierre Goubert.  
784 pages  
145 F

Du même auteur :  
**LA FRANCE DE RICHELIEU**  
464 pages, 98 F  
**FAYARD**

## VOUS ÊTES 600 000 A VIVRE DANS LES VILLES NOUVELLES.





صباحنا من الامم

# EUROPE

## Le COMECON veut se doter d'un programme comparable à Euréka

De notre correspondant

Moscou. - Les chefs de gouvernement (ou leur adjoint) des dix pays membres du COMECON (1) ont approuvé, mercredi 18 décembre, après deux jours de travaux dans la capitale soviétique un « programme de développement scientifique et technique jusqu'à l'an 2000 ». Ce document, rédigé à la demande des Soviétiques, ne fait qu'étendre aux « pays frères » les projets déjà décidés en URSS en matière de technologies nouvelles.

Ce programme comporte cinq têtes de chapitre : informatique, nucléaire, robotique, matériaux nouveaux et biotechnologie. Le Vietnam et Cuba n'avaient envoyé à Moscou que les numéros deux de leurs gouvernements respectifs, peut-être pour signifier qu'ils n'étaient guère concernés par ces technologies sophistiquées, peu en rapport avec le niveau de leur économie. Plus docile, ou plus optimiste, la Mongolie, qui n'a pourtant pratiquement pas d'autre activité que l'élevage, avait délégué son premier ministre.

Les choses sérieuses se sont passées entre les pays européens de l'Est, parfois plus développés que le « grand frère » dans les domaines en question et que Moscou, poursuivant une politique inamovible, souhaite intégrer davantage à ses propres plans. Les intéressés ont parfaitement compris de quoi il s'agissait lorsque M. Gorbatchev, à la séance d'ouverture, a appelé de ses vœux une « interaction plus étroite » entre les membres du COMECON en ce qui concerne les techniques d'avenir. Certains n'ont d'ailleurs guère le choix. Les flots de brevets et de crédits occidentaux des années 70 se sont taris dans la pre-

mière moitié de la présente décennie. Endettés, au bord de la cessation de paiement, ces pays se sont tournés davantage encore vers l'URSS.

L'Union soviétique est, en particulier, l'unique pourvoyeuse de technologie nucléaire. Elle reste en retard, en revanche, sur ses partenaires dans le domaine des microprocesseurs, qui connaît un certain essor en RDA, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie. Le système des paiements à l'intérieur du COMECON pousse de toute façon à l'intégration. Les transactions sont libellées en « roubles convertibles », une monnaie fictive qui, comme son nom ne l'indique pas, n'est convertible en rien. Les échanges sont inscrits sur un grand livre de comptes et les deux colonnes, achats et ventes, doivent s'équilibrer au fin d'année.

Des négociations confidentielles et secrètes ont lieu régulièrement pour fixer les prix. Les Soviétiques essaient de payer moins cher les produits - parfois sophistiqués - qu'ils achètent à leurs alliés, mais ces derniers préfèrent, quand ils le peuvent, le vendre en Occident pour obtenir des devises. Dans l'autre sens, les pays de l'Est dépendent de l'URSS pour leur approvisionnement en énergie.

### Le prix de l'énergie

Moscou a d'ailleurs décidé à leur place que c'est de gaz naturel et non de pétrole dont ils avaient désormais surtout besoin. La production soviétique de gaz continue, en effet, de croître alors que celle de pétrole régresse. L'infrastructure pour la fourniture de gaz, qui est très lourde avec ses longues conduites et ses stations de compression, offre d'ailleurs l'avantage amorce d'accroître la

dépendance. Le pétrole, qui est généralement transporté par bateau, laisse au contraire une grande liberté puisqu'il peut venir de n'importe où.

Le prix de l'énergie était évidemment au centre des préoccupations des responsables communistes rassemblés à Moscou, même si ceux-ci préfèrent ostensiblement parler de robots, de fibres optiques et autres merveilles. Il s'agissait en fait, de décider quelles quantités de « puses », d'appareils médicaux, de composants électroniques en tous genres (en plus des traditionnels vêtements, chaussures, meubles, etc.) seraient nécessaires pour acquérir le pétrole, le gaz et, dans certains cas, le combustible nucléaire soviétique. La réponse à cette question n'a évidemment pas été rendue publique. Interrogé au cours d'une conférence de presse, le président du Comité d'Etat soviétique à la science et à la technique, M. Martichouk a seulement indiqué schématiquement que la baisse des cours mondiaux du pétrole n'aurait « aucune incidence » sur le système des prix préférentiels à l'intérieur du COMECON.

Les Soviétiques ont insisté sur les possibilités d'augmenter considérablement d'ici à l'an 2000 la production d'électricité d'origine nucléaire dans les « pays frères ». Il s'agit surtout de promesses dans la mesure où le pays le plus avancé dans ce domaine est la RDA, dont 12 % de l'électricité proviennent actuellement du nucléaire. Une centrale

sera construite en Pologne, le seul membre européen du COMECON qui n'en avait pas encore en chantier ou en activité. Vu les retards enregistrés en URSS même dans la mise en service des réacteurs, l'affirmation selon laquelle 40 % de l'électricité bulgare seront en 1990 d'origine nucléaire doit être accueillie avec prudence. Le taux actuel pour l'URSS elle-même est d'environ 10 % alors que le plan quinquennal qui s'achève le 31 décembre prévoyait 14,1 %.

Le but du programme adopté mercredi est de « hisser les pays membres au niveau mondial le plus élevé de la science, de la technologie et de la production ». Pour l'édification des journalistes occidentaux, M. Viatcheslav Sytchev, secrétaire du COMECON a indiqué que la comparaison avec le projet européen Euréka était approximativement valable. Mais rien à voir, selon lui bien sûr, avec l'IDS américaine. Le « Programme de développement scientifique et technique du COMECON jusqu'à l'an 2000 » est officiellement pur de toute implication militaire. Cette profession de foi est à prendre avec précaution quand on sait le rôle moteur du secteur stratégique dans la recherche scientifique soviétique.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) URSS, Bulgarie, Hongrie, Vietnam, RDA, Cuba, Mongolie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie.

### Espagne

## Violents affrontements au Pays basque entre manifestants et forces de l'ordre

De notre correspondant

Madrid. - C'est dans une atmosphère de grande tension que s'est déroulée, le mercredi 18 décembre, la grève de vingt-quatre heures déclenchée par les principales formations nationalistes basques, le Parti communiste et les syndicats qui leur sont proches. Une quarantaine de personnes, dont une vingtaine de policiers, ont été blessées, lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, tandis qu'une trentaine d'arrestations étaient effectuées.

Ce mouvement visait à protester contre le meurtre de Mikel Zabaltza, dont le corps a été retrouvé le dimanche 15 décembre flottant dans la rivière Bidasoa, vingt jours après son arrestation par la garde civile, et qui, suivant la version officielle, s'est noyé en tentant de s'enfuir. La grève a été largement suivie dans la province de Guipuzcoa et dans le nord de la Navarre, et plus particulièrement en Biscaye. A Saint-Sébastien et Pampelune, les usines, les commerces et les écoles ont fermé leurs portes, tandis que les transports étaient paralysés. En revanche, dans la ceinture industrielle de Bilbao où prédomine l'influence du syndicat socialiste (qui ne s'était pas joint à l'appel au débrayage), la grève a été très limitée.

Vers midi, à Pampelune, la police a violemment chargé des manifestants qui criaient des slogans favorables à l'ETA militaire, et qui ont riposté en lançant des barriques et en lançant des cocktails Molotov. Les affrontements ont continué sporadiquement pendant plus d'une heure. A Saint-Sébastien également, la police est intervenue à plusieurs reprises contre des manifestants.

Pendant ce temps, l'affaire Zabaltza, faisait l'objet, au Pa-

lais de Madrid, d'un affrontement oratoire particulièrement violent entre le ministre de l'Intérieur, M. José Barriobene, et le porte-parole du PNV (Parti nationaliste basque), M. Marcos Vixcaya. Ce dernier ayant exprimé son scepticisme face à l'explication officielle des causes du décès, le ministre a fait valoir qu'« il n'y a plus aujourd'hui que deux versions : celle de la garde civile, que les faits viennent de plus en plus confirmer, et celle des amis de ceux qui assassinent au Pays basque. Et entre ces deux versions, il faut choisir ».

Ainsi que le craignait le gouvernement de Madrid, c'est donc à une nouvelle escalade de la tension au Pays basque que l'on assiste aujourd'hui. Une escalade qui ne s'explique pas seulement par l'indignation provoquée par le meurtre de Zabaltza. La grève a été décidée avant que ne soient connus les résultats de l'autopsie et a été maintenue alors que cet examen excluait que la victime ait subi des mauvais traitements.

De là à conclure qu'il s'agissait pour certains d'utiliser l'affaire Zabaltza, dans ce Pays basque toujours très sensibilisé par les problèmes de répression, pour redorer le blason de l'ETA, il n'y a qu'un pas que certains n'ont pas hésité à franchir. La coalition indépendantiste Herri-Batasuna a lancé le mouvement. Le fait que le PNV, la formation majoritaire dans la région, lui ait emboîté le pas est toutefois bien plus préoccupant pour le gouvernement socialiste de Madrid. En effet, le « pacte de légitimité » signé en janvier dernier entre le PNV et les socialistes basques, et qui avait été jugé essentiel pour la pacification de la région, semble désormais menacé.

THÉRIER MALINIAK.

# PROCHE-ORIENT

## Israël espère resserrer ses liens avec l'Afrique

(Suite de la première page.)

Un seul pays, la Guinée de Sékou Touré, tourne le dos à Israël après la guerre de six jours. Puis, en 1972, Aïda Dada, en rébellion contre son allié israélien, expulsa tous les juifs d'Ouganda. Un an plus tard, trois Etats puis seulement ignorèrent la résolution de l'OUA : le Malawi, le Lesotho et le Swaziland.

Désenchantés au fil des ans par l'indigence d'une aide arabe qui fut loin de tenir ses promesses, la plupart des dirigeants noirs dits modérés trouvèrent la poursuite de la boycottage d'Israël d'autant moins légitime que la restitution du Sinaï à l'Egypte avait enlevé à cette mise en quarantaine sa raison d'être originelle. Depuis plusieurs années déjà, M. Houphouët-Boigny s'est efforcé de déléguer des engagements pris en 1973 envers le monde arabe. Sa prudence légendaire l'a longtemps dissuadé de sauter le pas. On le disait favorable à une initiative collective associant plusieurs Etats d'Afrique francophone. Il a, en fin de compte, fait cavalier seul.

### Un succès pour M. Péro

Annouche à maintes reprises comme imminente, au cours des dernières années, la décision israélienne fut chaque fois ajournée. Au point que Jérusalem avait paru un temps en faire son deuil. L'espoir revint il y a deux mois après la conférence de presse, peu banale, de

M. Houphouët-Boigny à Abidjan. Le président y avait dit ses quatre vérités aux pays arabes et à la normalisation avec Israël. Un an plus tard, tout est proche (Le Monde du 16 octobre).

Le nouvel ambassadeur d'Israël, qui rejoindra son poste dans les prochaines semaines, sera M. Benad Avital, directeur des affaires africaines au ministère israélien des affaires étrangères. C'est lui qui avait assisté, en octobre, au congrès du Parti unique israélien.

A voir M. Péro, tout souriant, se souvenir mercredi la « bonne nouvelle », on devinait aisément qu'elle constituait, à ses yeux, un succès personnel. Après tout, le langage de paix adopté chez lui par le dirigeant travailliste, en améliorant l'image d'Israël dans le monde, n'a pu qu'encourager M. Houphouët-Boigny. Ce dernier avait déjà rencontré MM. Rabin et Shamir mais il ne communiât pas M. Péro. La vieille amitié que les lie tous deux à M. Mitterrand a dû aussi faciliter cette première rencontre. D'autant que la France socialiste avait conseillé à ses alliés africains d'entretenir des relations équilibrées avec les parties en conflit au Proche-Orient. Le dossier israélien fut abordé lors des récents entretiens du ministre des relations extérieures, M. Dumas, à Jérusalem. Le principe des retrouvailles a été arrêté lors du récent sommet franco-africain, qui donne chaque année l'occasion aux diplomates israéliens de multiplier en coulisses les contacts avec les dirigeants africains.

Pendant le long divorce diplomatique, Abidjan n'a eu rien de moins que des relations économiques avec l'Etat juif. Environ trois cents Israéliens travaillent en Côte-d'Ivoire. Ils y édifieront le prestigieux hôtel Ivoire et surveillent de près les plantations d'ananas du président. La construction de la nouvelle cathédrale Saint-Paul d'Abidjan a été confiée à la Société « d'économie » mixte associant le gouvernement à l'entreprise israélienne de travaux publics Sotol Bonch. On pourrait multiplier les exemples. La diplomatie était une chose et les affaires une autre. Israël est resté très présent économiquement en Afrique sub-saharienne. Du Ghana à la Zambie, en passant par la communauté des Etats francophones, plusieurs milliers d'experts - dont deux mille au Nigeria - travaillent dans une vingtaine de pays, socialistes ou libéraux.

Les échanges commerciaux officiels entre l'Afrique et Israël, légèrement à l'avantage de Jérusalem, atteignent 150 millions de dollars, sans compter les ventes d'armements. La coopération militaire est particulièrement développée avec le Zaïre.

D'autres moyens d'influence sont aussi efficaces que discrets. Quelques centaines d'étudiants africains accomplissent chaque année des stages en Israël, dans divers domaines : médecine, agriculture, formation militaire ou aux techniques de renseignement. En vingt-cinq ans, l'Institut afro-asiatique de Tel-Aviv, affilié à la centrale syndicale

Histadrut a formé quinze mille diplômés originaires d'une centaine de pays. Tout cela n'est aucun lien officiel avec Israël. Un ancien élève sur dix est musulman. Cet institut est un maillon essentiel dans la chaîne des contacts israélo-africains.

L'ombre, on le voit, ce sont les liens étroits et le plus souvent occultes - notamment militaires - qui unissent l'Etat hébreu à l'Afrique du Sud, où vivent environ cent mille juifs ; des liens qui sont évidemment très dommageables à l'image d'Israël dans le monde, même si ses premiers ministres ont toujours violemment condamné l'apartheid. Cela n'empêche pas Israël d'être représenté aujourd'hui dans une dizaine de pays africains par des « bureaux de liaison » qui opèrent souvent dans les locaux des anciennes ambassades.

Même si M. Houphouët-Boigny fait bientôt quelques années, la conquête par Israël du continent perdu risque de prendre encore beaucoup de temps. Le danger pour Jérusalem c'est que, au fond, le statu quo arrange la plupart des dirigeants noirs. Ceux-ci s'accommodent d'une situation qui, non sans quelque hypocrisie, leur permet de profiter du savoir-faire israélien, tout en restant politiquement respectables aux yeux du monde arabe.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Publicité)



Féeries lumineuses de la rue royale

Féeries lumineuses est le thème choisi cette année par le comité « Royale » pour les sixièmes fêtes de la rue Royale. Ce comité, constitué de tous les commerçants et industriels de cette célèbre artère, offre tous les ans aux Parisiens et aux étrangers un spectacle de grande qualité. Cette année du 4 au 28 décembre, la prestigieuse architecture classée de la rue Royale est habillée d'images. En effet, des projections allant de la Concorde à la Madeleine, forment un véritable spectacle, composé d'une succession de visuels à caractères géométriques défilant très lentement le long des façades et créant ainsi un décor en mouvement. Ces fêtes méritent absolument un détour...

VOUS ÊTES 10 MILLIONS DE FRANCILIENS.



Avez-vous lu le livre de Michel Giraud ?



La Secrétaire UN SPECIALISTE IBM\*

On réalise tous vos souhaits\*\* ou presque.

Et vous? ... Qu'attendez-vous? ...

Commandez auprès de nos bonnes fées, Lien ou Isabelle, votre IBM PC XT ou AT\*\*\* le matin avant 11h, nous vous livrons, avec le sourire, l'après-midi\*\*\* avant 17h. Téléphone 16 (1) 42.77.85.00

IBM PC, XT et AT sont des marques déposées d'International Business Machines. \*\*\* Dans la limite des stocks disponibles. \*\*\*\* Paris et région parisienne, livraison et installation gratuites.

La Secrétaire

43 rue Beauregard 75002 Paris (1) 42.77.85.00 (16) 42.77.85.00



# politique

LE BILAN DE LA LÉGISLATURE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Une « découverte » dans la continuité...

Dire de cette législature qu'elle s'achève, c'est une trace profonde dans l'histoire politique, c'est enfoncer une porte ouverte. Ajoûter qu'elle a accompli une œuvre législative considérable, n'est guère plus original ; quel que soit le jugement porté sur les nationalisations, la décentralisation, l'abolition de la peine de mort, quel que soit l'avenir de ces bouleversements législatifs, il est difficile d'en contester l'importance.

Depuis juillet 1981, les députés - et les sénateurs - ont beaucoup travaillé tant en quantité qu'en qualité, sans que ce dernier substantif ait forcément une valeur morale. Car, contrairement à une idée trop facilement reçue, les réformes ne sont pas l'œuvre de seuls ministres et de leur entourage. D'abord, parce que, sans le soutien sans faille de leur majorité, ils n'auraient pu leur donner force de loi. Ensuite et surtout, parce que l'influence des députés est beaucoup plus grande qu'il n'apparaît publiquement : des lois comme celle sur la réforme du droit des faillites ou celle sur les conditions de développement de la montagne, par exemple, doivent beaucoup au travail effectué au Palais-Bourbon ; des « avancées sociales » comme celle sur l'abaïssement de l'âge de la retraite sont essentiellement dues à la pression exercée par les députés. Les négociations

entre les élus socialistes et les gouvernements furent parfois bien ardues et ne tournaient pas toujours - loin s'en faut - à l'avantage des seconds.

La gauche, toutefois, dut aussi apprendre qu'il ne suffisait pas de voter un texte législatif pour changer la vie. C'est probablement une des grandes leçons qu'elle gardera de cette première expérience d'un long passage au pouvoir. Ce n'est pas la seule. Tous ces nouveaux élus, arrivés au Palais-Bourbon avec la ferme intention de ne pas se plier aux habitudes « bourgeoises » de leurs prédécesseurs, ont dû se couler dans les mœurs traditionnelles du Parlement. Tant et si bien que la vie de l'Assemblée nationale n'a guère été différente de ce qu'elle fut dans le passé. Si certains débats furent particulièrement vifs, si certains affrontements furent presque violents, cela tient plus à l'importance des réformes proposées à son vote qu'à une évolution sensible de ses mœurs.

Les fameux « droits du Parlement », quoi qu'en dise la majorité, ne furent pas fondamentalement plus développés qu'avant 1981 - quoi qu'en dise l'opposition - et ne furent pas plus bafoués que sous la précédente législature. Aidé par l'importance du seul groupe socialiste, le gouvernement a même pu

utiliser la procédure d'exception bien moins souvent que ses prédécesseurs. MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius ne durent recourir, en tout, que trois fois au « vote bloqué », alors que M. Raymond Barre l'employa onze fois au cours de la seule année 1980, et M. Jacques Chaban-Delmas quatre fois en 1970 et autant en 1971 (alors que le groupe gaulliste était lui aussi majoritaire à lui tout seul). De même, M. Mauroy ne dut engager sa responsabilité, pour contraindre sa propre majorité, que sur deux textes (le blocage des prix et des revenus en 1982, l'annulation des glacières, la même année), soit autant que M. Barre de 1978 à 1981. Les autres utilisations par les gouvernements socialistes de cette arme absolue de la Constitution le furent pour mettre fin à une obstruction de l'opposition, ce qui ne fut pas le cas avant 1981.

La principale innovation de cette législature est bien là : la « découverte » que le prolongement par tous les moyens de procédure d'un débat parlementaire pouvait être de quelque intérêt pour les opposants. RPR et UDF, puis PC, ont su admirablement roder, puis peaufiner, cette stratégie, non sans quelques succès au moins pour les premiers. Mais l'abus de cette méthode ne serait pas sans danger pour le Parlement. La présence probable dans la prochaine

législature de groupes à l'extrême gauche et à l'extrême droite, qui pourraient avoir tout intérêt à développer l'obstruction, a de quoi nourrir quelques inquiétudes.

L'Assemblée nationale n'est pas pour autant redevenue le lieu des grands débats politiques. Bien au contraire, la tendance qui transfère ce rôle à la télévision n'a fait que s'accroître. Mais la droite ne peut le reprocher à la gauche. Ses dirigeants n'ont guère profité de la tribune que leur offrait le Palais-Bourbon. MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing n'y ont jamais prononcé plus de deux grands discours par an, et jamais saisi les occasions que leur offrait le gouvernement par ses déclarations de politique générale ou spéciale. M. François Mitterrand, avant d'être à l'Élysée, eut une attitude contraire, utilisant largement la tribune de l'Assemblée nationale : de 1973 à 1980, jamais moins de deux fois par an, en général à trois ou quatre reprises, voire cinq (en 1978).

Rendre à l'Assemblée nationale sa place de principal lieu du débat politique dépend des choix des hommes politiques. En auront-ils plus la volonté après 1986 que depuis 1981 ?

THÉRIER BRÉHIER.

Profitant de la dernière séance de la session télévisée en direct sur FR 3, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a dressé, mercredi 18 décembre, le bilan de la législature qui s'achève. Après avoir souligné que « la majorité a rempli pleinement son rôle en soutenant et en poursuivant l'action » des gouvernements successifs, et que « l'opposition a exercé pleinement sa fonction », il a constaté que « jamais depuis le début de la 5<sup>e</sup> République, l'Assemblée nationale n'aura autant travaillé ». Il a évoqué la fonction exercée par celle-ci dans le « contrôle de l'action gouvernementale », tant par le jeu des questions, notamment celles du mercredi, que par celui des motions de censure (quinze) et par les engagements de responsabilité du gouvernement sur sa politique générale (cinq par M. Mauroy, un par M. Fabius). Mais il a insisté sur le fait que c'est le travail législatif qui aura donné au Palais-Bourbon un « très haut niveau d'activité ».

Puis, le député de l'Isère souligne la modernisation des moyens de l'Assemblée nationale mis en œuvre depuis 1981 et le développement de l'information sur son activité. Constatant que majorité et opposition ont joué « le jeu normal de la démocratie », il ajoute : « Si la majorité maîtrise la décision en dernier ressort, on peut dire que c'est l'opposition qui détermine assez largement la durée des débats », cela à cause du « rôle croissant joué par les amendements », qui sont devenus « un mode d'expression couramment utilisé pour exposer ses désaccords et le cas échéant pour livrer des batailles de procédure ».

Pour la première fois depuis 1958, chaque président de groupe parlementaire a pu répondre à ce traditionnel discours du président de l'Assemblée nationale. Pour le RPR, M. Claude Labbé rend la majorité « responsable de la dégradation de l'image de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée nationale ». Evoquant l'accroissement des droits du Parlement promis par M. Mitterrand, il déclare aux socialistes : « Vous avez tenté de bâillonner l'opposition, mais vous n'y êtes pas arrivés, car nous avons réussi à nous faire entendre en parlant haut et fort. Vous avez appliqué votre conception totalitaire si bien résumée par le théorème de L'Algèbre : nous avons juridiquement tort, parce que nous étions politiquement minoritaires. Il rappelle qu'après quatre-vingt-quatre séances du conseil constitutionnel « trente lois ont été frappées d'annulation ».

Puis M. Labbé s'en prend à la personnalité même de M. Mermaz, en lui disant : « Comme le président de la République, vous n'avez pas servi les institutions. Vous vous en êtes servi pour votre cause. » Et il conclut en déclarant : « Quand le sectarisme l'emporte, la démocratie est menacée. C'est ce que nous avons vécu ».

Puis M. Labbé s'en prend à la personnalité même de M. Mermaz, en lui disant : « Comme le président de la République, vous n'avez pas servi les institutions. Vous vous en êtes servi pour votre cause. » Et il conclut en déclarant : « Quand le sectarisme l'emporte, la démocratie est menacée. C'est ce que nous avons vécu ».

Le retour aux valeurs du travail, de la famille et de la patrie, prôné par M. Barre (le Monde du 17 décembre), a suscité des critiques de la part du CRIF et de M. Serge Klarsfeld, qui y voient une référence malheureuse à la devise du gouvernement de Vichy.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) s'est « étonné » et a « regretté » les propos de l'ancien premier ministre. « La devise malheureusement empruntée par M. Barre n'est pas innocente », estime le CRIF, qui ajoute : « Il y avait certainement une autre façon de mettre en évidence les valeurs auxquelles M. Barre entend se référer que de citer celles qui ont marqué l'époque du statut des juifs, promulgué par ce même gouvernement de Vichy ».

M. Klarsfeld, président de l'association Fils et filles des déportés juifs de France, estime que citer ces valeurs de « travail, famille, patrie » dans une « France libre » n'est pas un argument. « Comment jugerait-on un homme politique alléguant qu'il se déclarerait partisan de la devise nazie ? Arbelit machi fre ! » (« le travail rend libre ») même s'il se situait dans le cadre d'une Allemagne démocratique ? demande-t-il.

M. André Lajoinie, au nom des communistes, explique que la législature a commencé « par l'espérance d'un renouveau qui aurait fait reculer à la fois le chômage et les inégalités sociales (...). Elle se termine dans la déception ». Sans évoquer la participation de ministres communistes pendant trois ans, il affirme que « l'histoire sera sans doute sévère pour la majorité socialiste qui s'est inclinée devant les puissances d'argent dont les profits n'ont cessé de croître ». Il ajoute : « Nous ne pouvons rester sourds à l'angoisse des familles, à l'appel que nous lance une jeunesse sacrifiée dont l'exigence légitime à la formation et à des emplois stables et qualifiés est méconnue ».

M. Jean-Claude Gaudin, au nom de l'UDF, est beaucoup plus modéré dans son ton que M. Labbé. S'en tenant à la seule analyse de la vie du Parlement, il commence par se plaindre de la « banalisation anormale de la procédure de la session extraordinaire », dont il affirme qu'elle n'est due qu'à « une certaine désorganisation du travail gouvernemental ». Puis, constatant que « la vie du Parlement n'a guère

changé depuis cinq ans », il en déduit que les critiques des socialistes sur les droits du Parlement, qui auraient été méprisables avant 1981, « n'étaient pas fondées ». Affirmant que la majorité pensait qu'« en se prononçant en 1981, le peuple français avait avalisé, par un vote unique, les cent dix propositions présentées par le candidat élu à la présidence de la République et que la tâche du Parlement devait se contenter de rédiger sous forme de texte de loi lesdits engagements », il explique qu'une telle attitude ne sera « jamais » celle de l'UDF.

En dénonçant, parfois même bruyamment, certains projets du gouvernement, analyse M. Gaudin, l'opposition a joué son rôle, rien que son rôle. Il ajoute qu'au vu de certaines décisions du Conseil constitutionnel « personne ne peut plus dire qu'elle a mené un combat d'obstruction parlementaire ». Pour lui, elle a simplement « fait du Parlement, et en particulier de l'Assemblée nationale, la chambre d'écho de la contestation nationale » ; le Parlement a donc été « le contre-pouvoir indispensable à la toute-puissance juridique de la majorité ».

« Une œuvre législative sans précédent »

Président du groupe des députés socialistes, M. André Billardon affirme que ceux-ci sont « fiers du travail législatif sans précédent accompli, parce qu'il représente la traduction par la loi de l'essentiel des propositions sur lesquelles le président François Mitterrand a été élu ». Mais il reconnaît que, si « une œuvre de cette nature commence par le vote de la loi, il faut ensuite

du temps, parfois beaucoup de temps, pour que la loi affecte d'une manière sensible la vie quotidienne ». Pour lui, « c'est ce qui explique bien souvent l'impatience et l'insatisfaction d'une partie de l'opinion publique ».

Evoquant les « excès de procédure », M. Billardon constate que « les nombreuses dispositions du règlement auxquelles l'opposition, en particulier, peut recourir ne devraient pas avoir pour objet d'inciter le gouvernement à utiliser les procédures lourdes prévues dans la Constitution ». Aussi regrette-t-il que la réforme du règlement n'ait pu être menée à bien. Enfin, il constate que, même si « il est arrivé que la discussion » entre le gouvernement et les députés socialistes « fut âpre, car les contraintes des uns et des autres pouvaient être sensiblement différentes, l'accord a toujours prévalu ».

« Les puissances d'argent »

M. Jean-Claude Gaudin, au nom de l'UDF, est beaucoup plus modéré dans son ton que M. Labbé. S'en tenant à la seule analyse de la vie du Parlement, il commence par se plaindre de la « banalisation anormale de la procédure de la session extraordinaire », dont il affirme qu'elle n'est due qu'à « une certaine désorganisation du travail gouvernemental ». Puis, constatant que « la vie du Parlement n'a guère

changé depuis cinq ans », il en déduit que les critiques des socialistes sur les droits du Parlement, qui auraient été méprisables avant 1981, « n'étaient pas fondées ». Affirmant que la majorité pensait qu'« en se prononçant en 1981, le peuple français avait avalisé, par un vote unique, les cent dix propositions présentées par le candidat élu à la présidence de la République et que la tâche du Parlement devait se contenter de rédiger sous forme de texte de loi lesdits engagements », il explique qu'une telle attitude ne sera « jamais » celle de l'UDF.

En dénonçant, parfois même bruyamment, certains projets du gouvernement, analyse M. Gaudin, l'opposition a joué son rôle, rien que son rôle. Il ajoute qu'au vu de certaines décisions du Conseil constitutionnel « personne ne peut plus dire qu'elle a mené un combat d'obstruction parlementaire ». Pour lui, elle a simplement « fait du Parlement, et en particulier de l'Assemblée nationale, la chambre d'écho de la contestation nationale » ; le Parlement a donc été « le contre-pouvoir indispensable à la toute-puissance juridique de la majorité ».

« Une œuvre législative sans précédent »

Président du groupe des députés socialistes, M. André Billardon affirme que ceux-ci sont « fiers du travail législatif sans précédent accompli, parce qu'il représente la traduction par la loi de l'essentiel des propositions sur lesquelles le président François Mitterrand a été élu ». Mais il reconnaît que, si « une œuvre de cette nature commence par le vote de la loi, il faut ensuite

du temps, parfois beaucoup de temps, pour que la loi affecte d'une manière sensible la vie quotidienne ». Pour lui, « c'est ce qui explique bien souvent l'impatience et l'insatisfaction d'une partie de l'opinion publique ».

Evoquant les « excès de procédure », M. Billardon constate que « les nombreuses dispositions du règlement auxquelles l'opposition, en particulier, peut recourir ne devraient pas avoir pour objet d'inciter le gouvernement à utiliser les procédures lourdes prévues dans la Constitution ». Aussi regrette-t-il que la réforme du règlement n'ait pu être menée à bien. Enfin, il constate que, même si « il est arrivé que la discussion » entre le gouvernement et les députés socialistes « fut âpre, car les contraintes des uns et des autres pouvaient être sensiblement différentes, l'accord a toujours prévalu ».

« Les puissances d'argent »

M. Jean-Claude Gaudin, au nom de l'UDF, est beaucoup plus modéré dans son ton que M. Labbé. S'en tenant à la seule analyse de la vie du Parlement, il commence par se plaindre de la « banalisation anormale de la procédure de la session extraordinaire », dont il affirme qu'elle n'est due qu'à « une certaine désorganisation du travail gouvernemental ». Puis, constatant que « la vie du Parlement n'a guère

Plus que 6 jours pour faire une folie pour la femme dont vous êtes fou.

Revillon

40 rue La Botz, Paris 8<sup>e</sup>  
44 rue du Dragon, Paris 6<sup>e</sup>  
45 La Croisette, Cannes.

Revillon

40 rue La Botz, Paris 8<sup>e</sup>  
44 rue du Dragon, Paris 6<sup>e</sup>  
45 La Croisette, Cannes.

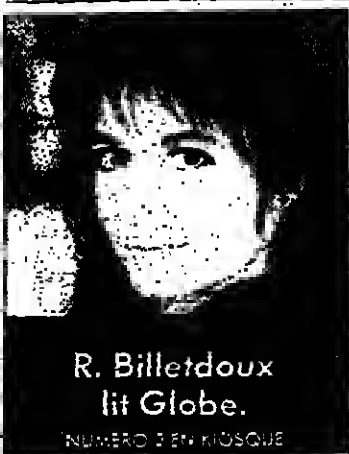
CHAQUE JOUR, VOUS ÊTES 1 MILLION A PRENDRE LE PÉRIPHÉRIQUE.

MICHEL GRAUD

notre ÎLE DE FRANCE

REGION CAPITALE

Avec vous la lecture de Michel Giraud ?



R. Billetdoux  
lit Globe.  
NUMERO 2 EN KIOSQUE



Jean-Pierre Léaud  
lit Globe.  
NUMERO 2 EN KIOSQUE

avec l'Afrique

secrétaire

Qu'attendez-vous ?

Secrétaire

صلى الله عليه وسلم



سكنا من الراحل

# POLITIQUE

## Dix conventions internationales définitivement adoptées par le Sénat

Le Sénat a adopté, le mercredi 18 décembre, dix conventions internationales qui sont désormais définitivement votées puisque l'Assemblée nationale les avait précédemment approuvées.

Ces textes portent respectivement :

- sur l'approbation de l'avenant à l'entente entre le gouvernement français et le gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale du 12 février 1979 ;
- sur l'approbation d'un accord convention de sécurité sociale entre le gouvernement français et le gouvernement de la Côte d'Ivoire ;
- sur la ratification du protocole n° 7 à la convention des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- sur la répartition de l'indemnité versée par la République populaire du Bénin en application de l'accord du 7 janvier 1984 (en faveur des anciens propriétaires français d'entreprises nationalisées par le Bénin) ;
- sur l'approbation d'un accord constitutif de la société interaméricaine d'investissement (les sénateurs communistes ont voté contre ce projet, qui a également suscité des réserves de la part de la commission des affaires étrangères) ;
- sur l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le gouvernement français et le gouvernement du Gabon ;
- sur l'approbation du code européen de sécurité sociale, fait à Strasbourg le 16 avril 1964 (les sénateurs communistes ont voté contre) ;
- sur l'approbation d'un accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses ;
- sur la ratification de la convention européenne d'extradition ;
- sur l'approbation d'un accord de siège entre le gouvernement français et l'organisation européenne de télécommunication par satellite (EUTELSAT).

En revanche, le Sénat a opposé, pour la troisième fois après l'échec de la commission mixte paritaire, la question préalable, dont l'adoption équivaut au rejet du texte, au projet de ratification du protocole n° 6 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, concernant l'abolition de la peine de mort.

Le Sénat a également examiné mercredi le projet de loi adaptant la

législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé. Pour le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Charles Descombes (RPR, Isère), le texte, tel qu'il a été adopté à l'Assemblée nationale lors du vote (le Monde du 27 novembre), traduit « un regrettable esprit centralisateur ». Il s'est donc efforcé de « revenir à un plus juste équilibre », le plus souvent avec l'accord de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé des retraites et des personnes âgées. Les sénateurs communistes, estimant que les modifications apportées ainsi au texte aggravent, se sont abstenus.

Malgré l'avis contraire du gouvernement, les sénateurs ont décidé que les directeurs d'établissements publics locaux seront nommés par l'Etat mais seulement après avis « conforme » du président du conseil d'administration. Ils ont supprimé le principe du plafond voté par l'Assemblée nationale pour la contribution acquittée par les ressortissants de l'aide sociale à l'enfance. Ils ont doté le président du conseil général d'un pouvoir d'ajournement analogue à celui exercé par le représentant de l'Etat vis-à-vis des établissements sociaux hébergeant des mineurs.

Pour la composition des commissions d'admission à l'aide sociale le Sénat a décidé que le maire, président d'un centre communal d'action sociale, siégeant avec voix consultative, est désigné par l'union départementale des maires, et que le demandeur peut se faire accompagner, lors de son audition par la commission, par la personne ou l'organisme de son choix. Sur proposition de M. Jean Châtioux (RPR, Paris), il a supprimé la désignation à la proportionnelle des membres des conseils d'administration des centres communaux d'action sociale, élus par le conseil municipal, pour ne repérer qu'une désignation simple.

D'autre part, le Sénat a opposé la question préalable au projet de loi de finances pour 1986, dont il avait, dans sa majorité, repoussé en première lecture la première partie relative aux recettes. Il a également repoussé par 231 voix contre 79 (les communistes votant contre, alors que pour le budget 1986, ils n'avaient pas pris part au vote). De même, il a rejeté successivement tous les articles du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983 (le Monde daté 15-16 décembre).

A. Ch.

## SUR ANTENNE 2

### L'« horreur » de M<sup>me</sup> Garaud

M<sup>me</sup> Marie-France Garaud n'aime pas que l'on dise qu'elle « roule » pour quelqu'un. Elle préfère affirmer qu'elle « se situe par rapport à des idées ». Et pour elle, les téléspectateurs de son « Heure de vérité », mercredi 18 décembre, trouvaient, après trois quarts d'heure d'émission, pour 20 % d'entre eux qu'elle était proche de M. Barre, et pour 19 % proche de M. Chirac. « J'ai horreur de ce genre de classement », a alors lancé l'ancienne collaboratrice du maire de Paris. Les minutes passant, l'écart s'est encore creusé, et 53 % des téléspectateurs la jugeaient décidément proche du député de Lyon. Les organisateurs de l'émission, ne voulant sans doute pas accroître encore son « horreur », n'ont pas posé une troisième fois la question au public. Il est vrai que M<sup>me</sup> Garaud a défendu des attitudes qui ne pouvaient que justifier un rapprochement avec M. Barre. Après s'être enquis, flêté d'avoir contrôlé l'UDF et fondé le RPR, elle ne reconnaît aujourd'hui aux partis politiques que la mission de « soutenir un gouvernement ». Il est vrai que l'organisation qu'elle est en train de constituer s'appellera « Institut de politique française » et que les candidats de sa liste, formant une « équipe », dont elle a d'ailleurs omis de citer le sigle. Les trois élus qu'elle espère avoir à Paris - « énoncé elle-même « équipe » - constitueront un groupe de « députés libres », n'ayant de comptes à rendre qu'à leur conscience et à leurs électeurs. Hors des apparences traditionnelles, comme M. Barre, elle veut donc être « plus qu'un sénateur, le leader de la liste ». Le député du Rhône a, selon elle, « la même attitude que de Gaulle à l'égard du pouvoir », et c'est pour cela qu'elle « le considère différemment des autres hommes politiques en raison notamment de son interprétation des institutions de la V<sup>e</sup> République ». Elle considère ainsi que « la collaboration est impossible » car « le président de la République est le chef de toute des institutions, le seul responsable, qui le pays doit être gouverné et le maître et qui a le pouvoir ne se partage pas ». Elle n'a toutefois pas formellement demandé la démission de M. Mitterrand en cas de victoire de l'opposition. Elle semble préférer une dissolution de l'Assemblée nationale si les élections du 16 mars sont douteuses, mais elle n'a pas été interrogée sur les conséquences d'un résultat sans équivoque. Elle a toutefois indiqué que si elle avait la responsabilité du ministère de la Justice elle prendrait trois mesures : « Assurer l'ordre public, différencier les lieux de détention selon les délinquants, confier la charge de juge d'instruction à des magistrats expérimentés et bien payés ». Si elle était ministre de l'économie, elle « ferait voter une loi-cadre de dénationalisation prudente et progressive, établissant la liberté des salaires et des emplois, supprimerait les formalités de changes et de prix », mais, auparavant, « ferait un inventaire », et si possible, « allégerait la fiscalité des entreprises, mais non des particuliers ».

M<sup>me</sup> Garaud, parvenue du rétablissement de la peine de mort en raison de son « exemplarité », a reconnu que M. Le Pen soulevait de vrais problèmes. En revanche, agacée par les questions de Christine Clerc et assurant : « Je n'ai jamais assassiné personne », elle nourrit pourtant des sentiments toujours aussi peu amènes envers M. Chaban Delmas, disant par exemple : « Pour combattre la nouvelle société, il aurait fallu qu'elle existe ». M<sup>me</sup> Garaud a enfin étudié plusieurs questions, notamment celle du financement de son action politique malgré la présence dans le studio du second candidat de sa liste, M<sup>me</sup> Beaux, banquière, proche de M. Barre, et qui serait la « trésorière » de ce dernier.

ANDRÉ PASSERON.

## AU PARTI RÉPUBLICAIN

### Fronde des députés « barristes »

Dix-sept députés UDF, membres du Parti républicain, sur vingt-huit (1) ont signé, le mercredi 18 décembre, un communiqué de protestation demandant au secrétaire général de leur parti, M. François Léotard, « de maintenir le pluralisme de leur formation et le libre arbitre de ses élus ». Ils ont pris cette décision après l'annonce faite par M. Michel d'Ornano, chargé des investitures au PR, lors du « Grand Jury RPR-Le Monde » du 15 décembre, que chaque candidat devrait signer un engagement, comme cela se passe pour les candidats RPR.

M. d'Ornano avait précisé : « On peut pas se présenter sur une liste de l'opposition avec une plate-forme de l'opposition et ne pas prendre des engagements qui vont de soi. Je ne pourrais pas avoir sur ma liste quelqu'un qui envisagerait de ne pas soutenir le futur gouvernement ou d'attaquer celui-ci, ou encore qui ne défendrait pas telle ou telle loi prévue dans la plate-forme de gouvernement signée de tout le monde ».

La formule de cet engagement, qui devrait être soumise à la signature des postulants que M. Léotard recevra lundi 23 décembre au siège du Parti républicain, prévoit notamment l'inscription au futur groupe UDF, le respect de l'accord pour gouverner signé le 10 avril avec le RPR et « le soutien total et sans réserve à tout gouvernement issu d'une majorité UDF-RPR et que le Parti républicain soutiendrait ».

Il semble plutôt que les « barristes » membres du PR, tout comme ceux qui figurent parmi les « adhérents directs » de l'UDF, comme M. Philippe Mestre, député de Vendée, ne souhaitent pas être liés par avance par un accord trop contraignant et qui les obligerait à participer à une majorité, à défendre des réformes ou à soutenir un gouvernement qu'ils ne voudraient pas démentir. Ils souhaitent ainsi un peu plus leur spécificité et soulignent leur volonté d'originalité dans l'éventuelle future majorité. Jusqu'où ?

A. P.

(1) Il s'agit de MM. François d'Aubert (Mayenne), Charles Ferre (Marne), Pascal Clément (Loire), Charles Millon (Ain), René Haby (Meurthe-et-Moselle), Jean-Pierre Soisson (Yonne), Francisque Perron (Rhône), Roger Lettes (Mayenne), Aimé Kergueris (Morbihan), Marcel Eudres (Gard), Jean Brocard (Haute-Savoie), Gilbert Gautier (Paris), Joseph-Henri Manjoux du Guesclin (Loire-Atlantique), Charles Degrez (Haute-de-Seine), Alain Maynard (Rhône), Pierre Micaux (Marne), Henri Bayard (Loire).

## RAPATRIÉS « Chicaya » au RECOURS !

Comme les mousquetaires, ils étaient trois. Trois copains pleins de foi, jusqu'à présent, la direction du mouvement du Rassemblement et coordination unifiée des rapatriés et réfugiés d'outre-mer (RECOURS). Tantôt du côté du gouvernement, tantôt contre lui, en bon lobby qui se respecte. Au service de la communauté des rapatriés d'Afrique du Nord. Trois, c'est-à-dire Claude Laquière, ancien président de l'Association des maires d'Algérie ; Guy Forzy, président de l'Union des comités de défense des agriculteurs rapatriés ; Jacques Rousseau, ancien président des lycéens d'Algérie. Aujourd'hui, ils divorcent ! Séparés par des divergences politico-stratégiques. Et ils rompent avec fracas. Leur rupture a été consommée en trois actes.

Acte un : MM. Rousseau et Forzy font savoir, le lundi 18 novembre, qu'ils démissionnent de la Commission nationale consultative permanente des rapatriés, structure de concertation mise en place le 4 mai 1982, sur la décision de l'Etat aux rapatriés. M. Raymond Courrière, par la première ministre.

Par ce geste, ils veulent protester contre le fait que, dimanche soir sur TF 1, M. Mitterrand a, selon eux, « une nouvelle fois, oublié les rapatriés et leurs problèmes parmi les sujets abordés ». Ils estiment que le président de la République n'a tenu « que très partiellement » ses engagements à l'égard des pieds-noirs, et ils affirment qu'ils ont « décidé d'en tirer les conséquences logiques », en refusant de « cautionner plus longtemps une commission qui s'apparente plus à un bureau qu'à une structure de concertation ».

Acte deux : Claude Laquière, en sa qualité de secrétaire général du RECOURS, déclare, mardi, que la prise de position de ses deux copains n'a rien de révolutionnaire mais surtout pas le mouvement dans son ensemble. Il affirme, au passage, que Guy Forzy et Jacques Rousseau démissionnent d'autant plus facilement de ladite commission qu'ils y « brillent par leur absence depuis trois ans ». Il ajoute que M. Rousseau, porte-parole officiel de la confédération, n'exprime plus dans ses nombreux communiqués que « sa seule conception personnelle ». Et d'annoncer la convocation d'une « réunion extraordinaire de mise au point » le lundi 5 janvier à Toulouse.

Acte trois : Guy Forzy, mercredi, soutient publiquement Jacques Rousseau contre Claude Laquière dont il « démentit formellement » les propos en soulignant que « l'action du porte-parole du mouvement a été approuvée à l'unanimité lors du congrès national du 15 novembre à Montpellier ». Il réplique en laissant entendre que la réaction de Claude Laquière est inspirée « par les fonctions officielles et rémunérées » que celui-ci exerce « auprès du secrétaire d'Etat aux rapatriés ». Comment dit-il, « chicaya » ? Ah ! oui, « chicaya ».

A. R.

## SITUATIONS-86

### Liste du Parti socialiste à Paris

M. Lionel Jospin a présenté les listes que le Parti socialiste présentera à Paris. Lui-même conduira à la fois la liste pour les élections législatives et celle pour les élections régionales. Le premier secrétaire du PS a précisé mardi 17 décembre que ces élections seraient l'occasion d'une « campagne politique nationale, une bataille gauche contre droite et non de caractère local ». Toutefois, elle permettra aussi « de dénoncer la gestion de la municipalité parisienne et de montrer que les distances ne sont pas considérables entre la droite et l'extrême droite ».

Dernière M. Jospin la liste législative est ainsi constituée : MM. Paul Quilès, ministre de la Défense, cons. de Paris, XIII<sup>e</sup> ; Georges Sarre, député, cons. de Paris, XI<sup>e</sup> ; Michel Charzat, d. s. cons. Paris, XX<sup>e</sup> ; M<sup>me</sup> Edwige Avoine, sec. d'Etat à la Défense, cons. de Paris, XIV<sup>e</sup> ; M. Gérard Facha, préf. de l'Office national d'immigration ; M<sup>me</sup> Gisèle Stevenson, cons. de Paris, XIII<sup>e</sup> ; premier sec. de Paris ; MM. Louis Moulinet, député, sort. ; Alain Billon, député, sort. ; cons. de Paris, XIX<sup>e</sup> ; Gilles Lacan, cons. de Paris, VI<sup>e</sup> ; Louis Régulier, communiste critique ; Patrick Bloche, Jean-Marie Le Guen, cons. de Paris XIII<sup>e</sup> ; Ray-

### M. HERZOG (PCF) ACCUSE M. MITTERRAND DE « TRAVESTRIR LA RÉALITÉ »

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF, a déclaré le mercredi 18 décembre que M. Mitterrand « s'était livré le 15 décembre sur TF 1, en matière économique, à « un travestissement de la réalité ». Selon M. Herzog, la politique économique du gouvernement « a des résultats catastrophiques non seulement pour les salariés, mais aussi pour l'économie française ».

Pour M. Herzog, la France traverse actuellement « la période la plus critique depuis longtemps », et « la façon dont on y fait face, c'est tout ce qu'il ne faut pas faire ». C'est comme « symbole et loute nationale » le projet d'accord entre la société française CGE et la firme américaine de télécommunication ATT, « où l'on livre les débouchés nationaux au pire concurrent », M. Herzog estime que, « en faisant de la droite, le PS n'a pas fait mieux, il a aggravé les choses ».

Si l'inflation a diminué, a-t-il affirmé, c'est que « les entreprises, ne pouvant pas vendre, augmentent moins les prix ». « Quand on casse la machine, les prix ralentissent, quand on est mort, on n'a plus de fièvre », a lancé M. Herzog.

A Antibes, au cours d'un meeting, mercredi, M. Georges Marchais a reproché à M<sup>me</sup> Georgette Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, d'avoir « en sa qualité de ministre de l'Économie, en étant, au cours de l'émission « L'oreille au coin », des « paroles extrêmes de lettres de demandes d'aide qu'elle avait reçues ».

M<sup>me</sup> Dufour a cru pouvoir se moquer du malheur des autres et prétendre leur dignité, c'est la même qu'elle a ainsi perdue », a conclu M. Marchais.

**L'actualité croquée avec tendresse et férocité**

**PLANTU**

**BONNE ANNEE POUR TOUS !**

*C'est pas négociable !!*

La Découverte / Le Monde

59F

**Plantu plébiscité sur FR 3 !**

par

**François Mitterrand**

**Raymond Barre**

**Pierre Mauroy**

Une co-édition

**La Découverte / Le Monde**



## POLITIQUE

A LA GUADELOUPE

### Le « forum économique » de l'UPLG remporte un succès de curiosité

De notre correspondant

Pointe-à-Pitre. — « Faut-il voir le verre à moitié vide ou le verre à moitié plein ? Ce forum est un succès même si nous n'avons réuni que cinq cents personnes. » Le militant indépendantiste qui commentait en ces termes, vendredi 13 décembre, le « forum » consacré à l'avenir économique de la Guadeloupe, pendant deux jours, par la principale organisation séparatiste de l'archipel, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), n'avait, au fond, pas tout à fait tort. Certes, les débats n'ont eu lieu qu'en présence de quatre cent cinquante personnes, alors que la direction de l'UPLG avait envoyé plus de mille cinq cents invitations. Mais la présence de nombreux chefs d'entreprise indépendants, venus dialoguer avec les dirigeants indépendantistes des « obstacles au développement » et des « voies » à emprunter pour surmonter ceux-ci, suffisait à confirmer que l'UPLG avait réussi dans son entreprise après avoir pris à contre-pied toutes les formations politiques du département (le Mande du 5 décembre). Qui aurait imaginé un tel dialogue il y a quelques mois à peine ? Les dirigeants de l'UPLG n'étaient-ils pas considérés comme des « poseurs de bombes » depuis que l'architecte Jack Berthelot, qui était un des leurs, était mort, déchiqueté, en juillet 1984, par un engin explosif que, selon la police, il s'apprêtait à poser à Pointe-à-Pitre ?

Les présidents des deux assemblées locales, ainsi que les maires des trois principales villes, n'avaient pas répondu à l'invitation. Parmi les élus guadeloupéens, seul le maire de Trois-Rivières, M. Eugène Jean-Louis (dir. opp.), président de l'association des maires, assistait aux échanges de vues. En revanche, malgré l'appel au boycottage de cette réunion lancé depuis deux mois par l'Union patronale de la Guadeloupe de nombreux socioprofessionnels avaient fait le déplacement. Il y avait là, entre autres, M.M. Kinetti, directeur des rhums

« Charles Simonnet », Gabriel, président des moyennes et petites industries, Michaux-Vignos, directeur local d'American Airlines, Montpierre, transitaire, et Méry, ancien directeur de l'Institut d'émission. M. Jean-François Rozan, porte-parole du syndicat des hôteliers de la Guadeloupe, et Erick Rotin, directeur de l'Office départemental du tourisme et conseiller régional de Pointe-à-Pitre, participaient également à ces débats.

#### Indépendance et développement

Dans son allocution d'ouverture, le docteur Claude Malouk, leader de l'UPLG, rappelait que, pour que « le combat pour le développement » soit gagné, il fallait « mettre en commun, dit-il aux présents, notre intelligence et toutes nos forces pour réaliser un véritable sursaut guadeloupéen ». « Le développement n'est pas seulement l'affaire d'une minorité de technocrates, mais bien l'affaire de l'ensemble du peuple conscient et décidé », ajoutait-il en se disant « conscient que la solution politique de l'indépendance ne fait pas l'unanimité, et que cette solution, pour qu'elle puisse être un facteur de développement, doit être le résultat d'une adhésion populaire ». « L'UPLG a voulu instaurer un débat sans concession, soulignait M. Malouk, mais un débat ouvert, libre, loyal, et objectif (...) nous devons regarder résolument notre avenir, tout en assumant notre histoire (...) pour une société guadeloupéenne plus juste, avec un peuple digne et fier ».

Dans la lettre de présentation du « forum », l'UPLG avait indiqué à ses invités : « Seule l'indépendance peut permettre de créer les conditions qui engageraient le pays dans la voie du développement ».

Une phrase que ne manqua pas de relever, dans sa courte intervention, M. Méry, l'ancien directeur de l'Institut d'émission : « L'indépendance peut être obstacle au développement qui est économique, certes,

mais aussi culturel et social, si elle est vécue comme une rupture et non comme un cheminement, si elle isole au lieu de réunir, si elle se campe comme un refus, drapée dans un arguement quasi obsidional. Exemple : la Guinée de Sékou et son romantisme pernicieux. On peut vouloir l'indépendance, on doit vouloir le développement, car il vise l'amélioration de la condition humaine, l'élévation du niveau de vie. (...) J'avoue privilégier le développement par rapport au statut, car l'indépendance ne détermine pas nécessairement les recettes du développement, alors que celui-ci l'affermis lui offre la maîtrise de ses choix ».

Dans un long discours sur les rapports sociaux et le développement, M. Guy Saint-Martin, membre du bureau syndical de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), syndicat très proche de l'UPLG, revint, pour sa part, sur les objectifs de la centrale syndicale présentée dès sa création en 1973 : la « destruction des rapports coloniaux, capitalistes, et semi-esclavagistes », en expliquant que ces sujets étaient encore « de la plus brûlante actualité ».

An terme d'une série d'allocutions, de communications et de rapports sur différents dossiers économiques de la Guadeloupe (plan Reagan pour la Caraïbe, plan-pêche, problème canier et aéroport, aviation, etc.), les organisateurs du « forum » atténuaient finalement le but qu'ils avaient espéré : montrer, par l'indépendance des secteurs d'activités, les différents obstacles au développement de la Guadeloupe. Ce « forum », dans la droite ligne du programme de l'UPLG, avait bien réussi, pendant quarante-huit heures, l'attention d'un certain nombre de Guadeloupéens qui n'étaient ni membres de l'organisation, ni même sympathisants, simplement des artisans, commerçants et dirigeants d'entreprises soucieux du devenir de la Guadeloupe et curieux de connaître de plus près les thèses de la principale formation indépendantiste de l'île.

ALAIN GILLES.

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 18 décembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

#### ● COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Installation et conditions de mise en œuvre d'une servitude permettant l'installation sur les édifices des ouvrages nécessaires à la diffusion des programmes de télévision. (Lire page 24.)

#### ● RÉGLEMENT DU BUDGET 1984

Le secrétaire d'État chargé du budget et de la consommation a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984, appuyé du rapport de la Cour des comptes sur son exécution.

Ce projet constate les dépenses et les recettes de l'État effectivement exécutées au cours de l'année 1984. Les résultats dégagés font apparaître un déficit budgétaire de 146,18 milliards de francs, soit 3,4 % du produit intérieur brut.

#### ● CONVENTION INTERNATIONALE

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire du Bangladesh sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Cet accord devrait contribuer au développement des relations économiques et commerciales entre les deux pays.

#### ● PRODUITS PÉTROLIERS

Le secrétaire d'État chargé de l'énergie a présenté au conseil des ministres un projet de décret relatif aux autorisations spéciales d'importation et de livraison à la consommation intérieure de produits dérivés du pétrole.

En vertu de ce texte, les autorisations d'importation existantes, qui devaient arriver à échéance le 30 juin 1986, sont prolongées de six mois.

#### ● RELATIONS ENTRE EDF-GDF ET LES USAGERS

Plusieurs mesures sont prises pour mieux informer les usagers, simplifier leurs démarches et faciliter leurs contacts avec le service public. — Le secrétaire d'État chargé de l'énergie a présenté au conseil des ministres une communication sur l'amélioration des relations entre EDF-GDF et leurs clients.

Les actions menées par cet établissement sont conformes au contrat de plan signé avec l'État en 1984 et portent notamment sur les points suivants :

1) La nouvelle facture plus claire sera généralisée en 1986. Simultanément, une option de mensualisation des paiements sera proposée aux clients.

2) EDF généralisera la procédure « libre service » qui évite l'interruption du courant lors du changement d'occupant d'un logement.

3) L'accueil téléphonique sera amélioré ; en cas d'intervention chez le client, la précision des rendez-vous sera accrue.

4) EDF encouragera les études et expériences de compteurs électroniques qui permettront à terme le télérelevé des consommations.

5) Les relations contractuelles entre EDF-GDF et les organisations représentatives de consommateurs seront approfondies, notamment au niveau départemental. Le dialogue entre EDF-GDF et les responsables politiques et économiques des régions sera développé.

Par ailleurs, l'avance remboursable instaurée en 1977, payée par les acheteurs de logements neufs chauffés à l'électricité, est supprimée.

#### ● PRATIQUES ET TECHNIQUES MÉDICALES

Une fondation nouvelle permettra aux professionnels de la santé de mieux apprécier l'efficacité des pratiques et techniques médicales, constatant. (Lire page 11.)

### Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre M. Michel Rocard, est nommé délégué à l'économie sociale.

Sur proposition du ministre de la défense, les membres des conseils supérieurs de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air pour l'année 1986 ont été désignés : le général de corps d'armée François Gervais est nommé gouverneur militaire de Metz commandant le premier corps d'armée et la sixième région militaire ; le contre-amiral Edouard Thiraut est nommé commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française, commandant le Centre d'expérimentations du Pacifique et commandant la zone maritime du Pacifique ; le général de division de la gendarmerie nationale Armand Vautrin est élevé, dans la première section, aux rangs et appellations de général de corps d'armée.

Par ailleurs, diverses mesures d'ordre individuel relatives à la promotion, à l'affectation et à la situation administrative d'officiers généraux et d'officiers supérieurs de l'armement, de l'armée de terre, de la marine, de l'armée de l'air, du service de santé des armées et de la gendarmerie nationale ont été adoptées.

(Lire page 21.)

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale, M. Paul Rollin, professeur d'université, est nommé recteur de l'académie de Versailles où il remplace M. André Casadeville, qui a atteint l'âge de la retraite. [Nommé recteur de l'académie de Rennes en juillet 1981, M. Rollin est devenu chargé de mission auprès du ministre de l'éducation nationale, en juillet 1984.]

Enfin, sur proposition du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal de Coudrey-Saint-Germer (Oise).



Michel Boujenah  
lit Globe.  
NUMÉRO 2 EN MOSCOW

du JEUDI 19 au MARDI 31 décembre inclus

## FOURRURES GEORGE V

Pour les fêtes  
**PRIX  
super-  
diffusion**

### MANTEAUX

VISON dark.	18 750 F	VISON pastel SAGA.	38 750 F
VISON dark	23 750 F	VISON lunaire.	31 750 F
VISON pastel	27 850 F	VISON BLACKGLAMA	43 750 F
VISON dark SAGA.	28 750 F	VISON dark morceaux.	9 250 F
RAGONDIN naturel.	7 850 F	CHAT d'Asie.	8 450 F
ZORINOS.	6 850 F	MARMOTTE du Canada	17 850 F
MOUTON marron.	6 750 F	CASTOR fantaisie.	14 750 F
CHEVRETTE grise.	5 650 F	OPOSSUM d'Amérique.	13 850 F
RAGONDIN longs poils, col		RAGONDIN éjéré.	10 950 F
RENARD.	8 750 F	PUTOIS pleines peaux.	28 750 F
ASTRAKAN noir.	9 250 F	RENARD bleu SAGA.	21 750 F

### VESTES

VISON milleraies et renard	9 750 F	VISON tourmaline.	28 750 F
VISON pastel milleraies.	8 750 F	VISON dark glama.	21 750 F
VISON dark morceaux.	6 850 F	VISON dark SAGA.	18 750 F
BOLEROS: VISON blanc	18 500 F		
RENARD roux.	8 750 F	CHAT d'Asie.	4 750 F
CASTOR longs poils.	8 650 F	MOUTON.	5 850 F
MARMOTTE russe.	9 250 F	BELETTE.	5 750 F
MARMOTTE du Canada.	11 850 F	OPOSSUM d'Amérique	6 750 F
RENARD de Mongolie.	8 450 F	PARKA LAPIN coté.	14 500 F

### PELISSES

Int. LAPIN, col OPOSSUM. 39 500 F | Coton, int LAPIN pleines peaux. 29 500 F  
TRENCH COAT Witcord, col OPOSSUM 28 500 F

• En EXCLUSIVITE pour la FRANCE  
la fabuleuse COLLECTION GROSVENOR

## FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V. Paris 8<sup>e</sup>

magasin ouvert sans interruption tous les jours de 10h à 19h

صوتنا من الامم



## Immigration clandestine à Besançon

d'incarcération. En revanche, le « cerveau » d'un tel trafic risquera trente ans de réclusion. De même, le proxénétisme organisé devient-il un crime passible de vingt ans d'incarcération s'il est accompagné de violences graves.

### ■ MIEUX ■ SANCTIONNER LE RECEL

Sans recailleurs, pas de voleurs. Partant de ce raisonnement, M. Badinter souhaite sanctionner plus sévèrement le recel. Le receleur professionnel, aujourd'hui passible de trois ans d'emprisonnement, encourra désormais sept années d'incarcération.

## ● PROTÉGER LES SYSTÈMES INFORMATIQUES

lution d'incriminations précises. Seront réprimés en tant que tels l'accès frauduleux à un programme, l'espionnage informatique, le sabotage de la mémoire d'un ordinateur et le détournement d'un traitement informatisé en vue d'obtenir des gains illicites. Ces infractions sont passibles, selon le cas, de trois à cinq ans d'emprisonnement et de lourdes amendes.

### ● DE QUELQUES SANCTIONS NOUVELLES

L'adaptation du code pénal aux réalités d'aujourd'hui se traduit par la création de nouvelles incriminations ou par l'aggravation de certaines peines existant déjà. Ainsi l'incitation de mineurs à consommer des stupéfiants ou de l'alcool; les détournements de navires, tels que celui de *l'Achille-Lacro*; l'expérimentation médicale sans le consentement du malade; les mauvais trai-

taments infligés à des animaux domestiques; l'organisation frauduleuse de son insolvabilité par le débiteur d'une pension alimentaire; l'incitation personnelle et directe d'un adolescent au suicide; l'escroquerie de personnes handicapées; le refus de combattre un incendie ou une catastrophe naturelle; l'hébergement ou le recours à une main-d'œuvre immigrée dans des conditions humainement indignes; l'incitation de mineurs à commettre des crimes ou délits.

des vous, et l'observation d'un bécot  
du code de la route. Par exemple, le  
conducteur qui aura franchi une  
ligne jaune continue provoquant un  
accident mortel sera passible de cinq  
ans d'emprisonnement.

l'égard des auteurs de violences physiques, violences que M. Badin-

Ainsi se dessine en creux les valeurs qu'une société veut protéger, les fondements sur lesquels elle entend bâtir sa cohésion. C'est le fonction « expressive » du code pénal, dont le rôle social, aux yeux du garde des sceaux, n'est pas seulement répressif.

Une philosophie humaniste, que M. Badinter situe dans le droit fil de la tradition française de défense et

illustration des droits de l'homme, se dégage de ce projet. Ainsi, à côté de la sévérité sans faille à laquelle est promis le crime organisé, transparaît le souci constant d'éviter l'emprisonnement des petits délinquants.

Autant la nécessité de moderniser le code est largement partagée à gauche comme à droite, autant ce souci risque de heurter dans l'opposition ceux qui, comme M. Peyrefitte, sont convaincus que les courtes peines d'emprisonnement créent parfois un choc salutaire (les criminologues anglo-saxons parlent des conséquences positives des peines *short sharp shock* c'est-à-

De même le Tossé reste-t-il béant avec ceux qui professent l'utilité de peines « certaines », c'est-à-dire ne laissant qu'une marge d'annorcia-

tion réduite aux magistrats. M. Peyrefitte s'était engagé dans cette voie avec la loi e sécurité et liberté ». M. Badinter lui tourne le dos en favorisant, par divers mécanismes, une plus grande adaptation de la peine à la personnalité du délinquant.

Voici la liste des autres membres de la commission : MM. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, ancien bâtonnier de Lyon; André Braunschweig, président de chambre honoraire à la Cour de cassation; Paul Chassagnon, procureur de la République honoraire; M<sup>me</sup> Mireille Demies-Merty, professeur à l'université Paris-XI, et Mireille Imber-Gueretta, magistrat à la chancellerie; M. Bruno Cotte, directeur des affaires criminelles et des grâces; M. Georges Kiehlman; MM. Jacques Léauté, professeur à l'université Paris-II; Georges Levesque, professeur honoraire à l'université Paris-I; Paul Malaval, conseiller hono-

### Un droit de réponse de M. Gustave Pordea

1) Si je me prétends consul honoraire de la République de Pologne en exil, c'est que je le suis, ayant été nommé régulièrement à cette fonction, comme mon avocat l'a établi en s'appuyant sur huit documents irréfutables.

2) M<sup>me</sup> Agathe Logeat a prétendu que certains de mes articles présentaient des similitudes avec ceux d'un certain journaliste du régime de Bucarest. Pour ceux d'entre ces textes qui ont trait à la Transylvanie, cette concordance est inévitable, en raison de vérités historiques

péennes — parmi d'évidentes incohérences et invraisemblances — lettre destinée à sa fille... »

7). Enfin, il est ironique que nous ne prenne ma défense, au sujet de ces lettres, ni son contraire, d nombreux journalistes, et là produit en outre les témoignages et lettres — vous ne faites guère état, bien entendu, d'exiles roumains, de nos diplomates et de hautes personnalités, qui ont déclaré ce pensaient de moi et des hypothèses de M<sup>me</sup> Logeat.

3) Si, d'ailleurs, M. Logeat eût été condamné le 22 février dernier (ainsi que M. Perdriel), c'est aussi parce que le tribunal a relevé ces « dénégations ». L'arrêt de la cour qui, le 5 décembre dernier, a confirmé le jugement, parle de son « acharnement » à mon égard et a écarté sa bonne foi. Il m'apparaît que cette condamnation définitive.

4) Aucun des exilés roumains qui sont venus à la barre n'a apporté une preuve quelconque de ce que je serais un « espion », comme le *Matin* l'écrivait. Comment d'ailleurs n'être pas frappé par le fait que je serais un « agent d'in-

Fabrice Hubert, agent de maîtrise, avait été arrêté en septembre dernier, après la découverte du corps nu d'une de ses camarades de travail, Suzana, 27 ans. Maroni, trente-six ans, dans le département de la Crapone, près de Seloré, à Mayenne. Provenç. Il avait avoué ce meurtre à son maître, Fabrice, mais celui-ci avait refusé de croire ses dires. Il avait même dit : « Ça t'air un peu d'insulte ».

Il a expliqué ce qu'était un agent de maîtrise, les différents types de bagnards, les conditions, et dans la même région au mois de mai 1957 :

Employée à la préfecture du Doubs depuis vingt-trois ans. Mme Gedecke devait s'écarter devant

Que les quittances de loyer présentées aient curieusement porté, à plusieurs reprises, la même adresse, qu'il y ait eu sur certains documents des surcharges douteuses, ce n'était pas son affaire : il y avait, au service des étrangers, d'autres fonctionnaires chargés de s'en inquiéter, et il est bien probable que M<sup>me</sup> Cadoche, dont quatre rabbins et un animateur de l'Action catholique ont attesté les qualités de cœur, ne se soit pas trop souciée de ces détails.

En définitive, la défense a obtenu la relâche de M<sup>re</sup> Cadoche, alors que le ministère public avait requis un supplément d'information. Auparavant, l'un des avocats de la prévenue avait affirmé, en conclusion de ses plaidoiries : « A travers M<sup>re</sup> Cadoche, c'est la préfecture qu'on a voulu atteindre. Il fallait qu'une affaire comme celle-ci sorte maintenant pour nourrir les discours politiques sur l'immigration clandestine et la prétendue légèreté, pour ne pas dire la complaisance, de l'administration. »

**CLAUDE FABERT.**

Sous le titre « Ce que Barbie a dit au juge d'instruction », le Progrès de Lyon publie dans ses éditions du 19 décembre des extraits d'interrogatoires de l'ancien SS inculpé de crimes contre l'humanité.

Il en ressort essentiellement que Barbie a déclaré n'avoir « aucun souvenir » de la rafle effectuée le 6 avril 1944 à Izieu (Ain); au cours de laquelle furent enlevés quarante-quatre enfants juifs et cinq adultes qui devaient tous être déportés à Auschwitz. Cette affirmation, faite le 21 décembre 1983, est en contradiction avec un précédent interroga-

toire de Barbic, le 24 février 1983, au cours duquel il avait reconnu avoir en connaissance d'un ordre donné par Eichmann et de son résultat sans avoir lui-même participé à l'opération.

• Cent vingt-cinq coffres fracturés à la Société générale de Saint-Cloud. — Cinq malfaiteurs armés de pistolets de gros calibre, le visage recouvert par des masques de carnaval, se sont introduits, mercredi 18 décembre vers 14 h 30, à la Société générale, 7, avenue de Longchamp, à Saint-Cloud.

Après avoir neutralisé le personnel et maîtrisé des clients qui arrivaient, ils ont fracturé plus de cent vingt caisses. Au total, quinze clients et membres du personnel se trouvaient dans la banque au moment de l'agression. Aucun coup de feu n'a été tiré et les malfaiteurs ont pris la fuite sans être inquiétés, vers 15 h 30.

Ce « casse » porte à plus de six mille le nombre de coffres fracturés dans quatre-vingt seize banques depuis le 30 septembre 1981.

de M. Gustave Pordea

6) Chacun appréciera la crédibilité de la venue de Paccapa sans escorte à Paris (alors qu'il « vit aux Etats-Unis sous une sévère protection »), simplement pour « faire publier un journal euro-

7) Enfin, il est exact que personne ne prenne ma défense. Mon avocat a apporté et la, au contraire, de nombreux témoignages, et il a produit en outre des lettres (témoignages et lettres dont vous ne faites guère état, bien entendu), d'exiles roumains, d'éminents diplomates et de hautes personnalités, qui ont déclaré ce qu'ils pensaient de moi et des hypothèses de M<sup>me</sup> Logcart.

[M. Thierry Wolton nous confirme son témoignage, tel que nous l'avons rapporté.]

● **Le procès des fausses factures dans la confection.** — La trente et unième chambre du tribunal correctionnel de Paris rendra le 17 février son jugement dans l'affaire des fausses facturations de la confection asiatique dont le procès avait commencé le 2 décembre (le Monde du 4 décembre).

● **Suicide d'un détenu à la prison des Baumettes.** — Fabrice Hublet, vingt-huit ans, auteur du meurtre de deux jeunes femmes, en 1982 et 1983, dans la région de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), s'est pendu dans sa cellule de la prison des Baumettes, à Mar-

Fabrice Hublet, agent de maîtrise dans une société pétrolière, avait été arrêté en septembre dernier, après la découverte du corps nu d'une de ses camarades de travail, Suzanne Maroni, trente-six ans, dans le canal de la Crapone, près de Salon-de-Provence. Il avait avoué ce meurtre ou même temps que celui d'une autre jeune lycéenne, Fabienne Gouteau, dix-neuf ans, assassinée dans les mêmes conditions, et dans la même région au mois de mai 1982.

3 CARR



## M. Chevènement annonce des mesures pour la scolarité des enfants d'immigrés

M. Jean-Pierre Chevènement devait annoncer, jeudi 19 décembre, les décisions que lui a inspirées le rapport du groupe de réflexion constitué autour du professeur Jacques Berque, professeur honoraire de l'École de la République à Paris. Ce document, dont une première version avait été présentée sous le titre « Éduquer les enfants de l'immigration » (le Monde du 7 mai 1985) vient d'être publié dans sa forme définitive avec un nouvel intitulé : « L'immigration à l'école de la République » (1). Un changement qui préfigure l'orientation retenue par le ministre de l'Éducation nationale : pour « ouvrir le chemin de la réussite » aux élèves d'origine immigrée, et éviter l'éclatement du système scolaire.

M. Chevènement propose de mieux les intégrer, en permettant à tous les élèves de bien maîtriser la langue française ; en valorisant la présence dans l'école d'une pluralité de communautés et de langues, notamment par la mise en place de « filières de réussite » ouvrant sur des carrières à vocation internationale ; en limitant strictement enfin le recours aux classes spécifiques, soupçonnées d'entretenir des ghettos et de barrer la voie du succès aux enfants. Mais le ministre reste muet sur la question décisive de l'échec scolaire — une expression qu'il déteste — discret sur le rôle des associations dans l'ouverture de l'école sur les autres cultures, et sur les difficultés d'apprentissage propres aux élèves d'origine étrangère. Il assigne un objectif simple et ambitieux à son « école de la République » : l'intégration sans complaisance du million d'étrangers qu'elle accueille. « Apprendre à un petit Algérien à parler et à écrire un français correct, dit-il, ce n'est pas mépriser sa culture, c'est respecter son droit, celui d'être instruit à l'égal de ses camarades ».

Le plan d'action de M. Chevènement, qui n'est accompagné d'aucun engagement financier

précis, s'articule autour de trois idées :

● **LA MAÎTRISE DE LA LANGUE** — Il s'agit de séparer soigneusement les élèves qui arrivent en France et ne parlent pas notre langue (environ 20 000 par an) des enfants issus d'une immigration plus ancienne qui, pour 70 % d'entre eux, sont nés en France et dont les difficultés concernent davantage la langue écrite. Pour les premiers seulement les classes d'accueil spécifiques seront maintenues. Elles pratiqueront un enseignement intensif du français et redeviendront « des structures transitoires et effacées », les enfants étant simultanément rattachés à une classe normale.

Pour les autres, comme pour les petits Français qui éprouvent des difficultés de langue, une expérience sera menée à partir de la rentrée 1986, et pour deux ans dans quatre académies (Lille, Versailles, Créteil et Lyon). Ces élèves bénéficieront pendant une période limitée d'un emploi du temps renforcé en français, avec allègement dans les disciplines autres que les mathématiques et les activités sportives ou artistiques. Ces mesures seront réalisées par un redéploiement des moyens existants. Parallèlement, les locaux scolaires pourront être ouverts aux parents qui souhaitent améliorer leurs connaissances en français.

● **OUVERTURE AUX CULTURES ÉTRANGÈRES** —

L'enseignement des langues et des cultures d'origine, assuré par des maîtres nommés par les pays concernés, est maintenant malgré les critiques du rapport Berque, car il repose sur des accords internationaux. Mais l'on tentera de mieux l'associer aux autres matières et de l'ouvrir aux enfants français. Le nouveau programme des collèges prévoit l'étude de plusieurs auteurs étrangers et cite notamment le Guinéen Camara Laye et l'Algérien Kateb Yacine. Des ouvrages de référence sur les civilisations auxquelles

se rattachent les immigrés seront créés par le ministère sous le patronage de M. Jacques Berque. Le premier livre consacré au monde méditerranéen est confié à l'écrivain Tahar Ben Jelloun. La traduction d'ouvrages étrangers destinés à la jeunesse sera encouragée par l'attribution d'un prix dont Hector Bianciotti présidera le jury. Enfin, le statut de « langues rares » de l'arabe et du portugais devrait être révisé par l'assouplissement d'une « réserve » de quarante-cinq postes bloqués pour la rentrée par le ministère.

● **PRÉPARER LES VOIES DE LA RÉUSSITE** —

Les circulaires de préparation de la prochaine rentrée rappelleront que les classes spéciales ont vocation à accueillir les handicapés légers et non les élèves étrangers en retard scolaire comme c'est souvent le cas actuellement. Afin de favoriser la qualité et la stabilité des enseignements, les classes d'accueil pour non-francophones seront plus confondues à des débutants, et la notation des enseignants tiendra compte des périodes passées avec des élèves en difficulté. M. Paul Vieu, directeur de recherche au CNRS, sera chargé d'étudier les moyens d'introduire dans la formation des enseignants un enseignement sur les cultures des communautés présentes en France.

Des sections franco-arabes, gérées dans le cadre d'une convention avec l'Institut du monde arabe, et une section franco-portugaise (au lycée Montaigne, à Paris) sera ouverte en 1986. Deux options, l'une de « langues étrangères appliquées » et l'autre de « langue et communication moderne » seront créées au lycée afin de « renforcer nos contacts internationaux » et d'ouvrir aux autres matières « y compris dans les filières techniques » sur des « débouchés professionnels de haut niveau ».

(1) Édité par la Documentation française, 29, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 42-61-30-10.

## Création d'une fondation pour l'évaluation des pratiques et techniques médicales

Docteurs, mettez-vous d'accord !

M. Edmond Hervé, secrétaire d'État chargé de la santé, a annoncé, le 18 décembre, devant le conseil des ministres, la création d'une fondation pour l'évaluation des pratiques et techniques médicales. Cet organisme, dont la création avait été souhaitée par le professeur Emile Papiernik, sera le jour des 15 janvier 1986, et aura pour tâche principale d'organiser des « conférences de consensus ».

Le professeur Papiernik a donc été finalement entendu. La fondation pour l'évaluation des pratiques et techniques médicales, dont il avait demandé la création dans un rapport remis en juin dernier à M. Edmond Hervé (le Monde du 28 juin), verra bien le jour. Plus encore, en choisissant de présenter les statuts et les objectifs de cette fondation devant le conseil des ministres, M. Edmond Hervé confie à ce nouvel organisme consultatif toute l'importance que l'ensemble du corps médical est unanime à lui accorder.

Mise en place dès janvier 1986, cette fondation, selon le secrétaire d'État à la santé aura « pour objectif de mettre au jour, pour des techniques ou des pratiques médicales au sujet desquelles il existe une certaine controverse, les points sur lesquels un accord des experts peut être dégagé à travers une procédure particulière, qui est celle des conférences de consensus. L'objectif visé est essentiellement d'ordre pratique. Il vise à promouvoir les meilleures pratiques possibles, à éclairer les gestionnaires pour leurs décisions de programmation, ou leurs choix budgétaires, et à rapprocher les connaissances et les pratiques médicales ».

De quoi s'agit-il ? Prenons l'exemple du traitement du cancer du sein. L'heure actuelle, un certain nom-

bre de stratégies thérapeutiques différentes sont proposées à travers le monde, depuis l'ablation totale du sein, encore préconisée par certains — jusqu'à la chimiothérapie adjuvante, — dont les partisans les plus acharnés affirment qu'elle permet de se passer de tout geste chirurgical. Cette situation est génératrice de doute, voire d'interrogation au sein même du corps médical. Ne serait-il pas possible de définir, à partir de toutes les données disponibles, une stratégie thérapeutique qui fasse l'objet d'un certain consensus ? C'est à cette revendication, formulée non seulement par de nombreux médecins mais aussi par une partie de l'opinion publique inquiète d'entendre des thèses aussi contradictoires, à laquelle va tenter de répondre cette fondation, comme cela se fait déjà depuis plusieurs années aux États-Unis, en Suède, ou au Danemark.

### Une totale indépendance

D'autres sujets seront abordés, comme l'échographie dans la surveillance prénatale, les systèmes de soins pour les hypertendus, les stratégies thérapeutiques pour les maladies cardio-vasculaires, la pratique de l'accouchement par césarienne... Autant de problèmes pour lesquels il n'existe pas d'unanimité au sein du corps médical. Il reviendra donc à la fondation d'essayer de dégager ne serait-ce que le plus petit commun dénominateur entre les différentes thèses en présence.

Le capital de départ (environ 12 millions de francs) de la fondation, qui elle-même dépendra de la Fondation de France, sera fourni par l'INSERM. Le budget de fonctionnement sera assuré par le secrétariat à la santé (2,25 millions de francs), le ministère de la recherche et de la technologie (0,5 million de francs), la Caisse nationale d'assurance ma-

ladie (2,25 millions) et la Fédération nationale de la mutualité française (0,5 million).

Un conseil d'administration sera formé dès janvier. En feront partie les organismes qui financent la fondation, ainsi que des représentants de la Commission nationale de médecine, l'ordre des médecins, l'UNAFORMEC et les doyens des facultés, de la Conférence des doyens, de la Conférence des commissions médicales consultatives universitaires et non universitaires, et du Comité national d'éthique.

Le conseil d'administration nommera le directeur de la fondation (selon toute vraisemblance, il s'agira du professeur Papiernik). Un conseil scientifique, composé de personnalités désignées par le conseil d'administration, devra proposer à ce dernier des thèmes d'études, et s'ils ont été retenus, en suivre le bon déroulement. Pour chaque thème abordé, le conseil scientifique devra désigner un certain nombre d'experts, qui participeront à l'élaboration du consensus.

Les procédures permettant de saisir la fondation seront extrêmement simples. « Chacun pourra la faire, s'il le désire », précisait M. Hervé. Les avis que les professionnels de santé rédigeront et publieront, à l'issue des conférences de consensus, lorsqu'un accord aura été possible, n'auront aucun caractère réglementaire. Libre à chaque médecin d'en tenir compte ou pas.

D'une manière générale, fait-on remarquer au secrétariat d'État à la santé, ce statut de fondation est un gage de sa totale indépendance. C'est également la raison pour laquelle l'industrie pharmaceutique n'a pas été conviée à entrer dans le capital de la fondation.

L'organigramme devrait être connu au plus tard, au mois de février 1986. Les initiateurs du projet espèrent que la fondation pourra organiser environ trois conférences par an. « Il faut que nos institutions d'aujourd'hui aient le courage de la médecine de demain », disait le professeur Papiernik, en mai dernier. Ne serait-ce qu'à ce titre, la création de cette fondation est un événement important.

FRANCK NOUCHI.

## L'islam, rue des Pyrénées

« La civilisation arabe ? — Ah oui, la civilisation arabe, c'est la civilisation arabe ! » Les débuts de M. Zohouane au collège de la rue des Pyrénées à Paris (20<sup>e</sup>) — dont le moitié des élèves sont étrangers et où cohabitent vingt-six nationalités — furent parfois difficiles. Animatrice d'une association de quartier, elle-même enseignante de formation, elle avait été appelée par quelques professeurs de l'établissement pour créer un Club de culture arabe. Objectif : faire connaître la culture d'origine des jeunes Maghrébins (20 % des effectifs du collège) à tous les élèves, favoriser les rencontres et l'insertion de la « seconde génération » dans l'école. Des idées chères à M. Jacques Berque.

Trois ans après son ouverture, le club continue d'accueillir une quarantaine de collégiens, maghrébins en majorité, mais aussi français, espagnols, portugais et africains. Trois ans pendant lesquels M. Zohouane a tenté de convaincre enseignants et élèves que la culture arabe ne se limitait pas à quelques éléments folkloriques.

« J'ai apporté des livres, des disques, j'ai parlé calligraphie, architecture, mathématiques... », explique-t-elle. Cette année, avec un professeur d'histoire, l'animatrice a proposé à des élèves de cinquième de constituer des dossiers, notamment sur la naissance du prophète, l'art des miniatures ou l'astronomie. « L'islam n'est pas seulement une religion, c'est

une civilisation », répète M. Zohouane. Deux fois par semaine, avec la documentation, elle raconte les hauts faits de la culture arabe au CDI (Centre de documentation et d'information) du collège. Les jeunes Arabes, loin de se replier sur leurs « différences », se sentent valorisés par la découverte de leurs racines, faite en même temps que d'autres élèves : leur réussite scolaire et leur insertion sociale peuvent s'en trouver facilitées.

### Faire reculer la fatalité

Soutenu avec enthousiasme par quelques membres de l'équipe éducative, critiqué au surplus par d'autres, le Club de culture arabe figure parmi les micro-initiatives prises « pour combler les brèches », comme dit une enseignante, dans un établissement de six cent quarante élèves sur lequel s'accumulent tous les handicaps sociaux et culturels. « Ici, un chef d'établissement ne reste jamais plus de deux ans, et 40 % des élèves ne savent pas lire à l'entrée en sixième », constate M. Gilberte Lombel, dynamique principal qui entame sa troisième année scolaire à la tête de ce collège réputé exploité et situé en zone prioritaire. Belleville-Mémorial.

Sur cent élèves de sixième, une douzaine seulement entrent au lycée. Le chiffre obsède les professeurs. Certains serrent les dents en attendant leur muta-

tion : d'autres se livrent à un travail de fouille, ni spectaculaire, ni reconnu, pour tenter de faire reculer les limites de la fatalité. Ainsi des séances d'études dirigées par les enseignants de français, mathématiques et anglais sont proposées aux élèves avant ou après le déjeuner grâce à des heures supplémentaires accordées par le ministère.

Malgré d'énormes difficultés matérielles et des oppositions de principe, quelques groupes de niveau ont pu être organisés depuis quatre ans, permettant de réunir à certains moments les élèves de compétence homogène, le groupe des « faibles » bénéficiant d'un bon renfort. Une association de quartier propose des heures de rattrapage gratuites en mathématiques, une autre délègue des éducateurs de prévention pour des sorties avec les professeurs d'éducation physique. Un atelier de lecture a été mis en place, qui regroupe les enfants de sixième les plus en difficulté. De multiples projets d'action éducative (PAE) sont programmés. Ces initiatives reposent généralement sur des énergies individuelles bien difficiles à coordonner.

Soutenu par les cahots de la misère sociale et scolaire, installé dans des locaux bien peu accueillants, le collège de la rue des Pyrénées tente de se reconstruire avec son public en adaptant ses enseignements et en renforçant ses liens avec le monde extérieur.

Ph. B.

(Publicité)

### 1 CONCOURS

#### 3 CARRIÈRES DE COMMISSAIRES

L'armée de terre, la marine et l'air recrutent en 1986 plus de 30 élèves parmi les étudiants et étudiantes titulaires d'un diplôme du 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur, tel que licence en droit ou sciences éco., I.E.P., etc.

(limite d'âge : 25 ans)

#### RENSEIGNEMENTS :

Direction centrale du commissariat de l'armée de terre  
37, bd de Port-Royal  
75998 Paris Armées  
Tél. : 16 (1) 43-36-83-27

Direction centrale du commissariat de la marine  
2, rue Royale, 75008 Paris  
Tél. : 16 (1) 42-60-33-30  
poste 21.388

Direction centrale du commissariat de l'air  
26, boulevard Victor  
75996 Paris Armées  
Tél. : 16 (1) 45-52-84-54

### UN MILLION D'ÉLÈVES

Un million quatre-vingt-deux mille élèves déclarés comme étant de nationalité étrangère étaient scolarisés en 1984-1985. Ils représentent 8,7 % du total des effectifs (contre 6,6 % en 1975-1976). Les établissements publics accueillent 95 % d'entre eux. Ils sont proportionnellement plus nombreux dans le premier degré (10,6 %) que dans le secondaire (6,9 %), non seulement à cause d'un fort taux d'échec, mais parce que les enfants en âge de fréquenter l'école primaire sont plus nombreux que les adolescents. Les enfants étrangers sont plus souvent affectés dans les classes spécialisées (18,6 % en classe de perfectionnement) et sont davantage présents dans l'enseignement court de second degré (10,7 %) que dans le second cycle (3,3 %). Une étude de ministère de l'Éducation nationale montre cependant que leurs résultats scolaires ne sont pas très différents de ceux des jeunes Français issus des mêmes catégories sociales (1).

(1) « Le cursus des enfants étrangers », Pierre Monod, paru dans la revue *Migrants formation* de septembre 1984.

Tous les articles fondamentaux de  
**HENRI WALLON**  
Numéro spécial revue « Enfance »  
41, rue Gay-Lussac — 75005 Paris  
98 F — Jusqu'en 15 janvier 1986  
sur présentation de cette annonce.

9400 premiers actionnaires : part gagnée ! Il aura suffi d'un an pour que « l'Événement du jeudi » s'impose comme l'un des grands hebdomadaires français d'informations. Et comme promis, « l'Événement du jeudi » ouvre pour la deuxième fois son capital à de nouveaux actionnaires. Si vous n'avez pu vous décider à temps, il y a un an, et désirez aujourd'hui nous rejoindre ; si vous voulez renforcer les bases financières de notre indépendance ; si vous avez envie de devenir, ipso facto, membre de droit du Club de l'Événement du jeudi et de profiter ainsi de tous nos services, spectacles et activités diverses, il est temps de passer aux actions. Comment ? Tout simplement en découplant le coupon-réponse ci-joint et en nous l'envoyant. Vous recevrez un bulletin de souscription ainsi que la note d'information qui a reçu le visa de la Commission des Opérations en Bourse n° 85368 en date du 26 novembre 1985. Il vous suffira alors de le remplir et de nous le retourner accompagné du montant que vous choisirez, chaque action valant 500 F. Futures actionnaires, à jeudi.

**DEVENEZ COPROPRIÉTAIRE D'UN JOURNAL AVEC VUE IMPRENABLE SUR L'INFORMATION.**



**SPECIAL JEUDI**  
Les actions  
des 15-24 ans  
**SPECIAL MAJESTÉ**  
Indiquez-vous  
des caractéristiques !

Je soussigné(e)  déclare avoir lu et approuvé le prospectus de souscription et vouloir souscrire  actions à raison de 500 F chacune.  
Je verse par ce moyen la somme de  F.  
Le  jour de  1985.  
Signature  Nom  Prénom   
Adresse   
Code postal  Ville

صبرنا من الامم



5000 من الامل

## ÉQUIPEMENT

### UN DISNEYLAND A MARNE-LA-VALLÉE

## Mickey chez les Gaulois

Dans cinq ans, soit au début de 1991, le parc d'attractions le plus vaste d'Europe devrait s'ouvrir sur 200 hectares, à Marne-la-Vallée, ville nouvelle située à 30 kilomètres à l'est de Paris.

M. Michael Eisner, trente-huit ans, grand patron de la société américaine Walt Disney Production, s'est engagé par une lettre adressée, mercredi 18 décembre, aux autorités françaises. M. Laurent Fabius, premier ministre, M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France et M. Paul Seramy, président du conseil général de Seine-et-Marne, ont pris acte par écrit, de cette promesse. Les modalités pratiques de l'opération seront négociées entre les parties, au cours des trois mois à venir, c'est-à-dire avant les élections de mars 1986.

Il y a dix ans que la firme Walt Disney (24 000 employés, 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires), songeait à implanter en Europe, l'équivalent des grands parcs de loisirs qui lui ont valu tant de notoriété aux États-Unis.

Après Disneyland, qui fête le trentième anniversaire de son installation en Californie (et son 250 millionième visiteur), puis Disneyworld, au milieu des marais de Floride, il y avait eu, voici quelques années, l'ouverture d'un troisième Disneyland à Tokyo.

En Europe, le projet pénétrait. Les Américains avaient mis en concurrence l'Espagne et la France. La France vient de l'emporter. Grâce aux atouts que représentent l'attrait traditionnel de Paris, et sa situation au centre du marché européen - en décembre 80 millions d'habitants dans un rayon de 500 km. Grâce aussi à la volonté conjuguée du gouvernement, et des élus régionaux. Oubliant les querelles politiques, on s'était entendu en août dernier, pour nommer un négociateur unique, M. Jean Peyrelevade, président de la Compagnie financière de Suez.

Les projets de Walt Disney sont extrêmement ambitieux. Première étape : inaugurer en 1991, sur 200 hectares, un Eurodisneyland, qui offrira parmi bien d'autres attractions, une évocation des pirates prenant d'assaut une île des Caraïbes. Coût : avec les aménagements environnants : 10 milliards de francs.

Puis on passera aux choses sérieuses. Sur 300 hectares alentour, sera édifiée par des promoteurs privés, une véritable cité du tourisme et des affaires : des hôtels offrant 5 000 chambres ; des commerces sur 30 000 mètres carrés, et surtout, des bureaux : un 300 000 mètres carrés. Cette deuxième étape devrait être achevée en 1993. Le parc et la cité accueilleraient, dès cette époque, 10 millions

de visiteurs (dont 55 % d'étrangers) et emploieraient à temps complet 23 000 personnes (et 5 000 de plus en pleine saison).

Pour ce gigantesque chantier, les Américains ont promis de confier à des entreprises françaises, 90 % de la

travaux, dont 60 % seront couverts par la région et 40 % par l'État. En outre, celui-ci accordera aux investisseurs des prêts bonifiés, et des avantages fiscaux.

Ce n'est pas tout. Au cours de la décennie suivante, Walt Disney

**1 750 hectares, 18 millions de visiteurs, 23 000 emplois promis : Marne-la-Vallée attend les dollars de l'oncle Picsou.**

construction des bâtiments, 80 % de l'animation et des attractions, 60 % de l'énergie et de l'architecture.

En contrepartie, les pouvoirs publics prendront à leur charge l'ensemble des routes, ainsi que le prolongement de la ligne A du RER, sur une dizaine de kilomètres. Le devis de cette dernière opération s'élève, à lui seul, à 1 milliard de

francs, dont 60 % seront couverts par la région et 40 % par l'État. En outre, celui-ci accordera aux investisseurs des prêts bonifiés, et des avantages fiscaux.

français et sans doute européens, seraient largement associés à l'entreprise.

Tous ces chiffres donnent le vertige. Et d'abord aux quatre mille cinq cents habitants des six communes concernées auxquelles on promet que leurs villages seront préservés, et que leurs villages seront préservés. Seront-ils alors, dans cette tour de Babel des lois et des affaires, un objet de curiosité ?

S'il se réalise de la sorte, Eurodisneyland sera l'équivalent d'un véritable électrochoc économique. Les recettes touristiques de l'Hexagone, notamment en devises étrangères, devraient faire un bond sans précédent. 6 milliards de francs, annonce-t-on.

Marne-la-Vallée, la dernière née des villes nouvelles, avait de la peine à dépasser les cent mille habitants.

Voilà son avenir assuré. Du coup, le projet cher à MM. Giraud et Chirac, de rééquilibrer la région parisienne vers l'est, se trouverait réalisé. Enfin, les aménagements entraînés par le choix de Walt Disney, seront un nouvel argument dans le dossier de candidature de Paris, pour les Jeux olympiques de 1992.

Les détails de réalisation d'Eurodisneyland, et notamment les participations financières respectives, vont à présent être négociés. Trois mois de discussions s'ensuivent.

Puis ce seront une à deux décennies d'investissements et de travaux. Les difficultés souvent rencontrées, ne vont pas manquer. Mais, sur le fond, les engagements sont pris.

Ainsi, MM. Laurent Fabius, Michel Giraud et Paul Seramy, affichaient-ils tous trois, au soir de la « journée historique » du 18 décembre, un optimisme en or massif.

MARC AMBROISE-RENDU.

### LES RÉACTIONS

#### Les élus restent prudents

Pas d'opposition systématique du côté des élus de la ville nouvelle. Le jeune président d'Apparition, Jérôme Bouvier (PS), souhaite que l'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée joue un rôle dans l'opération. En tant qu'élu local M. Bouvier, maire adjoint de Champs-sur-Marne, estime que le projet s'inscrit dans le rééquilibrage de l'est parisien. « Mais il ne faudrait pas que cela se réalise au prix de nuisances nouvelles pour les habitants de Marne-la-Vallée ».

S'il applaudit des deux mains la nouvelle de la signature de la lettre d'intention par Disney, M. Lucien Mayadoux (PS), président du syndicat d'agglomération nouvelle de Marne-la-Vallée-Val-Maubeuge, précise qu'il souhaite que les élus soient consultés. De son côté, M. Gérard Borden, ancien député maire de Chelles, PC, tête de liste de Parti communiste aux prochaines législatives, déclare : « Pour l'instant nous ne savons pas si le projet sera bénéfique à la région elle-même ou aux investisseurs américains ».

Renaud Vié-Le Sage, maire de Montvrain et successeur d'Haroun Tazieff à la délégation aux risques majeurs, réagit en technicien prudent et sérieux. « Il ne faut pas

réviser à la pluie de dollars que pourrait déclencher l'arrivée de ce parc, mais envisager la situation avec réalisme. J'espère que nous ne serons pas des partenaires pour la forme. Cela dépendra des pouvoirs publics, des responsables de Disney Production et des maires. Pour ces derniers, la mutation est brutale ».

M. Martin Steffen-Nourry, maire de Serris, estime de son côté : « Si Disneyland peut être bénéfique pour les habitants de Marne-la-Vallée, il aura d'autres conséquences pour notre petite commune. On ne construira pas les logements prévus à l'origine, mais le projet représente aussi la disparition de vingt-cinq exploitations agricoles. D'un côté, un atout économique considérable, de l'autre un avenir bouleversé pour quelques jeunes exploitants ».

#### Les forains furieux

L'annonce de la création d'un Eurodisneyland en Seine-et-Marne a provoqué des réactions indignées et fort négatives chez les forains et les foragistes. Les premiers par la voix de M. Marcel Campion, président de leur inter-syndicale, se déclarent « en état de

légitime défense », et menacent de former des comités à travers toute la France. Ils exigent la concurrence que leur feront les futurs parcs d'attractions à l'américaine, d'autant plus qu'ils ont l'impression d'être de plus en plus rejetés par les pouvoirs publics.

De son côté, la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSN) estime qu'il s'agit « d'un coup de force à caractère électoral opérant sans que les populations concernées aient pu s'exprimer ».

#### Les Espagnols dépités

L'Espagne est déçue et regrette le choix de la France par la firme Walt Disney pour installer son Eurodisneyland. « Je déclare M. Ignacio Vassallo, directeur de l'Institut national de promotion du tourisme, et l'un des principaux négociateurs espagnols dans les discussions avec les Américains. M. Vassallo estime que le gouvernement français a précipité des « stimulants alléchants et bien organisés », notamment le prolongement de la ligne du RER jusqu'au parc. « Je reste convaincu », a dit M. Vassallo, que l'Espagne restera le premier pays touristique d'Europe ».

#### GARGANTUA A CERGY-PONTOISE

Dans dix-huit mois - en mai 1987 - un Gargantua de 36 mètres de haut s'élèvera au milieu du parc de loisirs actuellement en construction à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) à 25 km au nord-ouest de Paris. Ce parc de 90 hectares sera le premier de ce type à ouvrir en France. On y évoquera au milieu de héros tels que les Chevaliers de la Table ronde, Lancelot du Lac, Merlin l'enchanteur, les personnages de Jules Verne et d'un lieu mythique, Ye, la cité engloutie.

Salon des promoteurs, le parc, baptisé Mirapolis, devrait être ouvert deux cents jours par an, recevoir deux millions de visiteurs et occuper près d'un millier d'employés. Son animation sera assurée par le Club Méditerranée. Les 400 millions de francs nécessaires à sa construction proviennent de France (Sodex Parc 14 %), de la Caisse des dépôts et consignations (10 %), du Club Méditerranée (24 %), de la Compagnie des valeurs (14 %), des Travaux publics Lefebvre (4 %), mais surtout de financiers américains, MM. Chaith Pharaon (50 %) et Jave (9 %) ainsi que d'une compagnie d'assurances néerlandaise (4 %).

#### Un groupe qui se porte mieux

En 1985, Walt Disney Productions a réalisé un chiffre d'affaires de 2 015 millions de dollars (environ 15,5 milliards de francs), en progression de 21,7 % sur 1984, avec un bénéfice de 773,5 millions de dollars, contre 97,8 millions de dollars en 1984 (+77,4 %). Cette bonne progression des résultats faisait suite pour l'empire de Mickey à deux années consécutives de baisse des bénéfices, qui laissent penser à une perte de vitesse régulière. Le dernier-né des parcs d'attractions, celui d'Epocot, en Floride, avait connu une baisse de fréquentation de 14 %.

La grosse difficulté rencontrée par Walt Disney Productions en 1984 avait été une offre publique d'achat (OPA) lancée par le financier, Saul Steinberg, par la biais de sa société de courtage,

Reliance Financial Services, qui avait acquis 9,3 % du capital de Walt Disney. Une société holding avait même été créée avec d'autres financiers, dans le but avoué de démanteler l'ensemble. Walt Disney Productions, tout en rachetant en Bourse et à Saul Steinberg ses propres actions, avait trouvé dans la famille Bass, un groupe financier bien connu outre-Atlantique, un soutien : elle avait pris une participation de 24,83 % tout en assurant les deux principaux dirigeants de la firme, MM. Michael Eisner et Frank Wells, de sa décision de rester à l'écart de sa gestion au jour le jour. Des opérations de restructuration menées après que le danger eut été écarté ont permis le redressement.

J.D.

## RELIGION

### UN PRIX ISRAÏELIEN AU CARDINAL ETCHEGARAY

#### Jérusalem tend la main à Rome

De notre correspondant

Jérusalem. - L'université Ben-Gurion du Néguev a remis, le mercredi 18 décembre à Beer-Sheva, le prix académique international Ladislav-Lazs au cardinal Roger Etchegaray, président de la commission pontificale Justice et Paix et ancien archevêque de Marseille. C'est la première fois qu'un membre de la Curie romaine participe à une cérémonie officielle en Israël. L'événement témoigne de l'amélioration constante du climat entre le Vatican et l'Etat hébreu.

Le cardinal Etchegaray est le premier récipiendaire du prix Ladislav-Lazs, fondé par un cardiologue d'origine hongroise récemment disparu. Ce dernier souhaitait laisser son nom à un prix récompensant « une personnalité ayant promu par son action ou ses études la compréhension entre les religions ». Le prix sera décerné tous les deux ans par l'université de Beer-Sheva, la cité d'Abraham, père des trois religions monothéistes.

Le jury a voulu rendre hommage, en la personne du cardinal Etchegaray, à l'un des plus fervents promoteurs du dialogue judéo-chrétien au sein de la hiérarchie catholique. Le futur cardinal eut en effet un rôle de premier plan dans la rédaction en 1973, de la déclaration du comité épiscopal français sur l'« attitude des chrétiens envers le judaïsme ».


Son initiative la plus retentissante dans ce domaine, le cardinal la prit en octobre 1983, lorsqu'il prononça à Rome, devant le synode des évêques, une allocution sur le thème du « repentir et de la mission de pénitence » de l'Eglise envers le peuple juif. Ce discours fut fort bien accueilli en Israël. En tant qu'archevêque de Marseille - jusqu'en 1984 - il prôna sans relâche la tolérance religieuse et entretint d'excellentes relations avec les communautés juive et musulmane de la ville, qui comptent chacune plus de quatre-vingt mille fidèles.

La cérémonie de Beer-Sheva a eu lieu en présence, notamment, du cheikh Farid Wardi Tabari, membre de la Cour suprême islamique, et du

grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, venu pour la circonstance en Israël.

JEAN-PIERRE L'ANGELLIER.

Collection "Lumière d'argent"



Pavillon Christoffe

12, rue Royale Paris 8<sup>e</sup> - 24, rue de la Paix Paris 2<sup>e</sup>  
95, rue de Passy Paris 16<sup>e</sup> - 93, rue de Seine Paris 6<sup>e</sup>  
17, rue de Sevres Paris 16<sup>e</sup> - 40, rue de la Paroisse Versailles

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★

## PRIX CADEAUX

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★

Dans tous les rayons

Des exemples :

CHEMISIER habillé 100% soie	1008 F 730 F
COLLANT « NINA RICCI »	62 F 39 F
En SATIN polyester	
la CHEMISE de NUIT manches courtes 485 F 350 F	
J'ensemble	880 F 650 F
SAC bandoulière polyamide 350 F 250 F	
ROBES Enfants à partir de	149 F

Au 5<sup>ème</sup> étage, la Boutique  
«Cadeaux en Fête !»

## AUX TROIS QUARTIERS

17, boulevard de la Machine Paris



## 19. Société : Islam, politique et religion

## 20. Lettres étrangères : une rencontre avec Isaac Bashevis Singer

### Le Monde DES LIVRES

#### L'œil du voyageur

On réédite l'Usage du monde de Nicolas Bouvier, un homme prêt à faire le tour des continents pour recueillir un bout de conversation

NICOLAS Bouvier est un voyageur d'une espèce rare, comme Segalen ou Michaux. Caustique, comme le trop mal connu Robert James Fletcher. Il lui faut dix ans d'incubation pour mettre au point ses récits, car c'est un promeneur introspectif qui aime à voyager dans ses anciens voyages.

Comme Barbey d'Aurevilly, Nicolas Bouvier est prêt à faire le tour du monde pour recueillir un bout de conversation. En cela, il est moins homme de science qu'homme de goût. « J'aime la lenteur », reconnaît-il. Il collectionne les silhouettes, les couleurs, les impressions, et vit sous le signe de la dispersion.

Impossible de le définir en peu de mots, car ce bohème de cinquante-six ans, même s'il donne d'abord une impression de gaucherie, de fragilité et de lassitude, a la mobilité d'une bête. Il est à la littérature exotique ce que le haïkai, le limerick ou la farsie sont à la plus lourde des poésies symbolistes. Il a la vivacité du regard et du trait. Nicolas Bouvier constitue ses livres de fulgurantes pensées. En lisant ou en relisant l'Usage du monde, Chroniques japonaises (1), le Poisson-scorpion (2), ou le Dehors et le Dedans (3), recueils

de poèmes de route, le lecteur attentif pourrait constituer un art singulier de voyager ou un précieux précis d'anti-exotisme.

Ainsi : « L'important n'est pas tant de changer de peau que d'accepter celle des autres » ; ou : « Un voyage se passe de motifs. Il ne tarde pas à prouver qu'il se suffit à lui-même. On croit qu'on va faire un voyage, mais bientôt c'est le voyage qui vous fait, ou vous défait » ; ou encore : « Dans la vie de voyage, les nourritures du corps et de l'esprit ont partie liée. Projets et moulin grillé, café turc et souvenirs. » Contredisant Rousseau, pour qui ce que l'on rapporte du voyage dépend des raisons qui l'ont fait entreprendre, Nicolas Bouvier affirme : « C'est le propre des grands voyages que d'en ramener autre chose que ce qu'on allait chercher. »

#### Une morale de la tribulation

Genevois, élevé dans un milieu bourgeois huguenot à la fois rigoureux et éclairé, poussant à la curiosité et à la lecture, Nicolas Bouvier — comme Jean-Jacques Rousseau et comme Blaise Cen-



BERENICE CLEEVE.

drars — a fini un monde où l'aspect émotif de la vie était rigoureusement géré. Le mot « existence » y signifiait réussite et le mot « échec » manquait à son vocabulaire. Il n'est pas étonnant, dès lors, de trouver parmi les livres de Nicolas Bouvier *Printemps noir*, de Miller, ou même *Raconte pas ta vie*, de Marcel Duhamel, qui esquissent, chacun à sa manière, une morale de la tribulation. Le beau souci littéraire

de Bouvier sera désormais de casser le « ton pastoral », d'« expulser la rhétorique », et d'éviter la « distinction fourbue ».

JACQUES MEUNIER.

(Lire la suite page 18.)

- (1) L'Age d'homme, 1975 (épuisé).
- (2) Gallimard, prix des Critiques 1982.
- (3) Ed. Berril-Galland, 1982 (épuisé).

#### Le couple monstrueux

Dans la Mémoire et les Jours, Charlotte Delbo prête sa voix à toutes les victimes d'un siècle sans pitié.

L'ABJECTION et l'etroce forment un couple qui porte le visage de sa géométrie hideuse sous tous les cieux, qui traverse les frontières, les espaces et les époques sans rien modifier de sa démarche macabre.

Charlotte Delbo a connu ce couple à Auschwitz et prête, ici, sa voix à ceux et à celles qui le rencontrèrent en Espagne, en Argentine, dans les plaines russes ou encore lors des massacres dans le Péloponnèse. Pour survivre à cette sinistre rencontre, à ce rendez-vous manqué avec la mort (puisqu'il s'avère qu'on ne meurt pas de chagrin, mais qu'il faut cependant vivre avec son chagrin, « ce double inaltérable » de soi-même), ces revenants-là semblent disposer d'une « mémoire ordinaire », dans laquelle est enkystée la « mémoire profonde », celle où gît l'horreur. Et cette mémoire qu'en pleine conscience la volonté parvient à tenir en respect « écarte pourtant, quelquefois, et restitue son contenu » dans les rêves.

Rêve, cauchemar, réalité, qui aurait pu les différencier à Auschwitz, à Birkenau, à Varsovie, dans les gorges de Franco ou à Kalavrita, où « mille Antigone » cherchèrent qui un mari, qui un fils, qui un père dans le « tas des morts », parmi les mille trous cents hommes fusillés en trois heures et basculés dans la ravine de pierraille ? Et les enfants étaient là, « faisant leur part de

ce travail qui n'était pas pour eux. Ils ont plus appris ce jour-là qu'il est nécessaire d'en savoir pour toute une vie. »

#### Un ventre grec, juif ou tzigane

Ce jour-là qui confisqua l'innocence à des centaines d'enfants était un jour de décembre 1943. Impossible de ne pas frémir, de ne pas se laisser accabler par la coïncidence des dates. Décembre 1943, j'étais à peine née, j'étais quatre kilos d'innocence, un espoir naissant qui gazouillait sans doute à son premier soleil. Et pendant ce temps-là... J'étais un embryon d'espoir, une formidable réserve de vie et, dans le même monde, on anéantissait d'autres êtres par milliers parce qu'ils étaient sortis d'un ventre juif, grec ou tzigane.

Dans le même monde, à Vienne, une infirmière accueillait un contingent de « bébés » : justement, chacun calé dans une panier à linge. Mais ces bébés étaient des soldats sans bras ni jambes qu'on avait trouvé commode de transporter de la sorte. Ce n'étaient pas des bébés, seulement des gosses de dix-huit à vingt ans, ayant santé sur des mines, victimes du couple monstrueux. Et j'étais... dans le même monde.

ANNE BRAGANCE.

(Lire la suite page 16.)

#### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Un colloque de l'Ecole des hautes études en sciences sociales sur le Génocide juif. Vichy-Auschwitz, de Serge Klarsfeld.

#### Comment était-ce possible ?

COMMENT était-ce possible ? A cette question, qui revient comme un cauchemar depuis la découverte du génocide juif par les nazis, les réponses ont changé, en quarante ans, et ne cessent de s'affiner.

A chaud, la vérité était hors d'atteinte. L'ancien journaliste de Combat Lucien Corosi a raison quand il parle de Nuremberg comme d'un « procès raté » (RTL édition). La plupart des documents manquaient. L'incrédulité devant l'incroyable faisait écran. L'indignation n'a jamais constitué un savoir...

Les preuves, désormais, abondent. Il en apparaît encore. Et si l'effacement reste intact — encore heureux ! — l'histoire, à force de penser le folie, retrouve sa raison, confronte ses raisons.

Le dernier point entre chercheurs a été fait en juillet 1982, à l'invitation de l'Ecole des hautes études en sciences sociales. François Furet présente le compte rendu du colloque, qu'animait Raymond Aron. Les contributions allemandes, américaines, israéliennes, dominent l'exception des travaux de Léon Poliakov confirmant la regrettable discrétion des Français.

Ce document, d'une lecture aisée, ne devrait pas seulement intéresser les spécialistes, mais quiconque n'a pas pris son parti des explications de la « solution finale » par la folie d'un homme ou la discipline d'un peuple.

ALORS, quelles autres explications ? Par l'antisémitisme antérieur au nazisme ? Il ne sévissait pas plus dans l'Allemagne du dix-neuvième siècle qu'en France, plutôt moins et les persécutions des années 1935-1938 ont nui, dans l'opinion d'outre-Rhin, à l'image du national-socialisme.

Aboutissement logique du fascisme, lui-même issu du capitalisme, comme l'ont prétendu les marxistes ? L'Italie de Mussolini le dément, avec son racisme modéré, dirigé contre les Africains ; et le génocide apparaît comme une aberration, du strict point de vue du profit.

Plus convaincante : l'explication par la « totalitarisme absolu », qui bâillonne toute opinion critique et asservit les individus.

C'est la seule hypothèse de nature à réconcilier les deux familles d'historiens que les recherches n'ont toujours pas départagées : les « intentionnalistes », pour qui l'extermination a été décidée, expérimentée ; et les « fonctionnalistes », selon qui il y eut moins programme médité qu'enchaînement et immenses bavures.

En faveur des intentionnalistes : les preuves se sont multipliées, avec le temps, de ce que, à défaut d'ordres écrits, le Führer est intervenu verbalement auprès de Goebbels et d'autres, dès 1933 et à chaque phase de l'extermination. La notion de plan global, proclamée dès la prise de pouvoir, n'est plus masquée, en tout cas, à partir de l'automne 1941.

S'il est vrai que l'antisémitisme n'est pas plus virulent en Allemagne qu'ailleurs, la notion de supériorité ethnique, elle, y est ancrée depuis le Moyen Âge. Kant fournit des arguments aux parisiens de l'inégalité des races et aux adversaires du métissage.

L'Europe entière conforte les Germains dans l'idée qu'ils seraient plus purs, forts, beaux, intelligents, artistes et courageux que leurs voisins. Cette « teutomanie », déjà sensible dans Tacite, on la retrouve chez Mme de Staël, Michelet, Guizot, Taine, Renan. Elle se traduit, au siècle dernier, par une complaisance particulière envers les tentatives de rationalisation les plus folles, telle l'application de la sélection naturelle de Darwin aux sociétés, à l'histoire. La proportion de sang aryen, le force guerrière et, pour un peu, la blondeur du poil, assignaient à chaque peuple sa place dans la hiérarchie des nations.

Drumont n'est pas seul à « fonder » les délires futurs : relire, à ce propos, Gobineau, Vacher de Lapouge, Le Bon, ou Barrès conduisent à la culpabilité de Dreyfus du fait de sa seule « race ». Chanter l'âme collective à travers des corps réputés différents : c'est de ce thème d'ailleurs littéraire et innocent que date le naufrage, au vingtième siècle, de la personne et de la raison.

(Lire la suite page 16.)

#### PRIX MÉDICIS ÉTRANGER

Joseph Heller



#### DIEU SAIT

ROMAN

traduit de l'américain par Robert Pépin

Du même auteur  
dans la Collection  
Les Cahiers Rouges  
"Catch 22"

GRASSET



# A LA VITRINE

**WILLIAM GIBSON**

**Le premier thriller informatique**

Dans un futur où les ordinateurs sont omniprésents, des branchements en direct sur le système nerveux permettent de manipuler données et programmes comme s'ils étaient les éléments d'un univers réel...

Autres titres de la nouvelle collection « Fictions » :  
 Georges R. R. Martin, « Armageddon Rag » ;  
 Harry Harrison, « Bill, le héros galactique » ;  
 Greg Bear, « La musique du sang ».

« Ni phénomène de mode, ni raisons commerciales, mais un constat : la SF sait produire de très grands romans et on ne peut en aucun cas, après qu'on l'a "découverte", la considérer comme un genre mineur. »

« A suivre », septembre 1985

85 francs

Editions La Découverte

## VOYAGES

### Passions

#### andalouses

Il existe, au moins, deux possibilités d'appréhender un pays ou une région. La première, assez classique, consiste en une étude géographique et historique. La seconde reprend la première proposition, mais rend l'étude vivante et passionnante par l'apport du vécu personnel du ou des auteurs. C'est ainsi que Michel Del Castillo et Michel Dieuzeide, chacun par la voie qui lui est propre, l'un l'écriture, l'autre la photographie, offrent au lecteur leur Andalousie. Précision importante, car c'est de ce projet et de cette volonté que leur ouvrage tire sa force.

Le texte de Michel Del Castillo est en grande partie autobiographique, composé de souvenirs d'enfance, de récits de voyages, d'anecdotes. A cet aspect s'ajoute une recherche historique sur l'Andalousie destinée à faire resurgir « cette mémoire oubliée, jamais possédée (...), avec les parfums, les couleurs, une musique alanguie ». « Poème d'amour manqué », ce texte a les accents nostalgiques de l'exil et de l'amour d'une terre.

C'est d'une façon tout aussi émouvante et personnelle que Michel Dieuzeide, par ses photographies, présente « son » Andalousie. Images superbes, mêlant l'esthétique et l'information sur la vie des Andalous. Deux auteurs, deux approches pour une même passion.

— S. T.

★ NOS ANDALOUSIES, de Michel Del Castillo ; photos de Michel Dieuzeide ; Berger-Levrault, 205 p., 230 F.



Samedi saint près de Séville

## ROMANS

### Clairs-obscur

Non contemplatifs, s'abstenir ! Le récit de Patrick Drevet se lit comme on écoute une toile inconnue. Nulle action, nulle intrigue dans le *Gout des abelles*. Seulement un immense péripète de quelques kilomètres entre chez soi et l'inconnu, entre l'enfance et l'âge adulte. Les amateurs de grand mouvement n'y trouveront pas leur compte, mais les observateurs de l'infiniment petit se régaleront de ce voyage intérieur.

Tout commence par l'excitation des sens dans le silence troublant de la grosse chaleur. Des enfants partent en excursion vers un bras de rivière vaguement interdit, certainement mystérieux : le goût des abelles. Aucun dialogue, mais le silence total qui accompagne les pérégrinations purement intimes. Dans une langue dense et concise, le narrateur décrypte le monde à la

lumière de ses sens ; un seul rayon de soleil fait, par exemple, l'objet d'une minutieuse dissection, non en tant que tel, mais dans ses effets sur un corps d'enfant : « l'anne mince » pour les yeux, « long cri auréolé de sueur » pour les oreilles, « fauve odore » pour les narines, « chaleur sèche » adhérent à la peau. Comme une senteur s'exalte sous l'action de la chaleur, les sensations sont amplifiées dans la délicieuse attente d'un secret qui ne sera jamais révélé.

Car ce qui compte, c'est bien sûr moins la révélation que l'attente de cette révélation. Il est vrai que l'expédition des enfants a un but, le fameux gour. Son nom figure même en tête de chaque chapitre comme une formule magique, comme un sésame. Mais ce lieu, veut moins pour lui-même que pour le désir dont il est l'objet. Il devient le symbole du mystère, du caché. Il existe surtout dans l'impédence qu'ont les enfants de le trouver, de dénouer le secret des adolescents baignant dans ses eaux, des jeunes filles à peine sporadiques. Très vite, le récit devient l'expression même d'une sorte d'impatience incertaine : constamment, il oscille de l'a peine entrevu au déjà disparu, du presque clair au clair-obscur, du sûr au peut-être.

A tel point que le vrai voyage se fait tout entier dans l'intervalle de ces minuscules flottements. Un voyage presque initiatique, magnifiquement mené par Patrick Drevet.

— R. R.

★ LE GOUT DES ABELLES, de Patrick Drevet, Gallimard, 152 p., 75 F.

## POÉSIE

### Werner Lambersy

#### le cristal de l'instant

Pourquoi, après une douzaine de recueils, ne connaît-on et ne respecte-t-on pas davantage les poèmes de Werner Lambersy ? Ce poète de la concision et de la concentration extrême est d'une surprenante richesse. Il n'est pas, dans l'étude des choses et de leurs

rapports avec l'homme, aussi systématique que Francis Ponge. Il est plus rigoureux et plus soucieux de capter la vérité de l'instant, dans une sorte d'équilibre entre ce qui permet de saisir l'insaisissable : là même où l'impossible déraison rejoint la raison.

Sa dernière œuvre, *Géographies et mobiliers* se présente sous une forme curieuse : cinq plaquettes — chacune, une suite de poèmes — réunies en un coffret. On en savourera la tension, l'économie et la profondeur de pensée :

L'ombre  
et ce matin d'été  
ne sont pas démolissables  
coups de sabot  
dans les tables du cœur  
ici  
demeure ouverte  
la parenthèse d'une durée.

A. B.

★ GÉOGRAPHIES ET MOBILIERS, de Werner Lambersy, éd. Dur-An-Ki, 58, rue Villedo, Bruxelles.

## Le projet

### de Jacques Roubaud

Poète et mathématicien, théoricien du vers et romancier, médiateur et membre du groupe ALAMO — l'Atelier de Littérature assistée par la mathématique et l'ordinateur, — Jacques Roubaud unit une multiplicité de talents et de savoirs qui déconcerte. Peut-être est-ce pour qu'il son œuvre n'a pas tout le retentissement que mériterait un lyrisme sans pathos ni emphase, une investigation patiente des formes poétiques qui allie l'humour, l'étrangeté et le rigueur.

La publication d'un Jacques Roubaud, dans « Poètes d'aujourd'hui », vient donc à point. Le choix de textes réalisés par Robert Davreu est excellent. Il va du premier livre en 1957 (le signe mathématique disant l'apparence), une suite de sonnets sublimement dévoyés où la tradition observée se laisse métamorphoser en « l'écriture de l'ordre / qu'il de regard même » se brouille évanouissante

“Du grand feuilleton, tumultueusement philosophique, façon Autant en emporte le vent faulknérien”

Olivier Rolin, *Libération*

“Insolite, patriarcal, scintillant. (...) Faulkner et Glauber Rocha ne sont pas loin de ce Dallas amazonien”

Sévero Sarduy, *Le Nouvel Observateur*

**LUCIO CARDOSO**

**Chronique de la maison assassinée**

MAZARINE a.m. métallique

420 pages, 120 F

## BANDES DESSINÉES

### Delenda est...

★ MONSIEUR CATASTROPHES. — La ville peut rendre fou. Dans les années 50, par un jour de neige, New-York est soudain pétrifié. Les habitants se sont subitement arrêtés non pas de vivre mais d'exister : ils sont plantés au milieu des rues, insensibles au froid qui va les tuer, sourds à tout appel à la raison, les yeux fixes et globuleux. Il y a quelques exceptions : une demi-douzaine de personnes qui vont tenter de ramener leurs concitoyens, au péril de leur vie.

Même ville, même époque. Un employé modèle est atteint d'un mal étrange et meurtrier qui lui est venu subitement. Chaque fois qu'il se trouve quelque part, une horreur se produit : explosion, écroulement d'immeubles... Il ignore son pouvoir d'enfer et en accuse un autre personnage — un auteur de feuilleton... — qui hante les mêmes lieux que lui. Ils mourront tous deux dans une ville en ruines.

Deux scénarios pour deux catastrophes urbaines. Berthet — l'un des bons dessinateurs de l'école dite de la ligne claire — présente cette insolite succession de cauchemars avec beaucoup d'efficacité, de concision dans le trait et un art du gros plan qui rend bien les terreur, les angoisses et les lâchetés.

★ MORTES SAISONS, par Berthet et Andréas, éd. Dupuis, 48 p., 33 F.

★ A NOUS DEUX, PARIS ! — Dans un futur pas tellement lointain, un cataclysme, probablement nucléaire, anéantit la population de la France à l'exception d'une jeune femme qui fuit, opportunistement, de la spéléologie dans le Sud-Est. La survivante n'est pas tout à fait seule : les robots que l'homme avait construits pour son service ou sa sécurité (police de la route ou des grands magasins) ont survécu, échappant au massacre. Elle rentre à Paris, s'installe dans un hôtel de luxe, tentant de laisser libre cours, dans une capitale déserte à tout jamais, à ses fantasmes. Histoire de rendre la survie supportable. Mais les robots ont des instincts et même des sentiments sous leurs masques de fer... Avec cette survivante, Paul Gillon brode efficacement autour de deux thèmes parallèles, deux fantasmes : la femme seule prête à s'offrir, la ville vide également offerte. Une ballade sexualo-urbaine très bien menée par un des maîtres de la BD française. Une terrifiante prévision de ce qui adviendrait dans la solitude postcataclysmique, quand seraient eurtés les barrières du sur-moi et celles de la société, ce qui est souvent la même chose... Après la civilisation, la plaie sans issue.

★ LA SURVIVANTE, par Paul Gillon, éd. L'Eclat des savants, Aris-Michel, 52 p., 55 F.

★ ÉVOLUTION. — Est-ce de la BD, de la philosophie, ou de la peinture ? *Mémoire des écumés*, l'album signé par Christian Lejeune (scénario et photos) et Caza (dessins et couleurs), est tout cela à la fois et bien plus que cela. Du néant au néant, il s'agit de l'itinéraire de l'homme sur cette planète, la nôtre, d'un big-bang à l'autre, par une thèse ouverte puis refermée. Des visages, des minéraux, des villes surgies et détruites (Venise, fleur du passé, New-York, symbole de notre siècle) : tout est vérité, éphémère puissance, et s'écroule dans une apocalypse muette. Craquelures, entrées colorées, couleurs criardes sur des visages de passage, émergence et disparition de l'humain : cette *mémoire des écumés* (les civilisations qui se succèdent) n'est pas très encourageante pour qui a l'ambition de construire l'avenir ! Ce conte philosophique en images est le noir tableau de nos prétentions, une superbe lecture, une terrible traversée



Illustration de Berthet

d'un cosmos où nous sommes provisoirement posés. Désespérés, s'abstenir.

★ MÉMOIRE DES ÉCUMES, par Caza et Lejeune, éd. Dargaud, 48 p., 56 F.

★ TCHOUK-TCHOUK ! — Les éditions de la Vie du rail consacrent un très beau livre à la représentation du train dans la bande dessinée. Les auteurs, Jack Chaboud et Dominique Dupuis, réunis par la double passion des chemins de fer et de la bande dessinée, ont recherché toutes les images ferroviaires de l'univers de la BD. Ils les ont classées par thèmes, périodes et fonctions dans le récit. Quelle moisson ! On savait que le train — et particulièrement les locomotives — avait inspiré tous les plus grands dessinateurs, mais la réunion de ces planches va au-delà de ce qu'on imaginait. Nulle œuvre marquante sous ce héros de fer. Le train est partout, du Far-West aux steppes d'Asie centrale. Il file, il explose, il défile, écumé, asphyxié, traverse tous les paysages. Dans les compartiments, il s'en passe de belles, et sur les toits des wagons on voit beaucoup de cavaliers ! Monstre de fer, féroce et fort, témoin des temps traversés, le train est, depuis un siècle, le contemporain de la BD qui le lui rend bien. Une anthologie qui montre comment, à partir d'un thème unique, s'est exprimé le talent de chaque auteur.

★ QUAI DES BULLES, par J. Chaboud et D. Dupuis, la Vie du rail, 226 p., 240 F.

★ CORTO JEUNE. — La jeunesse de Corto Matoso, le superbe et étrange héros d'Hugo Pratt, avait été publiée en noir et blanc, il y a deux ans. Le voici désormais disponible en édition de luxe et en couleur. Elle est précédée d'un abondant ensemble documentaire et didactique sur la guerre russo-japonaise de 1905 qui fournit l'arrière-plan de cette aventure inaugurale d'un héros voyageur qui en connaît bien d'autres. Un univers sans tendresse, implacable, où s'entrechoquent des destins géométriques et marginaux (Jack London, Raspoutine, Corto...) dans une atmosphère de « non-dit » permanent. Les épreuves se tréflent et s'évaluent, ils paraissent à la fois flotter au-dessus du réel et y être parfois engloutis dans un état d'indifférence, notamment face à la mort. La manière exacte (documentaire) qu'e Pratt de dessiner ne l'empêche pas de donner à son œuvre onirique, floue et détachée, qui fait de ses héros des surréels à la fois présents et absents. Ils sont d'ailleurs dans le temps ; dans l'espace et dans l'imaginaire.

★ LA JEUNESSE DE CORTO, par Hugo Pratt, éd. Castelman, 112 p., 150 F.

BRUNO FRAPPAT



## DU LIBRAIRE

sans surcoût, aux « Tombeaux de Pétrarque » de Dors (1981), en passant par *Mono no Aware* (1970), « mine » de courts poèmes japonais du quatorzième siècle, et *Autobiographie*, chapitre X (1977), où un poème radicallement neut émerge d'un immense collage de fragments issus de la poésie du passé. On y trouve aussi des extraits de la *Vieillesse d'Alexandre* (1978), une réflexion sur l'alexandrin, ou des pages plus théoriques sur le rythme et le formalisme. Bref, une propédeutique parfaite à l'œuvre de Roubaud.

Mais si Robert Davreu a très judicieusement choisi les textes de cette anthologie, l'introduction qu'il lui consacre laisse perplexe. A côté de formules heureuses, comme « amour, mémoire, forme ; mathématique », qui cimentent parfaitement le projet poétique de Roubaud, on se perd dans des propos obscurs, où le préfacier semble davantage régler ses comptes avec la philosophie qu'introduire aux textes un lecteur qu'on peut supposer encore peu informé, le tout dans une prose détrempée d'« identité dans la non-identité » et autres « vers qui font signe » — des langages d'une époque déjà ancienne.

C'est d'autant plus dommage que Robert Davreu signale très justement les points essentiels de la démarche de Jacques Roubaud : le rapport à la tradition, le refus d'un faux débat d'un formalisme opposé au « jellissement », le goût de tous les sillons, géographiques ou temporels. Il faut quand même y aller voir, pour rencontrer celui qui dit de lui : « Je suis un homme sans enfance/Moitié records, moitié fumée. »

\* JACQUES ROUBAUD, de Robert Davreu, Seghers, collection « Poètes d'aujourd'hui », 207 p., 49 F.

## LETTRES ÉTRANGÈRES

## La « longue marche » des enfants

Shen Dai a huit ans, en 1946, lorsque est donné l'ordre aux trois cents élèves de l'école de Yan'an de quitter rapidement les lieux, pour échapper aux troupes de l'armée nationaliste qui cherchent à briser le pouvoir rouge. Commence alors pour ces enfants un long périple à pied de plusieurs milliers de kilomètres qui durera deux ans et demi et qui les conduira à Pékin. C'est cette grande aventure que Shen Dai et Suzanne Bernard ont décidé de faire revivre dans un roman rédigé directement en français.

Les enfants de Yan'an ont bravé la faim et le froid, traversé des régions inhospitalières, escaladé des montagnes, franchi des rivières, souvent sous le feu de l'ennemi. Ils étaient guidés par des maîtres qui ont tout sacrifié pour sauver la vie des « successeurs de la révolution ». Aussi est-ce avec amertume

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## HISTOIRE

● François Caron : *La France des patriotes*. Ce cinquième volume de l'histoire de France dirigée par Jean Favier couvre la période 1851-1918. Des oppositions violentes du Second Empire et de la III<sup>e</sup> République à l'élan patriotique de la première guerre mondiale (Éditions Fayard, 665 p., 120 F.).

## PHILOSOPHIE

● Martin Heidegger : *Concepts fondamentaux*. Ce volume est la traduction, due à Pascal David, d'un cours professé en 1941. Il reprend la question de l'être, abordé sous l'angle phénoménologique (Éditions Gallimard, 163 p., 82 F.).

● George Berkeley : *Œuvres*. Le premier volume de cette édition des écrits philosophiques de Berkeley, dirigée par G. Byneman, contient des traductions nouvelles des textes couvrant la période 1707-1710, dont certains inédits en français (Éditions PUF, 429 p., 280 F.).

● Félix Ravaisson : *L'Art et les Mystères grecs*. Philosophes, auteurs du célèbre essai *De l'Habitude*, Félix Ravaisson fut aussi conservateur des Antiquités au musée du Louvre. Présenté par Dominique Janicaud, ce volume regroupe des écrits esthétiques portant sur la statuaire grecque ou l'art du dessin chez Léonard de Vinci. Un entraînement à Pasquier, actuel conservateur des antiquités grecques et romaines au Louvre, apporte un éclairage moderne sur les théories de Ravaisson (Éditions de l'Harmattan, 246 p., 120 F.).

## LITTÉRATURE

● Marcel Schneider : *Histoire de la littérature fantastique en France*. Cette nouvelle édition du livre de Marcel Schneider, publié en 1964, examine l'histoire et les thèmes de la littérature fantastique du Moyen Âge aux plus récentes parutions (Éditions Fayard, 463 p., 160 F.).

● Jean Mambro : *Le Chant profond*. J. Mambro, poète lui-même, « donne à voir, à entendre, à aimer » des auteurs aussi différents que Ponge, Claudel, Duras, Jünger, Singer... La plupart de ces courts essais ont été publiés dans la revue des *Jéunés*, *Études* (Éditions José Corti, 360 p., 150 F.).

## POLITIQUE

● Ouvrage collectif : *Les Elites socialistes au pouvoir 1981-1985*. Publiées sous la direction de

Pierre Birbaud, les différentes contributions contenues dans ce volume tentent de cerner la structure du pouvoir dans la France socialiste et les relations de la nouvelle élite politique avec les pouvoirs économiques et administratifs (Éditions PUF, 311 p., 95 F.).

## ETHNOGRAPHIE

● André Chouraqui, *Histoire des Juifs en Afrique du Nord*. Finalement, dans ce très riche livre de plus de six cents pages (avec quelques belles photos), la partie « historique » est limitée à une centaine de pages, la reste concernant plutôt les divers aspects ethnologiques de l'ancienne diaspora Israélite du Maghreb. Les pages sur le statut juif en Islam sont particulièrement éclairantes (Hachette, 620 p., 220 F.).

● Cherif Khaznadar et Françoise Gründ, *Sur la piste des cultures du monde*. L'universitaire Jacques Georget fait parler Cherif Khaznadar, directeur de la Maison des cultures du monde, et Françoise Gründ, ancienne directrice du Festival des arts traditionnels de Rennes, sur les identités et la création culturelle à travers la planète (Éditions Fayard, Lausanne, 135 p., 68 F.).

## MÉDECINE

● Albert S. Lyons et R. Joseph Petrucci : *Histoire illustrée de la médecine*. Ce superbe album, paru en 1979 et réédité aujourd'hui, est à la fois un livre d'art et une contribution à l'histoire de la science médicale, des origines à nos jours (Éditions Presses de la Renaissance, 616 p., format 27 x 35, 1 200 illustrations, 780 F.).

## CINÉMA

● Jean Douchet : *Hitchcock*. Une analyse esthétique érotique et créatrice du « suspense » dans l'art cinématographique d'Hitchcock, qui « porte en lui la forme primitive de l'angoisse existentielle » (Éditions de l'Harmattan, 283 p., 120 F.).

## PSYCHOLOGIE

● Françoise Dolto : *La Solitude*. Pédiatre et psychanalyste bien connue, Françoise Dolto livre ses réflexions sur la solitude, inspirées de faits vécus et de plusieurs rencontres cliniques (Éditions Vertige, 416 p., 110 F.).

## EN BREF

● La Maison de l'Art et des métiers d'Art de Marseille organise depuis le 7 décembre et jusqu'au 22 février une exposition intitulée : « Le livre, un métier, un art ». (21) : cœurs d'Estienne d'Orves, 13001 Marseille). Parmi les exposants, la revue de gravure et de poésie *Nahjja* présentera sa troisième livraison. Cette belle revue est un exemple réussi d'édition artisanale. Philippe Blanc, l'animateur de *Nahjja* considère les arts de la typographie et de l'estampe comme aussi importants et nobles que celui de l'écriture. (Ph. Blanc, 27, rue des Vignes, 66000 Perpignan.)

● Le quatrième numéro des *Cahiers Pierre-Baptiste*, publiés par les Éditions Actes Sud, est le premier d'une série intitulée *Le Deuxième Sud*. Il est consacré à Marseille. Au-delà des réductions touristiques et des images simplifiées, les auteurs (M. Tourner, E. Lal, J. Kéhayyan, T. Ben Jelloun...) tentent de cerner le présent complexe de Marseille. (Éditions Actes Sud, 220 p., 80 F.).

● Les *Rencontres littéraires* de Toulon se sont achevées le 20 décembre, après avoir accueilli Lucien Bodard, Marek Halter, Alain Peyrefitte, etc. Elles avaient été ouvertes par une table ronde sur l'œuvre de Michel Grais, Olympe Elytis, précédée d'une représentation de son poème théâtral, *Murle des brumes*, mis en scène par G. Royer. L'initiateur de cette découverte poétique du monde méditerranéen, Jean-Claude Grose, mettra à

l'honneur, l'an prochain, l'œuvre de Saint-John Perse.

● Le premier prix Richelieu, décerné par la ville de Ruell-Mahaison, a été attribué à Marc Vigie pour son livre, *Les Galiléens du roi*, publié chez Fayard.

● Le cinquième prix mondial de poésie mystique de la Fondation Fernando Rielo a été attribué au jeune poète hébreu Daniel Ben Rafael Stawski, pour son recueil, *Sacrifice et pierre du silence*. Cette œuvre sera publiée par les soins de la Fondation.

● Le neuvième prix annuel des Intellectuels indépendants a été décerné à Jacques de Lamay, pour son livre, *La Grande Débauche* (1944-1945), *Sept millions de civils furent déportés à l'Armée rouge*, paru chez Albin-Michel.

● PRÉCISION. — Les analyses graphologiques figurant dans le livre d'André Chaulieu et Roger Druet, *Écritures de la France* (voir notre supplément Livres d'art dans le Monde du 12 décembre), sont dues à M. Pierre Faldout, président des graphologues de France.

● RECTIFICATIF. — L'ouvrage d'Yves Martin, *Mr. Williams* (Édit. le Pont de l'Épée), présenté dans le Monde des livres du 6 décembre, est vendu 60 F et non 160 F.

Ont collaboré aux pages 14 et 15 : Alain Bosquet, Patrick Kéchichian, Monique Neuner, Alain Peyraube, Raphaëlle Bérille et Sandrine Treiner.

## Souvenirs de misère

Mémoires de la comtesse emprisonnée  
Léonore Christine

Traduit du danois par Eric Bydén

Pour la première fois traduite en français, l'autobiographie d'une des grandes figures féminines du XVII<sup>e</sup> siècle. Une fille de roi, qui est aussi un écrivain-né, raconte, avec un étonnant don de plume, ses vingt-deux années de captivité.

Aubier / Unesco

Aubier



Quel secret se cache derrière le visage lisse, éternellement adolescent de Tintin ?

Aubier

## En vente chez votre libraire

Une invitation à la réflexion

12 leçons de philosophie par

FERDINAND ALQUIE  
CHRISTIAN DELACAMPAGNE  
JACQUES DERRIDA  
JEAN-TOUSSAINT DESANTI  
VINCENT DESCOMBES  
MANUEL DE DIEGUEZ  
ELISABETH DE FONTENAY  
GILBERT LASCAULT  
EMMANUEL LEVINAS  
CLÉMENT ROSSET  
LOUIS SALA-MOLINS  
MICHEL SERRES

Une co-édition La Découverte / Le Monde

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN  
INVENTAIRE DES DESSINS  
Tome 3 - Inv. 0.3000-4499, 210 x 270, 160 pages, 1768 illustrations dont 16 couleurs, parution 20-12-85. Prix : 680 F. En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - Tél. : 47-05-01-34

## — LA VIE DU LIVRE —

Stages/offres et demandes d'emploi

## TOUS LES LIVRES

disponibles en France dans les meilleurs délais uniquement par CORRESPONDANCE. Lettre périodique d'information gratuite sur demande. Librairie N. HUBMANN, S.P. 43, 78392 BOIS-D'ARCY CEDEX.

## L'ODEFI

Librairie neuf et occasion. Littérature, Érotica, Ciné et Photo, Art, Bibliophilie, Œuvres d'artistes. VENTE PAR CORRESPONDANCE. Catalogue gratuit sur demande. 264, rue des Champs-Maillots, 76000 ROUEN. Tél. : 35-89-01-17.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles...

à LA LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES, 6, rue de Savoie, 75006 PARIS. Tél. 326-90-72 (à compter du 25/10/1985 : 43-26-90-72)

CLARTÉS

L'Encyclopédie qui bouge !

Vous suivez l'évolution des idées, des concepts de pensée, des équilibres économiques, des technologies... Il vous faut une documentation branchée sur l'actualité qui sache vous proposer une synthèse et vous aider à faire le point.

CLARTÉS

30 VOLUMES  
20000 PAGES  
15000 ILLUSTRATIONS  
COULEUR  
1000 PHOTOS NOUVELLES PAR AN

CONTACT  
Hervé Trégu  
EDITIONS TECHNIQUES  
75008 PARIS  
Tél. : 45 35 23 21

CLARTÉS

Une banque de données culturelles. La seule encyclopédie actualisable, 20 dossiers par an.

Vous avez besoin de CLARTÉS

Encyclopédie thématique de ceux qui construisent.

NINA BERBEROVA  
l'Accompagnatrice

TRADUIT DU RUSSIE  
PAR INDIA CHWEITZER



BREF  
FULGURANT  
INOUBLIABLE  
ROMAN

ACTES SUD

HUBERT NYSEN, ÉDITEUR

DIFFUSION PCF

سكنا من الاموال



# Passage en revues

Un choix de poèmes - textes originaux et traductions - de treize auteurs de Suisse alémanique, présenté par Wilfried Schildknecht, figure au sommaire du dernier numéro de la *Revue de Belles-Lettres* (n° 3-4, 1984). Attentifs au réel, ces poètes partageant une égale méfiance à l'égard de l'emphase. Avec concision, « sans faste inutile », Rainer Brambach, peintre en bâtiment et ouvrier agricole, mort en 1983, dit un monde en attente, suspendu au poème qui le nomme. (*Revue de Belles-Lettres*, Case 216, CH-1211 Genève 4, distribution Distique.)

Dans la sixième livraison de *Nulla part* (novembre 85), des textes et des poèmes, notamment de Bernard Noël, André Velter, Jaroslav Seifert, le poète tchèque, prix Nobel 1984, Vladimir Holan, José Angel Valanta (1)... composent un bel ensemble sur les « ténèbres ». Ce numéro contient également des extraits du *Faust*, poème dramatique inachevé, de Fernando Pessoa : « Abstrait en son abstraite idée, l'Etre N'a pas brûlé ; et je suis resté dans la nuit éternelle/Moi, et le Mystère en face... » (*Nulla part*, 30, rue des Saules, Saint-Pierre-du-Mont, 40000 Mont-de-Marsan, distribution Distique.)

Adelbert Stifter, écrivain autrichien (1805-1868) que l'on gagnerait à mieux connaître en France (2), ouvre le numéro 35 de *Poésie*. Dans cette même livraison, figurent une nouvelle traduction du texte de Mandelstam, de l'*Interlocuteur*, par Léon Rodet, suivie d'un commentaire de Martine Broda sur Paul Celan, lecteur de l'*Interlocuteur*, ainsi que des poèmes de Breyten Breytenbach, Max Loreu et Jacques Roubaud (Editions Belin).

Le dernier *Cahier Jean Giraudoux* est consacré aux réponses faites par l'auteur de *Siegfried* aux journalistes, entre 1919 et 1931. S'il accorda de nombreux entretiens, Giraudoux ne répondit, durant cette période, qu'à deux enquêtes. Sa lapidaire et pour la moins suspecte réponse à la question : « Pourquoi écrivez-vous ? », posée par la revue *Littérature* en décembre 1919 - « J'écris la français n'étant ni suisse, ni juif et parce que je possède tous mes diplômes... » - est remplacée dans le contexte de l'époque. Ne résistons pas au plaisir de rappeler la merveilleuse réponse de Paulhan à cette même enquête, citée dans ce numéro : « Je suis touché que vous attendiez mes raisons ; mais enfin j'écris peu, votre reproche me touche à peine... » (Editions Grasset).

La *Revue des Deux Mondes* publie dans son numéro de décembre un ensemble d'articles sur Jules Romains, à l'occasion du centenaire anniversaire de sa naissance (*Revue des Deux Mondes*, 15, rue de l'Université, 75007 Paris).

Sud consacre ses derniers cahiers à deux poètes : Yannis Ritsos, avec trente-deux poèmes traduits pour la première fois (n° 60), et Pierre Torralles (numéro hors série, 1985) ; un ensemble d'études et de témoignages accompagnent les inédits de Torralles : « Mais de l'éclair surgit l'origine vertigineuse/L'air déserte du salut » (*Sud*, 62, rue Sainte, 13001 Marseille ; distribution Sodia).

Un ensemble également, sur Gilbert Lévy, dans le n° 13 d'*ORACL*. Décédé en juin dernier, Lévy était surtout connu comme le spécialiste passionné et le biographe maniaque de Sade. Les auteurs des différentes contributions publiées dans ce cahier insistent davantage sur l'œuvre poétique, mince mais singulière, de celui que les surréalistes surnommaient « la lampe scabreuse ». Yves Bonnefoy défend le « figurisme » de Gilbert Lévy qui « ramène au jour l'événement archaïque, la contradiction qui est le drame original d'un être et sans doute de beaucoup d'autres ». (*ORACL*, Edition, musée Sainte-Croix, 85000 Poitiers, distribution Distique.)

Citons pour terminer trois numéros spéciaux : sur l'état du roman dans *Art press* (n° 6, hors série) ; sur Corneille dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* (sept.-oct., Editions Armand Colin) ; et sur Jules Vallès. Ce dernier numéro rassemble les actes du colloque qui s'est tenu en mars dernier à l'occasion du centenaire de la mort de l'écrivain (*Revue d'études vallésiennes* publiée par l'Association des amis de Jules Vallès, université de Saint-Etienne, 2, rue Tréfilerie, 42100 Saint-Etienne).

PATRICK KECHICHIAN.

(1) Les Editions Unes publient un beau recueil de José Angel Valente, *Trois loges de ténacité*, traduit de l'espagnol et préfacé par Jacques Ancoy. (Editions Unes, 17, rue Aragon Trastour, 83490 Le Muy).

(2) Trois livres de Stifter ont été traduits chez Gallimard, Aubier-Montaigne et Phébus (l'admirable *Homme sans postérité*).

## HISTOIRE

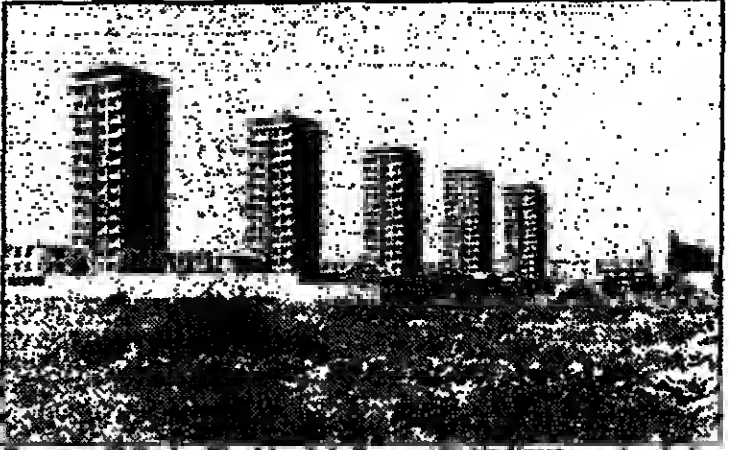
Un album de photographies - accablant - sur la propagande antijuive en Europe pendant la deuxième guerre mondiale.

### Voir

UN volume superbe pour un sujet sinistre : ainsi se présente l'ouvrage de Gérard Silvain, *La Question juive en Europe, 1933-1945*. Un titre d'ailleurs contestable. Question. Quelle question ? Il y a certes une « réponse » du nazisme, mais à une question dont il était le principal auteur.

Réserve faite de deux courtes préfaces, ce gros, grand et beau livre n'est composé que de photographies, de documents administratifs, d'affiches de propagande ou de journaux ayant le même but.

La première impression que donne l'examen de ce recueil, c'est l'effarement. Car il y a une différence entre savoir et voir. On sait (on doit savoir) qu'il y a eu, en France, de terribles lois antijuives que signe le maréchal Pétain. On voit avec ce livre en quoi elles consistaient pour ceux qu'elles visaient dans leur existence quotidienne avant même que le pire ne survienne : la nécessité de justifier de ses ascendances, l'interdiction d'aller et venir librement, d'exercer la plupart des métiers, d'aller à l'école, bref un *apartheid* pour Blancs. Mais moins facile à imposer au jour le



Drancy en 1941 : dernière vision de la France avant le départ pour Auschwitz.

jour pour de simples raisons de pigmentation semblable.

On voit l'hystérie gagnant partout, cherchant jusque dans la littérature de quoi légitimer cette guerre à mort faite aux juifs. De fait, hélas ! on trouve... Ce texte d'Aristide Bruant, par exemple, intitulé *les Youpins* et dont le titre dispense d'en dire plus. Ron-sard, lui-même, est appelé à la rescousse qui a en la malencontreuse idée d'écrire : « Je n'aime point les juifs : ils ont mis en la croix, ce Christ, ce Messias qui nos péchés efface ».

On voit aussi combien tout l'appareil administratif français, enseignement, gendarmerie, préfecture, et la police, bien sûr, et la justice, se met à la disposition d'une entreprise effrayante et qui rebuta trop peu de ses serviteurs. C'est à la France en effet qu'est consacrée une grosse moitié de l'ouvrage de Gérard Silvain. Mais partout où s'installe le nazisme, une propagande de la même farine fut développée pour soutenir son action.

### Le très honorable Henry Ford

En Allemagne, la vérité oblige à rappeler que le courant raciste n'a pas attendu Hitler pour s'épanouir sans vergogne. C'est dès 1899 que l'*Hôtel de la gare* à Francfort, envia des cartes postales de l'établissement montrant en bonne place une pancarte ainsi

libellée : « fréquentation interdite aux juifs ».

C'est en 1922 que le très honorable Henry Ford subventionne la revue *Der internationale Jude*, dans laquelle est attaquée, avec la violence qu'on devine, la « juiverie » américaine. Il faut la menace d'un boycottage de ses usines pour que l'industriel renie ses convictions, du moins en public.

Jusqu'à la chute du III<sup>e</sup> Reich, les peuples qu'il étrangle seront submergés de cette propagande : Bulgarie, Pologne, Pays-Bas, Yougoslavie. Et c'est précisément ce qui frappe, l'extraordinaire bêtise de ces démonstrations ; l'extravagante médiocrité des « arguments » ou des caricatures antijuives.

Les décrire en amoindrirait la sottise. Il faut les regarder et se demander comment il a pu être possible d'avoir en main des textes pareils sans éclater de rire - quand il en était encore temps. Mais il faut croire que Goebbels avait raison et que, comme le rapporte le livre, « plus un mensonge est énorme, mieux il passe ».

PHILIPPE BOUCHER.

★ LA QUESTION JUIVE EN EUROPE, 1933-1945, de Gérard Silvain, préfaces de Marie-Madeleine Fourcade et de Gérard Le Marec, Lattès. Un volume grand format, 422 p., 250 F.

## Le couple monstrueux

(Suite de la page 13.)

Alors, la honte monte, une fois encore, d'appartenir à l'engeance qui a permis cela et le permet encore, à cette humanité qui, laisse divaguer et prospérer le monstre à deux têtes. On se voit-il en ce moment même ? Charlotte Delbo pourrait le dire si sa voix ne s'était tue (1). Cette voix parfois exsangue, remplie de tendresse envers la beauté sacrifiée des corps livrés aux bourreaux. Elle le dirait comme elle le dit au long de ce texte déshéqueté, de ces poèmes éparés.

Mais elle l'a dit hier, et si fort qu'elle l'a dit pour toujours. Il faudrait pouvoir inoculer ces textes antidotes du Mal dans chaque conscience. Une telle « vaccination » n'est pas utopique : il suffit de lire, il faut lire pour que jamais plus...

ANNE BRAGANCE.

★ LA MÉMOIRE ET LES JOURS, de Charlotte Delbo, préface de François Béré, Ed. Berg International, 138 p., 75 F.

(1) Charlotte Delbo est morte le 12 mars 1985, à Paris (Voir le *Monde* du 5 mars).

## ZOHAR

Le Livre de la Splendeur


L'introuvable *SEPHER HA ZOHAR* ou Livre de la Splendeur (doctrine esotérique des kabbalistes) est à nouveau disponible dans la seule traduction française intégrale et complète. Monumental commentaire kabbalistique du Pentateuque, le *ZOHAR* est, avec la Bible et le Talmud, l'un des trois piliers de la pensée hébraïque. Tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressent aux secrets de la Bible et de la Kabbale s'y référeront. Cette nouvelle édition en six gros volumes à la portée de toutes les bourses a été réalisée par les Editions spécialisées :

MAISONNEUVE ET LAROSE  
15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS

Nous, prénom et adresse : .....

Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre documentation sur le Zohar.

Pierre,  
MENDÈS-  
FRANCE



Oeuvres complètes

Tome I  
S'engager  
1922-1943

Tome II  
Une politique de l'économie  
1943-1954

GALLIMARD *nrf*

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

### Comment était-ce possible ?

(Suite de la page 13.)

EN Allemagne, comme en France, les libéraux et la gauche sont atteints par ce vague darwinisme social. Mais les traditions républicaines sont moins fortes chez nos voisins de l'Est. La population juive est, en pourcentage, cinq fois plus importante. Le discours de Hitler, surgissant sur fond de crise économique, cristalliserait sans peine.

« Discours » est le mot juste. A part *Mein Kampf*, Hitler n'écrit pas. Il préfère parler aux foules. Et ses termes varient peu. Dès 1919, dans un appel aux soldats, premier document connu, il parle d'« élimination » des juifs, tenus pour la « maladie » du peuple allemand. Il reprend le mot, deux heures durant, à Munich, en août 1920. En 1924, il s'écrit : « Judas est la peste universelle ! ». Si la « solution finale » n'entraînait ouvertement en vigueur, qu'en 1941, après les revers en Russie et devant l'évidence que les autres « solutions » échouent, elle est déjà évoquée en clair en 1940.

Les démocraties occidentales ne peuvent ignorer la logique en marche. Mais elles croient pouvoir éviter le pire par le silence et l'armistiolement. Tout plutôt qu'une nouvelle guerre ! Ne pas irriter le fauve ! Quiconque pousse au refus et aux représailles est suspect de folie belléiste ! Ce chantage permet à Hitler toutes les gaudes. L'obéissance de son peuple fait le reste.

Pour que la « solution » s'applique, il faut, en effet, c'est prouvé, la complicité active de toute la société allemande, des cheminots, des policiers, de la bureaucratie. Berlin n'a pas de commissariat aux affaires juives contrairement à Vichy ; la propagande antisémite y prend moins que chez nous, mais les expropriations nécessaires à l'ouverture des camps se font dans les règles, les trains se raccordent par voies spéciales, et les gaz sont livrés contre des bords de commande dûment tamponnés... Dès 1939, des médecins euthanasistes se font la main sur les malades mentaux et comparent, en experts, les procédés de liquidation...

A U total, 40 % de la population juive d'Europe a disparu, avec des écarts sensibles selon les régions. Cela tient aux aléas de la guerre mais aussi aux régimes et aux opinions des pays tombés sous la botte nazie. Lugubre évidence : c'est en Norvège et en France que l'occupant a bénéficié de l'aide la plus empressée, sinon la plus efficace, tandis que le Danemark sauvait et ses juifs et l'honneur.

L'attitude des Italiens fait exception, on l'a beaucoup dit. La propagande antisémite a peu fleuri chez les fascistes, surtout obsédés d'Etat fort. Quand les armées de Mussolini contrôlaient le sud-est de la France, elles viennent souvent en aide aux persécutés. Les

autorités françaises iront jusqu'à dénoncer ces entraves aux Allemands !

Le comportement des Italiens rend encore plus fâcheux celui du Vatican. Le pape Pie XII n'est pas seul à préférer, contre tout bon sens, la prudence diplomatique ; malgré une information précise, les gouvernements alliés tergiversent, tant, peut-être, il faut avoir vu les camps pour y croire... D'abord gagner la guerre ! Mais, d'une autorité morale comme la papauté, on attendait moins de pragmatisme, plus de foi dans les paroles et les symboles.

RENÉ RÉMOND aide à tempérer l'indignation devant les silences de Pie XII, indignation exacerbée, vers 1963, par la pièce de théâtre, *le Vicaire*. Le pape « sait » : là-dessus, plus aucun doute n'est permis. S'il se tait, c'est moins par sympathie pour le national-socialisme que par crainte d'une victoire soviétique en Europe et confiance excessive dans les démarches ponctuelles des noriciens. De plus, l'Eglise ne se réduit pas à son chef. En France, les évêques, de même que le pasteur Boegner, font succéder les condamnations solennelles aux interventions discrètes.

Ces démarches du clergé et les réactions de l'opinion française ont considérablement ralenti l'aide de Vichy aux persécutés nazis. C'est une des conclusions de Serge Klarsfeld dans le deuxième tome de *Vichy-Auschwitz*, consacré aux années 1943-1944. Ces réactions individuelles ou collectives ont isolé les fanatiques comme Derquier ou Bousquet, et retenu Pétain de promulguer les projets dangereux de dénationalisation.

Par l'historique détaillé des rafles, dont celle qu'il connut lui-même, à huit ans, à Nice, Klarsfeld montre comment la collaboration des Français avec la Gestapo dépendait des régions, des dates, des circonstances. La Résistance se joue, autour des juifs français, livrés à partir de janvier 1944, alors que les étrangers l'ont été dès juillet 1942.

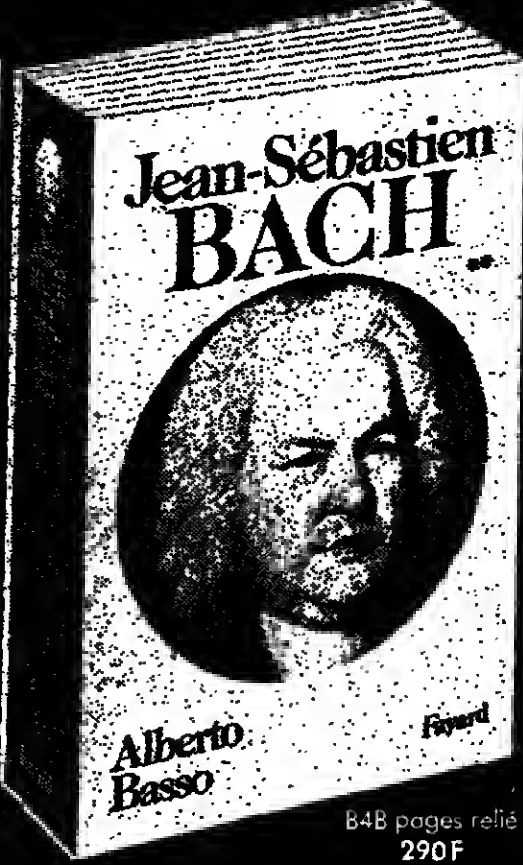
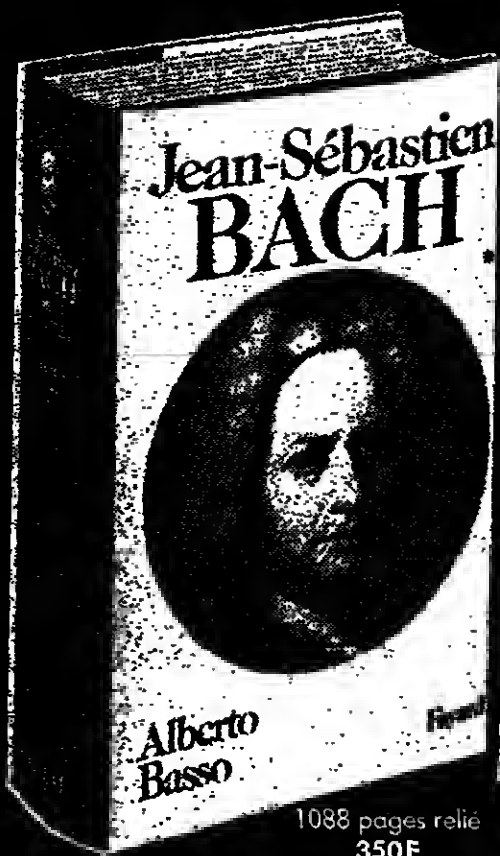
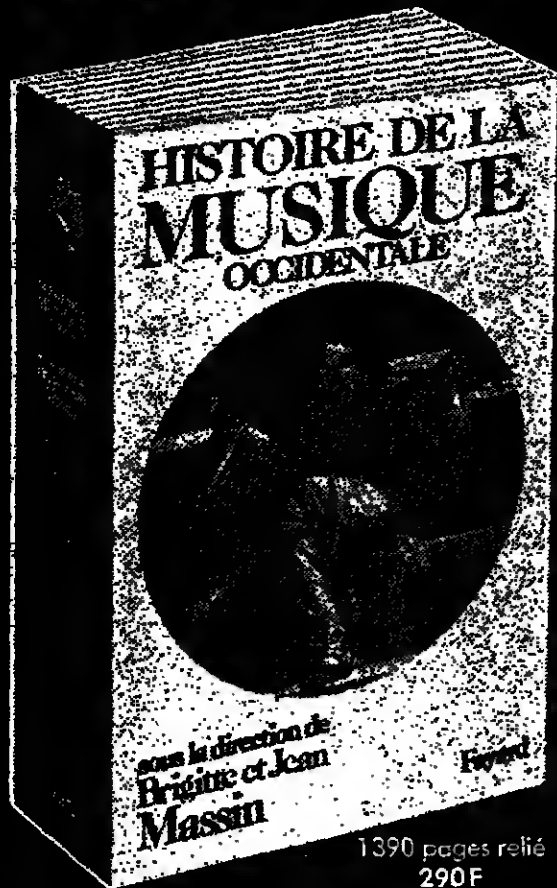
QUE se serait-il passé sous un Gouletier, sans régime-tampon ? On ne récrit pas l'histoire, mais Klarsfeld est formel : en choisissant l'antisémitisme, en favorisant sa propagande tout en rassurant, à tort, avec la personne de Pétain, par les discriminations décidées dès l'été 1940 avant toute exigence allemande, par les aides accordées sans ultimatum de l'occupant, Vichy a « contribué efficacement à la perte d'un quart des juifs de France... », et les Français ont « puissamment aidé au salut » des trois autres quarts !

★ L'ALLEMAGNE NAZIE ET LE GÉNOCIDE JUIF, colloque de l'École des hautes études en sciences sociales, Hautes Études, Gallimard, Le Seuil, 608 p., 195 F.

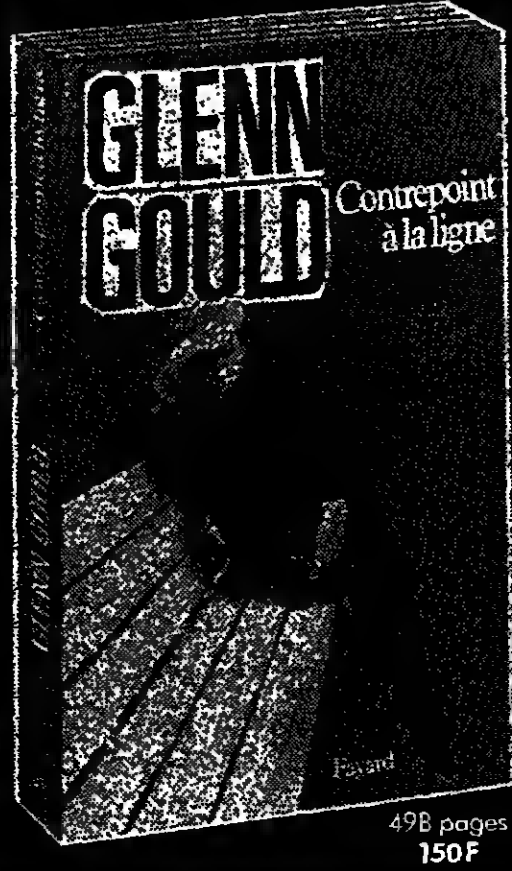
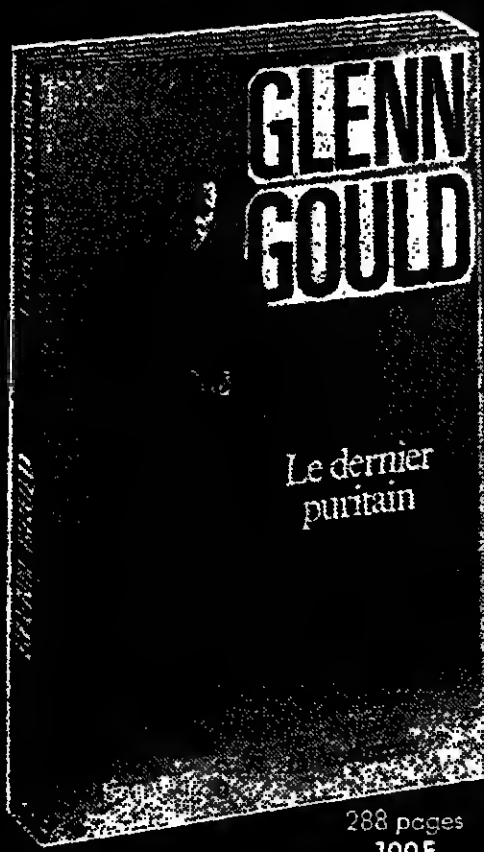
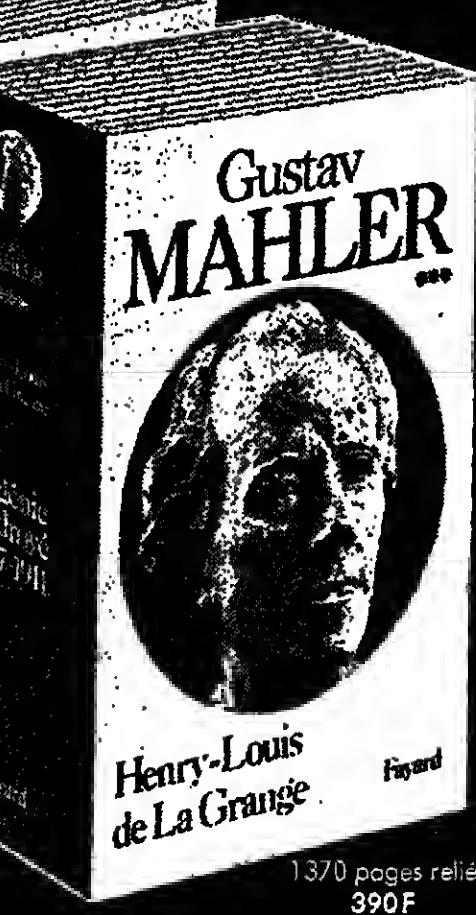
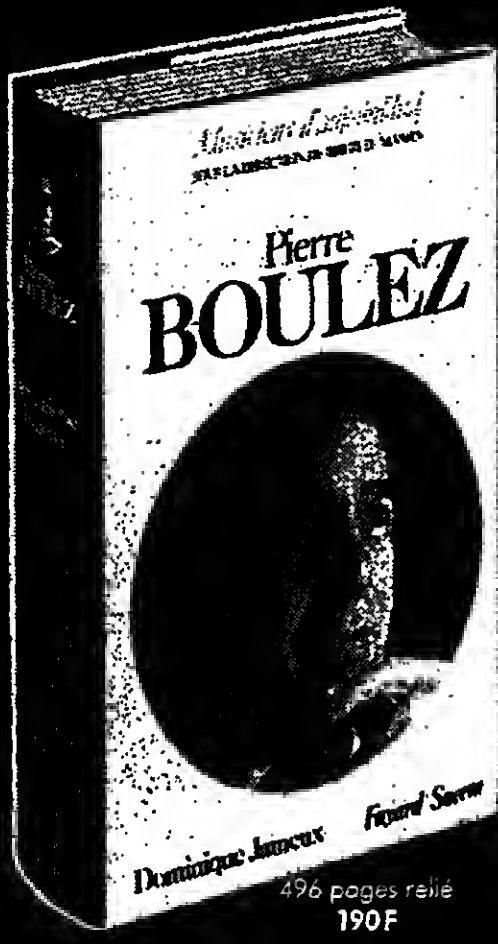
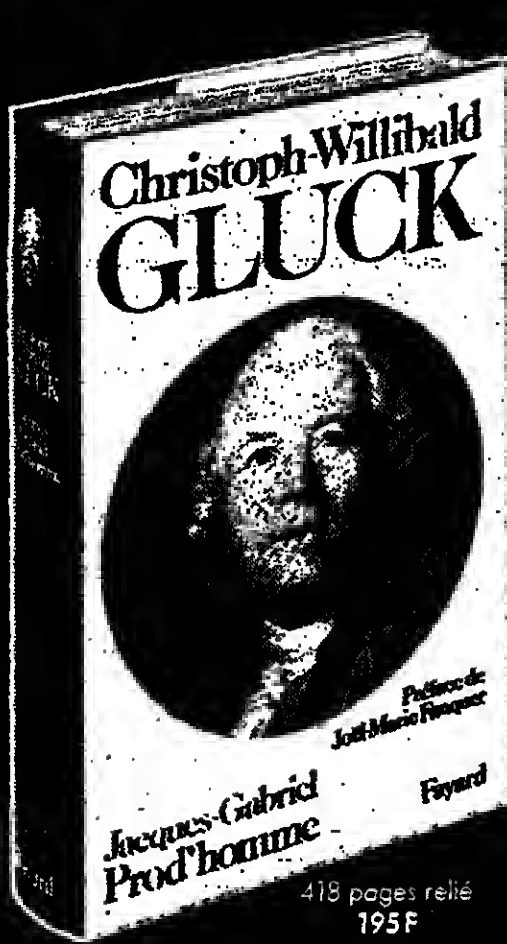
★ VICHY-AUSCHWITZ, tome II, de Serge Klarsfeld, Fayard, 414 p., 150 F.



# LA MUSIQUE CHEZ FAYARD



## DES LIVRES A LIRE ET A OFFRIR



### Déjà parus:

#### BIBLIOTHEQUE DES GRANDS MUSICIENS

- Beethoven par Jean et Brigitte Massin 176 F
- Bellini par Pierre Brunel 150 F
- Berlioz par Henry Barraud 145 F
- Brahms par Claude Rostand 186 F
- Couperin par Philippe Beaussant 156 F
- Debussy par Edward Lockspeiser et Harry Halbreich 200 F
- Mozart par Jean et Brigitte Massin 280 F
- Offenbach par David Rissin 114 F
- Poulenc par Henri Nell 91 F
- Rameau de A à Z par Philippe Beaussant 124 F
- Schubert par Brigitte Massin 300 F
- Stravinsky par André Boucourechliev 160 F
- Wagner par Martin Gregor-Dellin 234 F

#### COLLECTION MUSICIENS D'AUJOURD'HUI

- dirigée par Brigitte Massin
- Pierre Henry par Michel Chion 81 F
- Olivier Messiaen par Harry Halbreich 160 F
- Iannis Xenakis par Nouritza Matossian 101 F

صحنه من الامل



## Le BCBG de l'enfer

JEANNE de BERG



"Cérémonies de Femmes m'a plu et devrait plaire : par sa simplicité distinguée, son bon sens."  
Michèle Bernstein/Libération  
"Une écriture et quelle écriture!"  
Michel Nuridsany/Le Figaro

## CÉRÉMONIES de FEMMES

ROMAN

GRASSET

## Elsa MORANTE

L'île d'Arturo  
roman

Le châte andalou  
nouvelles

Mensonge et sortilège  
roman

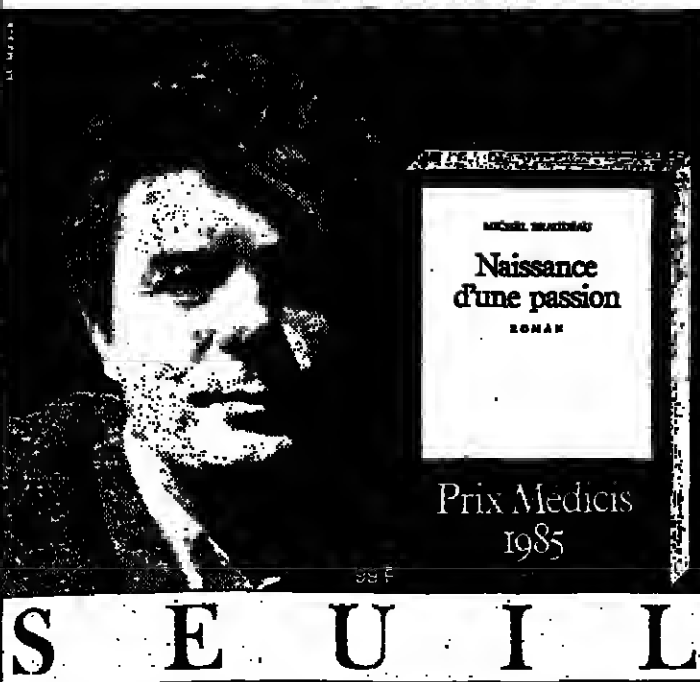
La storia  
roman

Aracoeli  
roman

GALLIMARD

## PRIX MÉDICIS

Michel Braudeau



## ROMANS



Portrait

## Patrick Cauvin, l'artisan paisible

Klotz/Cauvin : deux romanciers pour un seul homme, deux publics qui peuvent se réconcilier dans sa dernière histoire, noire et drôle, Haute-Pierre.

ON lui donnerait le bon Dieu sans confession, à Patrick Cauvin, avec son regard doux et sa dégaîne d'adolescent tombé par hasard dans la maturité. Avec son air à ouvrir les fenêtres aux mouches pour ne pas les tuer, il aime, évidemment, les histoires à faire frissonner, le fantastique, les romans noirs et les films de la même couleur.

Il n'était qu'un garçonnet quand, à Marseille, aux portes des cinémas de la Canebière, en 1938, s'affichait *Frankenstein*. « J'allais déjà beaucoup au cinéma, et pas aux stances pour enfants, se souvient-il. Mon père m'emmenait voir des films américains. Mais pour *Frankenstein*, il a refusé. »

Ce goût du cinéma noir n'a jamais quitté Patrick Cauvin, qui s'appelaient alors seulement Klotz. Il est devenu professeur et l'est resté pendant quinze ans, essentiellement dans des collèges d'enseignement technique de la banlieue parisienne. « J'aimais ça. D'ailleurs j'ai gardé un côté pédago. C'était un milieu très riche, surtout pour le vocabulaire. Un bistrot à Bezons le matin, c'est autre chose que Lipp! »

Klotz avait aussi envie d'écrire, de se raconter les sombres histoires qu'il aimait. Il a commencé par du policier. « Puis, un jour, j'ai présenté à Larès l'Amour aveugle (1). Il m'a expliqué que ce roman d'amour était pour un tout autre public que celui de Klotz et m'a incité à prendre un pseudonyme. J'ai accepté, avec réticence, et à condition que d'emblée on sache que Klotz et Cauvin étaient la même personne. »

### Double visage

C'est ainsi que le prof rêvant de « vivre de sa plume » est devenu un écrivain à double face. Klotz/Cauvin est un artisan paisible, qui fait son métier sans bruit, sans racolage, sans se prendre pour ce qu'il n'est pas. S'il a un défaut, c'est peut-être un excès de modestie. « Je n'ai pas le verbe de la page blanche, pas assez sans doute. J'écris très vite, et je ne me relis pas beaucoup. » On voit bien, en le lisant, que Cauvin ne passe pas des heures sur la même phrase, qu'il écrit pour le plaisir de s'inventer des romans. Il le fait dans un style alerte, sans « se pousser du col », sans chercher à « faire littéraire », donc sans jamais trébucher.

Il réussit même à être « deux » en toute sérénité. « Je me sens plus libre avec Klotz, plus raisonnable avec Cauvin. Ils ont des publics très différents. Cauvin a quatre fois plus de lecteurs que Klotz. Mais c'est le sujet qui décide du nom de l'auteur. Chez Cauvin, il y a des histoires d'amour, auxquelles on peut s'identifier. Chez Klotz, il n'y a que des héros de police ou des créatures démoniaques. C'est là, beaucoup plus que dans l'écriture, la différence entre les deux. »

Peut-être *Haute-Pierre*, le dernier Cauvin, à la fois roman noir et histoire d'amour, est-il une réconciliation entre les deux écrivains. « Pas tout à fait, dit Claude Klotz. C'est du Cauvin. Il y a une identification possible et, comme toujours chez Cauvin, les héros ont les capacités de tout le monde, pas plus. »

### « Une impression bizarre »

« Il y a deux ans, poursuit-il, j'ai acheté une maison en Touraine, une bâtisse du dix-septième siècle. C'est ma première maison de campagne. Je suis un type de la ville. J'ai eu

une impression bizarre en entendant les récits de l'ancien propriétaire, expliquant notamment que le premier maître des lieux avait eu la tête tranchée... Je ne crois pas aux fantômes. Je n'ai qu'une attirance cinématographique, littéraire, pour le fantastique. Alors, j'ai fait le bouquin que j'aurais eu envie de lire à propos de cette maison. »

A moins que Cauvin n'ait eu aussi envie de conjurer cette « impression bizarre » en donnant à cette maison une histoire extraordinaire, angoissante, qui finit dans un éclat de rire, liquidant à jamais les craintes diffuses. La raconter gâcherait le plaisir de la lecture, le moment de vrai suspense qui tient jusqu'à l'ultime rebondissement, totalement imprévisible. Disons seulement que, comme il se doit pour ménager les frayeurs à venir, l'argument est banal. Marc, auteur de scénarios, achète une maison à la campagne pour y travailler pendant un an. Il y emménage avec sa compagne Andréa et le fils de celle-ci, un gamin fantasque qui change de nom chaque jour, au gré de ses lectures et de ses humeurs, passant de Winston Churchill à Donald Duck sans sourciller.

### « Une peur cinématographique »

Le récit est découpé en dix « temps ». Chacun s'ouvre sur des histoires — totalement inventées par Cauvin — de maisons hantées, aux quatre coins du monde, et se clôt sur quelques pages du journal du petit garçon ou des extraits de lettres d'Andréa. Ainsi, cernée par une fausse science du fantastique et le vrai humour de l'enfant, l'intrigue de *Haute-Pierre* — semée d'étranges indices où Marc croit voir s'inscrire son destin — doc subtilement la peur et le sourire. Au moment où l'on se dit que Cauvin en rajoute dans le style noir, arrive le final... et le lecteur découvre qu'on l'a « bien eu ».

« J'ai voulu essayer de faire un film d'épouvante au stylo, de créer une peur cinématographique », explique-t-il. C'est une réussite. Les fidèles de Cauvin en sont déjà persuadés. Mais les amoureux de Klotz qui viennent voir leur auteur préféré en lui disant du mal de son double devraient surmonter leurs préventions et ne pas manquer *Haute Pierre*. Quant à ceux qui ne lisent ni Klotz ni Cauvin, il leur faut s'offrir ce livre pour quelques heures de plaisir et de détente indispensables au lendemain d'agapes de réveillons. Mais il e conseil de lire les 290 pages une seule fois pour éviter de faire quelques rêves agités ou de regretter sous le lit avant de se coucher.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ HAUTE-PIERRE, de Patrick Cauvin, Albin Michel 290 p., 85 F.

(1) Luth, 1974.

## L'œil du voyageur

(Suite de la page 13.)

« La vie m'apparaît comme une aventure drolatique et pathétique qui se conclut par une disparition », me dit-il en éteignant sa douzième cigarette. Attitude romantique ou clin d'œil discret à la pensée de son cher Lao Tseu ? « On étiole la vie, poursuit-il, en effaçant la mort. Chez nous, aucun véhicule ne fait moins de bruit qu'un corbillard... » Il parle d'expérience : « Ma maison jouxte un ravissant petit cimetière, qui est le plus huppé du canton. Les concessions sont aussi chères qu'une place de première dans le Concorde. »

Le voyage chez Bouvier n'est jamais majestueux. C'est la somme de mille et un petits voyages. Il prend des notes et travaille de mémoire. Cela donne à *L'Usage du monde* l'air inimitable d'un roman du réel. Fait de scènes et de tableaux, ce journal ressemble à un album de photos qui aurait échappé d'un désastre.

En allant de la Yougoslavie jusqu'aux confins de l'Inde, dans une vieille Fiat rotapée, en compagnie d'un ami peintre, l'auteur raconte dix-huit mois d'hédonisme et de fringales nomades. Ils

traversent la Yougoslavie, la Grèce, l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan, sans le sou en poche. Jeunesse et goût de vivre leur servent de passeport, et une sorte de fraternité whitmanesque parcourt le récit. Ah ! la belle dérive !



Il faut dire que, dans les années 1953 et 1954, peu de jeunes gens avaient fait la route de cette manière. Ceux-là n'avaient pas encore lu Kerouac, mais, à la façon de Montaigne, autant en amitié qu'en curiosité, ils cherchent l'échange : l'un en peintre débutant et l'autre en apprenti écrivain.

### Deux vagabonds célestes

Nicolas Bouvier a le don du portrait-minute. Ses profils à la six-quatre-deux vous tracent une vie en un tour de main. *L'Usage du monde* est ainsi peuplé de gens de rencontre — jeune téniste, tzigane, derviche, flic, bistrotier, institutrice, camionneur, chiffonnier... — qui deviendront aussitôt des personnages, des histoires croisées. Ce sont les relais indispensables d'une quête où l'extrême lointain se confond avec l'humaine condition.

Ainsi la dérive hasardeuse s'explique : sous couvert de nous raconter les singularités de tel ou tel peuple, de décrire par là même les aspects pittoresques de leur vie et les couleurs inédites d'un ciel d'hiver ou d'un désert, Nicolas

Bouvier parle de l'unité du monde.

Difficile d'isoler les meilleurs moments de *L'Usage du monde*. Nicolas Bouvier est un coloriste et un miniaturiste hors pair. J'aime bien le joueur d'accordéon qui, « la tête penchée, écoute son clavier comme on écoute une source ». J'aime son art du fond d'encre : « Lorsque on quitte la Yougoslavie pour la Grèce, le bleu — la couleur des Balkans — vous suit, mais il change de nature : on passe d'un bleu nuit un peu sourd à un bleu marine d'une intense gaieté, qui agit sur les nerfs comme la caféine. »

Et le voyage culmine quand, bloqués par les neiges à Tabriz, en Azerbaïdjan, nos deux vagabonds célestes s'enlèvent pendant six mois dans l'écorçerie et la débrouillardise.

JACQUES MEUNIER.

★ Publié à la Librairie Droz, en 1963, et chez Julliard, en 1964, *L'Usage du monde* vient d'être réédité et joliment révisé par les Éditions Le Découvreur, avec les dessins de Thierry Vernet qui font de ce récit de voyage un véritable journal « à quatre mains ». 374 p., 140 F.



## ● SOCIÉTÉ



SALADIN.

ISLAM,  
POLITIQUE  
ET RELIGION

*Au-delà  
des nationalismes,  
le slogan ottoman  
de 1917  
paraît de nouveau  
actuel en Orient :  
« La patrie  
du musulman  
est le lieu  
où s'applique  
la sainte loi  
coranique. »*

Le Coran  
entre Thora et Evangile

**A**L'HÈRE où, en Europe, en Amérique, mais aussi dans les pays musulmans, l'islam semble être de plus en plus appréhendé comme l'antithèse, l'« autre » dans son irréductible altérité, d'un « Occident chrétien » aussi schématiquement considéré, au-delà de la diversité ethnique, religieuse et linguistique, voici la réédition bienvenue d'un ouvrage de base qui était épuisé. Il devrait passionner tous ceux qui, à l'instar de son auteur, ne recherchent pas dans le passé des hommes les seuls éléments propres à illustrer des thèses, mais le pourquoi et le comment de l'histoire qui est succession de causes et d'effets, et non fatalité.

Denise Messon, qui vit depuis de longues années au Maroc et dont la traduction française du Coran est la seule homologuée par l'université sunnite d'El-Azhar (Égypte), prend la religion du Prophète au mot à mot, pour en dire. En effet, « les textes du Coran qui affirment ou qui démontrent sa parenté avec les traditions juives ou chrétiennes ont servi de fil conducteur à l'ensemble de cet ouvrage ». L'auteur rappelle, à son droit, que l'islam, aux yeux de Mohamed, ne s'agit pas le judaïsme et le christianisme mais les « parachevés ». Il ne dispute pas, il conclut. Il ne divise pas il « totalise ». Dès lors, en déduit Denise Messon, il est permis d'étudier le Coran « d'après le donné révélé antérieur ».

Dans une subtile préface, Jean Grojssen constate qu'entre les trois monothéismes, il y a « des différences d'autant plus cruelles qu'elles sont minces », assertion que la suite de l'ouvrage illustre au fil d'études comparatives portant sur les éléments constitutifs de chacun des systèmes : Dieu, création, culte, loi et vie future. Des textes de l'Ancien Testament, des Évangiles et du Coran sont présentés, confrontés et pourvus d'éclairantes annotations tirées des traditions qu'ils ont inspirées.

Il en émane de saisissantes correspondances symboliques et spirituelles qui ne soulignent que plus franchement les différences entre des lignes de pensées parallèles qui confluent, toutes, en un Dieu unique, source et destination de toute chose. Lecture des plus stimulantes. Il faut déplorer l'absence quasi totale d'approches similaires au sein du judaïsme et de l'islam si prodigieuses en écrits apologetico-polémiques.

Une somme érudite, sans jargon ni détours, qu'on pourrait résumer en une phrase : en matière de religion, comme dans tous les domaines de la vie humaine, tout est relatif, même l'absolu.

SLIMANE ZÉGHIDOUR.

★ MONOTHÉISME CORANIQUE ET MONOTHÉISME BIBLIQUE : DOCUMENTS COMPARÉS, de Denise Messon. Desclée de Brouwer, 820 p., 212 F.

Le dictionnaire  
du nationalisme algérien

Benjamin Stora publie le « Who's who » de la guerre d'indépendance

**B**ENJAMIN STORA, enseignant à Paris-VII, est né en 1950 à Constantine, dans une famille juive qu'il a suivie en France, encore adolescent, lors de l'indépendance algérienne. Mais comme tant de pieds-noirs Benjamin Stora est demeuré fidèle à ses racines.

Ce sentiment n'est pas resté inerte en lui, se traduisant par des recherches approfondies, *in situ* et en France, sur le nationalisme algérien contemporain ; le jeune « algéologue » s'est notamment fait connaître par une magistrale biographie de Messali Hadj (1), le père, aujourd'hui réhabilité — mais pas encore par le gouvernement de son pays — du mouvement indépendantiste en Algérie.

Après le portrait de l'homme qui, dans l'entre-deux-guerres, « inventa le drapeau algérien », Benjamin Stora s'est attaqué à ses héritiers, ces dizaines d'hommes, alors obscurs, qui déclenchèrent, à la Toussaint 1954, la guerre devant aboutir en 1962 à l'indépendance de la possession française. Cela nous donne, avec, en prime, quelques captivantes photos inédites, un important dictionnaire biographique de plus de six cents noms, qui se lit parfois comme un roman tant la vie de nombre de moudjahidés — les « combattants de la guerre

sainte » — fut aventureuse ou mystérieuse.

Benjamin Stora n'a pas cherché pour autant à privilégier le sensationnel ; il s'est plutôt attaché à recouper ses sources, tant le désinformation est présente autour de cendres historiques quelquefois encore brûlantes.

Benjamin Stora est retourné en Algérie, où il a personnellement rencontré environ le tiers des cent cinquante personnes ayant survécu, parmi les six cents faisant l'objet de biographies. De plus, il s'est référé à diverses « sources croisées » : les archives policières françaises d'Algérie rapatriées à Aix-en-Provence, et qui sont, on s'en doute, d'une richesse exceptionnelle ; la presse nationaliste algérienne ; les bulletins internes des organisations clandestines ; les journaux français et, naturellement, de nombreux témoignages.

L'ancien dirigeant nationaliste et marxiste algérien, Mohamed Harbi, qui se trouve en exil en France, écrit, dans sa préface au Dictionnaire de Stora, que celui-ci aurait dû quand même « élargir le choix ». Benjamin Stora s'est en effet tenu aux acteurs, grands et moins grands, du principal courant nationaliste, celui qui conduisit à l'insurrection décisive de 1954. Pour les autres courants,

il s'est contenté des biographies des vingt-six cadres les plus importants.

Plutôt que de reprocher à Benjamin Stora sa sélection, nous formulerons le vœu qu'il complète son travail par un second tome recensant les nationalistes qui n'appartenaient pas au mouvement de la Toussaint 1954. N'a-t-il pas encore cinq cents « bios » inédites dans ses cartons ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DE MILITANTS NATIONALISTES ALGÉRIENS, de Benjamin Stora. L'Harmattan, 405 p., 190 F.

(1) Le *Sycomore* (voir *Le Monde* daté 3-4 juin 1984).

● Un ouvrage de Fouzi Mellah. — D'origine tunisienne, né à Damas en 1946, dramaturge et universitaire (à Genève), Fouzi Mellah, avec un esprit critique bien rare chez un auteur arabe contemporain, décortique le processus historique et politique tendant à retrouver « l'unité et la grandeur arabes », qui, pour l'instant, n'a enregistré que de cuisants échecs. (De l'unité arabe, de Fouzi Mellah, essai d'interprétation critique, préface de Samir Amine. L'Harmattan, 227 pages, 95 F.)

## PRIX ROLAND DORGELES

ALAIN VIRCONDELET  
LA VIE LA VIE

ALBIN MICHEL

Henri  
CARTIER-  
BRESON  
Photoportraits

texte d'André PIEYRE de MANDIARGUES

« L'ensemble est admirable. Henri Cartier-Bresson n'est pas seulement un grand reporter c'est aussi un grand portraitiste. Et disons plus généralement un grand artiste ».

Michel Nuridsany/Le Figaro

GALLIMARD *nrf*

L'œil insolent  
de Bernard Lewis

Le grand orientaliste anglo-saxon bouscule les idées reçues

**N**É anglais, enseignant à Princeton, aux États-Unis, Bernard Lewis occupe depuis plusieurs années une position de choix dans l'orientalisme anglo-saxon. En terre francophone, il n'est connu que des spécialistes, en dépit de la traduction des plus accessibles de ses œuvres : les *Assassins* (les terroristes musulmans du Moyen Âge), et surtout *Race et couleurs en pays d'islam* (*Le Monde* du 23 juillet 1983 et du 1<sup>er</sup> mars 1985).

En attendant la prochaine sortie en français de son livre-bombe *Juifs d'islam*, Bernard Lewis nous envoie dans notre langue un message consistant mais qui se veut modeste, car ce n'est qu'un recueil d'articles ou de courts essais déjà connus en anglais. En fait, l'unité du thème qui donne son titre à l'ouvrage, *Le Retour de l'islam*, la gerbe des faits inédits livrés, la force de la pensée exprimée et les idées reçues qui s'écroulent comme les idoles égyptiennes au passage de Jésus font de ce recueil un véritable maître livre.

Toutefois, Bernard Lewis aurait dû placer en tête le chapitre décapant (et d'un humour impitoyable) qu'il consacre au courant arabo-américain hostile aux orientalistes — pardon aux « chercheurs euro-américains sur l'aire socio-culturelle musulmane ». « Imaginez, écrit-il, que des patriotes et des radicaux de Grèce décident que les études classiques insultent au grand héritage de l'Hellade et que ceux qui se livrent à ces études, les humanistes, sont la dernière manifestation d'une conspiration malfaisante et profonde ».

Selon ces mêmes « patriotes », poursuit l'auteur, « seuls les Grecs sont véritablement compétents pour diriger les programmes d'études sur le passé de leur pays ». Et il conclut : « Quelques non-Grecs peuvent se joindre à cette entreprise à condition qu'ils donnent une preuve évidente de leur compétence, par exemple en militent pour la cause grecque à Chypre ».

Ayant mis les vrais savants (et les rieurs) de son côté, Bernard Lewis examine, sur le même ton à

la fois rigoureux et savoureux, les thèmes connus ou inédits (Palestine, islam et développement, sémites et antisémites, juifs islamiques, etc.) qui font la trame de ce que d'anciens appellent le « renouveau » de l'islam et qui n'est, hélas ! que la résurgence d'un intégrisme dont les musulmans — et les minorités israéliennes et chrétiennes vivant sous leur férule — ont eu maintes fois, depuis l'époque médiévale, à subir les cruels caprices.

## Liberté et libertinage

Parmi les idées reçues que Bernard Lewis renvoie à leurs propagateurs figure en bonne place celle qui veut que le concept de liberté politique existe en islam traditionnel. Bernard Lewis démontre que ce concept, chez les musulmans, est, au départ, uniquement juridique. Mieux encore, « les premières références à la liberté, dans les œuvres d'auteurs musulmans, l'assimilent au libertinage ». Certes, l'islam pourra sans nul doute évoluer, mais la démonstration lewisienne vient rappeler que, pour le moment, aucun régime se réclamant des doctrines islamiques n'a connu la démocratie.

Autres lourdes statues ébranlées par Bernard Lewis, celles du panarabisme et des nationalismes arabes, dont on a si longtemps, en Europe, fait l'éloge pour leur « laïcité » alors que, si l'on considère les textes fondateurs sans lunettes roses, et surtout les mesures qui en résultent, on se rend compte que l'une et l'autre théories, dans leurs versions post-coloniales en tout cas, furent et sont encore bien souvent imbibées d'un islam de plus en plus frénétiquement saisi par la passion intégriste. Les musulmans modernes trouveront maint argument pour leurs thèses dans ce livre non conformiste. Quant aux autres, il leur fera grincer les dents...

J.-P. P.-H.

★ LE RETOUR DE L'ISLAM, de Bernard Lewis, traduction remarquable de Tina Jolas et Denise Pashere, Gallimard, 426 p., 155 F jusqu'au 28-2-1986, 180 F ensuite.

Une mine de textes étonnants, drus et inventifs.

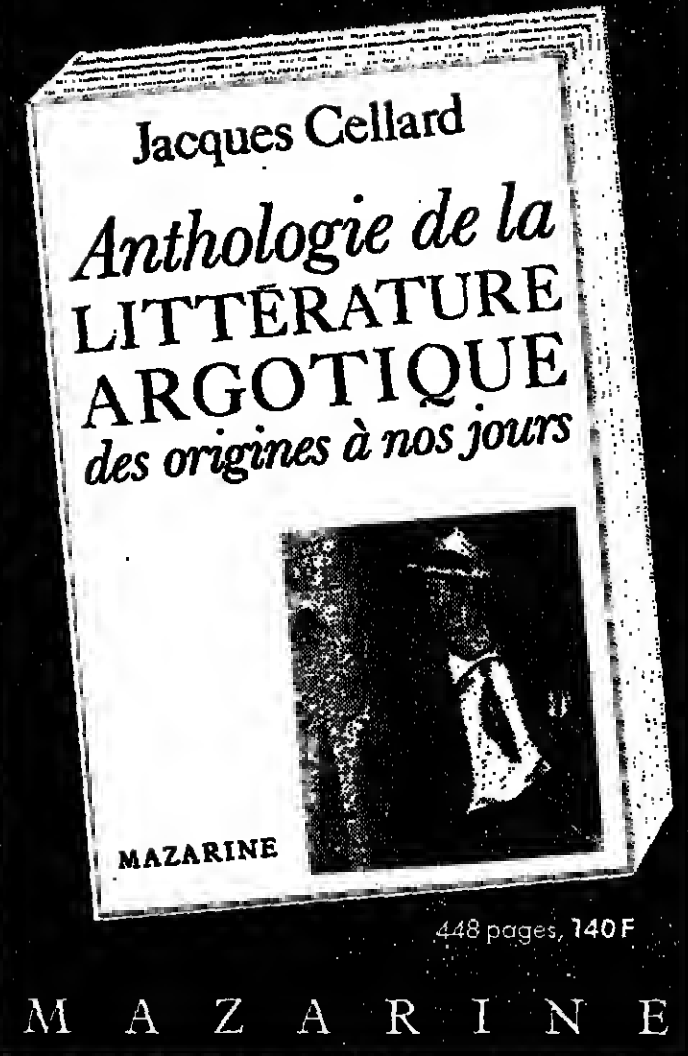
L'Express

Précis, limpide et plein de verve. (...) Une recherche rigoureuse menée avec bonhomie.

L'Union

De François Villon à Frédéric Dard, des *Mémoires* de Vidocq aux imprécations de Céline, Jacques Cellard nous promène dans des mondes parallèles, à la fois proches et bizarrement lointains.

Les Dernières Nouvelles d'Alsace



MAZARINE

448 pages, 140 F

MAZARINE

صلى الله عليه وآله



● LETTRES ÉTRANGÈRES

# Une rencontre avec Isaac Bashevis Singer

Marek Halter, qui connaît depuis son enfance le prix Nobel de littérature 1978, s'est entretenu avec lui à New-York, en complète connivence.

DEPUIS des années, je téléphone régulièrement à Isaac Bashevis Singer, chaque fois que j'arrive à New-York. Et, chaque fois, Isaac Bashevis Singer m'invite à passer et me rappelle : « J'habite l'immeuble de Flom Almond, le journaliste du Forward (1). »

Isaac Bashevis Singer est devenu l'un des écrivains les plus importants des États-Unis, il s'est vu attribuer le prix Nobel de littérature, les passants le saluent dans la rue, mais il n'en continue pas moins de se situer par rapport à ce collaborateur, assez obscur, d'un journal au tirage plutôt limité.

Isaac Bashevis Singer était un ami de mes parents, à Varsovie. Personnellement, j'ai rencontré à Tel-Aviv, dans les années 50, et je lui ai rendu visite à New-York pour la première fois en 1962, je crois. Il habitait déjà le même appartement, où rien n'a changé depuis lors. La table de laque noire chargée de livres, devant la fenêtre ; le canapé et les deux fauteuils recouverts de la même toile, d'un brun délavé, et, en face, la cheminée de marbre gris portant en rangs serrés bibelots et photos.

Sur le fond sonore ininterrompu des sirènes new-yorkaises, nous bavardons un moment en yiddish. Sa femme, Talma, sert le thé, accompagne de petits gâteaux de sa confection. Dans la pièce à côté, le téléphone sonne ; Talma y va, puis revient : « Un lecteur voudrait te rencontrer », dit-elle à l'adresse d'Isaac Bashevis Singer. « Non, non et non », dit-il et, se reprenant : « D'ailleurs, nous partons pour Miami la semaine prochaine... » Et enfin, comme pour se justifier : « Si Shakespeare habitait la maison d'en face, je ne me dérangerais même pas pour aller le voir... »

Je demande : « Pourquoi ? De peur d'être déçu ? »

— Non, tout simplement parce que l'œuvre m'intéresse plus que le bonhomme.

— N'est-il pas étrange que, écrite en yiddish, une langue qui n'a plus beaucoup de locuteurs, votre œuvre soit l'une des plus lues dans le monde aujourd'hui ?

— Dans une course de chevaux, il en est toujours un pour courir plus vite que les autres. Et, comme par hasard, c'est celui qui n'a jamais changé d'écurie ni abandonné son environnement, sa nourriture, ses habitudes. C'est aussi le cheval qui ne se prend pas pour un lion !

A cette dernière question, Isaac Bashevis Singer a répondu en anglais, ainsi qu'il le fera par la suite.

Isaac Bashevis Singer est né à Varsovie en 1904. Il a émigré aux États-Unis en 1935. « Je savais que cela finirait mal. Je le disais, mais personne ne voulait m'entendre, pas même ma famille... » Les premières années aux États-Unis sont dures. Mais Isaac Bashevis Singer aime raconter cette époque de sa vie.

## Le sexe et le yiddish

« Je ne possédais alors qu'une seule langue : le yiddish. Je me débrouillais en polonais, en allemand, en hébreu... La plupart des jeunes gens que je fréquentais étaient communistes. Staline était leur messie. Forward publiait de temps à autre des nouvelles, mais c'était si mal payé que, sans l'aide de mon frère

Joshua — qui était écrivain, lui aussi, — je ne sais pas ce que j'aurais fait... Je me sentais souvent très seul. A Varsovie j'avais beaucoup de maîtresses, à New-York j'avais de la peine à en trouver une. Les femmes les plus belles ne parlaient que l'anglais, et celles qui parlaient le yiddish étaient vieilles ou pas à mon goût. Comme vous le voyez, le sexe et le yiddish ne vont pas ensemble. »

C'est pourtant lui, Isaac Bashevis Singer, qui a introduit le sexe dans la littérature yiddish, demeurée jusqu'à présent singulièrement elliptique sur le sujet.

Il poursuit :

« J'ai fait la connaissance de ma femme Talma à New-York en 1937. Elle ne comprenait pas un mot de yiddish, et comme mon seul livre alors publié, la Corne du bœuf, l'avait été à Varsovie et qu'il n'était pas encore traduit, elle dut me croire sur parole lorsqu'elle prétendait être un écrivain. Je la soupçonnais aujourd'hui encore d'avoir douté de mes talents littéraires longtemps après notre mariage. »

— Que pensez-vous de Yentl, ce film que Barbra Streisand a tiré de votre livre ?

— Le plus grand mal, Barbra Streisand n'a pas voulu de mon script, pensant pouvoir faire tout elle-même : l'adaptation, la mise en scène, le rôle principal... Je lui ai dit, ici même : « Qui veut tout faire ne fait rien bien. » A chacun son métier, n'est-ce pas ? J'écris ; elle, elle chante !

— Vous écrivez, certes, mais vous faites aussi le tour des universités, des communautés, vous donnez des conférences... Avec vous, comme d'habitude, constaté un certain retour du judaïsme ?

— Oui. Les juifs qui sont arrivés dans ce pays au début du

siècle ont cru que, pour s'assimiler, il suffisait d'abandonner sa langue, sa culture et, parfois même, son dieu. Aujourd'hui, leurs fils ont compris que des hommes qui n'ont pas de passé n'ont pas d'avenir, et que les hommes sans avenir n'intéressent personne. Mais ce regain du judaïsme s'explique aussi par la leçon que beaucoup ont tirée de l'expérience des juifs allemands — nul, en effet, n'était plus assimilé qu'un juif allemand... Cela s'explique, enfin, par le retour des juifs en Israël, après deux mille ans d'exil.

— Dans cette perspective, croyez-vous à une renaissance du yiddish ?

— Je le voudrais bien, mais je n'y crois pas. Le judaïsme est vieux de plusieurs millénaires, le yiddish n'a que mille ans...

— On s'accorde aujourd'hui pour observer, en particulier chez les jeunes, un retour aux valeurs morales, aux valeurs universelles. Ne voyez-vous pas dans cette quête une raison supplémentaire de ce retour du judaïsme que nous venons d'évoquer ?

— Attention ! Nous n'avons pas le monopole des valeurs spirituelles. Même si nous y sommes plus que d'autres attachés. Malgré les crises, les renoncements, les trahisons même — qui sont déjà évoqués dans le texte biblique — nous sommes restés fidèles à ce texte et à son enseignement.

Le Livre est à l'origine de la constitution de notre peuple et de son histoire. Des siècles durant, les valeurs qui y sont inscrites ont nourri notre espérance, notre foi et, plus encore peut-être, notre mémoire.

— Beaucoup de vos lecteurs, — juifs et non-juifs, — découvrent avec étonnement, à travers votre œuvre, la richesse de la vie du shtetl (2). N'est-ce pas un extraordinaire paradoxe que votre succès survienne à l'heure où ce monde est à jamais anéanti ?

— C'est un effet de la littérature. Je ne connais pas la France ni les Français, et pourtant j'ai écrit Flaubert, Flaubert, Flaubert...

— Je ne peux m'empêcher de penser que le rapprochement cache autant qu'il dévoile le tragique état des lettres yiddish, car si 34 millions de Français pratiquent aujourd'hui la langue de Flaubert, on ne compte pas plus que quelques centaines de milliers de personnes capables de lire Isaac Bashevis Singer dans le texte.

— Mais à quel bon peiner ce vieux monsieur de quatre-vingt-un ans, au crâne encore roux, qui m'annonce avec joie la perdition prochaine de plusieurs de ses livres en chinois ?

MAREK HALTER.

(1) Questionnaire hebdomadaire new-yorkais de langue yiddish.  
(2) Communauté paysanne juive de Pologne.



Isaac Bashevis Singer : faire de la littérature sur un monde anéanti.

## La passion de Robert Graves

Les multiples visages du poète anglais le plus éclectique. Mort à quatre-vingt-dix ans, le 7 décembre, en Espagne (le Monde du 10 décembre), il s'était exilé pour mieux découvrir ses racines profondes.

« L'A poésie a toujours été ma passion dominante ; je n'ai jamais, consciemment tout au moins, entrepris une tâche ni formé un lien qui n'ait été en accord avec mes principes poétiques. Cela m'a parfois valu la réputation d'être un excentrique. Écrire de la prose n'a été qu'un gagne-pain ; je m'y suis adonné afin de mieux mesurer la différence de nature qu'elle présente avec la poésie. »

S'il se considérait d'abord comme un poète, Robert Graves, qui commençait par ces lignes sa préface à son ouvrage le plus connu, la Déesse blanche (1), s'extirpa en fait à tous les genres : il publia une centaine d'ouvrages, dont de nombreux recueils de poèmes, entre les années 1916 et 1975. Romancier, historien, critique, pamphlétaire, dramaturge et traducteur (il traduisait avec une égale facilité à partir de cinq langues), essayiste et biographe, il fait partie de ces écrivains excentriques, irréductibles à toute classification, qui s'exilèrent d'Angleterre pour mieux découvrir leurs racines profondes.

Anglais de naissance et d'éducation, celtique d'origine par son ascendance irlandaise du côté paternel, dont rebelle et, selon lui, quelque peu « voyant », Graves resta résolument en marge des tendances de son temps. Il écarta des activités, évita des prises de position qui auraient pu entamer sa disponibilité intérieure : « Le poète doit se détacher de toute activité non poétique, écrivait-il... et par activités non poétiques, je veux dire toutes celles qui portent atteinte à l'indépendance de jugement du poète. »

Robert Graves n'ignora pourtant pas l'époque moderne. Dans A Survey of Modernist Poetry (écrit avec le poète Laura Riding et publié en 1928), il s'élève contre le traditionalisme des poètes « géorgiens » des années 20 (parmi lesquels il fut longtemps classé) ; et analyse les tenants de la poésie nouvelle, défendant avec chaleur Hopkins et Cummings.

Mais c'est dans la Déesse blanche (1948), écrit en quelques semaines sous l'effet de cette inspiration qu'il attendait pour écrire ses poèmes, qu'il expose ses conceptions poétiques fondamentales et définit le lien naturel existant entre poésie et mythe. Muse ou reine, la Déesse blanche (dont le modèle serait Laura Riding avec laquelle le poète eut une liaison longue et tourmentée) est le principe féminin. « La sœur du mirage et de l'écho », comme il la nomme dans un court poème. Née de la légende celtique et d'une longue préhistoire, elle est l'inspiratrice de la poésie.

Selon Graves, toute poésie doit être fondée sur l'inspiration ; la rhétorique, la déclamation, l'emphase, tuent la poésie ; et même « l'élaboration secondaire » peut la détruire : « Les poèmes nécessaires sont rares ; et encore plus rares sont ceux où cette nécessité originelle n'a pas été éteinte par une élaboration inhabile. » Robert Graves fut pourtant un artisan consciencieux à l'extrême, supprimant dans chaque nouvelle édition de ses poésies complètes les poèmes qui ne lui plaisaient plus. Si bien que les derniers recueils sont à peine plus épais que les premiers. Dans la dernière édition de ses Collected Poems, datée de 1975, il remarque qu'il n'a retenu en moyenne que cinq poèmes par an.

Sans doute la gestation poétique était-elle difficile. Graves la décrivait ainsi : « Pour écrire un poème, il faut s'hypnotiser jusqu'à atteindre le niveau le plus élevé du sommeil qui vous donne accès aux mots, aux souvenirs, aux perceptions, non seulement du passé mais du futur... Toute pensée véritable se situe sur un plan où le temps n'existe pas. »

Au début de sa carrière, il avait subi l'influence de la nouvelle psychologie qui mettait l'accent sur l'inconscient. C'était là le point de départ d'une théorie de l'irrationnel en poésie (elle n'a rien à voir avec celle des surréalistes) qu'il exposa dans Poésie Unreason

(Déraillement poétique, 1925). Notion qui rejoint son attirance pour la poésie médiévale et populaire (son vers adopte souvent le rythme et la métrique de l'ancienne poésie galloise) et l'analyse de la « conscience dans le Mal » qu'il développa dans ses romans historiques.

## Les dieux démythifiés

Dans ce domaine également, il adopta une démarche totalement personnelle, réinventant des histoires repues et acceptées depuis des siècles — notamment avec Moi, Claude (1934) (2), prétendues Mémoires de la cour de l'empereur Claude, qui furent un best-seller. Dans la Toison d'or (1944) (3), King Jesus (1946), Homer's Daughter (1955), il démythifie dieux, demi-dieux et héros mythologiques en les ramenant à l'échelle humaine sans

pour autant leur ôter leur dimension. Les Mythes grecs (1955) (4) projette un éclairage nouveau sur la mythologie en s'appuyant sur les connaissances archéologiques et anthropologiques actuelles.

De cette œuvre si diverse, le biographe de Robert Graves a souligné un aspect : il l'a décrit comme « le poète de la langue anglaise qui parle le mieux de l'amour depuis John Donne ». Le trait le plus caractéristique du personnage est sans doute qu'on ait pu lui appliquer une telle variété de définitions.

CHRISTINE JORDIS.

- (1) Robert, 1979.
- (2) Gallimard, 1964.
- (3) Gallimard, 1964.
- (4) Fayard, 1979 (repris en poche dans la collection « Pluriel » de Hachette).

VIENT DE PARAÎTRE

## LA VIE AGRICOLE ET PASTORALE DANS LE MONDE

par Mariel J.-Brunhes Delamarre

Une vision mondiale, exhaustive, des techniques, des outils agricoles et pastoraux, et des transports ruraux.

Un livre d'éthnologie comparée, une somme irremplaçable, jamais encore réalisée, pour les historiens, les collectionneurs... et les amoureux de la vie agricole et pastorale.

216 pages en grand format - 933 documents dont 26 en couleurs

Documentation gratuite, sans engagement, en écrivant aux ÉDITIONS JOËL GUÉNOT - B.P. 24 - MEUDON-BELLEVUE 92194 MEUDON CEDEX ou en téléphonant au 45 07 18 11

## Quand Satan mène le bal...

LES livres de Singer se succèdent à un rythme étonnant, romans, récits, nouvelles, contes pour enfants. Cette cadence — un livre et souvent deux par an — pourrait devenir légendaire. La longue et sinueuse histoire d'un mat-veillem de séduire dans chaque texte, tout en restant fidèle à ses sources essentielles d'inspiration, la douce Pologne juive de jadis, le traquenard et les joies de son exil à New-York, sa véritable patrie aujourd'hui.

Deux nouveaux Singer viennent encore d'arriver, et comme les vins, en cette fin d'automne, ils sont feutrés. Ils évoquent des mondes déperdus et sensuels où siffes et spirites croisent les égarés parés en de courtoises Amériques, les vilains gais du shtetl, de fausses amoureuses et d'authentiques séducteurs camouflés en vieux radoteurs. Une solide pincée de soufre corse encore plus le parfum de la mixture diabolique concoctée par notre magicien.

## Les lumières de Hannukah

Un élégant arrive dans un village dévasté par la sécheresse, il demande aux filles de choisir chacune son fiancé à l'occasion d'une grande fête organisée par ce mystérieux voyageur. Au lecteur de découvrir comment finira le bal et quelle est l'identité de l'étrange bienfaiteur de Beau Monsieur de Cracovie. L'esprit d'un vicieux débauché et d'une prostituée s'empara de l'âme de la fille d'un marchand. Ils célébrèrent des noces obscènes à l'intérieur du corps même de la malheureuse possédée de Violoncel mort.

Dans les autres nouvelles, nous retrouvons des savants qui négocient avec le Malin, une multitude de poètes, étudiants et déracinés qui se battent dans ses rets, mais aussi comme une

promesse non dite d'immortalité.

Chez les juifs, la fête des lumières, Hannukah, commémore chaque mois de décembre la défaite de leurs ennemis en 165 avant notre ère et la reconstruction du temple de Jérusalem détruit par Nabuchodonosor. Dans les maisons respectueuses de la tradition, les bougies sont allumées huit jours d'affilée, ces, selon le Talmud, il ne se trouvait dans le temple qu'une seule fiole d'huile sainte pouvant servir à peine vingt-quatre heures. Un miracle fit qu'elle dura plus d'une semaine, le temps nécessaire pour préparer de l'huile pure pour la grande chandelle.

Cette lumière sanctifiée, celle de Rembrandt et des peintres flamands, baigne les vingt-six histoires du volume intitulé Contes. La magie du verbe transfigurée par la nostalgie nous replonge dans l'univers oublié des Hans Christian Andersen et des Grimm. Qu'il s'agisse de Hannukah à Varsovie autrefois, fleurant bon la cuisine des ancêtres, ou des habitants de la ville légendaire de Chelm, sous-monde où, pendant les longues carpes insolentes en les noyant dans le lac où elles ont été pêchées, qu'il soit question de l'éternel combat entre le bien et le mal incarné par Leib le rabbin et la sorcière Cunégonde, ou du brave professeur Schlemiel, oubliant son adresse et ne reconnaissant plus les siens, la réaction du lecteur, adulte ou enfant, restera pareille : il en redemandera encore quels que soient sa fatigue et son besoin de sommeil.

EDGAR REICHMANN.

★ LE BEAU MONSIEUR DE CRACOVIE, d'Isaac Bashevis Singer, nouvelles traduites de l'anglais par Marie-Pierre Bay, Stock, 340 p., 92 F.

★ CONTES, traduits de l'anglais par Marie-Pierre Bay, Stock, 340 p., 88 F.

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. : 48-87-08-21. Conditions fixées par contrat.

Notre comité habile est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

Le RPR 9  
des propo

Nominatio  
militaire

SPORTS

D. Rocher  
in Gl...  
L'ESPRESSO



## DÉFENSE

### Le RPR se déclare « atterré » par les propos de M. Quilès sur l'IDS

Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, s'est déclaré « atterré » par les déclarations au Monde du 18 décembre du ministre de la Défense, M. Paul Quilès, au sujet de l'Initiative de défense stratégique américaine (IDS). M. Quilès avait jugé que le projet américain de défense spatiale antimissiles risquait d'être irréaliste et dangereux, en créant une déstabilisation des politiques de défense du monde occidental.

#### Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. Paul Quilès, le conseil des ministres du mercredi 18 décembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Terre.** — Est nommé commandant le 1<sup>er</sup> corps d'armée et la VI<sup>e</sup> région militaire, gouverneur militaire de Metz, le général de corps d'armée François Guerin-Rozé.

Sont promus : général de division le général de brigade Jean Perrin ; général de brigade les colonels Pierre Anmonier, Claude Mouton, Dominique Peanachioni et Bernard Bourillot.

● **Marine.** — Sont promus : contre-amiral le capitaine de vaisseau Guy Labouerie, nommé adjoint « opérations » au préfet maritime de Brest ; commissaire général de 2<sup>e</sup> classe le commissaire en chef Emmanuel Lourdelet.

Sont nommés : commandant supérieur des forces françaises en Polynésie, commandant le centre d'expérimentations du Pacifique et commandant la zone maritime du Sud-Pacifique, le contre-amiral Édouard Thireau ; major général du port de Brest et adjoint « logistique » du préfet maritime de Brest le contre-amiral Hubert Granier ; sous-chef « opérations » à l'état-major de la marine le contre-amiral Jean Bergot ; inspecteur des matériels navals le contre-amiral Pierre Perrier.

● **Air.** — Sont promus : général de division aérienne les généraux de brigade aérienne Henri de Coignet de Filain et Jacques Simonpieri ; commissaire général de division aérienne le commissaire général de brigade aérienne Guy Ruland ; général de brigade aérienne les colonels Pierre Piane et Gérard Delattre.

● **Armement.** — Sont promus ingénieur général de 2<sup>e</sup> classe les ingénieurs en chef André Levitz et Bernard Bailly du Bois.

Est nommé sous-directeur des affaires internationales à la direction des constructions aéronautiques l'ingénieur général de 2<sup>e</sup> classe Michel Lamy.

● **Service de santé.** — Sont promus : médecin général-inspecteur le médecin général, médecin-chef des services hors classe Gilbert Nougne ; médecin général les médecins-chefs de service de classe normale Jean Kermarec, Guy Malchaire, Bernard Poyeton, Gabriel Alba et Jacques Desbordes.

● **Gendarmerie.** — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée le général de division Armand Weutria.

## SPORTS

● **FOOTBALL :** trophée des champions. — Le trophée des champions qui oppose le champion de France au vainqueur de la coupe, a été gagné, mercredi 18 décembre à Bordeaux, par l'Association sportive de Monaco. Les Montégasques ont battu les Bordelais (1 but à 1 et 8 tirs au but à 7).

● **M. Berlusconi s'intéresse au Milan AC.** — M. Silvio Berlusconi, le magnat de la télévision privée en Italie, qui vient l'obtenteur, avec Jérôme Seydoux, la concession de la cinquième chaîne française, serait prêt à entrer dans le capital du Milan AC par l'intermédiaire du groupe Fininvest qu'il dirige.



D. Rocheteau  
lit Globe.

NUMERO 2 EN KIOSQUE

## SCIENCES

### M. Curien : « Le CNRS n'est pas tabou »

Faut-il changer le Centre national de la recherche scientifique ? Le thème est à la mode et certains sont même allés récemment jusqu'à réclamer le démantèlement de cette « bastille administrative, syndicale et politique ». Le trait est sans doute un peu fort, mais il n'en reste pas moins vrai que le CNRS s'accroît modestement bien de quelques aménagements. Récompensé d'ailleurs, le ministre de la recherche, M. Hubert Curien, avait déclaré que l'on ne « saurait rester sourd aux critiques » (le Monde du 23 novembre). C'est aujourd'hui chose faite, comme en témoignent les propositions qu'il a faites à l'occasion de la réunion, mercredi 18 décembre, de la médaille d'or du CNRS au chercheur d'origine polonaise Piotr Sliemski.

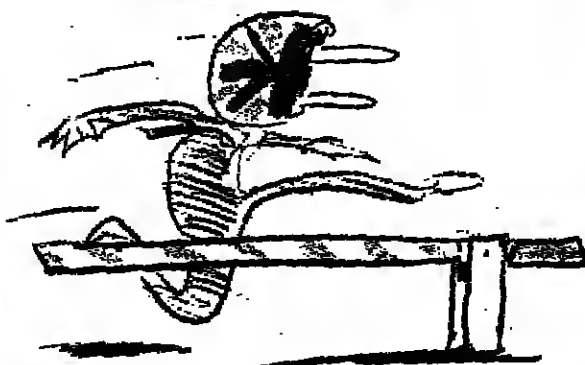
Pour M. Curien, le CNRS « n'est pas tabou » et il « a donc rien de sacré à le mettre en cause ». Il est vrai, a-t-il dit, que le CNRS se trouve aujourd'hui « confronté à un phénomène de saturation » et à un « accroissement très rapide du nombre de formations qu'il soutient » ne lui permettant « plus guère d'augmenter le volume du soutien qu'il leur apporte ». Aussi le ministre suggère-t-il « le passage à un nouveau mode d'organisation du milieu scientifique » fondé sur une structure « en réseaux ». Cette mesure consiste à substituer progressive-

ment aux aides que le CNRS « accorde à des formations isolées » un soutien qu'il « apportera à des formations rassemblées pour un certain nombre d'années sur un même thème ou projet de recherche ».

D'autre part, M. Curien estime « indispensable de permettre aux laboratoires d'avoir le contact avec le directeur scientifique qui décide de leurs affaires ». « Le fait d'emboliser adjoints et sous-adjoints ne remédie pas au problème ». Il faut donc « raccourcir » la distance qui sépare le niveau des laboratoires de celui de la direction scientifique et se garder « d'un moule unique », tant il est vrai que l'on ne gère pas de la même manière les sciences de la vie, les sciences de l'homme, les mathématiques ou la physique. Enfin, le ministre a répondu aux attaques de certains universitaires inquiets de voir le CNRS se rapprocher de l'industrie et donc de s'éloigner apparemment de la recherche universitaire. En effet, a-t-il fait remarquer, le CNRS a accru son soutien aux formations universitaires qui lui sont associées (près de 20 % entre 1979 et 1985), et la dotation en autorisations de programme que le ministère a accordée cette année a augmenté « plus vite que celle allouée au CNRS ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

## L'anglais au sprint



Vous voulez parler l'anglais vite, très vite ? A vos marques !

Choisissez parmi les deux formules ILC réservées aux sprinters.

La semaine bloquée : 6 heures d'anglais chaque jour pendant une semaine. Un rythme féroce mais des progrès géants.

Les cours intensifs : 4 heures d'anglais par jour pendant deux semaines. Vos blocages n'y résisteront pas.

Si votre problème n'est pas d'aller vite, renseignez-vous sur nos différentes formules : cours trimestriels, cours à thèmes (conversations, anglais des affaires, anglais culturel), cours préparatoires aux examens, séjours linguistiques en Angleterre.

L'English Connexion



INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE  
20, passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 43.25.41.37

# LE CAS GTV

OU COMMENT, AU CHAMPIONNAT DE FRANCE DES RALLIES,  
CONCOURIR 10 FOIS ET REMPORTER 8 VICTOIRES.



L'équipage Loubet-Vieu 8 fois vainqueur sur GTV en groupe A remporte la 2<sup>e</sup> place du Championnat de France des rallyes de 1<sup>re</sup> division ■ 1<sup>er</sup> au Tour de Corse ■ 1<sup>er</sup> au Critérium de Touraine ■ 1<sup>er</sup> au Rallye des Garrigues ■ 1<sup>er</sup> au Critérium Rouergat ■ 1<sup>er</sup> au Rallye Aquitaine-Pays Basque ■ 1<sup>er</sup> au Rallye du Mont-Blanc ■ 1<sup>er</sup> au Rallye de Madère ■ 1<sup>er</sup> au Rallye d'Antibes ■ Le cas GTV, c'est aussi 3 victoires de Balas-Lainé en groupe A ■ Et encore 4 victoires de Panciatichi-Tabey en groupe N1.

Alfa Romeo

LA MAESTRIA AUTOMOBILE



صوتنا من الامم



صلى الله عليه وسلم

# culture

LE MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE REPENSÉ

## Un formidable redéploiement

Le réaménagement du Musée national d'art moderne, jugé nécessaire en raison de l'extension des collections au cours des années, était programmé en 1982. Ce programme était doté d'un budget de 30 millions de francs répartis sur deux ans, et confié, pour l'architecture à Gae Aulenti, pour la muséographie, à Dominique Bozo et l'équipe des conservateurs du musée.

Les travaux ont été effectués en deux tranches : la première dans la partie sud du quatrième étage, vouée au fauvisme et au cubisme, a été réalisée de septembre 1984 à janvier 1985, et inaugurée au printemps, ainsi que les salles du troisième étage consacrées à l'art depuis les années 60 (le Monde du 31 mai).

La deuxième tranche concernant la moitié nord du quatrième étage a été effectuée de février à septembre 1985. Et c'est un musée entièrement repensé dans la forme comme dans le fond qui s'est ouvert jeudi au public, après la visite du président de la République. Un grand musée de l'art du vingtième siècle.

En printemps dernier, lors de la réouverture partielle des collections du Musée national d'art moderne, on découvrait ce qu'on n'imaginait pas : la possibilité de réaliser à l'intérieur du Centre Georges-Pompidou un musée comme aujourd'hui on les préfère - avec des murs stables, des espaces délimités, des cimaises assez hautes pour ne pas distraire le regard. Ce qui n'était pas le cas auparavant. On était donc surpris - on l'est encore - de telle métamorphose ; par le parti de clarté, la justesse de l'intervention de Gae Aulenti, compte tenu des contraintes du bâtiment ; par l'éclairage si judicieusement étudié. Bref, par les conditions optimales dans lesquelles les œuvres étaient exposées là où les travaux étaient terminés ; dans la moitié sud vouée à la partie historique de la collection, qui est forte d'ensembles exceptionnels de Matisse, de Braque, de Picasso, de Léger, remarquablement mis en valeur par l'accrochage.

Tout cela était d'excellent augure, et l'on attendait la suite du parcours, qui devait être différenciée, orchestrée, tout en respectant le principe d'une distribution des salles le long d'une avenue sud-nord, avec, en alternance, des galeries réunissant sous vitrines, petits formats et documents. Cette suite là, voici, qui permet désormais de circuler sans interruption dans la collection, selon une chronologie souple, de 1905 à 1965, sur tout le quatrième étage ; l'art depuis 1965 étant situé un troisième, auquel on accède par un escalator intérieur.

### Une nouvelle circulation

C'est un formidable redéploiement. On en mesure désormais l'ampleur. Et cela dès l'entrée, lorsqu'on découvre la longue perspective jalonnée de sculptures, qui situe le musée - mélange de fonctionnalisme hérité et de classicisme à la française - dans une ambiance spécifique, un rien austère, qui rompt avec l'agitation du Centre. On ne s'en plaindra pas.

Cela dit, qu'en est-il de cette partie nord qui vient de s'ouvrir et qui commence juste après l'ensemble



tendu et juste d'un tableau de Gruber. La pose se révèle nécessaire, bien que ce ne soit pas tellement prévu. On a été sans arrêt relancé par des croisements d'œuvres, pris dans un tissu très dense de relations d'indivisibles et de groupes, dans un jeu parfaitement maîtrisé, mais on aura tout de même couru le risque de perdre pied.

### Duchamp le grand absent

La séquence, qui est un peu rude à vivre, donne l'impression de réviser plusieurs choses. Tout d'abord que Dominique Bozo et son équipe ont tiré au mieux parti de la collection du musée, qui a encore bien des faiblesses malgré les gros efforts récemment accomplis. Des faiblesses qui concernent notamment la représentation des écoles étrangères, sans parler de Duchamp, le grand absent de la fête. Des lacunes qui restent à combler, si possible ; pour les futurs visiteurs, cela risque d'être difficile.

L'autre point intéressant, c'est bien entendu la façon dont sont affirmés certains artistes plutôt que d'autres, qu'il s'agit de faire primer quelques-uns. Une invitation à réviser certaines valeurs qui, à Paris tout au moins, pesaient jusqu'à présent.

L'accrochage au fond est parfaitement révélateur de la situation de transition dans laquelle le musée se trouve en parcourant la collection : une situation de passage de l'art moderne, dont on est sûr, à l'art contemporain, qui l'on ne peut encore soumettre à une lecture globalisante. Tout l'itinéraire a été pensé dans cette optique évolutive, qui implique la distance que l'on peut prendre aujourd'hui à l'égard de l'art du vingtième siècle. On que l'on ne peut pas prendre. D'une distribution qui paraît fixe et définitive, parce qu'on sait aussi que le musée ne pourra plus s'ouvrir à de nouvelles acquisitions de début de siècle, le parcours devient plus souple, plus mobile, un peu à la mesure que l'on s'approche de la création d'aujourd'hui.

Dans le même temps, on retrouve un dispositif plus approprié à l'échelle d'œuvres qui, de plus en

## CINÉMA

«BILLY ZE KICK», de Gérard Mordillat

### Plutôt chic, le béton

«Truqué, ma vieille !» est le cri de guerre, la malédiction favorite de Zulfé-Berthe, la petite fille zozoteuse de l'inspecteur Chapeau (François Perin), un fils de banlieue qui doit devenir un moine l'égal du bouillant capitaine Barril s'il veut garder Juliette (Zabou) son épouse, native d'Angoulême et «zobédée du Toboso». Le Toboso c'est «ga», lorsqu'on dit «il, ou elle ne pense qu'à ça».

Truquer, c'est tout, les femmes de préférence, dans le dialecte de Zulfé-Berthe qui avoue elle-même être passionnée par tous les zizis, toutes les zézettes. Son papa, la «cazole comme un pou», et pour l'endormir lui raconte les prouesses d'un tueur imaginaire et insaisissable, Billy ze Kick, qui chaque soir étrangle, poignarde, révoque, truque sans pitié son lot de victimes, jeunes le plus souvent, disons de l'âge de maman.

L'affaire se corse (au sens de prendre du corps, nulle allusion aux meurtres sanguinaires de notre belle province «en Méditerranée») lorsqu'on découvre une série de crimes dans la HLM où vivent les Chapeau, tous revendiqués par un certain Billy ze Kick. Les rêves de Zulfé font des morts pour de vrai, et l'inspecteur s'en dort plus.

On croit tenir un coupable, en vain, il y a toujours un autre pour prendre le relais dans le rôle de Billy, innocenter le précédent suspect. D'où une galerie de têtes assez croquantes : Dominique Lavanant incarne un concierge folle de vidéo, Yves Robert, majestueux, transforme son pavillon en fort Chabrol contre les promoteurs, Michel Lonsdale, néfaste commissaire de police, cite Shakespeare à tout bout de champ, et Pascal Pistacio incarne un schizophrène échappé de l'asile avec un jeu de diction qui passerait

MICHEL BRAUDEAU.

\* Voir les films nouveaux.

## MUSIQUE

«L'HEURE ESPAGNOLE», et «GIANNI SCHICCHI»

### Gredins sympathiques

Pour les fêtes de fin d'année, l'Opéra-Comique échappe aux éternels Offenbach et opérettes viennoises qui sont la providence de la plupart des théâtres : avec deux chefs-d'œuvre bien connus, «L'Heure espagnole» de Ravel, et «Gianni Schicchi» des trois Bortolini. Gianni Schicchi, dont l'opéra se joue en l'an 1300. Avec pour maître d'œuvre de ces savoureux personnages un de nos meilleurs compositeurs du vingtième siècle, le plus habile à scruter les ressorts les plus secrets des horlogeries scéniques (voir David et Jonathan, le Couronnement de Poppée, Ariane à Naxos) : Jean-Louis Martinoty.

Trop subtil pour être pour des œuvres qui n'ont guère de dessous psychologiques ou politiques : il voit l'heure espagnole comme «une comédie de boulevard réduite à son squelette, à l'humour égrillard, coquin, truffé de plaisanteries de mauvais goût» qui contraste avec «la somptuosité des moyens requis par l'orchestre».

D'où l'idée amusante de faire de celui-ci le personnage principal, tout de blanc vêtu, les musiciens occupent massivement la scène ; une

Bonne distribution, encore que l'idée soit baroque de choisir une ravissante Anglaise (Anne Howells) pour incarner une Espagnole déchaînée parlant français ; mais nos compatriotes chantent fort bien eux aussi, et pour une fois, on les entend : Thierry Drain, le poète mûr, Jacques Loret, l'horloger fausement naïf qui fait acheter ses chefs-d'œuvre par les amants de sa femme ; Jean-Philippe Courtis, le financier, curieusement habillé en gentleman de la City, et surtout Jean-Philippe Lafont, irrésistible en muletier, malgré son costume de marinier ou de facteur.

La représentation reste cependant un peu pâlotte, sans doute parce que Marcelino Fanni alanguit trop l'orchestre satisfaisant, coupant et pince-sans-rire de Ravel. Il est plus à l'aise dans la fantaisie débridée de Gianni Schicchi, où Gabriel Bacquier fait comme toujours un énorme numéro de gredin sympathique, tournant et retournant sur le grill, pour lui voler son héritage, la troupe avide et cacophonique, parfois hurlante, de la «famille» (Hélène T'Héven, Hélène Garret, Anna Rihart, Vincenzo la Scala, Garcia, Courtis, Marlière, etc.), sur laquelle tranche la voix rayonnante de soliste de Christine Barbaux, exquise Lauretta.

Le décor est polychrome de Hans Schaefer, dévoile des vues merveilleuses de Florence ; les costumes de Lora Hans surchargent malicieusement le réalisme, et tout fonctionne le mieux du monde, sous la férule de Martinoty, dans cette musique où Puccini pastiche Falstaff et se pastiche lui-même avec un bonheur constant.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations les 20, 22, 23, 26, 28, 30 et 31 décembre (avec les débuts de Jean-Philippe Lafont et Gianni Schicchi les 28 et 31).

ALAIN WAIS.

## ROCK

THE CURE A BERCY

### Le fanatisme intelligent

Flash-back sur la rentrée 1985, un reportage sur le vif au journal de 20 heures sur TF1 : les gosses et les couleurs, les motivations et les comportements des lycéens ont été peu chantés, forcément, depuis l'année précédente, à ceci près que, sur dix interrogés, huit d'entre eux citent The Cure comme leur groupe préféré. Réaction immédiate, le Bercy des 45 tours qui vient de sortir, est intrépidement sur les ondes. C'est la première fois. Dans la foule, le nouvel album The Head On The Door est certifié (ce sont mille exemplaires) en l'espace de trois semaines. A peine le concert de Bercy annoncé, il ne reste plus une place à vendre. Même précipitation pour la tournée dans les pays de l'Europe. Le Curemania est au pas de la porte.

Une surprise ? Pas vraiment. L'ascension du groupe de Robert Smith s'est faite progressivement, sans tapage, de disque en disque (huit 33 tours en sept ans), de concert en concert, volontairement. Ce que les lycéens aiment chez The Cure ? Pêché, une musique fléchée, fousness, une poésie surréaliste dont on perçoit la force et l'astuce, même si on ne comprend pas encore l'anglais. Mais aussi un comportement non conforme, une attitude de vie en déshérence. Têtes brisées sans avoir l'air d'y toucher, les Cure.

Ce ne sont pas des fabricants de pré-adolescents pour tous. Ni stars complètes ni sauteurs acrobates, les rythmes secs et crispés, les harmonies revêches, les thèmes expéditifs, c'est la new-wave britannique. Les trois premiers albums (10-15 Saturday Night, Seventeen Seconds et Faith) en sont les plus beaux fleurons.

Grand buveur de bière devant l'éternel, Robert Smith enfle considérablement et sa musique le suit, prend de la corpulence (c'est le magnifique Pornography et le plus approximatif The Top). Tendance néo-baba (mais pas cool-gran-gin), on compare le groupe à des Pink Floyd des années 80. Entre-temps, avec Japanese Whispers, une compilation des 45 tours enregistrés entre 1982 et 1983, on remarque la rapidité d'évolution de Smith et sa faculté à se diversifier. Chaque album est accompagné d'une nouvelle formation. La présente est constituée de Laurence Thourani aux claviers (l'ami d'enfance, lui-même au départ, le seul qui n'a jamais quitté le groupe), de Simon Gallup à la basse (dont c'est le retour après trois ans d'escapade), de Porri Thompson à la guitare et aux claviers (qui jouait avec Easy Cure) et de Boris Williams (transfuge des Thompson Twins).

The Head On The Door est à la croisée des options qui ont jalonné le trajet de Robert Smith : intelligent et sadique, naïf et excentrique. Toujours torturé, mais désormais tout public.

ALAIN WAIS.

BENVENUTO  
**CELLINI**  
SALUÉ PAR TOUTE LA PRESSE !

**TF1**  
"L'un des plus beaux livres de l'année". (Nicole Brisse, Journal Télévisé)

**LE FIGARO**  
"Une réussite majeure. Inoubliable". (Michel Murisany, 6 décembre 85)

**TELEGRAMA**  
"C'est un document, vivant, imposant. Enfin, très beau". (Olivier Goss, 27 nov. 85)

**LE FIGARO**  
"Bonne lecture". (Frank Mäbert, 15/10 déc. 85)

**LE NOUVEL OBSERVATEUR**  
"Benvenuto Cellini, son 'Perseus', montré comme il n'a jamais été vu". (François Huser, 10 déc. 85)

**LIBRE**  
"Voilà l'ouvrage monumental que mérite un personnage en dehors des normes mêmes de son temps". (Dés. 85)

**LE POINT**  
"Développement de l'édification d'art de cette fin d'année". (Jean-Louis Fauriol, 10 déc. 85)

**LE MONDE**  
"L'un des plus beaux ouvrages de cette fin d'année". (Spécial Foil, 12 déc. 85)

**LIBERATION**  
"Sans nul doute l'un des plus beaux livres de l'année". (14/15 déc. 85)

**RTL**  
"La première grande biographie sur Benvenuto Cellini, accompagnée de somptueuses illustrations". (Jean-Pierre Tison, 16 nov. 85)

**PLAY BOY**  
"Cet épais volume se lit presque d'une traite comme un passionnant roman". (Dés. 85)

Prix de lancement : 750 F (850 F à partir du 1<sup>er</sup> janvier)  
ÉDITIONS BAZAN - 35, RUE DE SEINE - 75006 PARIS











# JEUNESSE

LE FIT A LA VILLETTE

## Détour vers le futur

Les gosses, bouche bée, n'en reviennent pas. Les adultes, jeunes et moins jeunes, ont un sourire ravi. Sous la grande halle de La Villette à Paris qu'occupe, depuis le 27 octobre, le Festival de l'Industrie et de la Technologie (FIT), ils écoutent le dialogue de la science et du robot. Attentifs, ils suivent sans en perdre une miette les babillages de l'une, automate de plumes vêtue, et les « gestes » de l'autre, machine humaine écrivain son nom à l'aide de cubes ou pianotant quelques notes sur un instrument miniature.

Plus loin, dans le grand théâtre où des robots évoluent sous les feux cruels de rayons lasers, c'est aussi la stupéfaction. « Il y en a même un qui peint une statue ! », raconte Pierre, huit ans et demi, enchanté. Mais il a préféré la serre, avec « les légumes et les plantes qu'on fait pousser dans du plastique ». Et aussi la ferme, avec ses vaches jumeaux, et son taureau « haut de deux mètres, quatre peut-être », ou

l'aquarium et ses multiples poissons. D'autres garçons, négligeant la faune aquatique, tentent l'expérience de leur première plongée sous-marine.

Autant d'activités dans lesquelles chacun semble avoir trouvé son compte. Vincent, lui, aime plus que tout le « théâtre de l'entreprise » où des troupes mettent en scène des sketches sur les thèmes de la production, de l'argent, des clients. Qu'en a-t-il retenu, ce garçon de dix ans ? C'est sa mère qui répond qu'il en a retenu la technique.

La technique — n'était-ce pas le but du festival ? — est en effet omniprésente au FIT. Plus que partout ailleurs, elle savante la « maison des jeunes et de l'informatic », où les tours converties de miroirs renvoient à l'infini des images de micro-ordinateurs et de Minut. Cette « maison » connaît un incontestable succès. Tous y vont. Les adolescents,

qui connaissent bien le sujet et posent de multiples questions. Les petits — quatre à huit ans — qui jouent, avec les logiciels éducatifs. « C'est incroyable, on leur montre une fois et ils se débrouillent beaucoup mieux que leurs accompagnateurs. » Des personnes âgées aussi, qui « s'y connaissent rien mais voudraient bien apprendre ». Des étudiants enfin, les ceux d'HEC, qui ont « épluché » les banques de données et « se sont amusés comme des fous » avec celle couvrant les Desistars et documents du Monde.

### Ca pianote partout

Ca pianote d'ailleurs partout, sous la grande halle. Chaque stand, en pratique, chaque coin d'allée, dispose de son terminal. « On prend conscience ici qu'on ne peut échapper à l'informatic : pour élever une vache, il faut avoir un ordinateur en poche », remarque un jeune pianotier. Ordinateur, mais aussi machines en fonctionnement, vidéo interactives : la foule est là où l'on touche, où l'on joue, où l'on emporte et où l'on gagne des objets.

Car, excepté quelques professionnels qui passent en semaine, on vient ici pour s'amuser. « On y respire un air de gaieté, dit une professionnelle de la communication. C'est moins anxiogène que les expositions ordinaires. »

Côté public, côté jardin, on est donc, dans l'ensemble, plutôt satisfait, même si certains visiteurs sont un peu déçus. Mais côté cour, c'est parfois la grogne. Les jeunes sans emploi, à qui l'on avait promis, outre quelques mois de travail, une formation utile, se trouvent un peu floués sur ce dernier point et souffrent, nous dit-on, d'être « encadrés par des chefs sous qui s'abaissent à eux comme à des défilés mentaux ». On se plaint aussi du « gâchis, le festival est un instrument fantastique, mais très sous employé », dit un journaliste de « Soir-FIT », le quotidien de l'exposition.

Ces discours désabusés d'adultes, les enfants n'en ont cure. eux, ils se sont amusés au FIT et en redoutent. C'est cela qui est important, dit un exposant industriel, car « les jeunes qui sont là aujourd'hui sont nos clients de demain ».

ELISABETH GORDON.

## A la Secrétairerie

Tous les clients sont intelligents!

20% de remise sur toute la gamme d'ordinateurs Personnels IBM® Et vous?... Qu'attendez-vous?...

Commandez, auprès de Lien ou Isabelle, votre IBM PC XT ou AT® le matin avant 11h, nous vous livrons, avec le sourire, l'après-midi avant 17h. Téléphone: 16 (1) 42.77.85.00

\*Paris et région parisienne, livraison et installation gratuites. \*\*IBM PC, XT et AT sont des marques déposées d'International Business Machines.

La Secrétairerie 43 rue Beaubourg, 75003 Paris Tél. 16 (1) 42 77 85 00 Telex 240 537.

## 1955-1962 LE TEMPS DES RUPTURES L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR : TOME 2



Rupture en France où les en Algérie épuisent la en Europe plus divisée mur coupe Berlin en deux Rupture dans le tiers-monde quand s'achève le temps des colonies Rupture à l'échelle internationale lorsque à Suez, en 1956, les Occidentaux sont divisés et qu'à Cuba, en 1962, la planète se retrouve au bord du gouffre. Le deuxième tome de l'Histoire au jour le jour vous fait revivre cette période charnière de notre époque. Il rassemble les articles les plus significatifs publiés par le Monde sur tous ces événements et sur bien d'autres encore : le commentaire de Sirius lors du rappel du général de Gaulle en mai 1958, les éditoriaux d'octobre 1957 sur le vol du premier Spoutnik et d'octobre 1962 sur l'ouverture du concile Vatican II, le portrait d'Imre Nagy, chef de l'insurrection hongroise... Il rappelle la chronologie précise des événements et présente la reproduction des « unes » historiques du Monde et une série originale de cartes pour mieux comprendre les situations. L'Histoire au jour le jour est un ouvrage de référence qu'il faut lire et conserver dans sa bibliothèque.

LE TOME 2 VIENT DE PARAÎTRE, 212 PAGES En vente chez tous les marchands de journaux

Le Monde

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



European Laboratory for Particle Physics  
Laboratoire Européen pour la Physique des Particules  
European Organization for Nuclear Research  
Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire

Le CERN, laboratoire de recherche européen situé près de Genève (Suisse), cherche un jeune

### INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE

Le candidat sélectionné participerait à l'exploitation et au développement du système de contrôle d'accélérateurs de particules.

Les candidats doivent avoir un diplôme universitaire ou équivalent dans le domaine de l'INFORMATIQUE. Des bonnes connaissances sur les systèmes de contrôle de processus, les microprocesseurs, les bases de données relationnelles et les réseaux d'ordinateurs, sont souhaitables. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français et des notions de l'autre langue sont nécessaires.

Le traitement de base initial s'élève approximativement à 55.000 francs suisses par an, auquel s'ajoutent, le cas échéant, des indemnités de famille, de non-résidence et pour frais d'études.

Pour les formulaires de candidature, veuillez écrire à :  
Chef du Personnel, CERN, 1211 Genève 23, Suisse,  
en mentionnant la référence LEP-81-456.

### OFFRES D'EMPLOIS

#### Un super analyste pour développer nos projets en informatique industrielle

Notre entreprise leader sur ses marchés conçoit et commercialise des systèmes de stockage et de manutention, des plus simples aux plus complexes. Au sein de notre direction technique, la jeune équipe chargée de l'activité « automatisés » joue un rôle primordial. Elle se développe et a besoin d'un nouvel équipier : un crack de l'analyse.

En relation avec d'autres départements de la Direction Technique et en contact avec les clients, sa mission principale consiste à assurer la mise en œuvre des « menus » d'utilisation des systèmes de pilotage de nos installations.

Pour mener à bien cette mission, ses responsabilités comprennent :

- l'établissement des analyses et applications ;
- l'élaboration et la maîtrise des cahiers des charges pour les sous-traitants.

Titulaire d'un DUT informatique ou équivalent, vous avez 2 à 5 ans d'expérience professionnelle en informatique industrielle et de réelles connaissances en conduite de processus temps réel. Vous avez le goût des contacts humains, l'esprit d'équipe et vous êtes prêt à effectuer de courts déplacements sur toute la France.

Envoyez à MS-JONCTION sur référence 82382 A  
704, rue Réaumur 75002 PARIS qui nous transmettra votre candidature.  
Nous vous remercions rapidement.

### emplois régionaux

URGENT RECHERCHONS

#### OPTICIEN(NE)

Diplômé(e) pour création magasin A VISION. Poste à plein temps à pourvoir immédiatement.

Revue avec C.V. manuscrite à : SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'OPTIQUE 76, avenue Pierre-Mendès 84000 Avignon. 93-88-82-20.

#### DEMANDES D'EMPLOIS

Maîtrise sciences éco-gestion, 24 ans, commercial, très sérieux, libre de suite, libéré D.M., cherche situation d'avenir. Tél. : 93-46-37-57.

#### CONSULTANT MARKETING

ASIE DU SUD-EST/JAPON Très intéressé dans milieu d'affaires internationales, énergies et biens de consommation. Cadre expérimenté 45 ans, bilingue français-anglais, résident Asie/Pacifique depuis 1970, offre services CONSULTANT MARKETING large exp. école vété-sch. De passage à Paris : 44, rue de la Harpe, 75005 Paris. CENTRE D'AFFAIRES GEORGE-V 47-23-78-86, p. 4338/4229.

## L'immobilier

### appartements ventes

#### 3<sup>e</sup> arrdt

##### MARAI

Maison de 120 m<sup>2</sup>, rénovation 91, duplex, triple exposition + 3 chambres, 3 bains marbre. NOVRA 47-23-72-58.

#### 120 m<sup>2</sup> 900 000 F

##### RUE MESLAY

5 p., 11 cit. et retraite. NOVRA 47-23-72-58.

#### 4<sup>e</sup> arrdt

##### SUR JARDIN

Prox. St-Paul 2 p., 47-03-32-44.

#### 6<sup>e</sup> arrdt

##### BD DU MONTPARNAISE

Prox. St-Paul 2 p., 47-03-32-44.

#### 7<sup>e</sup> arrdt

##### BOULEVARD DES FILLES

Prox. St-Paul 2 p., 47-03-32-44.

#### 10<sup>e</sup> arrdt

##### HÔPITAL SAINT-LOUIS

Prox. St-Paul 2 p., 47-03-32-44.

#### 17<sup>e</sup> arrdt

##### MÉTRO VILLIERS

Prox. St-Paul 2 p., 47-03-32-44.

#### 18<sup>e</sup> arrdt

##### SAINT-GERMAIN

Prox. St-Paul 2 p., 47-03-32-44.

#### 4<sup>e</sup> arrdt

##### SAINT-GERMAIN

Prox. St-Paul 2 p., 47-03-32-44.

### maisons de campagne

#### VENDS MAISON CAMPAGNE

(Allier), 14 km de Moulins, terrain 1 000 m<sup>2</sup>, EDF + eau, cheminée, piscine. A 3 h de Paris. Tél. : 69-04-13-85.

#### maisons individuelles

Vends dans station touristique et climatique (prob. cardiaque et respiratoire) mais, anc. rénov. près commerces et piscine. Conviendrait retraités souhaitant recevoir enfants. 3 m<sup>2</sup>, 3 bns, 3 kitchen, gar. carrou, kit. Tél. (seul) 75-46-81-08 ou 47-23-78-86.

#### domaines

ACHÈVE VASTE DOMAINE préférence Sologne ou région Centre. Description assurée. Ecr. Neveu Orléans n° 204 219, BP 1 619, 45006 Orléans Cedex.

#### viagers

6<sup>e</sup> arrdt, grand 3 p., 11 cit., bal. imm. plant. 250 000 F net + 3 150 par mois, occupé femme 74 ans. F. Cruz 42-66-18-00.

#### F. CRUZ 42-66-18-00

3, RUE LA BOUTE, 37  
Consul. 45 ans d'expérience. Prix ventes indiquées garanties. Étude gratuite clientèle.

#### ÉTUDE LODEL

Villeneuve, 38, bd Voltaire, 75011 PARIS. 43-65-61-68.

#### bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL. Constitution de société et tous services. Tél. 43-65-17-50.

#### SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, téléx.

#### CONSTITUTION STES

Prix compétitifs. Délais rapides.

#### ASPC 42-93-60-50 +

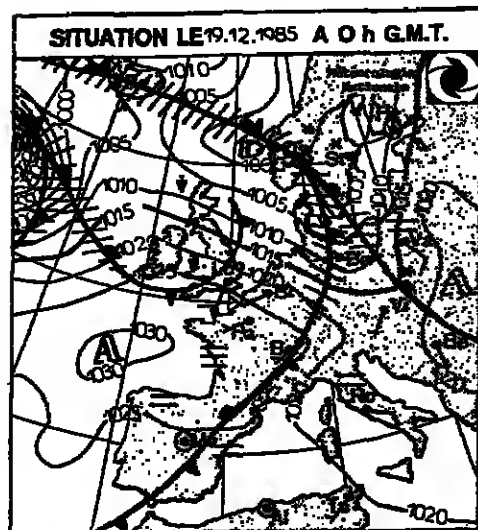
4<sup>e</sup> QUAI AUX FLEURS, petit bureau tout meublé + studio tout équipé, cuisine + moyen, 2 800 F net. 46-24-13-18.

سكن من الامم



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19.12.1985 A 0 h GMT.

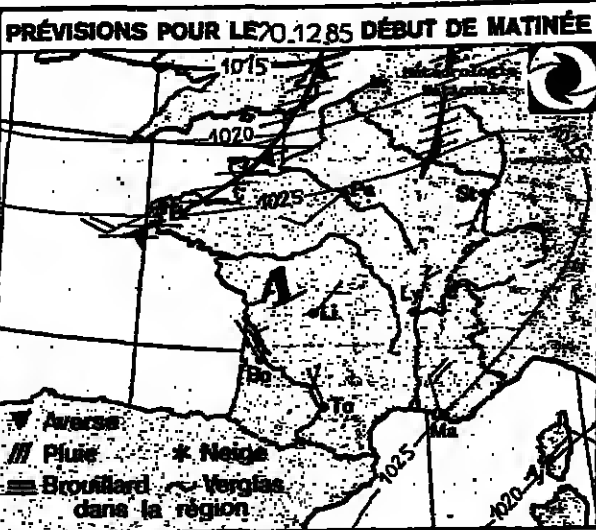
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 19 décembre à 0 heure et le vendredi 20 décembre à 24 heures.

Evolution persistante d'un flux de sud-ouest perturbé du proche Atlantique au nord de la France. La dorsale prolonge l'anticyclone des Açores vers l'Espagne et le sud de la France.

Vendredi, début de journée très brumeuse dans l'intérieur, avec bancs de brouillard épais et localement givrants sur le Centre et l'Est, où les températures minimales seront voisines de 0 degré.

Une zone nuageuse et faiblement pluvieuse touchera les régions proches de la Manche. Sur les régions méditerranéennes, ciel plus dégagé et mistral soufflant modérément. Quelques nuages résiduels sur la Corse.

Températures minimales de 4 à 5 degrés du Nord-Ouest au Nord et de 6



PRÉVISIONS POUR LE 20.12.1985 DÉBUT DE MATINÉE

à 10 degrés sur le bord de la Méditerranée.

Dans la journée, le courant perturbé de sud-ouest va se renforcer, les nuages vont pénétrer plus à l'intérieur jusqu'à une ligne approximative La Rochelle-Nancy, ils donneront de petites pluies près des côtes de la Manche. Températures maximales de 10 à 12 degrés. Au sud de la ligne précitée, éclaircies après dissipation des bancs de brouillard, 6 à 9 degrés de l'Aquitaine au Nord-Est. Près de la Méditerranée, ciel peu nuageux et températures de 13 à 15 degrés.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 18 décembre, le second le minimum de la nuit du 18 décembre au 19 décembre) : Ajaccio, 17 et 6 degrés ; Biarritz, 9 et 7 ; Bordeaux, 5 et 4 ; Brétigny, 11 et 5 ; Brest, 11 et 5 ; Cannes, 15 et 8 ; Charbourg, 11 et 7 ; Clermont-Ferrand, 3 et -3 ; Dijon, 4 et -3 ; Dinard, 12 et 5 ; Embrun, 13 et -2 ;

Grenoble-St-M.-H., -1 et -1 ; Grasse-St-Gotthard, -1 et -1 ; La Rochelle, 10 et 2 ; Lille, 12 et 4 ; Limoges, 4 et 3 ; Lorient, 12 et 1 ; Lyon, 5 et 3 ; Marseille-Marianne, 13 et 4 ; Nancy, 5 et 3 ; Nantes, 13 et -1 ; Nice-Aéroport, 15 et 10 ; Paris-Montsouris, 10 et 5 ; Paris-Orly, 9 et 1 ; Pau, 7 et 3 ; Perpignan, 17 et 10 ; Rennes, 11 et 0 ; Rouen, 10 et 2 ; Saint-Etienne, 2 et 0 ; Strasbourg, 3 et 2 ; Toulouse, 3 et 2 ; Toulon, 8 et -1.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 4 ; Genève, 4 et -1 ; Lisbonne, 13 et 5 ; Londres, 12 et 4 ; Madrid, 13 et 0 ; Rome, 15 et 8 ; Stockholm, -7 et -7.

(Document établi par le service technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4122

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

**HORIZONTALEMENT**

I. On peut la voir complètement boursée quand rentrent les noctambules. - II. Découverte. Possessif. - III. Pratique du plus haut intérêt. Raison pour laquelle certains ne se laissent pas marcher sur les pieds. - IV. Mode de transport. N'a pas poussé. - V. Qualifie un maître très peu considéré comme tel. - VI. Toujours démonstratif quand il s'agit d'articles. - VII. Conséquence de leur vie à l'étude. - VIII. Note. Interjection. - IX. Le responsable de nombreuses distractions. - X. On peut y voir passer le diable on un tram d'enfer. Arme stratégique. - XI. Copulative. Participe passé. N'a qu'une seule ligne mais plusieurs angles.

**VERTICALEMENT**

I. Agent faisant des commissions dans de nombreux commerces. - 2. Coule en France. Prises en photo. Peu porté à la réflexion on résumait de beaucoup de réflexion. - 3. N'a que faire des services de l'ANPE. - 4. Sont mis en bière. Roi d'Israël. Fait preuve de présence d'esprit. - 5. Petite montre. - 6. Article. Caractère d'un langage caustique ou d'une langue trop visagère. - 7. Bénéficiaire d'une distinction on ayant affaire avec la justice. Période de rapprochement. - 8. Modèle de la gentry. Possessif. Argument hypothétique. - 9. Sort du bar au moment de la consommation. Veille.

**Solution du problème n° 4121**

**Horizontalement**

I. Intimiste. - II. Neuve. Art. - III. Fr. Etier. - IV. Ovationne. - V. Rentes. - VI. Mutera. - VII. Asc. Ir. - VIII. Ténébreaux. - IX. Recrui. - X. Uléma. UER. - XI. Rases. Lée.

**Verticalement**

1. Informateur. - 2. Nerveuse. - 3. Tu. Antennes. - 4. Ivette. - 5. Métier. Bras. - 6. Rosaire. - 7. Sain. Recul. - 8. Trente. Urp. - 9. Etro. Luxure.

GUY BROUTY.

## Sports d'hiver

### LA NEIGE FORFAIT

Paysage quasi estival pour les skieurs de Noël. Dans l'ensemble des massifs montagneux, la neige n'est pas au rendez-vous si ce n'est, parfois, dans les Alpes du Nord, au-dessus de 2.000 mètres, sous la forme d'une fine couche qui ne résistera pas longtemps sous les milliers de spatules citadines. Plus grave : la sécheresse qui règne en montagne depuis plusieurs mois fait craindre à certaines stations, notamment dans le Vercors, de ne pouvoir « passer l'hiver ». En conséquence, dans l'immédiat, une utilisation intensive des canons à neige destinés à remédier à l'absence de « poudre blanche », les systèmes d'arrosage artificiel exigent de grandes quantités d'eau. Une consolation : le beau temps règne en altitude et certaines stations réactives en toute hâte leurs loisirs estivaux : tennis, tir à l'arc ou équitation. L'été en hiver... (Corresp.)

## PARIS EN VISITES

**VENDREDI 20 DÉCEMBRE**

15 heures, sortie métro Cité (L. Haulier).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réurrection du passé) ou métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Botton).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Filanço).

« Les salons de l'Opéra », 19 h 30, vestibule (Académie) ou 14 heures, métro Opéra devant Lancel (C.-A. Messier).

« Le nouveau musée Picasso », 11 heures, entrée rue Thorigny (M. Hager).

« Fabuleux trésor de Notre-Dame de Paris. Ors et camées. Rituels secrets des maîtres de la conférence des Orfèvres ».

## EN BREF

### CONCOURS

**PATRIMOINE DU VINGTIÈME SIÈCLE** - A l'initiative de M. Jack Lang, ministre de la culture, la direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France organise un concours photographique « Découvrons le patrimoine du vingtième siècle », destiné à sauvegarder le patrimoine des soixante dernières années. Chaque candidat doit prendre trois photographies d'un bâtiment contemporain et accompagner celles-ci d'un commentaire précisant les raisons de ce choix. Ce concours est également accompagné d'une « bourse aux initiatives », destinée à aider les associations et collectivités locales qui ont un projet (étude ou action culturelle).

\* Remerciements complémentaires : M. Jean-Pierre Corvo, Directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France, tél. : 42-25-03-20. Clôture du concours le 31 décembre 1985.

### HANDICAPÉS

**PARALYSÉS DE FRANCE** - Il y a en France 300.000 personnes handicapées, dont 600.000 accidentés de la route. L'Association des paralysés de France, qui compte cent douze établissements dont trente et un ateliers protégés

et quarante-huit centres de scolarité ou de rééducation, a besoin de fonds pour faire oublier leur handicap à ces gens « pas comme les autres », favoriser leur intégration dans la vie professionnelle, leur offrir des vacances, les aider à mener une vie presque normale.

\* Donnez à l'Association des paralysés de France, 22, rue du Père-Gaëtan, 75013 Paris. Tél. : 45-90-82-40.

### SOLIDARITÉ

**LA FIN DES FAIMS** - Deux cents organismes, quatre millions de personnes, participent, chacun selon ses moyens, au « Projet Faim » pour qu'avant l'an 2000 la famine ne sévisse plus dans certains pays du tiers-monde, grâce à l'irrigation, au développement des techniques modernes et des cultures vivrières. Colette Querchiot, quant à elle, a dessiné une affiche symbolique aux couleurs gaies : une main tendue, une gerbe de tout ce qui manque aux pays défavorisés (le blé, les légumes, les fruits, les poissons, les confitures...). Ce très joli poster est en vente au profit du « Projet Faim ». Son prix est de 50 F, mais il n'est pas interdit de donner plus.

\* « Projet Faim », 11 rue Oberkampf, Paris 75011.

# CARNET DU Monde

## Naissances

- Antoine et Catherine **DURLEMAN-BERGEAL**, mari heureux de faire part, avec Bénédicte, de la naissance de

**M<sup>me</sup> Patrick RENARD**, née Chantal Colas, directeur de la domiciliaire SDGBL à Ronchin, née à Lille le 18 octobre 1948, décédée à Halluin, le 18 décembre 1985.

Selon sa volonté, son corps sera incinéré au crématorium de Wattrelos (Nord), le samedi 21 décembre, à 9 h 30.

De la part de M. Patrick Renard, son époux, Laurent, Olivier et Véronique, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Coisne Deman-court, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Charles Renard Honoré, ses beaux-parents, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Et toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Vos dons pourront être adressés à Villages d'enfants SOS de France, 6, cité Montblanc, 75009 Paris, qui informera la famille.

Cécile Manoir, rue Armand-Dumetière, 59250 Halluin.

- M<sup>me</sup> Lucien Rostan et sa famille ont le douleur de faire part du décès de leur époux et père.

**M. Lucien ROSTAN**, survenu le 17 décembre 1985.

La cérémonie religieuse aura lieu le 20 décembre, à 16 h 15, pendant l'incinération, à la chapelle du cimetière de Jouqueville de Villeneuve.

**Anniversaires**

- Il y a deux ans

(Françoise GAUTHIER (Vernot-Desroches) vivait ses derniers jours.

Françoise est morte du cancer le 31 décembre 1983.

Que ceux qui l'ont aimée aient une pensée pour elle.

- Ceux qui ont connu le

**Père Raymond LEBOVICI**, et gardent fidèlement sa mémoire, auront une pensée pour lui aujourd'hui, troisième anniversaire de sa mort, le 20 décembre 1982.

- Il y a deux ans, le 20 décembre 1983, disparaissait

**Pierre PIEUCHOT**.

Une pensée de son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants.

**Soutenances de thèses**

**DOCTORATS D'ÉTAT**

- Université Bordeaux-III, samedi 21 décembre, à 9 heures, salle des Actes, M. Jacques Perriault : « Machines à communiquer : logique des fonctions, logique des usages ».

**PANCHO QUILICHI** jusqu'au 31 décembre 1985

**GALERIE DU DRAGON** 19, rue du Dragon PARIS 75006

Tél. : 45-48-24-19

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 28/06/83

Le numéro **692049** gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

092049	492049	50 000,00 F
192049	592049	
292049	692049	
392049	792049	
492049	892049	

**LOTTO** N°1 TIRAGE DU MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1985

15 23 26 29 34 35

85 TRANCHE DU VENDREDI 13 104

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 28/06/83

Le numéro **692049** gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

092049	492049	50 000,00 F
192049	592049	
292049	692049	
392049	792049	
492049	892049	

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 28/06/83

Le numéro **692049** gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

092049	492049	50 000,00 F
192049	592049	
292049	692049	
392049	792049	
492049	892049	

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 28/06/83

Le numéro **692049** gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

092049	492049	50 000,00 F
192049	592049	
292049	692049	
392049	792049	
492049	892049	

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 28/06/83

Le numéro **692049** gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

092049	492049	50 000,00 F
192049	592049	
292049	692049	
392049	792049	
492049	892049	

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 28/06/83

Le numéro **692049** gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

092049	492049	50 000,00 F
192049	592049	
292049	692049	
392049	792049	
492049	892049	

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 28/06/83

Le numéro **692049** gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

092049	492049	50 000,00 F
192049	592049	
292049	692049	
392049	792049	
492049	892049	

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 28/06/83

Le numéro **692049** gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

092049	492049	50 000,00 F
192049	592049	
292049	692049	
392049	792049	
492049	892049	

**loterie nationale** LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC ne prévoit aucun cumul L.O. du 28/06/83

Le numéro **692049** gagne 4 000 000,00 F

les numéros approchant à la centaine de mille

092049	492049	50 000,00 F
192049	592049	
292049	692049	
392049	792049	
492049	892049	



## REPÈRES

### SME : le mark dépasse son cours pivot : 3,067 F.

Dans un système monétaire européen toujours perturbé par la faiblesse du franc belge, la spéculation a continué de se porter sur le mark, dont le cours à Paris a, pour la première fois depuis un an, dépassé son cours pivot de 3,066 F., atteignant 3,067 F à 3,068 F. La Banque de France, apparemment, n'intervient pas. Le dollar est resté pratiquement stable à 2,52 DM, 7,72 F et 203 yens.

### Agriculture : le Congrès adopte le « Farm Bill »

Après un an de débats, le Congrès des Etats-Unis a adopté, le mercredi 18 décembre, le projet de loi agricole (Farm Bill) à long terme. Les parlementaires ont eu énormément de difficultés à trouver un accord, car ils cherchaient à réduire les dépenses de soutien et à relancer les exportations, alors que la crise qui frappe de nombreuses exploitations les incitait aussi à maintenir les garanties des agriculteurs. Le texte prévoit une dépense de 52 milliards de dollars pour le soutien des prix, sur trois années, contre 50 milliards fixés par la Maison Blanche. Toutefois, le secrétaire à l'Agriculture, M. John Block, a recommandé l'approbation de la loi, et le président Reagan ne devrait pas y opposer son veto.

### Commerce extérieur : l'excédent allemand plafonnera en 1986

Le raffermissement du deutschemark et la poussée de la demande de produits importés conduiront à un plafonnement des excédents de la balance commerciale et des paiements courants en 1986, estime la Bundesbank dans son rapport mensuel. La RFA s'apprête à connaître cette année un solde positif de plus de 70 milliards de deutschemarks de son commerce extérieur et de 50 milliards de sa balance des comptes courants. Mais l'Institut d'économie se souvient que, durant la période août-octobre, les exportations se sont tassées (en volume) par rapport aux trois mois précédents. Une tendance qui ne s'est pas traduite dans les chiffres du commerce extérieur en raison de la baisse des prix à l'importation mais qui devrait se vérifier dans les statistiques au cours des mois à venir.

### Electricité : mesures en faveur des abonnés

L'avance remboursable perçue par EDF auprès des propriétaires d'un logement neuf chauffé à l'électricité ainsi que l'avance sur consommation versée par tout abonné vont être supprimées. L'avance remboursable s'élevait à 3 500 F pour un logement individuel et à 2 600 F pour un logement collectif. Cette décision va entraîner un remboursement anticipé de 1,7 milliard de francs par EDF. Quant à la généralisation de la nouvelle facture d'EDF, elle entraînera la suppression de l'avance sur consommation, soit 131 F pour l'abonné moyen (avec une puissance installée de 6 kW). Une avance sur abonnement sera, en revanche, exigible (34 F par mois).

### Gaz : baisse des tarifs industriels de 8 %

Les mille trois cents plus gros clients industriels de Gaz de France vont bénéficier, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, d'une baisse moyenne de tarifs de 8 %. Cette-ci ne se répercutera pourtant pas sur leurs factures, car elle compense juste la nouvelle taxe de 0,95 F par kilowatt/heure prévue dans le budget de 1986. Cette réduction des tarifs de Gaz de France est rendue possible par l'évolution des prix de l'énergie, sensible sur d'autres produits. Ainsi les prix du fuel domestique, libérés le 5 novembre, ont été abaissés depuis lors une baisse de 4,2 %. Quant aux prix moyens de la pompe des carburants, ils sont tombés de 5 centimes en une semaine et de 10 centimes par litre en un mois. Baisse des cours du pétrole, affaiblissement du dollar et concurrence accrue expliquant une telle évolution.

## AGRICULTURE

### LA CRISE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

### La FAO dénonce « certaines illusions de développement »

« La crise alimentaire africaine représente le prix payé pour certaines illusions du développement dans le passé », a déclaré M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO, le mardi 17 décembre, à l'occasion de la présentation d'une étude consacrée à cette crise et ses remèdes.

Commencée en janvier 1985, elle sera examinée à la prochaine conférence régionale de la FAO pour l'Afrique à Brazzaville (Congo) en septembre 1986. La FAO a invité du 17 au 19 décembre, 45 experts africains à en discuter. « Cette consultation rompt avec la pratique trop souvent répandue qui ignore l'expertise et l'expérience des Africains dans l'élaboration des plans des- »

tinés à résoudre les problèmes de l'Afrique », a dit M. Saouma. Quant aux « illusions du développement », ce sont, selon le directeur général, « une certaine industrialisation, la croyance en la stabilité monétaire et en l'équité des échanges internationaux, en la rentabilité des grands projets et en l'efficacité des entreprises d'Etat ».

Dans l'ensemble, les documents présentés indiquent que la plupart des pays africains possèdent le potentiel pour accroître la production agricole à la fois pour satisfaire les besoins alimentaires de leur population et pour développer des productions à l'exportation, malgré d'importantes contraintes écologiques et techniques et de considérables inégalités géographiques.

## AFFAIRES

### UN ENTRETIEN AVEC M. BJORN SVEDBERG

### « Ericsson peut constituer une solution de rechange à l'accord CGE-ATT », affirme le président du groupe suédois

« Que proposez-vous exactement à la CGCT ? »

« La France a besoin d'un deuxième fournisseur de réseaux téléphoniques aux côtés de la CGE. Des négociations ont été entamées avec ATT, mais Ericsson peut constituer une autre solution. Nous avons une longue histoire dans les télécommunications en France et notre réseau téléphonique compte déjà 900 000 lignes fournies par notre société, qui fonctionnent bien. Par ailleurs, les contacts nous ont permis de développer des liens humains et techniques, et le fait important est que nous manquons d'ingénieurs en Suède. Or, la CGCT en a beaucoup. Elle pourrait devenir un centre de recherche Ericsson en Europe. Nous profiterions de nos savoir-faire mutuels. »

« Il y a encore énormément de recherches à faire et de produits à développer dans les télécommunications, et le fait important est que nous manquons d'ingénieurs en Suède. Or, la CGCT en a beaucoup. Elle pourrait devenir un centre de recherche Ericsson en Europe. Nous profiterions de nos savoir-faire mutuels. »

« Concrètement, dans quels domaines pouvez-vous collaborer ? »

« Dans la commutation. La CGCT pourrait produire nos centraux pour sa part du marché français, soit 300 000 lignes par an, et en exporter 150 000. Pour le reste, tout est ouvert, sauf dans les domaines militaires, puisque la Suède n'est pas membre de l'OTAN. Cela concerne les vidéo-communications, les fibres optiques, où la CGCT est très bien placée et très complémentaire de nos produits, mais égale- »

Stockholm. — Le projet d'accord dans les télécommunications entre le groupe nationalisé CGE et le géant américain ATT prévoit de faire fabriquer en France les centraux sous licence américaine par l'autre groupe nationalisé, la CGCT, qui détient 16 % du marché français. La CGCT avait, de son côté, entamé des négociations avec le suédois L. M. Ericsson, deuxième groupe mondial dans ce secteur. Mais les pouvoirs publics ont, la semaine dernière, bloqué ces conversations pour privilégier ATT. Ericsson se renonce pas, comprenant mal que le gouvernement français, qui tient des discours en faveur de l'Europe, choisisse ATT sans qu'aucune compétition ait été ouverte.

#### De notre envoyé spécial

« C'est vrai. A terme, nous aurons besoin de plus en plus d'accords de collaboration avec d'autres groupes, et Bull et Honeywell seraient des partenaires intéressants. Mais il n'y a rien de fait, ni rien d'urgent. »

« Que pensez-vous de la déréglementation des télécommunications en Europe ? »

« En tant qu'industriel, j'y suis favorable. La déréglementation ouvre des marchés, de nouveaux services, et il faut que les constructeurs européens fabriquent des centraux »

« Vous avez rencontré récemment M. Jacques Stern, président de Bull ; vos conversations sont-elles liées à celles menées avec la CGCT ? »

« C'était une prise de contact. Il est évident que nous aurions à discuter de la connexion de nos centraux avec les ordinateurs et les terminaux de Bull, mais nous ne sommes pas entrés dans le détail. »

« Néanmoins, Bull est lié au groupe américain Honeywell avec qui vous avez un accord de votre côté ? »

### UN RAPPORT DU HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

### La stratégie internationale des nationalisés

Leur stratégie internationale devait faire partie des titres de gloire dont auraient pu s'enorgueillir les nationalisés, mais les résultats sont encore incertains. Ces dix ans, la conclusion schématisée que l'on peut tirer de la présentation, par M. Michel Charzat, député PS de Paris et président du Haut Conseil du secteur public, d'un rapport sur les stratégies internationales des groupes industriels publics. Dans un contexte, où les entreprises françaises en général ont toujours eu un retard historique à l'exportation, les nationalisés ont fait preuve d'un esprit offensif, qui a eu un effet positif sur l'économie nationale.

Entre 1982 et 1984, les dix-sept groupes industriels publics étudiés par le Haut Conseil ont vu leur activité à l'étranger croître à un rythme proche de 20 % l'an. Cette activité représente, directement ou indirectement, du travail pour plus d'un tiers de leurs effectifs (soit plus de trois cent mille personnes en 1984). Quant au solde de leurs échanges commerciaux, il a progressé de 50 % entre 1982 et 1984. Enfin, ces groupes ont été les tuteurs des PME sur les marchés extérieurs en leur permettant d'exporter 1 milliard de francs en 1984.

(Publié)

### RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

### ÉTABLISSEMENT PUBLIC DES EAUX DE FIGEH DAMAS (SYRIE)

#### Annnonce d'appel d'offres n° 25

L'Établissement public des eaux de Figeh (EPEF), rue Al-Nasser, invite à la soumission d'offres, sous pli fermé, pour la fourniture de cinq mille six cents compteurs d'eau domestiques de calibre variant de 1" à 2", avec leurs accessoires et les pièces de rechange qu'EPEF jugera nécessaires.

— Cautionnement provisoire : 80 000 (quatre-vingt mille) livres syriennes ;

— Cautionnement définitif : 10 % (dix pour cent) du montant de la commande ;

— Validité de l'offre : 90 (quatre-vingt-dix) jours à partir de la date de dépôt des offres ;

— Délai de livraison : 3 (trois) mois à partir de la date de l'ouverture de la lettre de crédit bancaire ;

— Pénalités de retard : 1 % (un pour mille) pour chaque jour de retard ;

— Prix : les prix unitaires et totaux à soumettre doivent être établis pour livraison FOB (port de destination) au port de Lattaquié, ce transport devant s'effectuer par l'entremise de Syriamir.

Les soumissionnaires soumettront les échantillons suivants des compteurs offerts (un échantillon de compteur du type à jet multiple de 1" et un échantillon de compteur du type Woltman de 2"). Ces échantillons serviront de base à l'étude technique des compteurs proposés et à leur réception provisoire.

Ces échantillons seront soumis en même temps que l'offre ou postés dix jours avant la date de clôture de cet appel d'offres.

Les soumissionnaires remettront leurs offres au secrétaire de l'EPEF, accompagnées des documents d'appui, en même temps que du montant provisoire, et une copie des catalogues des compteurs complets d'EPEF, dûment signés sur toutes leurs pages par le soumissionnaire.

Les cahiers des charges complets peuvent être obtenus du Département des contrats, contre règlement de 100 (cent) livres syriennes seulement, à verser à la caisse contre reçu officiel.

Date de clôture : les soumissions seront acceptées jusqu'à la fin de l'horaire officiel (14 heures) à la date du 7 février 1986.

Le président-directeur général, Ing. Rida MOURTADA.

## SOFIREC échange vos factures contre de L'ARGENT FRAIS



Le nerf de la guerre des entreprises, c'est l'argent frais. Surtout pour celles qui ont un dynamisme de développement conduit à augmenter le montant de leurs paiements comptant (salaires, charges sociales, fiscales et parafiscales, etc.).

Beaucoup d'entreprises, petites ou moyennes, sont nées du courage et de l'imagination d'un homme et ne disposent pas du capital nécessaire pour payer les charges quotidiennes nées de leur volonté d'expansion.

Elles doivent disposer rapidement et intégralement du montant des sommes facturées à leurs clients.

Pour aider les meilleures d'entre elles, Sofirec a imaginé d'être "un facteur pas comme les autres". Sofirec échange vos factures contre de "l'Argent Frais" dans les 48 heures et vous remet soit un chèque, soit un billet à ordre, immédiatement escomptable par votre banquier.

Sofirec gère "à la carte" votre portefeuille de factures. Il vous laisse le libre choix des créances à financer. Vous pouvez donc lui confier votre effectif en fonction de vos besoins et faire ainsi l'économie de frais importants.

Sofirec assure à ses adhérents un service complet : il assure la gestion des créances-clients : relances, recouvrement et imputation des règlements. Il vous décharge ainsi de nombreuses et coûteuses préoccupations.

Sofirec garantit le paiement des créances qui lui sont confiées et assure tous les risques d'impayés liés à une mauvaise situation financière de vos clients.

Sofirec propose à ses adhérents de se retrouver au Club Sofirec. Le Club Sofirec vous offre une assistance juridique et de gestion et édite un magazine d'informations, rédigé par les plus grands journalistes économiques et les spécialistes de Sofirec.

Une plaquette spéciale présente dans ses moindres détails l'Affacturage Sofirec. Sa lecture confirme l'intérêt exclusif de l'Affacturage Sofirec pour toutes les entreprises qui souhaitent disposer rapidement d'argent frais.

Pour recevoir, sans engagement, la Notice Spéciale "Affacturage Sofirec", adressez-nous ce coupon.

Nom : .....

Adresse : .....

Tél : .....

SOFIREC Direction Commerciale

PARIS 18, rue d'Angoulême Tél. : 742.73.97

MARSEILLE 24, rue F. Duros 13231 Cédex 01

Tél. : (01) 54.92.78

LYON 17, rue Lafayette Tél. : (07) 24.08.85

## SOFIREC

### L'ONISEP PUBLIE...

répondre sur l'emploi

7 grands thèmes autour de l'emploi

- 224 pages
- 120 tableaux et graphiques
- 1 lexique
- 1 bibliographie

- Commande ou documentation à ONISEP 75635 PARIS CEDEX 13
- En vente sur Paris
- à notre librairie 168, Bd Montparnasse (14<sup>e</sup>)
- dans les 3 FNAC

Prix 120 F

صوتنا من الامم



صحة من الامم

## AFFAIRES

### ENTREPRISES

#### Important succès d'IBM au Japon

En signant un accord avec Nippon Telegraph and Telephone (NTT), la société japonaise des télécommunications, le géant américain IBM a remporté une bataille d'une considérable importance dans la « guerre des réseaux » de communication. Cet accord, signé mercredi 18 décembre à Tokyo, prévoit la création d'une société commune à 50-50 entre IBM et NTT, dénommée Nippon Information and Communication Corp. Elle offrira des services dits « à valeur ajoutée » de connexion d'ordinateurs à gros débits, en utilisant des protocoles de conversation entre les machines proches de celles d'IBM.

IBM s'était vu refuser un même accord en Grande-Bretagne avec British Telecom. M<sup>rs</sup> Thatcher avait jugé anti-concurrentiel le projet du numéro un mondial de l'informatique avec le numéro un des télécommunications britanniques. Malgré les vives protestations des constructeurs nippons d'ordinateurs, Fujitsu, NEC et Hitachi, Tokyo a dû céder devant les pressions de Washington, qui a fait de l'ouverture du marché japonais des télécommunications un symbole de la bonne volonté japonaise à réduire son excédent commercial. ATT, le concurrent d'IBM, a déjà signé un accord du même type avec des groupes industriels et financiers japonais. Mais l'avantage du numéro un mondial de l'informatique est d'abord de s'associer avec NTT, qui reste en position de force sur le marché malgré la perte de son monopole depuis la déréglementation. Mais il est surtout au niveau mondial de conforter ses normes, chefs de toute sa stratégie.

**TWA : la mise aux enchères est retardée par les syndicats**

La mise aux enchères de TWA - rendue nécessaire par l'incapacité de Carl Icahn, le financier qui a racheté 51 % des parts de la compagnie, de trouver les 850 millions de dollars pour acheter le reste - a été retardée par l'opposition véhémente des syndicats de la compagnie, rapporte le Wall Street Journal. Lors d'une réunion très agitée, les syndicats ont annoncé qu'ils s'opposeraient formellement au rachat de la sixième compagnie aérienne américaine par Texas Air, le vainqueur probable des enchères. Leur opposition au président de Texas Air, honni à cause de ses positions anti-syndicales, avait déjà facilité, cet été, le rachat de TWA par M. Icahn contre une première proposition de Texas Air.

**Texaco obtient un délai dans son conflit avec Pennzoil**

Texaco a indiqué, le mercredi 18 décembre, qu'elle avait obtenu une décision temporaire de justice empêchant sa rivale Pennzoil de réaliser des retenues sur ses actifs pour obtenir l'application du jugement la condamnant à verser 11,1 milliards de dollars (85,5 milliards de francs) de dommages-intérêts. Le 19 novembre, un jury avait condamné Texaco, troisième compagnie pétrolière américaine, à verser 10,5 milliards de dollars à Pennzoil pour avoir empêché la réalisation d'un accord visant au rachat de Getty Oil par Pennzoil. Ce jugement fut confirmé le 10 décembre, le juge de Houston, en ajoutant à la sentence 600 millions de dollars d'intérêts.

## SOCIAL

### LA SITUATION DES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

#### Les partenaires sociaux pourraient maintenir pour un an le taux actuel des cotisations

Considérations syndicales et patronales doivent se rencontrer, le 20 décembre, pour fixer, avant le 1<sup>er</sup> janvier, le rendement et le taux de cotisation des caisses de retraites complémentaires des non-cadres réunies dans l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO) (1).

La situation de l'ARRCO est particulièrement complexe. Tout d'abord sur le plan financier. L'accord signé en 1982, et qui expire le 31 décembre, avait réduit le « rendement net » des régimes de retraite (c'est-à-dire le montant obtenu pour 1 F de cotisation) à 14,7 % au lieu de 15 %. Pour cela, le taux d'appel des cotisations avait été porté à 115 % (2). Or, en raison du chômage et de l'accroissement prévisible des charges, les responsables de l'ARRCO estiment que, d'ici à 1990, pour maintenir le rendement à son taux actuel, il faudrait augmenter de 3,7 % les cotisations (ou porter le taux d'appel à 125 %), ou bien, si l'on veut maintenir les cotisations à leur taux actuel, réduire le rendement de 9,5 % environ.

Cependant, en 1983, lors de l'abaissement à soixante ans de l'âge de départ à la retraite, il avait été décidé d'assurer aux retraités 20 % de leur salaire d'activité - ce qui correspond, sur la base de la cotisation obligatoire à l'ARRCO, à un « rendement brut » de 13,33 %. Or certaines caisses n'y arrivent pas dans le cadre de l'accord de 1982, et l'ARRCO a dû accepter une tolérance de 0,27 point (2 %). Si l'on diminuait encore le rendement de 14,7 %, elles y parviendraient encore plus difficilement.

Syndicats et patronat sont ainsi confrontés à des choix délicats. Pour maintenir le rendement de 13,33 % comme le souhaitent généralement les syndicats - l'accord de 1983 est normalement valable jusqu'à 1990 - il faudrait relever les cotisations. Comme le patronat y est hostile, ce relèvement ne pourrait se faire que sur la part salariale. Peut-on encore accroître les charges des actifs, alors que l'on vient d'augmenter la cotisation d'assurance-chômage pour l'au-

face au déficit de l'UNEDIC et qu'il faudra sans doute relever en 1986 la cotisation d'assurance-vieillesse du régime général de sécurité sociale ? Les syndicats de leur côté sont-ils prêts à voir réduire le pouvoir d'achat des retraités ?

En fait, l'accord de 1983 devait s'accompagner d'une harmonisation entre les quarante-cinq régimes de retraites affiliés à l'ARRCO. En effet, celui-ci fixe l'évolution des pensions à partir d'un « salaire de référence » propre, lui-même fonction de l'évolution des salaires dans la ou les branches concernées. Cette revalorisation a des répercussions sur l'ensemble des charges de l'ARRCO, mais elle n'est pas prise en compte pour les opérations de compensation pratiquées entre les différents régimes : celles-ci sont fondées uniquement sur la situation démographique (le rapport entre le nombre de retraités et le nombre de cotisants) et non sur des critères économiques.

#### Un système inéquitable

En cours de négociations, entamées au printemps 1983 entre les syndicats et le patronat, puis interrompues et reprises seulement à l'automne 1984, les syndicats ont réclamé une harmonisation du système. En effet, non seulement celui-ci empêche un fonctionnement satisfaisant de l'ARRCO, mais il entraîne des inégalités entre les retraités : ceux-ci voient leur pension revalorisée différemment selon qu'ils dépendent de telle ou telle caisse. Mais le CNPF s'était opposé à l'utilisation d'un salaire de référence commun, certaines fédérations estimant qu'elle aboutissait à une unification des caisses, et les négociations avaient été à nouveau suspendues.

Bien que ce ne soit pas le thème des prochaines négociations, la question sera sûrement posée de nouveau par les syndicats. Dans une lettre adressée le 25 novembre au CNPF, M. Antoine Faesch, secrétaire confédéral des Forces ouvrières, vice-président du conseil d'administration de l'ARRCO, a déjà réclamé

une règle unique pour le calcul du « salaire de référence », en fait que l'on prenne en compte l'accroissement du salaire moyen sur l'ensemble de l'ARRCO. Il demandait aussi que l'on harmonise la prise en compte des « services passés » (c'est-à-dire les années pendant lesquelles les salariés n'ont pas cotisé), qui varie considérablement selon les caisses, la différence pouvant aller du simple au double.

Le langage des syndicats ne sera sans doute pas très différent du moins sur le problème central du salaire de référence. Dans ces conditions, quelle peut être l'issue de la négociation qui commence vraiment inévitablement une baisse du rendement et une hausse du taux d'appel des cotisations ? D'autres, comme la CGT et la CFDT, s'y refusent pour l'instant. Compte tenu de l'importance des problèmes, il paraît improbable que les partenaires sociaux arrivent à se mettre d'accord avant le 1<sup>er</sup> janvier. La solution ne serait-elle pas de reconduire pour un an l'accord de 1982, l'ARRCO pouvant ainsi « geler » 1986 en prélevant 800 millions de francs sur ses réserves ?

Avant l'été, M. Faesch avait déjà lancé un appel en ce sens : afin de « décaler le terrain » pour les négociations sur l'UNEDIC, il avait voulu faire comprendre au patronat qu'on ne lui démolirait pas en même temps une migration des cotisations d'assurance-chômage et de retraite complémentaire. D'autres syndicats seraient aujourd'hui disposés à accepter une telle solution. Mais à une condition : que le CNPF accepte de s'engager en 1986 sur la voie de l'harmonisation du « salaire de référence », ou accepte au moins d'en discuter.

GUY HERLICH

- (1) Les caisses ARRCO prennent en charge aussi une partie des primes des cadres correspondant au montant de la déduction des cotisations de la sécurité sociale.
- (2) Cela correspond à une augmentation de 15 % de la cotisation sans que ce supplément donne droit à un supplément de retraite.

#### « Les forces de l'opposition sont en train de modérer leurs propos »

estime M. Maire

Dans une interview à l'AFP le 18 décembre, M. Edmond Maire explique la décision de la CFDT de ne pas appeler à voter pour la gauche aux élections législatives : « Notre position n'est ni une défection vis-à-vis de la gauche ni je ne sais quelle façon de se situer par rapport soit à une abstention brutale, soit à la re-composition d'une majorité parlementaire compétente ».

Pour lui, « jamais le mouvement ouvrier ne s'est situé à droite, mais il ne s'est pas toujours situé à gauche lorsque celle-ci ne correspondait pas aux exigences fondamentales du syndicalisme ». Bien des débats, ajoute-t-il, transcendent le clivage gauche-droite, et « la situation est plus complexe que l'image d'Épinal qu'on nous a présentée, le conte pour enfants d'une opposition absolue entre les radicaux-socialistes de droite et les radicaux-socialistes de gauche ».

Le secrétaire général de la CFDT estime que « les forces de l'opposition semblent aujourd'hui en train de modérer leurs propos », mais « si on assiste en mars à un raz de marée des députés de la revanche sociale les gouvernants trouvent plus loin que ce qu'ils disent aujourd'hui ». Il se déclare « déçu par les récentes déclarations de M. Barre, qui (...) semble être par le verbe du libéralisme en train de prononcer pour des accords d'entreprise au même des réformistes organisés par les patrons sur l'ambiguïté du temps de travail ».

En cas de victoire de l'opposition, M. Maire souligne qu'il n'y aura pas de changement fondamental de l'attitude de la CFDT. Si la future majorité ne se laisse pas emporter par un libéralisme destructeur, nous aurons payés des réformes sociales, mais il n'y aura pas de progrès. Si, au contraire, nous avons au pouvoir des forces de radicalisation, je crains beaucoup pour les salariés et le mouvement syndical. Pour la fin de l'acte législatif, il préconise, « à défaut d'un grand projet », que le gouvernement décide « dans la loi de finances que la cotisation syndicale soit déductible de l'impôt sur le revenu dans le but de favoriser le financement des syndicats ».



## L'ARTISANAT, UN SÉRIEUX COUP DE MAIN À LA FRANCE.

L'Artisanat a toujours donné un coup de main à la France. Il concourt à la richesse de la nation. Aujourd'hui, plus que jamais, il représente cinq fois l'agriculture ! Avec les nouvelles mesures de modernisation de l'Artisanat, la France a marqué et marquera encore des points : emplois, création d'entreprises, développement régional.

**Un sérieux coup de main à l'emploi.** Un effort exceptionnel de formation initiale avec un programme de rénovation de l'apprentissage. Un effort de qualification avec la loi sur la formation professionnelle qui permet de former 85 000 artisans chaque année.

**Un sérieux coup de main à la région.** Avec les régions et les acteurs du développement local, tout est mis en œuvre pour maintenir et développer l'artisanat régional, garant de la bonne répartition des emplois dans chaque région, chaque ville et chaque village.

**Un sérieux coup de main à l'avenir.** Pour la création et la transmission des entreprises artisanales, l'Etat, avec ses partenaires, donne aussi un sérieux coup de main à la France : incitations fiscales, livret Epargne Entreprise, prêts spéciaux, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée...

L'objectif ? Atteindre ? Encore plus d'artisans en France. Parce que demain est entre les mains des artisans.

Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme.



# TRANSPORTS

## LES ENSEIGNEMENTS DE L'«HIVER TERRIBLE»

### La direction des routes assouplit le système des barrières de dégel

L'hiver 1984-1985 aura été rude pour les routes, pour les usagers et pour l'économie de la France. Des températures de - 25° ont gelé le goudron des camions ; la neige et le verglas ont paralysé la circulation en maints endroits ; surtout le redoux lui-même a contrarié les autorités à protéger certaines routes par des barrières de dégel et donc à interrompre le trafic lourd pendant une ou deux semaines. Un hiver aussi exceptionnel rejoint les records des hivers de glace de 1916-1917, 1940-1941, 1955-1956 et 1962-1963. Il a inspiré aux responsables de la circulation et du réseau routier plusieurs améliorations pour que les budgets publics et la vie économique soient moins handicapés en cas de retour de ces caprices météorologiques.

Les dégâts ont été importants, dans l'Ouest notamment. Un département comme les Côtes-du-Nord a comptabilisé 28,5 millions de francs de dégâts sur ses routes, chiffre qui l'a fait comparer aux 45,2 millions de francs de son budget d'entretien en 1984.

Les trois quarts des 428 000 kilomètres de routes départementales et un tiers des 28 000 kilomètres de routes nationales n'étant pas hors gel, il a fallu placer des barrières de dégel, des interdictions de circuler pour les véhicules de 3,5 tonnes, 6 tonnes, 9 tonnes ou 12 tonnes ; faute de quoi ces routes auraient été défoncées par les poids lourds. En période de redoux, en effet, une chaussée gelée voit sa portance très réduite. Il en coûte plus de 1 million de francs du kilomètre pour réparer une route endommagée.

Désormais, indique M. Jean Berthier, directeur des routes au ministère de l'Urbanisme, du Logement et des transports, il existera deux sortes de dérogations permettant à certains camions de circuler en dépit des interdictions. Les premières seront permanentes, mais délivrées au coup par coup, c'est-à-dire que le préfet autorisera l'utilisation des camions les moins dangereux pour les routes. Tout dépendra du nombre d'essieux et de la répartition de la charge. Par exemple, un tracteur attelé à une semi-

remorque, en principe interdit sur une route en cours de dégel au-delà de 9 tonnes, pourra passer avec 15 tonnes s'il comporte cinq essieux.

La deuxième catégorie de dérogations concernera les transports de nécessité, comme le ramassage du lait ou l'approvisionnement en fuel. Le préfet - pour les routes nationales - et le président du conseil général - pour les routes départementales - autoriseront le même camion interdit au-delà de 9 tonnes à transporter jusqu'à 19 tonnes.

Il a été décidé également d'améliorer les procédures pour diffuser une information meilleure et plus rapide.

#### A quand la mise hors gel ?

Enfin, une coordination interdépartementale a été prévue afin d'éviter les incohérences de l'hiver dernier. Plusieurs communes des Hautes-Pyrénées se sont trouvées privées de ravitaillement, le département des Pyrénées-Atlantiques, où elles sont encavées, ayant interdit la circulation aux poids lourds.

Reste le problème de la mise hors gel du réseau routier, l'idéal étant de ne plus avoir besoin de mettre en branle le système paralysant des barrières. « Le IX<sup>e</sup> Plan a prévu de renforcer 2 900 kilomètres de routes nationales pour les rendre insensibles au gel. En 1988, toutes les routes supportant le passage de plus de six cents véhicules lourds par jour seront tirées d'affaire. Nous aurons franchi le gué. Pour le réseau départemental, le défi est d'une tout autre ampleur. Le renforcement de 1 kilomètre de ces routes coûte entre 600 000 francs et 1 million de francs, l'addition atteindrait plusieurs centaines de milliards de francs, c'est gigantesque. La mise hors gel ne pourra concerner que les secteurs vitaux, comme les dessertes de zones industrielles et les débouchés d'autoroutes. Pour le reste, il faudra continuer pendant longtemps à raisonner en termes de dérogations », conclut M. Berthier.

ALAIN FAUJAS.

## Au Canada

### Selon l'OCDE, la reprise ne simplifie pas les choix budgétaires

Le gouvernement canadien peut se féliciter d'une reprise toujours soutenue après la pire récession de l'après-guerre que le pays ait connue en 1981-1982. Mais ses bonnes intentions - ramener à 4,75 % du produit national brut un déficit budgétaire fédéral de 7,5 % du PNB aujourd'hui - l'enferment dans un dilemme, si l'on en croit le dernier rapport de l'OCDE sur le Canada : on la croissance de l'économie américaine, dont les Canadiens sont largement tributaires, se maintient à un niveau suffisant pour leur permettre de peser assez rapidement sur le déficit budgétaire, on son ralentissement est plus sensible que prévu et, dans ses conditions, Ottawa prendrait un risque en tenant envers et contre tout ses objectifs de retour à un meilleur équilibre des finances publiques.

Une question de « rythme » dont les implications sont évidentes dans la recherche d'une solution à l'autre point noir de l'économie canadienne, un nombre de sans-emploi toujours élevé : de 11,3 % de la population active en 1984 avec des provinces provinciales à 14,7 % en Colombie britannique ou 12,8 % au Québec, le taux de chômage devrait retomber à 10,25 % en 1985 et moins de 10 % en 1986. Mais il s'agit d'un niveau inhabituel et décevant pour un pays qui connaît le taux de créations d'emplois le plus élevé de la zone OCDE. Les experts du chapeau de la Muette imputent à la gravité de la crise du début des années 80 et à ses conséquences très rudes pour le secteur de l'exploitation des ressources naturelles, particulièrement important pour l'économie canadienne, la persistance d'un nombre de chômeurs difficilement acceptable. Une raison supplémentaire pour soulager la nécessité vitale de voir les investissements des entreprises poursuivre la course ascendante entamée au premier semestre 1985.

Avec la consommation, les investissements privés, en hausse de 7,25 % cette année, ont remplacé les exportations comme principal facteur de croissance. Cette dernière, de 5 % en 1984, est restée soutenue à

4 % en 1985 grâce notamment à un très net ralentissement de l'inflation. De 12 % en 1981, la poussée des prix à la consommation est revenue à 4 % cette année comme l'année précédente et à toute chance de se situer autour de 3,5 % en 1986. Compte tenu d'un fort chômage et de la consolidation de la stabilité des prix, les renouvellements de conventions salariales ont jusqu'à présent conforté la modération de la hausse des salaires.

Au total, le Canada devrait ainsi bénéficier d'une amélioration de sa compétitivité. Les excédents records de la balance commerciale, 16,6 milliards de dollars en 1984, ne pourront pourtant pas se renouveler. Sous l'effet du ralentissement de la croissance américaine, la demande extérieure s'annonce moins exceptionnelle et les exportations progresseront de 4,25 % seulement, ce qui reste néanmoins satisfaisant si l'on se réfère au passé. Parallèlement, la reprise des investissements devrait provoquer un gonflement de 5,5 % des importations. L'OCDE prévoit dans ces conditions un léger excédent du commerce extérieur et un modeste déficit de la balance des paiements courants pour l'année prochaine. A moins d'un retournement brutal de la tendance aux États-Unis.

## En Espagne

### Les mineurs espagnols font la grève pour défendre l'avenir du charbon

De notre correspondant

Madrid. - L'agitation sociale est décidément récurrente en Espagne. Cette fois, ce sont les mineurs des charbonnages - un secteur qui regroupe quelque cinquante mille travailleurs - qui ont entamé, le mardi 17 décembre, une grève nationale de quarante-huit heures. Le débrayage semble avoir été presque total en Catalogne et en Aragon, et largement observé dans les Asturies et en Castille.

La grève avait été décidée par les deux grandes centrales syndicales, l'UGT (Union générale des travailleurs), socialiste, et les Commissions ouvrières, communistes. Cette première marque de rébellion des mineurs espagnols contre le gouvernement de M. Felipe Gonzalez avait toutefois provoqué quelques dissensions au sein de la « famille » socialiste. Ainsi, la plus puissante section régionale de la Fédération minière de l'UGT, celle des Asturies, avait paradoxalement refusé, après des débats internes souvent animés, de s'associer au mouvement. Aussi certains dirigeants de l'UGT ont-ils ouvertement accusé les dirigeants du « parti frère » au pouvoir d'avoir fait pression sur les syndicats pour enrayer la grève.

Persone ne semble pourtant nier la pertinence de l'une des principales revendications des grévistes : l'amélioration des conditions de sécurité. Depuis le début de l'année 1985, pas moins de soixante-trois travailleurs ont péri dans les mines espagnoles, un chiffre sans équivalent en Europe. Cette mortalité élevée n'est pas sans rapport avec la structure du secteur minier, où prédominent, à côté des grands charbonnages publics, les petites entreprises privées sans grandes ressources financières, incapables de moderniser leurs installations et d'en améliorer la sécurité.

#### Plan énergétique

Mais les préoccupations des grévistes - appuyées, sur ce point, par nombre de patrons du secteur - portent plus généralement sur le futur de la mine espagnole. Ils demandent que l'administration, les syndicats et le patronat élaborent conjointement un plan de fournitures basé sur une évaluation de la demande durant les dix prochaines années, ce qui permettrait de planifier la production à moyen terme.

En fait, les mineurs craignent que le gouvernement n'envisage de réduire progressivement le rôle de la houille au profit d'autres sources d'énergie, nucléaire notamment. Telle ne semble pas être pourtant la tendance actuelle, si l'on s'en tient aux prévisions officielles. Le charbon, qui couvrait 15 % de la consommation intérieure d'énergie primaire en 1979, en assurait en 1984 quelque 25 %.

Le plan énergétique national - élaboré en 1983 - prévoit que ce pourcentage reste stable jusqu'en 1990, tandis que la production nationale de charbon devrait passer de 20,4 millions de tonnes en 1982 à 23,9 millions de tonnes en 1990. Mais les syndicats affirment que les prévisions du plan énergétique ne se confirment pas, et que la production a en fait baissé, en valeur absolue, entre juillet 1984 et juin 1985.

THIERRY MALINAK.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 9 JANVIER 1986, à 9 h 30. EN UN SEUL LOT UN APPARTEMENT à SUCY-EN-BRIE (94370)

2 à 46, rue de la Fosse-Rouge, dans le bâtiment K, escalier 18, au rez-de-chaussée à gauche, formant les lots 352 et 441, comprenant entrée, séjour, cuisine, loggia, balcon, salle de bain, w.c., salle de séjour, 3 chambres - C.V.P.E. dans le même bâtiment en copropriété cde par parts. Les 502/100000 pour le lot 352 et 6/100000 pour le lot 441.

Mise à prix : 150 000 F - S'adr. M<sup>e</sup> Omer BARTET, avocat, 51, boulevard Malesherbes, 94000 CRÉTEIL, tél. 48-96-10-62. Sur place pour visiter avec permis de visiter.

# DES NUITS ET DES NUITS DE DÉFONCE.



Virtueuses de la programmation, mouches du clavier, avec le C 128, toutes sortes d'expressions s'offrent à vous car le C 128 c'est trois ordinateurs en un.

#### LE C 128 SOUS LE MODE 64. DES LOGICIELS A HAUTE DOSE.

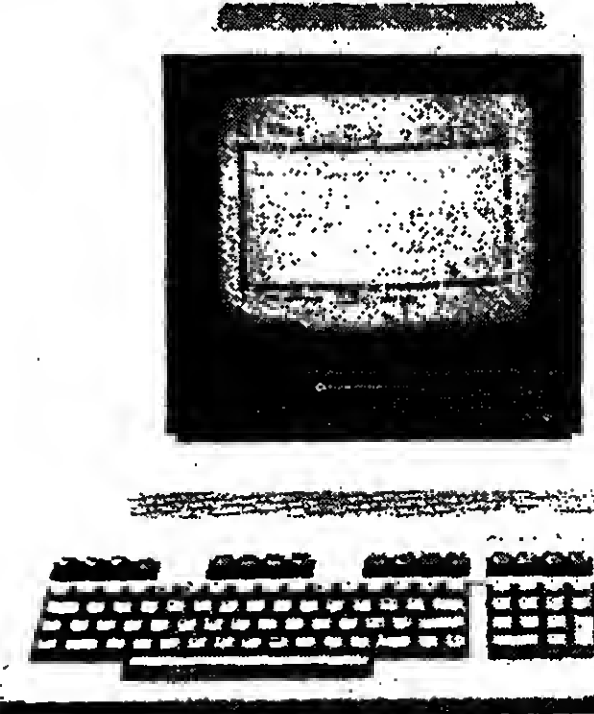
Pour ceux qui n'ont pas de C 64, cela veut dire d'emblée plus de 6 000 logiciels. Quant à vous, fans du C 64, vous allez pouvoir continuer à vous adonner à vos applications préférées. Le C 128 est 100 % compatible avec le C 64 et ses périphériques.

#### LE C 128 TRAVAILLE SOUS LE MODE CPM. LA DOSE DES PROFESSIONNELS.

Une dimension nouvelle : 3 000 logiciels conçus pour faire de vous des professionnels musclés.

#### LE C 128 : UN BASIC 7.0. LE FLASH.

Le meilleur basic jamais vu sur un micro-ordinateur d'après la presse américaine. Le flash ! Une puissance de 128 Ko extensible à 512 Ko, dont 120 Ko utilisables sous basic en configuration standard. Une programmation facilitée par un basic très structuré et par la puissance des commandes graphiques et sonores ; un affichage de 40 à 80 colonnes ; la possibilité d'utiliser une souris ; plus de touches pour une meilleure programmation. Le C 128 est une drogue dont on peut user sans modération. Attention, les effets dépassent tout ce que vous avez connu à ce jour !



COMMODORE 128. UN BEL AVENIR.

**commodore**  
COMPUTER

☐ Je désire connaître l'adresse du distributeur Commodore proche de chez moi.  
☐ Je désire recevoir de la documentation sur le Commodore 128.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_  
Application : \_\_\_\_\_

Commodore France - 3, rue du Docteur Lancetieux - 75008 Paris  
Tél. : (1) 45.62.01.09.

CHAPEAU COMMODORE!

صلى الله عليه وسلم



# ÉTRANGER

## Crise budgétaire entre Bruxelles et Strasbourg

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - M. Pflimlin, président du Parlement européen, a signé le mercredi 18 décembre le budget de la CEE pour 1986 tel qu'il avait été voté le semaine dernière par l'Assemblée de Strasbourg (le Monde du 14 décembre). La décision de M. Pflimlin a suscité une réaction immédiate des gouvernements membres.

Les représentants à Bruxelles de la France, de l'Allemagne fédérale, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et du Luxembourg - qui estiment que le Parlement s'est écarté des règles budgétaires - se sont prononcés en faveur de la saisine de la Cour européenne de justice. Les délégations de la Belgique et du Danemark ont demandé un délai de réflexion, alors que celles de l'Italie, de la Grèce et de l'Irlande ont marqué leur opposition à une telle initiative. Une ma-

rité de six pays est nécessaire pour que le conseil des ministres de la Communauté puisse porter le différend devant la juridiction du Luxembourg.

En refusant une formule de compromis, l'Assemblée a irrité plusieurs capitales européennes. D'autant plus que les Dix avaient accordé des concessions substantielles pour répondre aux préoccupations des parlementaires européens. De sorte que l'écart entre le volume du budget réclamé par le Parlement et celui avancé par les Dix était tombé à 300 millions d'ECU (2 milliards de francs) pour des dépenses globales de 33,5 milliards d'ECU (230 milliards de francs).

M. Pflimlin, bien que opposé à la décision de l'Assemblée, n'a pu faire autrement que de signer le texte, en raison des résultats du scrutin du 12 décembre (230 voix pour et 39 contre).

L'Italie, la Grèce et l'Irlande sont favorables au budget voté par le Parlement dans la mesure où l'accroissement des dépenses concerne essentiellement les crédits destinés aux actions sociales et régionales de la CEE, qui bénéficient largement à ces pays.

M. S.

## LA MENACE D'UNE DETTE AMÉRICAINE CROISSANTE

Les États-Unis sont en passe de devenir le pays le plus endetté du monde après avoir été la principale nation créditrice. Selon une étude publiée le 18 décembre par l'Institut pour l'économie internationale et dirigée par un ancien conseiller de l'OCDE, M. Stephen Morris, cette dette extérieure pourrait atteindre, à son rythme actuel de croissance, 1 000 milliards de dollars à l'horizon de 1990, soit plus que l'endettement global de l'ensemble du Tiers-monde. Un gonflement qui finira par soumettre les marchés financiers américains à de fortes pressions alors même que le dollar pourrait continuer à baisser.

Cette conjonction de facteurs pourrait, selon M. Morris, aboutir à une chute excessive du billet vert et à une récession économique mondiale. A moins que les États-Unis ne parviennent à maîtriser réellement leurs déficits, notamment budgétaire, et que, de leur côté, leurs partenaires industrialisés adoptent une politique de relance.

● Japon : prochain coup d'arrêt à la hausse des taux d'intérêt.

Le Japon a décidé de mettre prochainement un terme, comme prévu, à sa politique de relèvement des taux d'intérêt à court terme appliquée depuis près de deux mois et qui visait à faire remonter le cours du yen par rapport au dollar. Une mesure qui avait pris complètement à contre-pied le marché à terme, lequel venait d'ouvrir ses portes à Tokyo. L'objectif visé a été pratiquement atteint, estime M. Satoshi Sumita, gouverneur de la Banque du Japon. Par ailleurs, le gouvernement nippon a annoncé qu'il se fixait comme objectif pour l'année budgétaire 1986-1987, qui commence le 1<sup>er</sup> avril prochain, une croissance de 4 % en termes réels, en légère baisse par rapport aux 4,2 % escomptés en 1985-1986. Selon les projections officielles qui seront publiées la semaine prochaine, la demande intérieure progressera de 4,1 % en 1986-1987, mais la baisse des exportations, compte tenu de la remontée du yen, aura un poids négatif de 0,2 % sur la croissance.

# CONJONCTURE

## Très vif succès des premiers billets de trésorerie

Les premiers billets de trésorerie, émis par les entreprises pour satisfaire leurs besoins de financement à court terme, ont connu un très vif succès mercredi 18 décembre, jour de leur lancement officiel, après la promulgation, dimanche 15 décembre, de la loi leur donnant une existence juridique.

Inspirés du « papier commercial » américain, ces billets ont une durée comprise entre dix jours et six mois, avec un montant minimum qui a été ramené des 10 millions de francs initialement prévus à 5 millions de francs. Ce chiffre de 5 millions de francs est également celui du montant minimum des certificats de dépôts émis par les banques (contre

10 millions de francs précédemment) et des bons du trésor en compte courant, désormais accessibles aux entreprises et aux particuliers. L'ensemble de ces financements subissant un prélèvement fiscal de 33 % sur les intérêts courus.

Le succès des billets de trésorerie, plus de 1 milliard de francs le premier jour pour des entreprises comme Pechiney (500 millions de francs), Total, Fiat-France, etc., est dû essentiellement à leur courte durée et à leur souplesse pour les émetteurs, certes, puisqu'ils se substituent à des crédits bancaires, mais aussi pour les souscripteurs, le plus souvent d'autres entreprises. Ces derniers, jusqu'à présent, ne pouvaient placer leurs disponibilités qu'en dépôts à terme à plus de six mois (c'était trop long), au SICAV de trésorerie (ce qui pouvait être dangereux en cas de remontée du taux) et en certificats de dépôts d'une durée minimale de six mois, dont le marché secondaire n'a pas connu le développement souhaitable.

Les billets de trésorerie viennent donc à point pour combler une lacune et permettre aux entreprises de gérer au mieux leur trésorerie, positive ou négative. Quant aux taux pratiqués, ils se sont établis légèrement au-dessous de ceux du marché monétaire, qui évolue actuellement aux alentours de 9 %, les durées récentes ayant été, pour le premier jour, de dix jours à un mois.

## M. FABRUS « LIBRE » LES PRIX

« Nous allons, peu à peu, libérer la totalité des prix à la fin de 1986, mais nous nous voulons la faire progressivement pour ne pas faire d'électrochocs qui seraient négatifs », a déclaré M. Laurent Fabius, le mercredi 18 décembre, lors de son quart d'heure mensuel sur TF1 à Paris.

« L'essentiel des prix est déjà libéré », a ajouté M. Fabius, précisant qu'en matière industrielle « nous avons libéré 85 % des prix ».

Concernant l'inflation, M. Fabius a déclaré que cette année elle serait de 4,8 % et qu'il était « le meilleur chiffre depuis dix-sept ans ».

Contrairement à ce que déclare le premier ministre, l'essentiel des prix n'est pas libéré. En ce qui concerne l'indice des prix de détail - qui sert de référence à M. Fabius - 60 % des prix qui y figurent, c'est-à-dire largement plus de la moitié, restent contrôlés. L'INSEE indique d'ailleurs de façon précise la proportion des prix libérés par secteur : 50 % pour l'énergie, 43 % pour les prix alimentaires, 60 % pour les prix industriels, moins de 10 % pour les services privés.

Il y a un an, M. Fabius avait annoncé que les prix seraient totalement libérés au début de 1986.

A. V.

## Commerce extérieur : léger déficit en novembre

Le commerce extérieur français a enregistré, en novembre, un déficit de 486 millions de francs en données corrigées des variations saisonnières. En chiffres bruts, ce déficit est de 958 millions de francs.

Ces résultats portent à 20,2 milliards de francs le déficit de la balance commerciale française sur les onze mois de l'année en données corrigées (22,7 milliards en données brutes), contre 23,5 milliards pour la même période de 1984.

Pour novembre, on note un fort excédent dans le secteur agro-alimentaire de 357 millions de francs. L'excédent pour les produits industriels est de 6 milliards de francs, dont 3,1 milliards pour l'automobile et 2 milliards pour les biens d'équipement professionnels. En revanche, le poste matières pre-

mières et produits semi-finis enregistre un déficit de 250 millions.

Au total, les exportations ont représenté, en novembre, 75,18 milliards de francs, contre 74,17 milliards en octobre, et les importations 75,666 milliards, contre 77,195 milliards le mois précédent. Les déficits précédents gouvernementaux d'un déficit tournant autour de 20 milliards de francs pour 1985 sont celles qui sont le plus communément retenues (l'INSEE parle de 22 milliards de francs environ), ce qui ne représente qu'une très faible sous-évaluation par rapport à 1984, où le déficit avait été de 24,45 milliards. Les incidences négatives de la vague de froid de l'hiver dernier ont été évaluées à 5 milliards de francs.

## FAITS ET CHIFFRES

● Nouveau plan de formation chez Renault. - Le projet de plan de formation 1986 de la région Renault - 2,7 millions d'heures de formation, 459 millions de francs, 4,57 % de la masse salariale contre 467 millions de francs, 2,68 millions d'heures et 4,36 % de la masse salariale en 1985 - a été présenté lundi 16 et mardi 17 décembre au comité central d'entreprise, qui ne l'a pas approuvé. CFDT, FO et CGC (la CGT avait boycotté la réunion) se sont abstenus. Mais ces syndicats ont accueilli favorablement un effort spécifique de 101 millions de francs (787 700 heures) pour favoriser la mobilité géographique et

professionnelle et les besoins de qualification nouveaux (une première tranche plus limitée a eu lieu en 1985) qui doit faire l'objet d'une demande de convention avec le FNE.

● Production industrielle : très légère progression. - L'indice mensuel de la production industrielle, calculé par l'INSEE, s'est inscrit dans le bâtiment et les travaux publics à 134 en octobre contre 133 en septembre sur la base 100 en 1970, soit une hausse de 0,7 % en un mois. En un an (octobre 1985 comparé à octobre 1984), l'indice ne progresse pas.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AURECIC

Société d'investissement à capital variable

Avant le concours d'investisseurs institutionnels, le groupe CIC a décidé de créer une société d'investissement à capital variable spécialisée dans la gestion d'un portefeuille composé de valeurs mobilières rattachées à l'or.

Constituée au moins à 50 % de valeurs françaises et principalement investie en emprunt 7 % 1973, AURECIC a pour vocation d'être un instrument de gestion dynamique recherchant une valorisation à moyen terme. Ce produit est susceptible d'intéresser aussi bien les personnes morales que les particuliers.

AURECIC est ouverte au public depuis le 17 décembre 1985.

Les souscriptions et rachats des actions dont la valeur d'origine est l'ordre de 1 000 F sont reçus auprès des guichets des banques du groupe CIC et de la banque pour l'industrie française. Les titres AURECIC sont admis en représentation des provisions techniques des sociétés d'assurance.

La société est présidée par M. René Segalen, directeur de Crédit industriel et commercial de Paris.

## CESSION DE GARANTIE

La Banque de participations et de placements - Groupe Intra (anciennement Banque de Sicile) a décidé de céder sa garantie à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes les créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie, pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970, qui restent couvertes par la Banque de participations et de placements - Groupe Intra, à condition d'être produites dans un délai de trois mois de la présente publication, au siège de la Banque de participations et de placements - Groupe Intra, 8, rue de Penthièvre, Paris (8<sup>e</sup>).

Il est précisé qu'il s'agit de créances créées et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, la présente publication n'emportant aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de la Société de conseil en investissements immobiliers SCIM.



Bafip

TOTAL - COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES vient d'effectuer sa première émission de billets de trésorerie pour un montant de 100 millions de francs par l'intermédiaire de la Banque financière parisienne BAFIP.

Association Prévoyance, commerçants, artisans, professions, libérales, industrielles salariées, 3, av. du Chêne, 93590 Aagny.

Convocation des adhérents à l'Assemblée générale annuelle le 27 décembre 1985 à 20 h 30 au siège social.

Objet : Rapport moral, compte rendu financier, renouvellement des mandats, propositions diverses.

## UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT (UIC)

Au cours de sa séance du 13 décembre 1985, le conseil d'administration a pris connaissance des comptes arrêtés au 31 octobre 1985.

Les résultats acquis au terme des dix premiers mois de l'exercice permettent d'espérer, pour l'année entière, après tout amortissement et provisions déduites, un bénéfice et une augmentation de l'ordre de 20 %, par rapport à celui de l'année précédente.

Quant au résultat consolidé du groupe, il devait connaître une progression d'environ 35 % sur celui de l'an dernier dont il est rapporté que, provisions libérées incluses, il s'élève à 79 millions de francs.

## NAISSANCE DE LA BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

C'est le 18 décembre 1985, ce nouvel établissement financier résulte de la fusion de la Compagnie européenne de placements fondée en 1973 et de la Banque arabe privée, filiale à 100 % de la Banque arabe internationale d'investissement depuis 1978.

Cette fusion fait suite au rachat de 60 % du capital de la Banque arabe privée par la Compagnie européenne de placements.

Les actionnaires de la Banque d'arbitrage et de crédit sont :

Banque arabe internationale d'investissement (BAII)	33,34
Mutuelle agricole	19,00
Mutuelle d'assurances artisanales de France (MAAF)	10,00
Compagnie internationale de placements Luxembourg	18,00
Divers et personnes physiques	19,66

Les assemblées générales extraordinaires des deux sociétés fusionnées, qui se sont tenues le 18 décembre 1985, ont nommé les administrateurs suivants à la Banque d'arbitrage et de crédit :

- Charles Delamar, président-directeur général ;
- Sarkis Bedikian, directeur général ;
- Banque arabe internationale d'investissement, représentée par Robert Sursock, directeur général ;
- Yves Lemauche, président-directeur général de la BAII ;
- Mutuelle d'assurance artisanales de France (MAAF), représentée par Jacques Lémard, directeur financier ;
- André Michel, directeur général des Mutuelles agricoles de Poitou-Charantes-Vendée ;
- Jacques Gervoye, ancien secrétaire général des Assurances générales de France (AGF), et Norbert Stadler, directeur central de la BAII, sont nommés conseillers.

Raymond Sigaud et Pierre Ranson de la Vierge sont nommés conseillers de la direction générale.

La nouvelle banque aura pour activité :

- La gestion de portefeuilles d'institutions françaises et étrangères et l'arbitrage sur les marchés financiers et monétaires ;
- Les crédits aux entreprises et les opérations de reconstruction ;
- Les opérations d'intermédiation financière et immobilière.

Les fonds propres s'élèvent à 65 millions de francs, les fonds permanents (incluant un prêt participatif des actionnaires) totalisent 95 millions de francs.

La Banque d'arbitrage et de crédit gère dans le domaine financier une SICAV obligataire George-V Obligations, en fonds commun coté au Luxembourg, George-V Investment Bond Fund. Dans le domaine immobilier, elle gère, pour le compte de ses clients et de ses actionnaires un important patrimoine immobilier d'opérations de reconstruction qu'elle a dirigées.



## SICAV EPARGNE-INSTITUTIONS

Assemblée Générale du 10 décembre 1985

L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société d'investissement à Capital Variable EPARGNE-INSTITUTIONS, réunie le 10 décembre 1985 sous la présidence de Monsieur Roland de MARMIES a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1985.

A cette date, l'actif net total F. 657 430 438,01 contre F. 436 818 336,89 pour l'exercice précédent et le nombre d'actions en circulation est passé du 28 septembre 1984 au 30 septembre 1985 de 24 101 à 30 521.

Les produits distribuables permettront de régler le 16 décembre 1985 à chaque action, un dividende net de F. 1846,42 majoré d'un crédit d'impôt de F. 145,57 (contre respectivement F. 1899,23 et F. 150,23 pour l'exercice précédent).

Nous vous informons qu'en raison de la démission de deux titulaires, survenue le 4 novembre 1984, les actionnaires propriétaires de titres :

- nommés par, doivent adresser leurs instructions à la Société émettrice ;
- nommés administrateurs (titres déposés en compte courant) doivent adresser leurs instructions à l'établissement dépositaire.

Enfin, nous recommandons aux actionnaires détenant par divers des actions de notre Société, de les déposer chez leurs banquiers.

Crédit du Nord



L'unité d'Italie n'était plus un rêve.  
Le Banco di Sicilia était déjà une réalité.

Héritier de l'expérience des anciens Comptoirs du Royaume de Sicile dont l'activité remontait déjà au quinzième siècle, le Banco di Sicilia était déjà en 1860 un des plus importants établissements bancaires du Royaume d'Italie, jusqu'à la continuation d'être du papier-monnaie pour le compte de l'Etat italien jusqu'en 1926.

Aujourd'hui le Banco di Sicilia est une grande banque tout à la fois régionale, nationale et internationale, comptant 319 agences dans toute l'Italie, des succursales à Francfort, Londres, Los Angeles, New York, Paris, des bureaux de représentation à Bruxelles, Budapest, Chicago, Munich, Singapour, Zurich et qui opère aussi bien à court terme qu'à moyen et long terme.

Nos Services Bancaires Internationaux et de Marketing sont à votre disposition pour m'importe quelle opération financière en Italie et dans le monde.

**Banco di Sicilia**  
62, Rue La Boétie, 75008 Paris







# Le gouvernement de Bonn modifie le système d'indemnisation des salariés touchés indirectement par une grève

De notre correspondant

Bonn. - Le gouvernement ouest-allemand a adopté, mercredi 18 décembre, en conseil des ministres un projet de loi modifiant les conditions dans lesquelles sont versées les indemnités chômage aux salariés d'entreprises indirectement affectées par une grève. Cette décision a été qualifiée d'attaque frontale contre les syndicats par le président de la fédération des syndicats ouest-allemands, M. Ernst Breit, au cours d'un meeting à Düsseldorf.

Dès l'annonce du projet de loi, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à l'appel de leurs organisations, à des arrêts de travail et à des manifestations. Et l'ampleur de la réaction syndicale, insoupçonnée en Allemagne fédérale, est loin de se limiter au seul syndicat IG Metall.

Pour comprendre la réaction syndicale, il faut savoir que la RFA est divisée en différentes zones tarifaires dans lesquelles les négociations salariales, pour une même branche, sont indépendantes. Ces zones ne se recoupent pas nécessairement pour chaque syndicat de branche. IG Metall avait déclenché en 1984 sa grève sur la semaine de trente-cinq heures dans les zones tarifaires de Hesse et de Nord-Bade-Nord-Wurtemberg.

## La grève des 35 heures

En cas de conflit, les salariés d'une usine en grève ne peuvent prétendre à aucune indemnité de chômage. Ils perçoivent des indemnités versées par leur propre syndicat. En cas de lock-out ou de fermeture d'une entreprise indirectement touchée par la grève, mais qui fait partie de la même branche d'activité et de la même zone tarifaire, ils n'ont touché pas plus. En dehors de la zone tarifaire, en revanche, les syndicats ont toujours estimé que des salariés indirectement touchés par une grève avaient droit à des indemnités de chômage ou de travail à temps partiel. Cette interprétation, reconnue par les tribunaux, a été contestée par le patronat, qui s'est

constitué en appel l'année dernière après la grève de la métallurgie.

Le projet de loi du gouvernement prévoit que l'office du travail de Nuremberg n'aura pas à verser d'allocations dans les autres zones tarifaires si le conflit est déclenché pour une « revendication majeure », si son enjeu dépasse dans la branche en question le stade purement local. Bien que déclenchée dans deux zones tarifaires seulement, la grève des trente-cinq heures concernait, l'année dernière, l'ensemble de la métallurgie au plan national. Les accords conclus dans ces deux zones ont ensuite été appliqués aux autres.

Le patronat accuse les syndicats d'utiliser cette disposition pour bloquer des pans entiers de l'industrie, en déclenchant une grève dans un secteur soigneusement choisi sans avoir à se préoccuper de ce qui se passe ailleurs. A l'inverse, les syndicats ont toutes les raisons de redouter que les nouvelles dispositions de la loi, si elles sont adoptées, permettent au patronat de déclencher des lock-out généralisés pour les accueillir financièrement.

Appuyé par l'aile chrétienne-démocrate du mouvement syndical, dont il est issu, le ministre du travail, M. Norbert Blum, accuse le DGB de crier au loup, et affirme que son projet de loi ne vise qu'à combler un trou de la législation pour rendre les règles d'un conflit parfaitement claires.

H. de B.

## MAINTIEN DE LA GRÈVE DES CONTRÔLEURS AÉRIENS LE 20 DÉCEMBRE.

Les syndicats des contrôleurs aériens ont maintenu leur mot d'ordre de grève pour le vendredi 20 décembre, à l'issue de l'entrevue qu'ils ont eue mercredi avec M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat aux transports. Les syndicats estiment qu'« aucune proposition sérieuse de nature à [les] faire revenir sur leur décision » n'a été présentée par M. Josselin. Le secrétaire d'Etat a précisé qu'un service minimum (dix vols intérieurs et trente vols internationaux) serait assuré, en conformité avec le décret publié le 18 décembre au Journal officiel. Les voyageurs peuvent se renseigner au numéro de téléphone suivant : 45-39-25-25, les agents du ciel réclament l'intégration de leurs primes dans le calcul de leur retraite.

■ M. Henu en Israël. - L'ancien ministre de la Défense est arrivé mercredi soir 18 décembre. Pour une visite officielle de cinq jours en Israël, à l'invitation de M. Chaim Katsman, chef de la municipalité de Bat-Yam (ville jumelée avec Villeneuve), dont M. Henu est maire). - (AFP.)

■ Voile : Course autour du monde. - Côte d'Or, le maxi monocoque d'Eric Tabary qui avait dû être allégé au Cap après la première étape de la Course autour du monde, connaît de nouveaux problèmes de coque, sous la ligne de flottaison. Le bateau nuit désormais une route très au nord et semble mettre le cap sur l'Australie.

## Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8 MHz)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (88,6 MHz)

JEUDI 19 DÉCEMBRE  
« Le Monde » reçoit  
Philippe Brunon  
PDG DU GROUPE HÉDARD  
avec PHILIPPE BOUCHER

VENDREDI 20 DÉCEMBRE  
ALAIN SENDERENS  
Promoteur de la nouvelle cuisine  
s'era  
face au « Monde »  
avec JEAN-YVES NAU  
et CHRISTIAN VILLAIN

(Publicité)  
**Micros-poche en Fêtes chez Duriez**  
VENEZ ESSAYER, fureter, feuilleter, demander, discuter, gagner chez Duriez.  
Duriez est le grand spécialiste des calculatrices scientifiques et micros-poche : Casio, Sharp, Canon, Hewlett-Packard, Texas Instruments. Il vous dit tout sur tous, vous évite des erreurs.  
Ex : • Canon X07 (archi-complet) 1580 F. • Casio FX7000 (dessine des courbes) : 1170 F. • Sharp 1401 (le plus vendu) : 970 F.  
• Et plein d'autres affaires Fêtes à faire chez Duriez : 112, Bd. St. Germain - M° Odéon.

(Publicité)  
**MINOLTA 7000 la révolution photo**  
Avec le MINOLTA 7000, jamais un REFLEX 24 x 36 n'avait été aussi facile et performant. Il possède la mise au point automatique avec toute une gamme d'objectifs MINOLTA, dont sept zones, l'autonomie multiprogramme avec moteur intégré, le réglage de la sensibilité par « code DX », Compact et léger, avec obj. 1,7/50, prix « décent » : 4 190 F.  
ATTENTION, stock limité.

**IMAGES**  
le spécialiste MINOLTA  
31 et 24, rue Saint-Augustin  
75002 PARIS - Tél. : (1) 47-42-42-42  
Métro : Opéra ou 4-Septembre

## AU BUREAU EXÉCUTIF DU PS

### M. Jospin estime que M. Rocard « n'a pas le monopole de la lucidité »

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 18 décembre, n'est guère revenu sur l'incident provoqué par les déclarations de M. Michel Rocard dans l'hebdomadaire *Nouvelles*. Les dirigeants socialistes semblent vouloir clore cette affaire. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a seulement fait allusion à ces déclarations, en affirmant que M. Rocard (qui assistait au bureau exécutif) « n'a pas le monopole de la lucidité ».

De son côté, M. Jean Popereau, numéro deux du PS, dans l'hebdomadaire *L'Evénement* du jeudi de cette semaine, demande, à propos de ces déclarations : « Pourquoi marquer tant d'assurance dans l'échec ? Et pourquoi laisser penser qu'une défaite aujourd'hui serait le meilleur moyen de préparer une victoire pour demain ? ».

Le bureau exécutif a également adopté définitivement la plate-forme du PS pour les élections législatives, dont certains points, notamment l'immigration et l'évolution des prélèvements obligatoires, étaient encore en discussion. (Le Monde du 17 décembre). Le texte précise :

« Une croissance plus forte, la mise en œuvre de la solidarité et la maîtrise des prélèvements obligatoires doivent être analysés conjointement. »

Les socialistes proposent, pour la prochaine législature, une « stabilisation » du taux de ces prélèvements et « à la mesure de la croissance, sa diminution ».

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

Quant à l'immigration, le formule finalement retenue (M. Gérard Pêche, président de l'Office national d'immigration, rattaché au PS, avait proposé « insertion ») est l'« intégration » dans la société française. Le bureau exécutif a encore apporté quelques modifications à la partie consacrée à la défense, que M. Paul Quilès, ministre de la Défense, avait lui-même amendée, samedi 14 décembre, lors du comité directeur du PS.

## La visite de M. Chirac à la Réunion

### De notre correspondant

Saint-Denis. - M. Jacques Chirac a officiellement lancé la campagne électorale, le mercredi 18 décembre. « Il m'a semblé utile et symbolique de commencer la campagne électorale ici et dans l'océan Indien », a déclaré le président du RPR, accueilli à l'aéroport de Gillot par tous les responsables gaullistes locaux. M. Michel Debré en tête, ainsi que par des représentants de l'UDF, dont le sénateur Louis Vigneron (CDS) et son frère M. Jean-Paul Vigneron, maire de Saint-André.

Devant un demi-millier de sympathisants brandissant drapeaux tricolores et pancartes à son effigie, M. Chirac a donné le ton de sa visite dans l'océan Indien : « mettre en échec tout indépendantisme, qui ne pourrait faire, selon lui, que le malheur des Réunionnais comme celui des métropolitains. Le maire de Paris a invité les habitants de l'île à s'associer au « grand mouvement de redressement national ». « Nous attendons ici un résultat exceptionnel », a-t-il ajouté.

Quelques heures plus tard, lors de son premier grand meeting tenu au sein de la Réunion (jud de département), le président du RPR a dressé un sévère réquisitoire contre la politique menée outre-mer, depuis quatre ans. « Tous les indicateurs économiques sont à la baisse, le chômage atteint des proportions dramatiques, la liste de brevets des importations par les exportations a chuté de près d'un tiers en quatre ans », pour M. Chirac, ce bilan négatif est le résultat d'une « politique » sociale et dogmatique. « Pendant plus de trois ans, a-t-il poursuivi, le gouvernement a tout mis en œuvre pour faire plaisir au

Parti communiste réunionnais, qui travaille à la Réunion comme les caries dans les caves creoles : il ronge les piliers de la liberté. »

Le président du RPR a accusé le sénateur Paul-Jules Béard (apparenté RPR) de « pactiser avec les communistes ». M. Béard, maire de Saint-Paul et président du Front militant départementaliste, présente une seconde liste d'opposition (1) aux législatives et aux régionales, et ne cache pas son profond désaccord avec Michel Debré, qu'il a qualifié de « grand chef gaulliste blanc ».

« Imposer », l'union dans l'île en lieu de la construire avec toutes les forces d'opposition.

Un mois après la visite de M. Raymond Barre, le séjour de M. Chirac à la Réunion est déjà marqué par une tension à peine voilée entre l'UDF et le RPR. Le maire centriste de Tampon, M. André Thien Ah Koon, a créé la surprise mercredi par son absence à l'aéroport de Gillot alors que l'état-major du RPR au complet avait accueilli M. Raymond Barre.